

Trois coopérants français
sont arrêtés au Maroc

LIRE PAGE 42

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,50 F

Argentine, 1,20 \$; Australie, 1,40 \$; Belgique, 1,20 \$; Canada, 1,20 \$; Danemark, 1,20 \$; Espagne, 1,20 \$; France, 1,20 \$; Allemagne, 1,20 \$; Italie, 1,20 \$; Japon, 1,20 \$; Royaume-Uni, 1,20 \$; Suisse, 1,20 \$; États-Unis, 1,20 \$.

Tarif des abonnements page 35
5, EUR DES ÉTATS-UNIS
35427 PARIS - CHRONIC 88
C.C.P. 4205-23 Paris
Tél. Paris 10 65078
Tél. : 246-72-23

Un pacte communautaire est conclu en Belgique

In «compromis
historique»

Il est une autre nouvelle qui
lève sur la Belgique ? Le
pacte communautaire semble
être conclu après l'accord
entre les socialistes, chrétiens,
socialistes, le Front des francophones
et les « extrêmes »
flamands de la Volksunie.

Le pacte qui va accorder au
pays la formation d'un gouvernement
de la coexistence pacifique
Belges, au prix, puisqu'il le
d'une forme de régionalisme
unique au monde. Quatre
vices-exécutifs responsables
ont été assemblés pour être
des citoyens de la patrie.
Le pacte communautaire est
une adresse officielle dans
la capitale, seule manière de
de tous leurs droits. Cette
hybride a été adoptée,
flamands s'étant opposés
à son bonté à l'extension des
de la ville au nom du
« du sol », en fait pour éviter
l'union, la « tâche d'indivisibilité ».
Le « carreau »
s'élève dans une maisonnette,
les francophones, en échange,
ont des droits nouveaux
une série de communes
mises de la hanche.

compromis ne satisfait qu'à
les deux communautés,
il devrait calmer les pas-
sionnés depuis les lois
statiques adoptées en 1963.
Ays, menacé d'écroulement, a
la réconciliation, comme en
après la « question royale ».
En 1965, avec l'accord
« entre l'école libre et
l'enseignement officiel. En fait,
encore que le pacte socialiste,
pacte communautaire » de
devrait ramener l'apaisement
et permettre aux Belges
d'écarter toutes leurs forces
de problèmes écono-
miques et sociaux particulièrement
graves. La Belgique est, en fait,
Flandre, en fait, de la
majorité européenne pour le
des citoyens, avec 16 %
population active.

pays va subir au cours des
trois années, jusqu'en 1982,
importante opération de
gisé esthétique. Pour son
cinquantième anniversaire,
gigue actuelle ne ressemble
plus à celle de 1830. En
la, aucune des deux com-
munités de sera écartée
de dominer l'autre, ce
si jusqu'à présent la pri-
marité à la fois en Flandre
Wallonie. Les Wallons
aient la suprématie d'une
plus peuplée ; les Fla-
mains, majoritaires, ne voulaient
re minoritaires dans l'état
à par deux régions fran-
çaises. Les mesures décidées
ont tranquiliser les uns et
les autres.

gouvernement qui sera
né le mercredi 1^{er} juin
sera valablement pour la
ce fois, chacune des trois
Les cabinets précédents
étaient dominés par les
de la Flandre, Bruxelles
était pratiquement exclue de
l'action politique. Cette fois,
les plus importantes de
des régions participent
avoir : les socialistes pour
l'ensemble, les socialistes chrétiens
Flandre et le Front des
« extrêmes » (F.D.F.) pour
la Flandre. C'est un autre élément
nouveau.

septiques condamnent
cette solution « à la belge »,
diffiant de « fédéralisme »
et reprochant aux négo-
ciateurs d'avoir « choisi l'aven-
ture ». En fait, l'effort du cabi-
net est de constituer le cabinet
de ceux qui ont succédé aux
élections de 1981 devra
essentiellement sur le
mouvement des nouvelles
lois. Une simplification
pourrait intervenir avec
la. Elle est déjà souhai-
tée.

note manière, il n'y avait
d'autre formule possible
« compromis historique »,
prendre une expression à
« en Flandre. Le pair des
était à ce prix.

M. Tindemans
forme un cabinet
de coalition

La Belgique devrait avoir, le
1^{er} juin, un nouveau gouver-
nement de coalition présidé
par M. Tindemans. Les
socialistes, chrétiens, les socia-
listes, le Front démocratique
des francophones de Bruxelles
et la Volksunie, qui disposent
à la Chambre de 172 sièges
sur 212, seront représentés.
L'accord de principe sur la
formation du gouvernement a
été rendu possible par la
conclusion d'un pacte commu-
nautaire. Il y aura trois
régions (Bruxelles, Flandre,
Wallonie), deux communau-
tés (francophone et néerlandophone). Chaque région aura
son gouvernement et son Par-
lement. Chaque communauté
aura son Assemblée.
Les journaux de Bruxelles
tiennent ce mercredi sur la paix
royenne, mais d'inquiétude
l'accumulation d'institutions et
craignent qu'elles ne se pa-
ralysent mutuellement.

De notre correspondant
Bruxelles. — Après plusieurs
décennies de guerre linguistique
en Belgique, la pacification est-
elle en vue ? Alors que les négo-
ciations avaient abandonné tout
espoir le lundi soir 22 mai, les
pourparlers, entre, parties, politi-
ques, ont abouti dans la nuit. A
4 heures du matin, mardi, le pre-
mier ministre pouvait annoncer
la création d'un véritable pacte
communautaire.
Cinq semaines après les élec-
tions du 17 avril 1977, où il avait
eu le record absolu de voix de
préférence (138 000), quatre se-
maines après avoir été chargé
par le roi de constituer le cabinet,
M. Leo Tindemans obtenait ainsi
le feu vert pour former la nou-
velle coalition.

PIERRE DE VOS.
(Lire la suite page 2.)

Les changements à Moscou

- M. Podgorny est évincé du bureau politique
- M. Brejnev présente un projet de Constitution

Aucune explication de l'éviction de M. Podgorny du bureau
politique n'a été donnée à Moscou. La sécheresse du communiqué
publié après une session du comité central montre qu'il s'agit
d'un limogeage. Le départ de celui qui reste — mais sans doute
pour peu de temps — chef de l'Etat renforce encore la puissance
de M. Brejnev à la direction du parti.

Cette session du comité central a déchargé M. Katouchev
— maintenant vice-président du conseil des ministres — de ses
fonctions de secrétaire, il est remplacé par M. Roussakov. D'autre
part, M. Brejnev a fait approuver un projet de Constitution dont
le texte sera prochainement rendu public.

De notre correspondant
Moscou. — M. Leonid Brejnev,
dont le soixante-dixième anniver-
saire avait été célébré au mois de
décembre dernier comme une sorte
de fête nationale, a encore renforcé
sa position au sommet de la
hiérarchie soviétique. Le plénum du
comité central, réuni mardi 24 mai,
à Moscou, a exécuté M. Nicolas
Podgorny du bureau politique. Cette
exclusion, à laquelle aucune raison
n'a été donnée, devait être suivie,
à brève échéance, par son limogeage
de son poste de président du pré-
sidium du Soviet suprême. Le
plénum du comité central a égale-
ment élu comme nouveau membre
du secrétariat un fidèle de
M. Brejnev, M. Constantin Roussakov,
M. Roussakov, qui est âgé
de soixante-huit ans, et qui remplace
depuis 1972 les fonctions d'as-
sistant personnel de M. Brejnev,
remplacé au secrétariat M. Katouchev,
nommé au début de l'année
vice-premier ministre, et représentant
de l'U.R.S.S. au Conseil.

Le plénum a d'autre part approuvé
le projet de Constitution présenté
par M. Brejnev, approuvé en tant que
président de la commission consti-
tutionnelle. Le texte du projet
devrait être publié au cours des
prochains jours, et adopté cet
automne, au moment des fêtes du
soixantième anniversaire de la révo-
lution d'Octobre. Cette « Constitution
de Brejnev » est destinée à rem-
placer la « Constitution de Staline »
adoptée en 1936 et actuellement en
vigueur. Après Khrouchtchev,
M. Brejnev avait lancé l'idée d'une
nouvelle Constitution, mais il s'est
heurté, manifestement, à de nom-
breuses difficultés pour faire triom-
pher son point de vue. Sa victoire
sur ce plan, tout comme l'éviction

Fortte hausse des prix en avril

MM. Ségué et Bergeron demandent
de « véritables négociations »

La hausse des prix de détail a été très forte en avril, certai-
nement supérieure à 1 %. On déclarait en début de semaine, rue de
Rivoli, qu'elle avait atteint 1,2 %, précision pour le moins étonnante
puisque mercredi matin les calculs s'élevaient pas terminés à l'Institut
national de la statistique ; aucun chiffre ne pouvait, dans ces condi-
tions, être tenu pour certain, la hausse pouvant être inférieure ou
supérieure à 1,2 %.

La grève nationale du 24 mai a été massivement suivie dans les
secteurs public et nationalisés, et de façon importante mais plus iné-
gale dans le secteur privé. Les manifestations organisées par la C.G.T.,
la C.F.D.T. et la F.N. ont été, dans plusieurs villes de province,
d'une ampleur jamais atteinte depuis mai 1968, outre depuis la libé-
ration, pas été plus importante que celle organisée, étonnamment, contre le plan Barre, le 7 octobre dernier.

L'ensemble des syndicats se félicitent du succès de cette journée
et demandent au gouvernement d'ouvrir de « véritables négociations »
sur les salaires. M. Ségué a écrit en ce sens au président du C.N.P.F.,
M. Bergeron a demandé de son côté audience à MM. Giscard d'Estaing
et Barre afin de leur faire part « des appréhensions (de P.O.) non
seulement en ce qui concerne l'évolution des rémunérations, mais
également sur un plan plus général ».

Selon l'INSEE, le montant exact
de l'indice des prix ne sera connu
que vendredi 27 mai, en fin de
matinée. Les indiscretions calculées
de la Rue de Rivoli, comme celles
qui viennent de se produire en début
de semaine, permettent aux pouvoirs
publics d'évaluer l'effet sur l'opini-
on des critiques, que formulèrent
les syndicats, lorsque l'indice sera
publié, critiques qui reprendront le
thème : « L'inflation continue, mais
les salaires, eux, sont limités. » Le

gouvernement pourra alors arguer du
fait que le mauvais résultat d'avril
avait été prévu.
Certes, il est de bonne guerre
que le gouvernement ignore rien
des habiletés qui permettent de
dévaloriser les mauvaises nouvelles
pour poursuivre sans trop de heurts,
la politique économique dont
M. Barre reste persuadé qu'elle est
la seule bonne. Mais il est tout à
fait anormal que les pouvoirs publics
aient connaissance plusieurs jours à
l'avance d'indices qui relèvent de
l'INSEE, organisme scientifique dont
la neutralité devrait être garantie.

En Grande-Bretagne, ce n'est pas le
gouvernement ou un ministre qui
rend public les chiffres, mais bel et
bien l'Office des statistiques. Cela
coupe court à toute insinuation poli-
tique.
Au-delà de ces problèmes de
méthode — qui mettent en lumière
les difficultés d'une information éco-
nomique neutre — on doit se poser
la question de savoir si le résultat
d'avril n'est pas plus mauvais que
ce qu'avaient prévu les pouvoirs
publics.

ALAIN VERNHOLLES.
(Lire la suite page 3.)

Paris-gadget

par JEAN PLANCHAIS

On les a mis là, pélemêle, en
hâte, sans savoir très bien ce
qu'ils vont faire. Ils sont diri-
gés par des associations d'habitants,
présidents de groupes de parents
d'élèves — bien pensants, — mili-
tants, non-militants, anciens can-
didats de la majorité. On trouve
parmi eux un ancien et célèbre
joueur de rugby du Sud-Ouest, un
sociétiste, des notables et des
inconnus. Leur liste, qui ne pré-
cise ni leur profession, ni leurs
activités, a été publiée au Bulletin
municipal officiel de Paris. Ils
sont cent dix-sept au total qui
seront élus et de fonctionnaires
municipaux, la population parisi-
enne dans les vingt commissions
d'arrondissement.

Ce sont des gens fort honora-
bles, et, à l'occasion, compétents.
Si compétents qu'avant même de
siéger — mis à part le cas des
écologistes, divisés comme on sait,
— certains songent essentielle-
ment aux moyens de donner à
leur démission le plus d'effet et
d'efficacité possible. Car ils ris-
quent fort de rester, dans l'ombre
d'une arrière-salle municipale, les
symboles d'une réforme avortée.

Dès 1968, des associations
d'habitants avaient relancé une
vieille campagne : Paris était une
ville sous tutelle. Non seulement
les Parisiens ne s'administraient
pas eux-mêmes dans un Hôtel de
Ville tenu en laisse par un pré-
fet, autour d'un président chargé
de l'inauguration des chrysanthèmes,
mais il leur manquait, dans
des arrondissements réduits à
l'état de chronophages adminis-
tratives, un lieu où ils seraient
chez eux, centre de pouvoir local,
d'accueil, de rencontre et d'initia-
tive. La mairie, c'est, en principe,
la « maison commune ». Pourqu'on
les habitants de Montmartre, de
Belleville ou de Vaugrassat ne
jouaient-ils pas des mêmes
avantages que ceux de Montrouge,
de Saint-Denis ou de Versailles ?

(Lire la suite page 12.)

L'Éthiopie, un autre Liban ?

par ANDRÉ FONTAINE

Une tragédie succède à l'autre.
Après le Liban, l'Éthiopie. C'est par
milliers que se comptent, dans l'an-
cien empire d'Hailé Sélassié, les
victimes de la guerre civile. Entre
les deux pays, pourtant, que de
contrastes ! Le Liban fut longtemps,
pour le meilleur et pour le pire,

que la violence a remis en cause,
avec l'appel de l'extérieur, d'est un
ordre social anachronique et béné-
ficiaire, lui aussi, de puissantes soutiens
extérieurs. A vrai dire, il n'y a plus
de guerre, aujourd'hui, qui ne soit
que « civile ». En Éthiopie, comme
hier au Liban, comme dans la Russie
de 1918 et l'Espagne de 1936, l'im-
placable rivalité des puissances ali-
mentait toujours la confuse mêlée des
races, des religions, des intérêts et
des idéologies.

André Stil
de l'Académie Goncourt

L'ami
dans
le miroir

Une amitié d'hommes.
Et devant elle, bientôt,
à la fois une tragédie
et ce qui arrive tous les
jours sur les lieux où
l'on travaille.

ROMAN/JULLIARD

JARDINS DU XVIII^e SIÈCLE A L'HOTEL DE SULLY

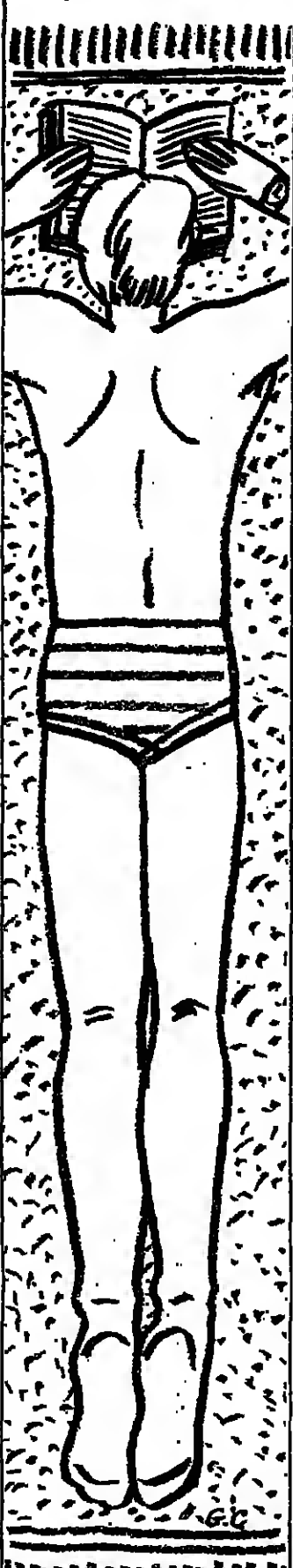
Les peupliers d'Ermenonville

Les jardins, ce sont d'abord les
petits carrés des cloîtres où chaque
moine est responsable de son plant
de choux et de « porreaux ». Puis
viennent les jardins de la Renais-
sance, les allées de cyprès, les jeux
d'eau, l'ordonnance majestueuse et
sombre des jardins baroques. La
Fontaine nous parle d'endos, de
prairies où « croissent à plaisir le
thym et le serpolet, l'oseille et la
laitue » ; il aime « les jardins qui
sentent le sauvage », mais il est
bien le seul dans un siècle où les
porcs sont conçus pour exalter l'ar-
chitecture du château, et déjà Mal-
herbe félicitait Henri IV d'avoir,
à Fontainebleau, « aux miracles
de l'art fait céder la nature ».

Vers 1750, la nature reprend ses
droits : révolution du goût, mais
aussi de la sensibilité et du senti-
ment social où interviennent, en
même temps qu'un jeu d'influences
très complexes, souvent exotiques,
la passion de l'agronomie et la res-
tauration des valeurs liées au
monde rural. « J'ai de tout dans
mes jardins », écrit Voltaire, « pre-
mières régulières, bois irréguliers,

(Lire page 19 l'article
d'ANDRÉ FERMIGIER.)

GUIDES PRATIQUES POUR L'ÉTÉ



GUÉRIR PAR L'EAU
Gabriel Veraldi.
Les eaux minérales.
Les cures en France
et à l'étranger.
La thalassothérapie.
Les bains.

LE PLAISIR D'ÊTRE EN FORME
Henri Czecharowski.

LE TEMPS DES CONFITURES
100 recettes.
Milette Godard.

LES STAGES D'ARTISANAT
en France et à l'étranger.
Mortine Grapas
et Janine Pradeau.

LA MAISON DE PAYS
René Fontaine
Architecte D.P.L.G.

GUIDE PRATIQUE DE LA MUSIQUE
Jean-Noël Dorde.
Initiation - Disques -
Concerts - Festivals, etc.

SEGHERS

EUROPE

L'EXCLUSION DE M. PODGORYNY DU BUREAU

LES CHANGEMENTS A MOSCOU

(Suite de la première page.)

La formule « à sa demande » qui aurait permis de camoufler en démission le limogeage de M. Podgorny est bonne et due forme n'apparaît nulle part. Pas plus d'ailleurs que des références à un mauvais état de santé qu'on avait pourtant accordées à Khrouchchev en 1964 au moment de sa disgrâce. Bref, M. Podgorny paraît avoir été traité comme un ennemi politique tout au long de sa carrière.

C'est là, sans doute, l'aspect le plus dérangeant des événements de mardi. Certes, M. Podgorny avait bien été, en 1964-1965, un rival pour M. Brejnev, mais le secrétaire général n'avait guère eu de mal à venir à bout des prétentions de l'ancien premier secrétaire d'Ukraine, à éliminer ses amis les plus influents avant de le pousser sur le vol de garage doré que constitue la présidence du présidium du Soviet suprême. Depuis 1965 en fait, M. Podgorny était politiquement neutralisé et ne manifestait aucune ambition personnelle, semblant se satisfaire parfaitement des fonctions honorifiques qui étaient les siennes : recevoir les personnalités étrangères, distribuer médailles, décorations et diplômes aux plus méritants, lire des discours bien évidemment écrits par d'autres.

Il y a eu quelques semaines encore, M. Podgorny avait été dépeché par M. Brejnev en Afrique. Pour autant qu'on eût pu, il s'acquittait honorablement de sa tâche. Etait-il déjà condamné dans l'esprit de M. Brejnev ? Si oui, il faut admettre que le secrétaire général fait bien peu de cas de ses nouveaux amis africains pour leur envoyer en délégation un homme pratiquement banni du pouvoir, sinon de l'histoire. A moins qu'un élément nouveau ne soit intervenu depuis le retour de M. Podgorny à Moscou. Mais lequel ? Une proposition du chef de l'Etat au projet de Constitution qui eût tant de mal à voir le jour ? Un refus de M. Podgorny de jouer docilement le rôle prévu pour lui dans le scénario de la succession ? La volonté de M. Brejnev de faire un exemple de bon marché tout en assouvisant une vieille vengeance ?

Ce ne sont là que des hypothèses. Trop d'éléments manquent à ce nouveau puzzle pour qu'on puisse déjà le reconstituer. Remarquons seulement qu'une « révolte » de M. Podgorny paraît assez peu vraisemblable.

M. KATOUCHEV

M. Constantin Katouchév, qui cesse d'appartenir au secrétariat du comité central, avait été nommé en avril dernier vice-président du conseil des ministres chargé de représenter l'U.R.S.S. au Conseil. Il est âgé de cinquante ans. Il a fait des études d'ingénieur à Gor'ki, puis est devenu, en 1968, premier secrétaire du comité régional du P.C. à Gor'ki.

Elu membre titulaire du comité central en 1966, il a été nommé secrétaire du conseil des ministres en 1968. Il était chargé des relations avec les partis communistes qui exercent le pouvoir. A ce titre, il a joué un certain rôle dans la préparation et le déroulement de la conférence européenne des partis communistes, qui eut lieu à Berlin, il y a un an.

bielle : ce vieil « apparatchik » n'a jamais fait preuve dans le passé d'une détermination particulière dans les luttes pour le pouvoir. Hier encore, il faisait un peu figure d'homme seul dans ce bureau politique où le contrepoint de M. Brejnev se situait plutôt du côté d'hommes comme MM. Sousslov, Kossyguine, voire Grumyko.

Il est intéressant à cet égard de noter que, si l'élection de M. Podgorny ne paraît pas avoir fait problème, aucun homme nouveau n'a été élu à sa place au bureau politique, qui ne compte plus que quatorze membres contre seize il y a peu de temps. M. Podgorny, âgé de soixante-quatre ans, n'était pas le doyen du bureau : M. Arvid Felche, toujours en fonctions, bien que son départ ait été maintes fois prévu, est âgé de soixante-dix-huit ans ; M. Sousslov vient de fêter ses soixante-quinze ans et a eu droit à cette occasion à la publication en deux volumes de ses principales interventions politiques depuis les années 30. Exception faite du cas de M. Brejnev — dont les discours occupent cinq volumes — M. Sousslov est le seul dirigeant dont les écrits ont été publiés en plus d'un seul tome.

Un secret bien gardé

Que va-t-il maintenant se passer ? Rares, sans doute, sont ceux qui le savent à Moscou, comme rares étaient ceux qui connaissaient l'avance élection de M. Podgorny. Une loi de plus le secret avait été bien gardé et la surprise a été totale. Logiquement, cependant, on peut s'attendre que M. Podgorny perdrait bientôt son poste de président du présidium du Soviet suprême. Nul besoin pour cela de pétitionner jusqu'à la session d'été du Parlement soviétique qui doit commencer ses travaux le 10 juin prochain. Le présidium a parfaitement la possibilité de congédier son président et même de désigner un remplaçant, quitte à le faire approuver cette décision a posteriori par les députés qui ont une longue pratique d'une telle procédure. On voit mal en tout cas M. Podgorny rester longtemps à la tête de l'Etat après avoir été exclu, sans aucun ménagement, de l'instance suprême du parti.

Au-delà de cette quasi-certitude, on s'aventure dans le domaine des spéculations. Dès mardi soir, Moscou en était remplie. La plus répandue, mais pas forcément la plus sérieuse, voulait que M. Brejnev cherchât à cumuler les fonctions de chef du parti et celles de chef de l'Etat, comme le font déjà M. Ceausescu en Roumanie, Husek en Tchécoslovaquie et Jivkov en Bulgarie, pour ne pas parler du maréchal Tito. Le secrétaire général n'a-t-il pas déclaré devant le plénum, en exposant son projet de Constitution, qu'il avait fait tenir compte, dans la préparation de ce texte « du développement des structures et des institutions dans les Etats socialistes frères » ? La phrase, cependant, est sibylline, et ce serait aller un peu vite en besogne que de conclure que le projet de la nouvelle Constitution rendrait le principe d'un cumul des fonctions.

Parmi les autres rumeurs et hypothèses, citons, sans prétendre être exhaustif, celle qui prévoit la nomi-

nation à la tête de l'Etat de M. Kossyguine, soixante-trois ans, malade, écarté du travail par ses fonctions de chef du gouvernement ; de M. Kirilenko, un proche de M. Brejnev, qui est à la fois membre du bureau politique et du secrétariat ; de M. Critchenski, un autre « Brejnevien » bon zaim, membre du bureau politique et premier secrétaire de l'Ukraine.

JACQUES AMALRIC.

M. ROUSSAKOV NOUVEAU SECRÉTAIRE DU COMITÉ CENTRAL

M. Constantin Roussakov, nommé secrétaire du comité central du P.C. soviétique, passe pour être l'un des proches collaborateurs de M. Brejnev. Né en 1912, M. Roussakov — dont la spécialisation au sein de l'administration du parti portait sur les problèmes des pays socialistes — était cité comme « assistant du secrétaire général ».

Chef adjoint d'une section du comité central depuis 1964 et devenu chef titulaire de cet organisme en 1971, il a accompagné M. Brejnev et Kossyguine à la réunion du traité de Varsovie à Bucarest (1968). En 1969, il a fait partie de la délégation soviétique à la conférence internationale de Moscou des partis communistes, puis, de 1973 à 1976, il a accompagné M. Brejnev dans ses déplacements à Vienne, Berlin-Est, Budapest et Belgrade. En avril dernier, M. Roussakov faisait partie de la délégation soviétique à Prague à la réunion de la conférence internationale des partis communistes.

LA COMPOSITION ACTUELLE DE LA DIRECTION DU P.C.

Les quatorze membres titulaires du bureau politique

MM. Iouri Vladimirovitch Andropov (1976), Leonid Ilitch Brejnev (1976), Vladimir Vassilievitch Gichikobski (1971), Viktor Vladimirovitch Grichine (1970), Andreï Andreïevitch Grumyko (1973), Andreï Pavlovitch Kirilenko (1962), Alexis Nikolaïevitch Kossyguine (1960), Dimitri Konstantinovich Khrouchtchev (1971), Fedor Davydovitch Koulakou (1971), Gueorgi Trofimovitch Mazourov (1968), Dimitri Fedorovitch Oustoukhov (1976), Felche (1968), Grigori Vassilievitch Romanov (1976), Michel Andreïevitch Sousslov (1968).

Les membres suppléants

MM. Gaydar Ali Ras Ogly Alev (1976), Pierre Nikolaïevitch Demitchev (1964), Pierre Mikronovitch Macharov (1970), Boris Nikolaïevitch Fomine (1972), Chouvalov (1968), Rachkovski (1968), Mikhaïl Sergueïevitch Solomentsev (1971).

(Notes indiquées entre parenthèses la date à laquelle un membre a été élu au bureau politique, le poste qu'il occupait actuellement.)

La nouvelle Constitution développera la notion de « démocratie socialiste »

De notre correspondant

Moscou. — En l'absence du texte de la nouvelle Constitution (qui ne sera rendu public qu'à la fin de la semaine) et en l'absence de la lecture du rapport présenté par M. Brejnev au plénum (l'agence Tass n'en a publié que des extraits), il est difficile de se faire une idée exacte de la nouvelle Loi fondamentale dont l'adoption est attendue pour le soixantième anniversaire de la révolution d'Octobre. Selon M. Brejnev, le but de la nouvelle Constitution — destinée à remplacer la Constitution promulguée en 1936 et toujours en vigueur — est de « tenir compte des profonds changements intervenus dans notre pays, dans toute notre société, depuis quarante ans ».

Contrairement à la « Constitution de Staline », le projet abandonnerait en particulier toute référence à la « dictature du prolétariat ». Ce concept serait remplacé par celui de « l'Etat du peuple entier », expression que l'on rencontre depuis longtemps déjà dans les textes officiels soviétiques et qui a soulevé l'indignation des Chinois. L'absence de référence à la dictature du prolétariat ne signifie en aucune façon que le parti communiste soviétique ne représente plus le « parti du prolétariat », mais simplement que l'Union soviétique, « société du socialisme développé », a dépassé le stade de la dictature du prolétariat. La société socialiste croit, a notamment affirmé M. Brejnev, « l'alliance indissoluble de la classe ouvrière, de la paysannerie et de l'intelligentsia issue du peuple ».

Les différences entre les principaux groupes sociaux s'effacent

Beaucoup d'honneurs et peu de pouvoirs

Pendant onze ans, M. Nicolas Viktorovitch Podgorny fut le privilégié d'être, après M. Brejnev, le plus souvent cité dans la presse soviétique. Il est vrai qu'en sa qualité de président du présidium du Soviet suprême il énonçait tous les décrets, présidait les cérémonies de remise de décorations, donnait audience aux hommes d'Etat en visite à Moscou. Quand la liste des membres du bureau politique était publiée selon l'ordre hiérarchique — et non selon l'ordre alphabétique comme c'est le cas le plus fréquent — son nom venait au second rang, toujours après le secrétaire général, mais avant le chef du gouvernement.

La vie de M. Podgorny, en ses débuts, ressemble à celles de presque tous les hommes qui tiennent le haut du pavé à Moscou. Né en 1903 à Khar'kov (Ukraine), où son père était ouvrier métallurgiste, il fit un apprentissage en usine puis fut « envoyé à la faculté ouvrière » de l'industrie alimentaire de Kiev. Après avoir reçu un diplôme d'ingénieur, il travailla de 1937 à 1937 dans une usine, puis fut « envoyé à la faculté ouvrière » de l'industrie alimentaire de Kiev. Après avoir reçu un diplôme d'ingénieur, il travailla de 1937 à 1937 dans une usine, puis fut « envoyé à la faculté ouvrière » de l'industrie alimentaire de Kiev.

A la fin de la guerre, il fut envoyé en Pologne pour contrôler le rapatriement des Ukrainiens. Sa mission achevée, il repartit pour Moscou comme représentant permanent de l'Ukraine auprès du gouvernement soviétique. Sans doute avait-il été remarqué par un homme encore peu connu mais déjà influent dans les hautes sphères du parti et qui avait dirigé l'Ukraine, Nikita Khrouchtchev. C'est alors qu'il commença une nouvelle carrière. En 1950, il entra dans son pays, prit la direction de l'appareil du parti à Khar'kov. Il fut nommé second secrétaire de la République en 1953 et premier secrétaire quatre ans plus tard. L'homme qui contrôlait la seconde des Républiques soviétiques est presque automatiquement appelé à siéger à la direction suprême. M. Podgorny fut en effet élu membre suppléant du présidium (bureau politique) en 1957 et membre titulaire en 1960.

Pourtant, à cette époque, on ne lui avait pas encore confié les rênes du pouvoir. Nikita Khrouchtchev avait promis maintes et maintes fois que le nouveau patron d'Ukraine, « l'apparatchik », soulèverait tout de suite la discipline d'orthodoxie. M. Podgorny avait promis comme un homme ouvert, qui comprendrait la nécessité des réformes.

Si jamais il rêva de devenir le numéro un, il dut, en décembre 1965, abandonner toute illusion. Atteint par le limogeage de M. Mikoyan lui céda le poste de chef d'Etat. Mais en devenant président du présidium du Soviet suprême, M. Podgorny quitta le secrétariat du comité central et l'autorité à laquelle il aspirait peut-être et se contenta de la notoriété qui lui était offerte. Ce primat, il l'emplit en Afrique sa dernière mission, car son départ du bureau politique marque sans aucun doute la fin de sa carrière.

BERNARD FÉRON.

POLITIQUE DU P.C.

Union soviétique

LE SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

Le secrétaire général du P.C. soviétique, Leonid Brejnev, a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années. Brejnev a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années.

Le secrétaire général du P.C. soviétique, Leonid Brejnev, a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années. Brejnev a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années.

Le secrétaire général du P.C. soviétique, Leonid Brejnev, a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années. Brejnev a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années.

Le secrétaire général du P.C. soviétique, Leonid Brejnev, a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années. Brejnev a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années.

Le secrétaire général du P.C. soviétique, Leonid Brejnev, a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années. Brejnev a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années.

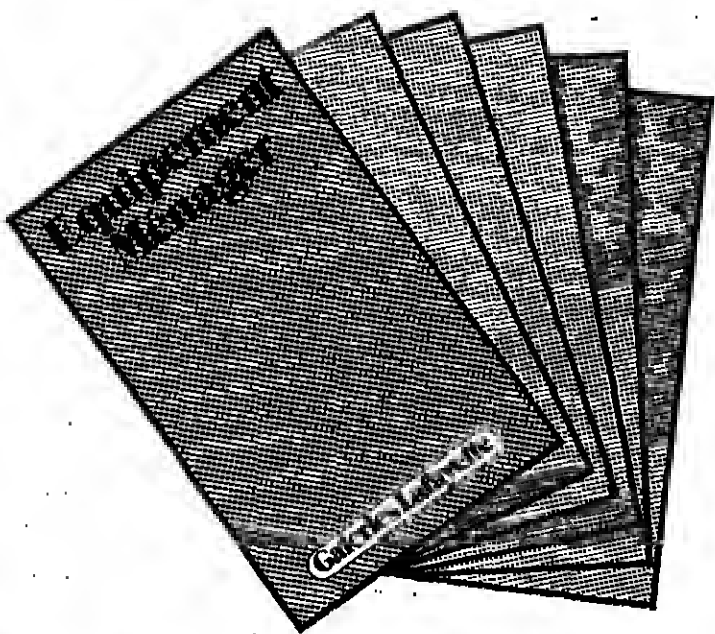
Le secrétaire général du P.C. soviétique, Leonid Brejnev, a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années. Brejnev a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années.

Le secrétaire général du P.C. soviétique, Leonid Brejnev, a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années. Brejnev a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années.

Le secrétaire général du P.C. soviétique, Leonid Brejnev, a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années. Brejnev a été élu à la présidence du présidium du Soviet suprême, le 26 mai 1977. Cette élection a été l'aboutissement d'un processus qui a commencé il y a plusieurs années.

DOSSIER EQUIPEMENT MENAGER

Une information complète
et gratuite
sur tous les appareils électroménagers,
sur les services et les garanties
auxquels vous avez droit.
Exemples : la garantie
des prix les plus bas,
le dépannage sous 48 h
sur simple appel téléphonique.



OFFRE SPECIALE JUSQU'AU 11 JUIN

Sur les fours, cuisinières, réfrigérateurs,
congélateurs, lave-linge, lave-vaisselle.

Sur présentation de ce bon, remise de 150 F en espèces
sur les marques mentionnées pour tout achat de 2 000 F minimum.

Halvatia Far Hobart Kitchenaid Indesit Kelvinator Laco Kenwood Neff Lincoln Ladan A.E.G. Bauknecht Chappée De Dietrich Electrolux	VALEUR 150 F	Frigidaire Frigéavia Hoover Philips A. Martin Miele General Electric Rosières Seuter Scholtes Siemens Thomson Brandt Vedette Zoppas
---	-------------------------------	---

EQUIPEMENT MENAGER
Galerias Lafayette

Galerias Lafayette

Hausmann - Montparnasse - Belle Epine.

EUROPE

Les négociations en Italie entre le P.C.

Les évêques ne voient pas de raison majeure d'intervenir directement dans le débat politique

De notre correspondant

Rome. — La hiérarchie catholique suit de très près les développements de la situation en Italie. A la conférence épiscopale comme au Vatican, on s'inquiète d'une montée des désordres « qui pourraient menacer la démocratie », selon la remarque d'un religieux bien placé et pourtant peu enclin à la dramatisation. Dans le même temps, on surveille les négociations qu'ont engagées la démocratie chrétienne et le P.C. soit pour les encourager, soit pour les freiner, car il n'y a pas d'unanimité dans l'Eglise sur ce point.

Un article non signé du quotidien *L'Avvenire*, proche de l'épiscopat, avait retenu l'attention du monde politique le 3 mai. « Nous sommes fermement convaincus, écrit-il, qu'un accord sur certains points d'un programme gouvernemental constituerait de fait un pas supplémentaire sur une voie sans retour. » Certes, ajoutait l'éditorialiste, la situation est grave, mais « le plus grand risque que court le pays est la mise en place d'un processus qui rendrait irréversible l'hégémonie communiste ». En d'autres termes, le journal ne se contentait pas de refuser, comme les dirigeants démocrates-chrétiens, un accord politique avec le P.C. qui le ferait entrer pleinement dans la majorité gouvernementale ; il contestait la plus récente recherche d'un accord de programme sur l'économie et l'ordre public.

Selon une source généralement bien informée, l'auteur de l'article ne serait autre que Mgr Giovanni Benelli, substitut de la secrétaire d'Etat du Vatican. Il aurait pris une initiative personnelle, sans consulter la conférence épiscopale italienne. « Le Saint-Siège a été suffisamment critiqué pour ses silences à l'égard du fascisme et du nazisme, nous fait remarquer un éminent vaticaniste. Il ne veut pas que, dans des cas d'urgence, l'avoir passivement assisté à l'in-

stitution d'un régime communiste en Italie. »

Mais le pavé de *L'Avvenire* semble être tombé à côté de la cible. Aucun dirigeant démocrate-chrétien n'a voulu oser — se désolidariser de son président, M. Aldo Moro, qui poursuit avec les communistes une attitude selon.

Réunie à Rome du 9 au 13 mai, la conférence épiscopale italienne s'est bien gardée de prendre position dans le débat politique. Elle aurait eu quelque mal à le faire : ses trois cents membres ne forment pas un collège aussi homogène que leurs collègues français et masques depuis la mort de Mgr Bartolotti, il y a deux ans, d'un véritable coordonnateur. Contrairement aux fois précédentes, les évêques n'ont pas été reçus en audience par Paul VI, dont le discours aurait inévitablement été examiné à la loupe.

« Le bon sens semble l'emporter »

L'Assemblée épiscopale s'est conclue par un message solennel condamnant l'avortement. Si la proposition de loi laïque autorisant l'interruption de grossesse dans de nombreux cas devait être adoptée par le Parlement, les catholiques se verraient « dans la dramatique nécessité de recourir à l'objection de conscience », affirment les évêques. Ils ont également adressé un télégramme au président du Sénat pour mettre en garde les parlementaires contre une « autre grave division dans les esprits » en un moment de « crise des institutions ». D'ailleurs, y voyait le message d'un référendum au cas où la loi serait adoptée. Mais il n'est pas sûr que, trois années après l'échec de la consultation populaire sur le divorce, qui a eu d'incalculables conséquences politiques,

l'Eglise s'engage dans une aventure similaire.

Les évêques ne voient pas, pour le moment, de raison majeure d'intervenir dans le débat politique proprement dit. Au cours de leur réunion, ils ont néanmoins prononcé l'union des catholiques, ce qui est une façon directe de soutenir la démocratie chrétienne. La conférence a affirmé l'incompatibilité entre marxisme et christianisme avec une unanimité qui n'est pas feinte. Mais si certains de ses membres, rejoignant l'éditorialiste de *L'Avvenire*, voient dans les accords avec le P.C. le début d'une démission, d'autres jugent indispensable une attitude limitée. A plus long terme, ils n'excluent pas une « rencontre » avec le P.C. à condition que celui-ci « revocque son idéologie » et, finalement, ne soit plus marxiste-léniniste.

Un prêtre remarque : « Le parti communiste, dans l'article 2 de ses statuts, se déclare ouvert à tous les Italiens, quelles que soient leurs conceptions philosophiques. Mais l'article 5 oblige ses membres à acquiescer et approfondir la connaissance du marxisme-léninisme, et à en quier ses enseignements pour résoudre les questions concrètes. Pour un catholique, c'est inadmissible. »

Ce genre de remarque ne laisse pas indifférent les amis de M. Berlinguer. Selon un renseignement digne de foi, mais difficile à vérifier, certains membres de la direction communiste seraient favorables à la modification de l'article 5.

L'Osservatore Romano s'est félicité, dans un article publié le 12 mai, de la poursuite des négociations entre démocrates chrétiens et communistes en Italie. « Le bon sens semble l'emporter », écrit le quotidien du Vatican, qui ajoute que « la dramatique rupture qui était redoutée au cours des derniers jours aurait évité d'autres difficultés à celles d'une situation politique incertaine ».

ROBERT SOLÉ.

LIVRES ET REVUES

Fascinations du parti communiste

« Nous sommes un parti qui vient de loin et qui va loin », disait Palmiro Togliatti, secrétaire général du P.C.I. de 1945 à 1964. C'est sans doute à ses contributions qu'il faut attribuer le succès de son parti. Mais au prix de quelles implications idéologiques ? Marcelle Padovani en pousse l'analyse, montrant comment elle contraindrait le socialisme, la gauche en général, à se soumettre en cause, et élargit les lézards des différentes formations qui s'engagent dans un choix politique au nom de la foi catholique.

Les évêques sont les plus déçus, réduits à leur tour à servir d'instrument aux deux pouvoirs qui, en fin de compte, tiennent vers une association de leurs héritages respectifs : le parti communiste et l'Eglise catholique ? La question vaut aussi bien pour les militants de la base du P.C.I., souvent pris à contrepied par le rythme d'une formation qui va plus vite que les explications qui leur en sont données, que pour les catholiques de gauche. De ces derniers, les représentants les plus fameux (hommes très purs, très dignes, à n'en pas douter) ont été éliminés comme « indépendants de gauche » sur les listes du P.C.I. au printemps 1976.

La bataille pour le pouvoir

P.C.F. en particulier. Il y manque des développements sur le mythe communiste dans la société italienne, en particulier l'inhibition qui n'est pas seulement moutonnière ou dictée par la peur — de la société bourgeoise, et des intellectuels. Aussi bien son essai, vivant et précis, est-il un document de base pour définir l'état actuel du P.C.I. dans sa fonction historique. *L'Italia de Berlinguer* (2), de Patrick Méné, propose autre chose : une série de clichés, de scènes vécues, où le geste et le mot qui portent, les assertions rapides, ne prennent jamais l'allure d'un paradoxe. En somme, la technique des « petits faits vécus » sert à mesurer, au lecteur, les informations que Marcelle Padovani, pour sa part, enracine dans leur terrain historique et politique.

Du *Berlinguer*, de notre confrère de *Le Stampo*, Vittorio Gorresio (3), on devrait dire qu'il est à mi-chemin entre les deux formules. Sur la personnalité du secrétaire général du P.C.I., il apporte tout ce qui peut en dire, c'est-à-dire des apparences, car l'homme abonde tout ce qui évoquerait de loin sa personnalité. Mais son histoire propre, son aventure politique (surtout que le terme soit un peu forcé), sont retracées avec finesse. Avec aussi ce scepticisme très romain du chroniqueur qui, depuis 1945, a contemplé toutes les vicissitudes des acteurs de la vie politique, aimant les hommes plus que les idéologies.

Member de la direction du P.C.I., Giorgio Napolitano publie en français la *Politique du parti communiste italien* (4), sous forme de conversation avec Eric Hobsbawm. A travers lui, c'est une explication officielle de la ligne du parti, notamment de son souci d'intégration des Italiens et de la politique d'alliance de la classe ouvrière. Un langage clair, précis, qui débouche sur les problèmes des P.C. en Occident.

Le compromis historique est encore l'objet de numéros spéciaux de trois revues récentes : *Politique aujourd'hui* (5), *Dialectiques* (6), *Parole et société* (7). Des redites, des recoupements, sont inévitables entre elles, mais l'ensemble compte bien le travail de Marcelle Padovani, encore que, ici ou là, la moderne « langue de bois », utilisée pour traiter de Gramsci et du concept d'hégémonie notamment, ne soit pas toujours propre à entrer dans le sujet.

Sans doute, les semaines récentes ont-elles apporté des modifications, des inflexions à l'analyse. Le P.C.I. est engagé dans un processus de clarification interne que les pronostics qu'on ne le soupçonnait lorsque parurent nos publications. L'eurocommunisme, avec les récentes prises de position de M. Georges Marchais et son voyage à Rome, a franchi des étapes que ne décrit pas Marcelle Padovani. Mais elle ne s'attachait pas tant aux péripéties de l'itinéraire qu'à ses objectifs. Et l'éventuel à confirmer ses analyses.

JACQUES NOBECOURT.

- (1) Calmann-Lévy, éditeur, 287 p. (avec d'autres annuaires de données chiffrées), 39 F.
- (2) J.-C. Laffont éd., 314 p., 40 F.
- (3) Fayard éditeur, 384 p., 35 F.
- (4) Editions sociales, 122 p., 16 F.
- (5) N° septembre-octobre 1976. Les Promesses du compromis.
- (6) N° 18/19. *L'Italie* et nous. Traite également des problèmes culturels.
- (7) N° 3, 1976. *L'Italie à l'heure du compromis historique*.

Centre ISTH - Centre AUTIEU - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques Humaines
PREPARATIONS INTENSIVES JUILLET-AOÛT 1977
Examen d'entrée à :
SC PO
• Entrée en 1^{re} année
• Soutien en cours d'AP
• Procédure d'admission
• 2^e année
• Préparation par correspondance
TAXES CONFIRMES DE REUSSITE DEPUIS 24 ANS
AUTIEU : 8, Av. Léon-Henry
75018 Paris - Tel. 224 10 72
TOLBIAC : 43, Av. d'Italie
75013 Paris - Tel. 585 65 81

La démocratie chrétienne
Le parti laïque craignait de l'abandonner
Berlinguer veut
48 pages
indispensable
pour mieux connaître
demandez-le
en recevant le

EUROPE

Les négociations en Italie entre le parti communiste et la démocratie chrétienne ne voient pas de raison majeure directement dans le débat politique

et la démocratie chrétienne

Les partis laïques craignent de faire les frais d'un accord

Rome. — Un accord est en train de se dessiner entre les communistes et démocrates-chrétiens sur plusieurs questions, à commencer par l'économie, l'ordre public et l'enseignement. Les risques d'une rupture diminuent, même si les intérêts reconnaissent leurs divergences et affirment que les jeux ne sont pas faits. Un nouvel élément est venu compliquer leurs laborieuses négociations : la mauvaise humeur des partis laïques, qui étaient les plus chauds partisans d'une entente au début de l'année, mais craignent d'être trahis par les deux « grands ».

Pour le parti républicain de M. Ugo La Malfa, dont on se demande s'il appartient encore au camp abstentionniste ou s'il n'est pas déjà dans l'opposition, l'accord ne peut être qu'un mauvais compromis, alors que des mesures très sévères, forcément impopulaires, doivent être prises pour sortir l'Italie de la crise. Le parti social-démocrate de A. Saragat menace, à son tour, de « tirer les conséquences » d'une solution qui ne lui conviendrait pas. Il espère que les négociations se poursuivront de son côté et le conduiront même à participer à un nouveau gouvernement. Mais on semble se passer fort bien de lui.

Les socialistes eux-mêmes commencent à se plaindre, alors qu'ils ont tout fait depuis un an et demi pour sortir le P.C. de l'opposition. Leurs réprimandes ont été moins sur le contenu de l'accord à venir que sur sa signification politique. Ils reprochent aux communistes de s'être inclinés devant les exigences de la démocratie chrétienne, laquelle « voulait pas inclure le P.C. dans la majorité et ne désirait même pas remanier le gouvernement. Or le parti socialiste insiste sur que l'accord conduise à « dire la crise », comme on dit en Italie, c'est-à-dire à changer d'état de cabinet démocratique. Les « trahisons » internes que traverse le P.S.I. rendent encore plus in-

De notre correspondant

certaine l'attitude que ce parti adoptera si ses vœux ne sont pas satisfaits.

Démocrates-chrétiens et communistes s'efforcent de rassurer les partis intermédiaires en évitant soigneusement de les qualifier de « mineurs », comme le fait la plus grande partie de la presse. Toutes les formations sont égales entre elles, et il n'y a pas de rapports privilégiés, affirme il *Popolo*, organe officiel de la démocratie chrétienne. Même son de cloche du côté communiste. « Dans notre proposition et dans notre conduite politique, les autres forces laïques démocratiques n'ont rien à craindre et peuvent trouver les plus larges garanties », écrit l'*Unità*.

Ce ne sont pas seulement de belles paroles : les deux grands partis ont besoin des forces intermédiaires. S'ils craignent une rupture — et donc des élections anticipées — c'est parce que

celles-ci risqueraient de faire disparaître les petites formations, que le scrutin de juin 1976 avait déjà beaucoup affaiblies. On estime généralement à Rome qu'une nouvelle bataille électorale ne ferait qu'accentuer la bipolarisation et empêcher tout déblocage de l'impasse.

Les petits partis seraient assez favorables à la formation d'un gouvernement provisoire à trois (socialiste, social-démocrate et républicain), qui bénéficierait de l'appui conjugué des démocrates-chrétiens et des communistes. Mais les deux « grands » ne sont guère enthousiasmés par cette formule. Ils préfèrent s'acheminer vers un petit accord, qui conjurerait les dangers actuels (chômage, inflation, violence politique et contestation étudiante). Une telle entente laisserait pratiquement intact le gouvernement Andreotti et permettrait aux pays de « tirer » jusqu'à l'automne pour trouver alors une solution plus tranchée. — R. S.

République démocratique allemande

Berlin-Est veut améliorer ses relations avec les États-Unis

Washington (A.F.P.). — Le porte-parole du département d'État a confirmé mardi 24 mai des informations publiées par le *Washington Post* faisant état de démarches officielles du gouvernement est-allemand pour améliorer ses relations avec les États-Unis.

M. Hodding Carter a indiqué que l'administration américaine « étudie soigneusement » les propositions de la R.D.A. visant à régler un certain nombre de cas « humanitaires » entre les deux pays.

Le mois dernier, le chargé d'affaires américain à Berlin-Est, M. Polanski, a été avisé qu'une dizaine de citoyens de la R.D.A.

seraient autorisés à émigrer aux États-Unis dans le cadre de la « réunification des familles ». Ce geste a été qualifié par M. Hodding Carter d'« étape majeure » pour un règlement du contentieux entre les deux pays, qui comprend également des demandes d'indemnisation de citoyens américains légalisés originaires d'Allemagne orientale pour les exactions dont ils ont été l'objet sous le régime nazi.

Le gouvernement est-allemand a proposé en outre toute une série de mesures visant à doubler les échanges culturels, à organiser des visites réciproques de fonctionnaires de haut rang et de parlementaires des deux pays, et

à conclure un accord consulaire. Sur ce dernier point toutefois, il semble que la question du statut de Berlin-Est, capitale officielle de la R.D.A., mais que les trois puissances occidentales considèrent comme restant dans le cadre du Grand-Berlin, sous le contrôle des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'U.R.S.S., institué en 1945, soit difficile à résoudre.

Le geste de bonne volonté des dirigeants est-allemands vise notamment à améliorer les échanges, à améliorer leur « dossier », sur le plan de la défense des droits de l'homme, avant la conférence de Belgrade qui doit examiner l'application des accords d'Helsinki.

Finlande

LA VISITE DU PRÉSIDENT KEKKONEN A MOSCOU

Deux importants accords de coopération économique ont été signés

De notre correspondant

Helsinki. — Le président de la République, M. Urho Kekkonen, s'est rendu en Union soviétique, du 7 au 24 mai, pour une visite officielle au cours de laquelle ont été signés deux importants accords de coopération économique : la programmation à long terme, pour la période 1977-1990, et l'accord pour la construction, par la Finlande, d'un complexe minier de Kostanous.

L'idée de ce plan à long terme (il était initialement prévu pour quinze ans) a pris forme après deux ans d'études. Il s'agissait de régulariser les échanges commerciaux entre les deux pays, qui sont

régis par un accord quinquennal réajusté chaque année. L'accord commercial quinquennal actuel couvre la période 1976-1980 et le montant total des échanges devrait s'élever à plus de 45 milliards de marks, la Finlande se plaçant actuellement au quatrième rang des partenaires commerciaux de l'U.R.S.S. (1 mark = 120 F). Mais, en raison de la diversité des produits échangés, il est difficile d'aboutir chaque année à un équilibre : pour compenser l'achat à l'U.R.S.S. d'une unité importante (matériel ferroviaire ou centrale électrique, par exemple), la Finlande doit faire des livraisons massives d'autres produits, ce qui peut provoquer certaines tensions dans l'économie interne du pays.

Le nouveau programme à long terme prévoit que les échanges commerciaux passeront à 85 milliards de marks pour la période 1986-1990. L'U.R.S.S. construira en Finlande une centrale nucléaire de 1 000 mégawatts, des centrales au fuel lourd. Elle assurera l'extension de l'usine sidérurgique de Raabe, sur les bords du golfe de Botnie, édifiera un réseau d'enrichissement du phosphore, prolongera le gazoduc qui relie à l'U.R.S.S. la Finlande orientale. En U.R.S.S., la Finlande construira l'extension du complexe de papier et de cellulose de Svetogorsk, le complexe minier de Kostanous, l'extension du centre forestier de Pääjärvi. Ces trois projets se trouvent à proximité de la frontière finno-soviétique.

Le second accord concerne la construction du complexe d'enrichissement du minerai de fer de Kostanous, dont le gisement est localisé à 37 kilomètres de la frontière finlandaise. L'accord de principe avait été signé en octobre 1972. La première phase de construction devait permettre de

produire, dès 1977, 2,7 millions de tonnes de minerai enrichi par an et de fournir, dès la fin de 1978, au moins un million de tonnes de l'usine sidérurgique finlandaise de Raabe. En fait, près de quatre ans de retard ont été pris et l'usine de Raabe fonctionne encore avec du fer non soviétique. Le projet de coopération, dont le montant total s'élève à 2,7 milliards de marks, comprend la construction de la ville de Kostanous, avec trois mille logements, et le centre industriel. La première année, Kostanous devrait offrir plus de mille emplois et cinq mille d'ici à deux ans.

Dans la domaine politique, le voyage du président Kekkonen, qui a été reçu avec des égards exceptionnels à Moscou, indique que les frictions dans la région scandinave sont maintenant oubliées. C'est tout juste si M. Brejnev a fait une allusion à l'attitude de la Norvège et à la participation de troupes de l'Otan aux manœuvres de l'Otan.

La question de la création d'une zone dénucléarisée en Europe du Nord, comprenant la Finlande, la Suède et la Norvège et incluant la presqu'île de Kola et la région de Mourmansk, telle que l'avait proposée M. Kekkonen en 1963, a été évoquée dans des termes nuancés. Le communiqué final indique : « L'Union soviétique a réaffirmé qu'elle était prête à présenter des propositions constructives pour d'autres zones nucléaires pour garantir le statut de la zone dénucléarisée en Europe du Nord, au cas où les États participant éventuellement à cette zone se déclareraient intéressés ». L'attitude actuelle de la Norvège ne permet cependant pas d'envisager la création d'une telle zone. Le communiqué paraît le reconnaître plus clairement qu'avant.

GILLES GERMAIN.

ions du parti comm

Location de bureaux

Dans ce guide 48 pages de conseils indispensables pour mieux choisir vos bureaux

demandez-le dès aujourd'hui en renvoyant le bon ci-dessous.

Avant de louer de nouveaux bureaux, vous devez absolument consulter le "Guide de la Location de Bureaux". Cet ouvrage unique en France vient d'être réalisé pour vous par le G.I.M., Groupe Conseil en Immobilier d'Entreprise.

Sur 48 pages, il vous révèle tout ce que vous devez savoir pour mieux choisir vos bureaux : vos besoins ; mieux choisir en fonction de ces besoins ; mieux juger des programmes, de leur situation, des aménagements et des équipements.

Ce Guide est en vente au prix de 25 F dans les librairies suivantes :
• Librairie de L'Express 25, rue de Berri, 75008 Paris
• La Maison de Molière 4, avenue de l'Opéra, 75001 Paris
• Librairie Méruire 69, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris

Voici tout ce que vous trouverez dans le "Guide de la Location de Bureaux" :

- L'état actuel du marché.
- Comment déterminer rationnellement tous vos besoins. Tableau exhaustif des besoins : surface utile, parkings, archives, contraintes sociales ou légales.
- Les pièges à éviter : fausses et mauvaises solutions.
- Le budget à prévoir : tableau présentant les prix pratiqués à Paris-Région Parisienne, les charges, les taxes.
- Glossaire du jargon de l'immobilier.
- Comment choisir : les critères fondamentaux.
- Quelques programmes analysés par critères à titre d'illustration : localisation, communications, qualité architecturale et fonctionnelle, équipements, aménagements, prix.
- Que faire et ne pas faire si vous traitez avec une agence.
- Attention aux différentes formalités administratives et juridiques.
- L'aménagement de vos bureaux.

mieux évaluer le juste prix en matière de loyer et de charges ; mieux traiter avec votre agence ; mieux régler les formalités administratives.

Ce Guide vous présente également les points de vue d'un promoteur, d'un grand architecte, d'un utilisateur, d'un aménageur, d'un agent immobilier et d'un juriste.

Nous avons décidé d'offrir gratuitement un exemplaire du "Guide de la Location de Bureaux" aux premières entreprises qui en feront la demande. Nous avons pensé, en effet, que c'était le meilleur moyen de le faire connaître.

Pour le recevoir par retour du courrier, renvoyez le bon ci-dessous, dès aujourd'hui.

GIM
3, rue des Pyramides,
75001-PARIS (Tél. : 260.31.03).

Bon pour un exemplaire Gratuit.

à renvoyer dès aujourd'hui au
GIM : 3, rue des Pyramides, 75001-PARIS.

Veuillez m'envoyer gratuitement, par retour du courrier, le "Guide de la Location de Bureaux".

Nom _____

Fonction _____

Société _____

Adresse professionnelle _____

Code postal _____ Ville _____

LM1

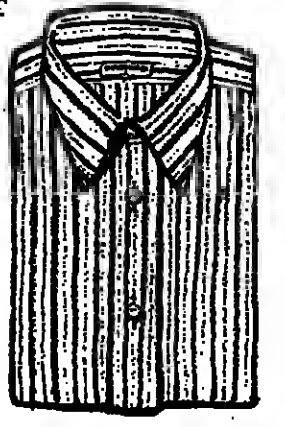
19, Av^e Matignon

Raffinement à la romaine.

Pour les premiers beaux jours, Renoma vous voit très italien. Romain déambulant Via Veneto ou Piazza Navone.



renoma
Le costume, fait d'un tissu exclusif choisi par Renoma, est en pure laine crème finement rayée de marine ou de carmin. La veste, croisée bas, fermée par un seul bouton, a de larges revers surplumés et des poches passepoilées. Le pantalon de ligne classique, à deux pinces de chaque côté de la taille. 1350 F



Pour aller avec ce costume, Renoma vous suggère une chemise en pur coton, très légère, rayée elle-aussi. Elle a un col assez petit qui affine le cou et des couleurs très délicates : ciel rayé blanc, beige rayé ciel, beige rosé rayé bordeaux, ou blanc rayé de gris et de ciel. 200 F

Aux pieds chaussez des mocassins bicolores en toile et cuir, exclusifs de Renoma. Ils sont si souples qu'on peut les porter pieds nus. 285 F

desfossé Au-dessus de la boutique Renoma, Desfossé s'occupe de votre beauté : coiffure, soins des cheveux, pédicure, manucure, massage, sauna, sont dispensés par des mains expertes dans une atmosphère beige rosé, et le barman peut vous concocter un cocktail rafraîchissant ou une collation légère.

renoma/desfossé
Un espace pour les hommes.

épreuve de français
le 24 juin

objectif BAC

un volume
18 F

LAROUSSE
chez votre libraire

ÇA PEUT RAPPORTER GROS

DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO

Notices à votre disposition
chez les dépositaires

LA CANNE A SUCRE

BAB 23.25

DINER-SPECTACLE

Télex

POUR VOS COMMUNICATIONS

Service Télex

345.21.62 - 345.00.28

38, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

le grand large

A HYERES (Var)

ENSEMBLE RESIDENTIEL DE PETITS IMMEUBLES

Type 1, 2 ou 3 duplex

avec terrasse, solarium, cuisine entièrement équipée

2 tennis - piscine

F. CASTELLA

SEVIP

Bureau de vente et 2 appartements témoins

Ouvert lundi, jeudi, vendredi de 14 h. 30 à 19 h.

Samedi et dimanche de 10 h. à 12 h. et de 14 h. 30 à 19 h.

DEAUVILLE

A partir de 4 800 F le m².

Dans un parc nous avons réalisé un petit immeuble de grand standing dans la style normand traditionnel.

Tout Deauville est à votre portée : les plages, le casino, les hippodromes, le golf, le port.

Et la plage de Benerville est à 2 minutes.

2 et 3 pièces à prix fermes et définitifs. Livraison cet été. Autres réalisations en cours dans la région de Deauville.

RESIDENCE EDENPARK

Chemin de Tourneville - 14910 Benerville-sur-Mer

SIGERONNE

13 bd de Courcelles - 75006 Paris - Tél. : 822 37 60

33 rue St-Germain - 06100 Cannes - Tél. : (06) 36 60 90

Sur place :

Deauville - Agence : 80 rue Victor-Hugo - 14800 Deauville

Tél. : (16-91) 95 22 59

Partez en croisière..

2 semaines à partir de 3 745 F

les croisières des amitiés européennes

Croisières Onandis

voilà votre agent de voyages vous attend

alfa romeo

CONCESSIONNAIRE EXCLUSIF

GAP

122 R. VAILLANT-COUTURIER

93130 NOISY-LE-SEC

PANTIN 845-97-67

ALFA ROMEO 374 2000

AFRIQUE

L'Éthiopie, un autre Liban?

(Suite de la première page.)

Rien d'étonnant à ce que, du vivant même du dernier empereur, des soulèvements se soient produits dans ces deux provinces. Le régime de Mogadiscio ambitionne de rassembler en un seul Etat tous les Somalis, qu'ils vivent sur le territoire de la République née de la fusion des Somalies italienne et britannique, à Djibouti, dans le nord du Kenya ou en Éthiopie. Il n'a donc cessé d'encourager la révolte de l'Ogaden et se trouve même engagé, au début de 1974, dans une guerre ouverte avec Addis-Abeba. Quant aux Erythréens, qui devaient aux Italiens un niveau de vie et d'instruction bien supérieur à celui du plateau abyssin, ils supportaient mal, dans leur majorité, qu'ils fussent musulmans ou chrétiens, le pouvoir d'Addis-Abeba. Celui-ci ne se cachait pas, au demeurant, de moins s'intéresser aux Erythréens qu'à l'Erythrée, autrement dit à l'accès à la mer Rouge et à d'éventuelles richesses pétrolières.

Bien que divisée en deux, puis en trois fronts de libération aux tendances contradictoires, les premières maquisards érythréens vivent

leurs rangs se grossissent rapidement, du fait de la brutalité de la répression. Ils trouvent à l'étranger des soutiens constants, mais trop changeants pour que la solidarité islamique suffise à les expliquer. C'est ainsi qu'on a vu, en 1972, le général Nemesy écrire ses amis érythréens d'un accord avec Haile Selassié, impliquant la cession complète de l'Éthiopie que celui-ci avait jusqu'alors fournie aux insurgés chrétiens du Sud-Soudan. Depuis la chute du régime impérial, Khartoum a repris son rôle au Front de libération.

L'attitude de la Chine a évolué, elle aussi, du tout au tout. Elle a ravitaillé en armes les maquisards, jusqu'au jour où le premier ministre éthiopien Akilou lui a écrit d'ouvrir une ambassade à Addis-Abeba, à condition qu'elle les abandonne : elle s'y décide dans l'heure. L'appui de la Syrie, de l'Iran, du Yémen du Sud, ne manqua pratiquement jamais aux Erythréens, mais celui du colonel Kadhafi devait se réduire au fur et à mesure que, à Addis-Abeba, le pouvoir passait aux mains de révolutionnaires de plus en plus déterminés. Incitant ainsi à unir toutes les forces conservatrices de la région.

l'allée naturelle des peuples africains dans leur lutte de libération. Il lui permet de battre en brèche l'influence de la Chine, un moment prédominante dans le tiers-monde, et dénonçant l'alliance entre Pékin et les régimes les plus conservateurs de la région.

Paradoxalement, c'est l'arrivée des Cubains en Angola qui a soutenu dans le monde occidental le plus d'indignation. Il est vrai que c'était la première fois, depuis l'engagement des « volontaires » chinois en Corée, que des troupes d'un pays

socialiste intervenaient ouvertement dans une guerre étrangère. Malgré les requêtes pressantes de certains gouvernements arabes — et les invites de Pékin, — le Kremlin n'avait pas osé s'engager dans les guerres au Proche-Orient, encore que M. Brejnev ait menacé de le faire, dans un message à M. Nixon, pendant la guerre israélo-arabe d'octobre 1973. Mais il est non moins vrai que, avant les Cubains, des unités sud-africaines et zairaises avaient pénétré en Angola. Dans des affaires de ce genre, c'est celui qui commence qui se tort.

Un engagement significatif

Dans le cas du Zaïre, s'il y a eu l'interférence des pays communistes, elle a été discrète. Si les pays africains modérés n'avaient pas

La perte dont Djibouti est l'un des enjeux n'est pas moins grosse de danger. Pour le peuple éthiopien, en passe d'être décimé par une lutte



L'Éthiopie avant Ménelik

La révolte de Spartacus

Il ne reste plus beaucoup de survivants du premier « Darg » (Comité, en amharique), le Comité qui dépose l'empereur en 1974. Le général Annet Andem, qui le dirigeait pendant deux mois, était un homme de grande envergure. Grâce à sa popularité et à ses origines érythréennes, il aurait pu sans doute faire la paix avec les maquisards. Mais il a été exécuté, avec cinquante-neuf autres dirigeants d'ailleurs ou d'euparavant. Car cette révolte a été celle de Spartacus. Le lieutenant-colonel Mengistu Haile Mariam, qui, le 14 avril dernier, a cassé, au cours d'un meeting de masse, cinq amputés contenant du liquide rouge pour mieux convaincre ses deux cent mille auditeurs de sa volonté d'écraser toute résistance, n'est pas un adepte comme ses prédécesseurs, mais un Gelle, un Noir, le premier à avoir jamais gouverné l'Éthiopie. Un peu partout des sous-officiers ou des officiers subalternes se sont substitués, souvent après les avoir tués, à leurs supérieurs amharas.

Bien que le nouveau régime se réclame du marxisme-léninisme, il serait abusif de réduire les affrontements qui ensanglantent l'Éthiopie à une lutte de classes. Pour reprendre une expression de P.-L. Spaulk, le pays est encore

largement au stade « pré-idéologique ». Il n'est pas moins clair que les dominés d'hier sont en train de se partager les terres et les biens de leurs maîtres, et qu'ils ne renouent de ce fait, notamment auprès des paysans pauvres, un soutien qui transcende dans une certaine mesure les barrières ethniques. Moyennant quoi, tout Amhara, surtout s'il a fait des études, est devenu suspect. Les intellectuels et les étudiants, hier au premier rang de la résistance au despote impérial, se retrouvent aujourd'hui les victimes de la révolution qu'ils avaient appelée de leurs vœux.

Du coup, les maquis s'étendent et se multiplient, ceux des opposants politiques de toutes tendances s'ajoutant à ceux des séparatistes traditionnels et des mouvements de libération des provinces de la décomposition du pouvoir central. L'armée, déchirée, secourue par les luttes de faction, ne sait plus où donner de la tête. A part les grandes villes et les axes routiers, l'Erythrée, le Tigré et l'Ogaden sont pratiquement aux mains des rebelles, qui opèrent également dans le Begemder et dans le Bala. Toutes proportions gardées, c'est la Russie de 1918.

L'U.R.S.S. entre en scène

Est-ce parce qu'il a ressenti cette ressemblance que le gouvernement de Moscou, sans dire un mot, ou moins en public, contre les massacres commis par le colonel Mengistu, a reçu celui-ci en héros, lui promettant des armes dont des conseillers cubains vont alder ses soldats à se servir ? Si tel est le cas, constatons que l'idéologie qui les contrarie et souvent fait pour une fois bon ménage avec la raison d'Etat et l'intérêt stratégique.

Pendant longtemps l'Éthiopie a été soutenue à bout de bras par les États-Unis, par Israël et par la France, trop heureux de trouver dans ce régime chrétien un contrepois à l'empire d'un monde arabe de plus en plus ouvert à l'influence soviétique, et se refusant à voir les structures anachroniques et les injustices écoraçantes qui le condamnaient à terme. De leur côté, les États progressistes soutenaient naturellement les mouvements de libération de l'Erythrée et de l'Ogaden.

Aujourd'hui, la plupart des pays arabes se sont éloignés du Kremlin, sachant très bien que ce n'est pas lui mais l'Amérique qui a une chance de leur céder un jour Israël. Or, même, n'est-ce pas de l'U.R.S.S., mais de l'Arabie Saoudite et des émirats du golfe Persique qu'ils peuvent recevoir les moyens matériels de s'arracher au sous-développement. Si la Libye et, dans une moindre mesure, l'Irak et l'Algérie échappent à la règle, ce n'est pas seulement parce qu'ils ont des régimes de gauche. C'est aussi parce qu'ils disposent avec le pétrole de moyens de conduire une politique indépendante. Les autres n'ont pas cette liberté : le roi Fayçal a été vaincu un jour devant la colonie de Merchich, le chef du SODEC, de s'être donné dix ans « pour rechercher l'Égypte », et il est de notoriété publique que le régime du président Assad, qui a imposé sa

volonté au Liban et à la résistance palestinienne, ne tiendrait pas deux mois si l'Arabie lui coupait les vivres.

Les Soviétiques n'ont joué aucun rôle dans la guerre civile libanaise et n'ont même pas pu obtenir, de l'armée syrienne, qui dépend pourtant totalement d'eux pour son approvisionnement en munitions, qu'elle relâche tant soit peu sa pression sur les Palestiniens. Or ce recul n'est pas isolé. En Indonésie, au Bangladesh, en Inde, c'est une pure perte que l'U.R.S.S. a consenti d'énormes investissements. Comment ne serait-elle pas tentée de profiter de toute occasion de compenser ces déconvenues ?

Nulle part, la situation ne se présente mieux pour elle qu'en Afrique, promise au rang d'enjeu privilégié des rivalités planétaires, depuis que dans leur grande majorité les transports de pétrole sont obligés de le contourner soit par le détroit de Bab-el-Mandeb, soit par le cap de Bonne-Espérance. A cet égard, que le continent noir recèle de vastes réserves de richesses dont le monde a de plus en plus besoin. Et que les États-Unis prennent de plus en plus leurs distances vis-à-vis des pouvoirs blancs d'Afrique australe. Le refus de ceux-ci de prendre leur part de la décolonisation a fait de l'U.R.S.S.

convaincu le Maroc et la France de voler au secours du président Mobutu, dont les troupes ne marquaient aucune ardeur à se battre, l'opération se serait sans doute poursuivie. Mais il a suffi de l'arrivée de quelques centaines de peras du roi Hassan pour que les envahisseurs s'évanouissent, au moins provisoirement. Dans le conflit du Sahara espagnol, jamais personne n'a pu étayer la présence, aux côtés du Polisario, de conseillers étrangers à cette partie du monde.

L'engagement soviétique en Éthiopie n'est que plus significatif. Car il s'agit, aux yeux de la colonie Mengistu, n'a aucune chance de redresser la situation militaire, et donc de sauver son régime, s'il ne reçoit pas une aide très importante de Moscou et de La Havane, quand ce ne serait que parce que les États-Unis, d'où l'Éthiopie recevait tout son armement et ses instructeurs, lui ont coupé les vivres. Invitant quant les nombreuses états aux droits de l'homme dont le pouvoir révolutionnaire s'était rendu coupable.

Moscou aurait sans doute préféré jouer dans la région les cartes pacifiques, comme l'avait fait Jafar M. Kossyguine entre l'Inde et le Pakistan. Le voyage de M. Podgorny en Afrique centrale et orientale, il y a quelques semaines, les discussions de M. Fidel Castro avec les dirigeants d'Addis-Abeba et de Mogadiscio, visaient à favoriser un arrangement entre la Somalie et l'Éthiopie et une solution au problème de l'Erythrée. Mais la tentative a échoué. Le général Syad Barre, qui gouverne la Somalie, est peut-être un léniniste ; mais il ne veut en aucun cas renoncer à l'Ogaden, qui est déjà d'ailleurs, pour l'essentiel, aux mains de ses partisans. Quant au colonel Mengistu, il n'en est pas encore à sacrifier les conquêtes les plus récentes de l'Éthiopie — Ogaden et Erythrée — pour conserver la reste.

En attendant, la guerre continue. L'Arabie Saoudite et les États-Unis font les yeux doux à la Somalie — avec laquelle la France a amorcé un net rapprochement — dans l'espoir de la détacher de l'U.R.S.S., à laquelle elle a concédé à Berbera d'amples « facilités » navales. On entend caresser, ici ou là, la rumeur de transformer la mer Rouge en « lac arabe » ; l'arabe n'est pas seul à s'interroger d'une telle perspective. La nécessité de disposer d'un accès à la mer a toujours été l'une des hantises de l'Éthiopie et la raison pour laquelle Haile Selassié a constamment appuyé la maintien de la présence française à Djibouti. L'U.R.S.S. a besoin de pouvoir faire passer sans entrave sa flotte de guerre et ses cargos de la Méditerranée à l'Océan indien. Après tous les déboires qu'elle a subis au Proche-Orient, il aurait été surprenant qu'elle hésite à se saisir d'une carte : matresse,

en prenant en quelque sorte à revers le camp conservateur arabe, franchir. Pour la paix de la région : la Somalie et le Soudan risquent de se trouver tôt ou tard directement engagés dans le conflit. Pour le Liban, l'Est-Ouest, dont le pourcentage subit un rude coup si Mengistu devait échouer dans son entreprise.

On vient de voir la victoire de M. Begin aux élections israéliennes provoquer une réaction d'inquiétude identique chez MM. Gromyko et Vance et les pousser à relancer la conférence de Genève. La situation en Afrique orientale et australe n'est pas moins préoccupante qu'en Proche-Orient et la recherche de solutions n'y dépend pas moins de l'attitude des grandes puissances. Le moment ne serait-il pas venu de convoquer une conférence où les principaux intéressés recherchent, avant qu'il soit trop tard, une solution aux problèmes que les dernières remises de la décolonisation suscitent de la mer Rouge au Cap ? Ou bien la communauté internationale se montrera-t-elle une fois encore incapable d'arrêter ces tragédies que la création des Nations unies était censée avoir rendues impossibles ?

ANDRÉ FONTAINE

(Publié)

pièdes longs et LARGES

38 au 50

Il existe un magasin à Paris où tous les hommes qui ont des difficultés à se chauffer à cause de leur pointure (au largeur) trouveront chaussure à leur pied. C'est le Palais de la Chaussure, 39, avenue de la République, Paris (11^e), qui présente un choix unique, du 38 au 50, par demi-pointure de la 6^e à la 11^e largeur. N'hésitez pas à demander le catalogue. Tél. : 357-45-92.

LE CONFLIT DU Le désordre

II. —

Le monde est en proie à un désordre sans précédent. Les conflits armés se multiplient à une vitesse effrayante. Les frontières sont bafouées, les populations déracinées, les richesses pillées. Le monde entier est en proie à une crise de conscience. Les hommes se demandent : pourquoi ? Comment arrêter cela ?

Les causes de ce désordre sont multiples. Elles sont à la fois politiques, économiques et sociales. Les tensions internationales, les inégalités de développement, les luttes pour le pouvoir sont à l'origine de ces conflits.

Il est urgent de trouver des solutions. Des négociations doivent être menées à l'échelle internationale. Les Nations Unies ont un rôle à jouer. Mais il faut aussi que les peuples prennent conscience de leur responsabilité et cherchent à résoudre leurs problèmes par la paix.

Le monde a besoin d'unité. Il a besoin de dialogue. Il a besoin de respect pour les droits de l'homme. Sans cela, le désordre continuera à régner.

AFRIQUE

LE CONFLIT DU SAHARA OCCIDENTAL

Le désert insurgé

II. — Un parti-État

De notre envoyé spécial DOMINIQUE POUCHIN

Des troupes du Front Polisario stationnent désormais en permanence sur le territoire du Sahara occidental, les forces armées royales marocaines et les milices mauritaniennes occupant les agglomérations. (Le Monde - daté 24-25 mai)

Al Aouina (Algérie). — Debout, au milieu de la grande tente, le visage à demi caché par un mégaphone, le jeune dirigeant de l'Union des femmes, achève, un peu essoufflé, sa courte harangue : « Pour préserver et élargir les acquis de notre révolution, il faut combattre les éléments les plus faibles, les moins déterminés, ceux qui, dans la lutte quotidienne, se résignent sans conviction... »

« A la tribune, une petite table branlante recouverte d'un bout de tissu noir, le président de séance, membre du bureau politique du Front Polisario, remercie gentiment la militante de son intervention et rend la parole à l'assemblée. En moins d'une heure, une quinzaine de femmes et quatre ou cinq « anciens », se relaieront derrière le haut parleur, soulignant tour à tour, dans un réclamer monotone, « les acquis pratiques de la guerre populaire et de la lutte des masses ».

Dehors, trois vieux miliciens, fusil soviétique à l'épaule, et un adolescent, engoncé dans une vareuse de l'armée espagnole, font décamper les gesses qui viennent plaquer leur corps. Autour, le camp semble abandonné aux poils et aux quelques chèvres qui, toujours, accablées par le soleil, aiment de leur pléiade. Tout le monde est là, sous la tente centrale, où s'est ouvert ce matin le congrès populaire de base de la wilaya de la Dakhla. Les débats dureront cinq jours et l'on parlera aussi bien de l'élargissement de la participation des masses à l'administration des affaires de l'Etat que des coopérations de la « concrétisation du front arabe tripartite » (Sahara, Algérie, Libye), que des « cotés positifs de la médecine traditionnelle » ou du « problème de l'école nationale secondaire ».

Rien n'est oublié de ce qui est considéré au « programme national général » adopté par le troisième congrès du Front Polisario (août 1976). La et répété, décliné, alinéa par alinéa, le texte tient lieu d'ordre du jour, « ce qui permet à chacun, explique le responsable politique du camp, d'apprécier les réalisations prises, de rectifier les erreurs et de dégager

les responsabilités ». A l'abri sûr — du moins provisoirement — des frontières algériennes, « cent cinquante » réfugiés — si l'on en croit le chiffre avancé par le Polisario — exercent à la démocratie. Pas celle de l'Occident : les traditions, dans ce bout du monde désertique, n'ont jamais accusé de dépit les ni de Parlement. Il s'agit d'une démocratie réglée par le Front, qui se veut directe, et est, d'évidence, dirigée. Mais aucun doute : elle exige et obtient la participation de tous.

« Le peuple tout entier »

Il est loin, déjà, le temps de l'avant-garde astreinte aux lois de la clandestinité, le temps des commandos et des « passers de bombes », le temps du cloisonnement où des hommes du Polisario, membres de la « djemaa » (1), ignorent presque qu'ils étaient du même bord, même du même Front ! L'Espagnol est parti : sur ses talons, d'autres sont venus : au milieu des tribulations et des bouleversements, l'avant-garde d'hier a « explosé » pour englober, organiser, gouverner tous ceux qui l'ont suivie ou rejointe, « le peuple tout entier », dit un de ses dirigeants. Le Polisario d'aujourd'hui, c'est, il est vrai, tout à la fois, un bureau politique et des hommes au maquis, un gouvernement et des dizaines de milliers de réfugiés, un parti et un Etat, un parti-Etat.

Un Etat en exil

Révélateur, à cet égard, est le moment choisi pour proclamer la « République arabe sahraouie démocratique » et désigner les membres de son gouvernement : un jour de février 1976, où l'Algérie possédait les conditions matérielles et humaines pour accueillir, dans un camp de leur côté, Marocains et Mauritaniens s'empressaient de laisser les leurs. Cette ardeur du Front à combler toute espèce de vide institutionnel n'a d'égal, en fait, que sa volonté de ne pas laisser le moindre combattant, le moindre réfugié, hors de ses transports ou d'ailleurs. Demain, dans un camp du désert, qui est membre du Polisario et qui ne l'est pas, c'est simplement risquer de s'attirer quelques regards ébahis. Et pour cause : à regarder de près l'organisation, de la base au sommet, d'un seul de ces campements, on trouvera non seulement les règles de la vie commune d'un peuple réfugié, mais aussi et surtout les rouages prêts à fonctionner d'un Etat en exil.

L'emprise, qui avait naturellement marqué la mise en place hâtive des structures d'accueil et d'assistance lors de l'arrivée dans la région de Tindouf de milliers de familles démunies, s'est effacé

à mesure que prenait corps l'ordre politico-administratif qui, aujourd'hui, sous la houlette du Front, régit la vie quotidienne et fonde l'autorité d'un Etat embryonnaire. Disséminés sur la roccelle, au gré des rares points d'eau, les camps sont devenus des « dalras » (l'équivalent de nos communes) et chacun porte le nom du village d'origine de ceux qu'on a regroupés là, pour ne pas détruire les liens communautaires d'antan. Curieuse transposition d'un désert à l'autre, qui fait passer, en trois dunes et quelques cabots, d'Alpaga à Tifariti ou d'Argoub à Tichla.

Les « dalras » sont à leur tour répartis — « non comme hier, mais comme demain », indique notre guide — en trois wilayas (préfectures) : El Aouia, Smara et Dakhla. Construction formelle et symbolique ? Non point, car apparaît derrière et au-delà de ce découpage administratif l'édifice complexe d'institutions étroitement imbriquées. L'Etat en quête d'un territoire offre l'image étrange de pyramides diamantes dont les bases — l'une politique (le Front Polisario et sa direction), l'autre administrative (la République et son gouvernement) — seraient issues d'un seul tronc : la masse des réfugiés et les soldats des maquis.

A la base, chaque Sahraoui est militant du Front : groupés en cellules de onze, les réfugiés sont appelés à débiter de ses orientations dans des congrès populaires qui élisent leurs représentants au « congrès général » réuni tous les deux ans. Par délégation, le peuple tout entier — et donc tous les dirigeants du « parti » (bureau politique et comité exécutif) qui émaneront de cette instance suprême. Mais en même temps et parallèlement, chaque militant de cellule — sans le secrétaire et son adjoint — est membre d'un « comité populaire », qui, à la santé, qui à l'éducation, à l'artisanat, à la sécurité, aux loisirs, aux sports ou au ravitaillement. Ces comités, agissant à l'échelle de la « dalra », sont cotés et dirigés par les différents ministres d'un gouvernement, lui-même nommé par le Conseil de commandement de la révolution, qui, aujourd'hui, n'est autre que le comité exécutif du Front.

L'omniprésence du Front

La boucle est donc bouclée : l'appareil équilibre institutionnel n'est qu'un partage des tâches. « Nos institutions sont le reflet de notre lutte à son étape actuelle », dit le ministre de l'Intérieur et l'un des principaux dirigeants du Polisario. Le conseil des ministres est présidé par le président du Front, qui est aussi le chef de la révolution dans le domaine administratif. Le bureau politique du Front organise, anime et encadre la mobilisation et le débat populaire des congrès locaux, au congrès général. L'Assemblée, un peu fragile et théorique, a, en tout cas, permis de mettre sur pied la « révolution » et d'en même temps, de même qu'il assurait l'omniprésence du Front, et de sa direction.

S'exposeraient à certaines déceptions en voulant dénicher dans la logique interne de ces rouages et de leur fonctionnement l'expression d'une pensée politique élaborée ou les traces de résonances idéologiques étrangères. « Qui prétendrait aujourd'hui théoriser notre expérience risquerait fort de se tromper », avertit prudemment M. Harroussi. Nous n'en sommes pas là nous-mêmes. « Nous avons nous le temps ? » Mieux vaut donc ne pas s'arrêter à la rhétorique un peu fruste et superficielle de ce jeune militant qui, loin du maquis, s'enfonce d'un discours vaguement maudissant sur « la lutte armée de longue haleine » et les contradictions entre le peuple et ses ennemis.

« Les Chinois ? Ils sont à Nouakchott, et Ould Daddah a eu droit à un accueil en grande pompe à Pékin », réplique vivement un cadre à qui nous demandons si le maoïsme n'a pas jeté quelques germes dans le désert. Plus diplomate, M. Bakim Ibrahim, ministre des affaires étrangères, juge devant nous « respectable » l'accueil réservé en Chine au président mauritanien, « un homme qui, tout de même, combat une révolution ».

Non, il faut assurément chercher ailleurs et constater d'abord que les simples références au socialisme sont rares et discrètes dans le discours et les textes officiels du Front Polisario : un mot dans le programme, au chapitre « culture », pour souligner que, « dans son identité profonde », le Polisario est « arabe, africain et musulman », en lutte contre les forces d'exploitation, pour la construction nationale et la réalisation du socialisme. L'absence disparaît dans la Constitution, qui, en revanche, en quelque trentaine et

un petits articles, fait de l'islam « la religion d'Etat et la source des lois » (art. 3), de la famille « la base de la société, fondée sur la morale et la religion » (art. 5), note au passage que « la liberté d'expression est garantie dans les limites de la loi et des intérêts du peuple » et instaure un système judiciaire où figure en bonne place, une Cour de sûreté de l'Etat.

L'expérience des aînés

Il y a sûrement plus d'empirisme et de tâtonnement que de respect des grands principes dans la démarche politique du Front, même s'il affirme que « la théorie révolutionnaire guide le fusil ». Mais, au-dessus de tout, s'exprime un nationalisme d'autant plus vigoureux qu'il n'a pas toujours existé et continue de se forger : il est un esprit de notre lutte qui peut paraître symbolique mais n'en est pas moins essentiel, c'est notre hymne national, connaît le dirigeant du Polisario au terme des débats du congrès populaire de Dakhla. Car nous devons ériger les racines du tribalisme et du régionalisme que nos aînés ont dénoncées, comme les colonialistes hier, utilisés pour semer la discorde et la division dans nos rangs. Ce nationalisme en gestation s'appuie bien sûr sur l'expérience de ses aînés et l'on trouve souvent, au détour d'un discours, maints propos que ne retiennent pas les « grands frères » du Tripoli d'Algérie et de l'Afrique militante.

Nationalisme progressiste, non-alignement, « engagement solidaire africain », Maghreb des peuples... Il y a, dans cette révolution du désert, tout ce qu'il faut pour justifier la sympathie que lui témoignent ses « frères » et même réveiller, dans les antichambres d'Algérie, la nostalgie de certains anciens des djebels.

Que forment-ils, ces Sahraouis, sans le soutien massif de leurs aînés ? La mobilisation permanente de milliers de réfugiés, leur détermination à « d'abord, compter sur leur propre force », expliquent cette incroyable faculté de résistance dans un environnement hostile. L'aide accordée par la communauté internationale et l'avant tout par l'Algérie et la Libye — n'en reste pas moins vitale. L'antenne se généralise dans les camps, peuplés à 80 % de femmes, mais sur les diapos des pharmacies souterraines on cherche en vain un simple tube de vitamine C. La tuberculose polmonaire fait des ravages en l'absence de tout moyen matériel pour la détecter et la soigner. Des enfants par dizaines, les yeux couverts de mouches, gèlent sur des lits de camp : la plupart sont atteints de rachitisme.

Pourtant, d'un camp à l'autre, on construit, on aménage le provisoire, on s'installe pour une halte un peu plus longue que les autres dans une vie nomade. La vieille tradition des hommes bleus prétendait que même la gazelle, en quête de solitude, bristait la Hamma, ce plateau rocaillieux, le plus aride des reliefs désertiques. « La tradition avait tort », disent fièrement les Sahraouis, la Hamma, on la peuple, on l'o creuse. Elle a vu naître la conscience d'un peuple ».

(1) Assemblée locale formée de notables et élargie à l'ensemble du Sahara occidental sous administration espagnole.

Prochain article :

UN DÉTONATEUR ?

Un été décontracté au soleil.

Avec cet ensemble veste et pantalon pur coton délavé irrétrécissable 5 couleurs jusqu'à 64 498 F

BARNETT 10, AV. VICTOR-HUGO PARIS 16^e

FRANTEL MONTPELLIER
A deux pas de la place de la Comédie

SC. PO.
IPEC
Enseignement supérieur privé
46, bd St-Michel
933.81.23 / 033.45.87
(au cœur du Quartier Latin)
documentation sur demande

GS Finition exportation.
Faible kilométrage.
Garantie usure.
Tous coloris disponibles.
Exposition permanente (8 h - 20 h) de 200 CITROEN de la 2 CV à la CX.
Assurance gratuite (48 h) à tout acheteur.
Toutes possibilités de crédit.
Demander Monsieur Lemaire.
3 bis rue Scheffer 75016 Paris 553.28.51 +

Partez..
le 16 juillet ou le 6 août
sur le SS REGINA PRIMA ou le SS VICTORIA avec
les croisières des amitiés européennes
Croisières Chancris
votre agent de voyages vous attend

FRANTEL NANCY
A deux pas de la place Stanislas

Partez.. en vacances
à VENISE - ATHENES - ISTANBUL - RHODES - LE CAIRE - SICILE... avec
les croisières des amitiés européennes
Croisières Chancris
votre agent de voyages vous attend

FRANTEL ROUEN
A deux pas de la rue du Gros-Horloge

AIR ALLIANCE c'est L'ANTI-CLUB
Sélection de notre nouvelle brochure
AFGHANISTAN
• La Vie des Steppes 20 j. 4.400 F.
• La Route du Centre 24 j. 5.990 F.
INDE
• Nord, Népal, Cachemire, Ladakh 18 j. 6.350 F.
• Nord, Népal, Cachemire, Rajasthan 23 j. 7.580 F.
4, rue de l'Ecluse - 75001 Paris
8, rue de Valenciennes - 75006 Paris
Tél. : 250.74.03 / 45.62 - 325.75.25
ou chez votre agent de voyage

23 HOTELS EN FRANCE irantel
Des hôtels au cœur des villes
Réservation centrale PARIS 828.88.00

LES FEMMES DE TIFARITI

Elles sont vingt, toutes de noir vêtues, assises à même le sable, cahier sur les genoux et crayon à la main, les yeux rivés sur le tableau pour suivre le leçon de lecture et d'écriture. Le maître, qui est aussi le responsable politique du camp, fait répéter : « Le combattant et ses frères détruisent le volage, ils braveront leur arme sur les envahisseurs et tirent. Les dégâts sont importants. » Depuis un mois, ces vingt femmes de la delta de Tifariti, suivent comme beaucoup d'autres, des cours d'alphabétisation deux heures par jour. Envoyées par leur cellule, elles ont confié leurs enfants à des voisines ou au comité populaire chargé de la sécurité. « Ainsi, dans la vie quotidienne, s'instaure une sorte de coopération, assure le professeur. A travers les comités, chacune veille à la sécurité, à la santé, aux biens et à l'éducation de l'autre... »

Loin du camp, au milieu des dunes, vingt autres femmes défient au pas de l'oise, visage camouflé par le chabot d'ajelle, coiffe des maquisards et MAS 36 à l'épaule. Tour à tour, aux injonctions de l'instructeur, elles courent, s'allongent et tirent. Celles-là ont été choleas, sur avis des

cellules, par l'Union des femmes pour figurer parmi les toutes premières Sahraouies combattantes. « Nous ne faisons aucune discrimination entre hommes et femmes », explique l'instructeur. Ces sœurs apprendront tout ce qu'un guerrier doit savoir. Elles recevront, en plus, une formation d'infirmières. Demain, si nécessaire, elles monteront au front. « Leurs enfants », elles aussi, seront alors confiés à d'autres ou groupés dans des centres de culture. « Elles savent qu'il faut tout sacrifier à la cause et que la lutte sera longue... »

Timide devant son verre de thé, Sekia, dirigeante de l'Union des femmes sahraouies, admet bien que, « avant », il existait un « chauvinisme des hommes ». « Mais, ajoute-t-elle, c'était seulement pour le colonialisme une façon parmi d'autres (tribus, fractions, familles) de diviser le peuple. Toutes ces contradictions ont disparu. La révolution a bousillé de tout le monde : le temps y a sa place. » Et les tâches, maintenant ? Et les enfants ? « Mais ce ne sont pas les hommes qui les mettent au monde », interromp notre guide interprète, surpris par la question. Sekia sourit et ne dit mot.

Depuis 33 ans, le journal spécialisé
« Les annonces » est le n° 1
pour la vente des fonds de commerce
boutiques, locaux, centres commerciaux, gérances, etc.
En Vente Partout 150 F. et 36, rue de Malte, 75011 Paris.

AFRIQUE

LE PROBLÈME DU SAHARA OCCIDENTAL

Si l'autodétermination peut être organisée, elle doit l'être

déclare M. de Guiringaud

« Le gouvernement français a toujours été favorable à la solution du Sahara occidental par l'autodétermination », a-t-il déclaré. M. de Guiringaud, ministre des Affaires étrangères, a déclaré à l'occasion d'un déjeuner organisé lundi 23 mai par l'Association de la presse franco-arabe. Le chef de la diplomatie française a rappelé que les débats qui avaient eu lieu aux Nations unies à ce sujet s'étaient terminés par l'adoption de deux résolutions. « Ces-ci avaient en commun », a-t-il souligné, « d'être précédées de la phrase : "l'autodétermination" ». M. de Guiringaud a déclaré que la France n'a cessé de travailler à la mise en œuvre de cette phrase. « Nous ne nous sommes pas et ne nous ne voulons pas prendre parti », a-t-il conclu.

Maroc (le Monde daté 24-25 mai). « Les coopérants travaillant en Algérie sont-ils aussi des mercenaires ? », a-t-il demandé. Et il a ajouté : « Selon la commission de la conférence diplomatique sur les droits humains à Genève, un mercenaire est une personne spécialement recrutée dans le pays où il se trouve pour combattre dans un conflit armé. Elle prend part directement aux hostilités en vue d'obtenir des avantages personnels ou une rémunération matérielle ou un avantage supérieur à celui qu'elle obtiendrait normalement. Elle n'est enfin ni ressortissant d'une partie au conflit, ni membre des forces armées d'une partie au conflit. »

Interrogé sur la réponse que le gouvernement français entend donner à la proposition algérienne de faciliter des discussions directes entre le Front Polisario et Paris, M. de Guiringaud a répondu : « Ce problème est toujours en instance devant les Nations unies, l'O.A.S. et les organisations internationales. Nous ne nous prononçons pas et nous ne voulons pas prendre parti. »

Evolution du sort des six Français disparus après l'opération menée à Zouerate, en Mauritanie, par le Front Polisario, le ministre a, à nouveau, récusé le terme de « mercenaire » employé par le premier ministre de la R.A.S.D. pour qualifier les Français travaillant à titre civil en Mauritanie et au

PROCHE-ORIENT

LA RECHERCHE D'UN RÈGLEMENT DU PROBLÈME PALESTINIEN

EN L'ABSENCE DE M. BEGIN HOSPITALISÉ

Le Likoud et le Dash recherchent un accord sur le statut de la Cisjordanie

De notre correspondant

Jérusalem, lundi 23 mai. — Le vif émoi provoqué, lundi 23 mai, par l'annonce de la nouvelle hospitalisation de M. Menahem Begin a été apaisée en fin de soirée, un bulletin de santé signé par ses trois médecins précisant que le malade du chef du Likoud était seulement dû à un excès de fatigue. M. Begin pourra reprendre ses activités politiques dans une semaine, mais devra ménager ses efforts et se surveiller.

Mardi 24 mai, comme prévu, des délégations du Likoud et du Dash se sont rencontrées pour examiner les conditions d'une alliance. Sur les sept conditions que le parti de M. Yigal Yadin a posées pour s'unir au Likoud, deux sont l'objet de divergences de vues. Elles portent sur l'avenir de la Cisjordanie et la limitation de deux ans au lieu de quatre du mandat de la Knesset élu le 17 mai afin de faire adopter une réforme électorale instituant le système majoritaire.

À l'issue de la rencontre qui s'est déroulée à Tel-Aviv au siège du Likoud, les participants se sont déclarés satisfaits et ont affirmé que « le premier contact officiel n'est pas un contact constructif ». Les deux parties sont d'accord pour s'opposer à la création d'un État palestinien entre Israël et la Jordanie et souhaitent que la conférence de Genève puisse être convoquée le plus tôt possible « afin que s'engage entre Israël et les États arabes la négociation de la paix ».

Un appel du professeur Milton Friedman

Le porte-parole des deux partis ont indiqué que les divergences n'avaient pas encore été surmontées quant au tracé de la frontière orientale d'Israël.

Le Likoud voudrait que le jour de la signature de l'accord, Israël alors que le Dash, partageant sur ce point les vues des travaillistes, estime que le fleuve ne devrait constituer qu'une frontière de sécurité. M. Yigal Yadin, pour le Dash, n'ont pas donné l'impression qu'un compromis entre les deux points de vue était impossible. Ils sont convenus de se retrouver jeudi 26 mai afin de poursuivre leurs entretiens. À entendre les porte-parole des deux partis et à voir les sourires qui étaient sur leurs visages, leur première rencontre, un accord pourrait paraître moins difficile à réaliser qu'on l'avait cru au lendemain des élections.

Dans le camp du Likoud, on paraît moins intrigué par les déclarations de M. Begin, qui a déclaré à l'ère avec le président des États-Unis. M. Begin a en effet réitéré à de multiples occasions depuis les élections qu'il n'était pas question de discuter de l'avenir de la Cisjordanie et de la Judée (la Cisjordanie n'existant pas), qui font partie d'Israël, du moins que Tel-Aviv et Haïfa. Pourtant, il

en est bien question dans les pourparlers avec le Dash, qui n'a pas renoncé à faire passer la frontière politique par une ligne impliquant une renonciation de la souveraineté israélienne sur une partie de la Cisjordanie.

En politique intérieure, c'est au sein même du Likoud que les frictions pourraient surgir, notamment sur les questions économiques. Les principales responsabilités dans ce domaine semblent être laissées au parti libéral, dont le chef, M. Simha Erlich, est le numéro deux du Likoud (regroupant le Héruth, le parti libéral et le Raam). M. Erlich, qui est appelé à prendre la portefeuille des finances, a demandé au professeur Milton Friedman, juif américain, prix Nobel d'économie, de venir à Jérusalem afin de réorganiser de fond en comble l'économie israélienne. Cette décision a provoqué une vive émotion dans les milieux d'affaires israéliens et dans les institutions économiques du puissant secteur contrôlé par le central syndical Histradout, qui inquiète les théoriciens de M. Friedman préconisant une totale libéralisation du système économique. Si la décision de faire appel au prix Nobel américain désigné comme candidat du Likoud aux fonctions très importantes de secrétaire général de la Histradout, M. Lévy a déclaré qu'il était, comme M. Begin, opposé à la création d'un État palestinien entre Israël et la Jordanie.

Ce dernier, M. David Lévy, a en effet déclaré que M. Friedman, mais que seul le gouvernement sera habilité à décider de les appliquer ou non. M. David Lévy, qui est originaire du Maroc, a désigné comme candidat du Likoud aux fonctions très importantes de secrétaire général de la Histradout. M. Lévy a déclaré qu'il était, comme M. Begin, opposé à la création d'un État palestinien entre Israël et la Jordanie.

ANDRÉ SCAMAMA.

Le roi Hussein : les nouveaux dirigeants israéliens pourraient être tentés de modifier la situation sur le terrain.

Le roi Hussein de Jordanie estime, dans une interview accordée à Amman à l'A.P.F., que la victoire du Likoud aux élections israéliennes pourrait avoir des effets négatifs sur l'instauration à brève échéance d'une paix juste et durable au Proche-Orient.

« Le moindre incident ou provocation », a-t-il ajouté, peut entraîner une explosion au Proche-Orient, car les nouveaux dirigeants israéliens pourraient être tentés de modifier la situation sur le terrain. C'est pourquoi la situation est plus délicate qu'elle ne l'était précédemment et requiert de nous tous davantage de prudence et de discernement. »

Le roi Hussein s'est refusé à faire un pronostic sur l'attitude des États-Unis au cas où Israël se retirerait au dialogue. Il a indiqué cependant qu'il avait retiré de ses entretiens à Washington l'impression profonde que le président Carter est un homme lucide, courageux et déterminé à faire tout ce qui est possible pour parvenir à la paix au Proche-Orient. « C'est là, ajouta-t-il, le seul aspect encourageant dans la situation actuelle. »

Interrogé sur le sens qu'attache le président Carter au terme de « patrie » (homeland) pour les Palestiniens, le souverain haschémite a répondu que, selon lui, le président américain a voulu parler des droits qu'ont les Palestiniens sur la terre palestinienne occupée, notamment sur les territoires occupés en juin 1967.

M. ERlich ET LA RÉSOLUTION 242

M. Simha Erlich, numéro deux du groupe Likoud, s'est toujours soigneusement gardé de prendre publiquement position sur les questions relevant des affaires étrangères et de la sécurité. Mais à l'occasion de la rencontre avec le représentant du Dash, mardi 24 mai, à Tel-Aviv, pressé de questions par les journalistes, le futur ministre des Finances a réaffirmé que tous les engagements diplomatiques du gouvernement sortant seraient respectés. « Même la résolution 242 du Conseil de sécurité », a-t-il dit, « a-t-on demandé. « Tous les engagements », s'est contenté de répondre M. Erlich.

Cette réponse, qui n'a guère été relayée dans les milieux politiques, est-elle en contradiction avec les prises de position réitérées de M. Begin quant à l'avenir de la Cisjordanie ? Pas de doute, si l'on se réfère à ce qu'il a dit mercredi dans l'entrevue de M. Erlich, si l'on s'en tient au texte anglais de cette fameuse résolution, qui recommande l'évacuation par Israël des territoires et non des territoires, selon la traduction française. Or le Likoud et M. Begin en personne ont toujours affirmé que dans le Sinai et le Golan, un régime israélien pourrait être envisagé dans le cadre d'un accord de paix avec l'Égypte et la Syrie. Quant à la Cisjordanie, qui n'est pas citée séparément dans le texte du Conseil de sécurité, c'est une tout autre affaire. — A. Sc.

A WASHINGTON

Le prince Fahd d'Arabie Saoudite et le président Carter ont examiné la création éventuelle d'une « patrie » palestinienne

De notre correspondant

Washington. — Soucieux de bien souligner que le changement de gouvernement en Israël ne modifierait en rien les « suggestions » américaines ni son désir de poursuivre activement la recherche d'un règlement, le président Carter a discuté en priorité avec le prince Fahd du problème palestinien, et plus particulièrement de la création éventuelle d'un « homeland » (patrie) pour les Palestiniens.

Le porte-parole de la Maison-Blanche a en effet indiqué que les deux premières heures d'entretien entre les deux hommes d'État avaient porté, « d'une manière assez spécifique », sur le « processus par lequel un « homeland » palestinien, n'occupant pas les frontières reconnues, pourrait être établi aux côtés d'un Israël aux frontières garanties ».

M. Powell n'a pas été en mesure de préciser si l'entité palestinienne envisagée serait un État indépendant ou ayant des liens constitutionnels avec la Jordanie. Aussi bien, il a ajouté prudemment que les États-Unis ne recommandaient à ce stade, à l'Arabie Saoudite, il est évident que les dirigeants américains escomptent obtenir du prince Fahd des éclaircissements sur ses déclarations faites à un journal de Beyrouth et évoquant la menace d'un nouvel embargo ainsi que sur les intentions du gouvernement de Ryad quant à l'augmentation des prix et de la production du pétrole saoudien. D'autre part, on s'attend que les Saoudiens soulèvent la question des commandes de chasseurs américains F-14, qui, selon la nouvelle politique définitive récemment par M. Carter, exigent l'approbation présidentielle. Les réactions du Congrès à l'égard de ce marché sont franchement négatives.

En attendant la discussion de ces sujets délicats, les deux parties s'appliquent à créer un climat favorable aux entretiens. Selon l'hebdomadaire Newsweek, la Maison-Blanche aurait demandé et obtenu des leaders du Congrès d'ajourner les débats sur la législation contre le boycott arabe afin de ménager les susceptibilités du prince, qui avait menacé de renoncer à son voyage. D'autre part, la plupart des journaux américains ont publié, mardi, une page entière de publicité, préparée par l'ambassade saoudienne, célébrant les mérites de la « relation très spéciale » entre les deux pays (la semaine dernière, le président Carter avait évoqué la « relation spéciale » entre Israël et les États-Unis), notamment dans la recherche d'un « juste et durable » règlement au Proche-Orient et d'un prix « juste et raisonnable » du pétrole, la coopération économique entre le monde industriel et les pays en voie de développement, l'attachement à la « libre entreprise » et la « sécurité stratégique de la coalition des nations non communistes ».

HENRI PIERRE.

LISEZ

Le Monde des Philatélistes

Édité par la S.A.R.L. le Monde. Gérants : Jacques Favre, directeur de la publication, Jacques Roussier.

Imprimerie du « Monde », 15, rue de Valenciennes, PARIS-IX.

Reproduction interdite de tous articles, sauf accord avec l'administration. Commission paritaire des journaux et publications : n° 52457.

C'EST PAS CHER DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO

Notices à votre disposition chez les dépositaires

PLM BIARRITZ

au bord de la plage

Hôtel-Résidence : 210 chambres et appartements - pour vos vacances et vos séminaires.

PLM BIARRITZ - Réservation centrale - Tél.: 588 73 46 - Téléc.: 270 740

PLM Saint Jacques - Votre hôtel à Paris

800 CHAMBRES 4 ÉTOILES - 17, bd Saint-Jacques 75014 Paris - Tél. 589 89 80

HEBDO

Cette semaine, un numéro exceptionnel de 64 pages

• Pourquoi la victoire de Begin ? et ses conséquences
• Les rubriques habituelles d'actualité, de magazine.

• Un supplément « spécial mariage » en couleurs et 10 colonnes d'annonces matrimoniales.

Abonnement de 6 mois : 94 Frs
Le numéro en kiosque ou contre 5 Frs en timbres à T.J. Hebdo 18 rue Volney 75002 Paris.

Canada

grande victoire du parti de M. Trudeau aux élections partielles dans le Québec

Le Parti libéral de M. Trudeau a remporté une victoire éclatante aux élections partielles du 22 mai dans le Québec. Le parti a remporté 12 sièges sur 14, ce qui lui permet de reprendre la majorité absolue à l'Assemblée législative. Cette victoire est considérée comme un tournant important dans la carrière politique de M. Trudeau.

Le Parti libéral de M. Trudeau a remporté une victoire éclatante aux élections partielles du 22 mai dans le Québec. Le parti a remporté 12 sièges sur 14, ce qui lui permet de reprendre la majorité absolue à l'Assemblée législative. Cette victoire est considérée comme un tournant important dans la carrière politique de M. Trudeau.

Le Parti libéral de M. Trudeau a remporté une victoire éclatante aux élections partielles du 22 mai dans le Québec. Le parti a remporté 12 sièges sur 14, ce qui lui permet de reprendre la majorité absolue à l'Assemblée législative. Cette victoire est considérée comme un tournant important dans la carrière politique de M. Trudeau.

Le Parti libéral de M. Trudeau a remporté une victoire éclatante aux élections partielles du 22 mai dans le Québec. Le parti a remporté 12 sièges sur 14, ce qui lui permet de reprendre la majorité absolue à l'Assemblée législative. Cette victoire est considérée comme un tournant important dans la carrière politique de M. Trudeau.

Le Parti libéral de M. Trudeau a remporté une victoire éclatante aux élections partielles du 22 mai dans le Québec. Le parti a remporté 12 sièges sur 14, ce qui lui permet de reprendre la majorité absolue à l'Assemblée législative. Cette victoire est considérée comme un tournant important dans la carrière politique de M. Trudeau.

Le Parti libéral de M. Trudeau a remporté une victoire éclatante aux élections partielles du 22 mai dans le Québec. Le parti a remporté 12 sièges sur 14, ce qui lui permet de reprendre la majorité absolue à l'Assemblée législative. Cette victoire est considérée comme un tournant important dans la carrière politique de M. Trudeau.

POLITIQUE

LA DISCUSSION DU PREMIER COLLECTIF BUDGÉTAIRE

Les députés s'étonnent que la « vérité » du budget de 1977 ait été aussi provisoire et approximative

Mardi 24 mai, sous la présidence de Mme FRUTSCH (réf.), l'Assemblée nationale examine le projet de loi de finances rectificative pour 1977 (mise à jour du budget de 1977) et la lettre rectificative qui le modifie en traduisant l'incidence budgétaire des mesures annoncées le 26 avril dernier par le premier ministre en faveur des familles, des personnes âgées, de l'emploi des jeunes et des équipements publics.

Au terme de ces modifications, le déficit prévisionnel du budget de 1977 s'établirait à 11.810 millions, convertis à hauteur de 9.900 millions par l'emprunt à long terme récemment approuvé par le Parlement et, pour le solde, par des ressources d'épargne à court et moyen terme.

M. MAURICE PAPON (R.P.R.), rapporteur général de la commission des finances, commente en ces termes « cette loi de finances rectificative de fin d'année planée en début d'exercice » : « C'est ajustement, inattendu par sa date et par son montant, nous est présenté comme une opération non prévue, mais l'on peut s'étonner que sur certains points le budget ait été aussi provisoire et les évaluations de certaines dépenses si peu marquées de réalisme. Après que l'Assemblée nationale ait été qualifiée de contrainte fondamentale et trois mois après le vote du budget, le Parlement se voit proposer d'entériner, au titre d'une simple mise à jour, un déficit de quelque 10 milliards de francs. En matière budgétaire, la vérité ne saurait être trépidante. Il est souhaitable que celle qui nous est présentée ne soit ni trop rapidement ni trop largement démentie par les faits. Le vote du budget de l'Etat y perdrait sa signification. »

En ce qui concerne les subventions supplémentaires destinées aux entreprises nationales (5 milliards de francs), M. Papon relève que l'Assemblée nationale a voté le programme de lutte contre l'inflation, dans ce secteur, à des situations anti-économiques. La solution n'est pas, à son avis, exclusivement budgétaire, et une remise en ordre plus profonde est nécessaire.

Quant à l'incidence financière du plan gouvernemental, « marquée au regard de la masse du budget de 1977 », M. Papon relève l'effort de solidarité sur lequel, estime M. Papon, le Parlement ne saurait que confirmer le vote favorable émis lors de la présentation de ce programme.

M. DAILLET (réf.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles, consacre l'essentiel de son intervention au problème du chômage des jeunes, dont une diminution sensible apparaît à son avis, des mesures d'une tout autre ampleur que d'effort prévu pour 1977 mais que le contenu de la lettre rectificative permet, en revanche, d'espérer.

Pour M. ICART (R.L.), président de la commission des finances, « un redressement significatif de la situation de l'emploi ne passe pas par une relance généralisée de la consommation et de l'investissement public ». Il estime, en revanche, que la loi du 3 janvier 1975 sur le licenciement pour cause économique est devenue un obstacle à l'embauche et, plus particulièrement, à l'emploi des jeunes, car, en raison de la lourdeur de la procédure instituée, les entreprises qui seraient prêtes à embaucher des jeunes travailleurs ne le font pas. Aussi propose-t-il de suspendre l'application de cette loi à l'égard des personnes exerçant un premier emploi. « Il s'agit, précise-t-il, d'une mesure exceptionnelle limitée dans le temps. »

Pour M. BOULIN, ministre délégué à l'économie et aux finances, « ce n'est pas la grève qui maintiendra ou augmentera le pouvoir d'achat des travailleurs. La situation actuelle des entreprises, précède-t-il, n'est pas favorable à l'embauche. (...) Faut-il ajouter, pour autant remettre en cause la politique économique menée par le Gouvernement ? Ce serait aller au désastre (...) ».

Il poursuit : « La politique budgétaire du Gouvernement répond à trois impératifs : d'abord assurer la vérité des comptes publics, ensuite mettre en œuvre des actions nouvelles en faveur des entreprises nationales et de l'emploi des jeunes, enfin concourir au financement non monétaire de l'économie, 31,8 milliards en 1975, 37,1 milliards en 1976, 13 milliards en 1977, nous progressons, constate M. Boulin, vers un équilibre d'exécution. »

Evquant ensuite l'emprunt lancé par le Gouvernement et qui vient d'être porté de 6 à 8 milliards, il déclare : « Son succès prouve que le crédit de l'Etat est intact. En ce sens, la journée d'hier, à l'inverse de celle d'aujourd'hui, a été une bonne journée pour la France. »

Pour ce qui est des entreprises publiques, il reconnaît que la vérité tarifaire est un idéal, mais estime qu'il n'est pas possible, dans la conjoncture actuelle, de l'atteindre. « Cela dit, précise-t-il, l'Etat devra proposer à ses entreprises une politique contractuelle, les inciter à assainir leurs comptes, et surtout à revoir leurs programmes d'investissement. » Il précise à cette occasion que la ligne rapide Paris-Lyon devrait produire, dès la première année de mise en service, un bénéfice net de 500 millions. Puis il indique que le Gouvernement a préparé le projet de budget de 1978 sur la base du budget de 1977 rectifié.

Dans la discussion générale, M. ROBERT-ANDRE VIVIEN (R.P.R., Val-de-Marne) observe que, « pour certains postes budgétaires, la sous-évaluation des dotations de la loi de finances pour 1977 apparaissait manifeste ».

M. LAMPS (P.C., Somme) insiste sur « l'instabilité financière, l'insécurité manifeste du budget de l'Etat, le million et demi de demandeurs d'emploi, la hausse des prix, la stagnation de la production, l'augmentation des profits des grosses sociétés, le gaspillage des ressources nationales, le pillage des fonds publics et l'exploitation accrue des travailleurs ». Evquant ensuite « les attaques virulentes de la droite » contre les entreprises nationales, il observe que « leur gestion, soi-disant mauvaise, est en fait déshéritée et sciemment organisée ».

En séance de nuit, sous la présidence de M. FRANCESCHI (P.S.), M. MAYOUD (R.L., Rhône) exprime sa confiance dans la politique menée par M. Barre. « L'austérité dénoncée par certains, observe-t-il, n'était qu'une façade sur les routes au cours du week-end de l'Ascension. » « En réalité, ajoute-t-il, les seuls cas dramatiques sont ceux des chômeurs ; or, la politique actuelle permettra de venir à bout du chômage. »

« Monsieur le ministre, nous êtes accord », constate M. COCHET (P.S., Savoie), qui relève « la volonté de M. Boulin de ne pas entendre le cri de colère des travailleurs » et de réduire l'ampleur de la grève générale. « Cette attitude, affirme-t-il, caractérise votre gouvernement. » En ce qui concerne le collectif, il constate que « l'opération vérité succède à l'opération dissimulation. »

« Une fois de plus, déclare M. LEGRAND (P.C., Pas-de-Calais), le Gouvernement répand l'idée fautive d'un prétendu déficit de la Sécurité sociale, et ce afin de justifier les mesures antisociales qu'il a prises. »

M. SPRAYER (R.P.R., Bas-Rhin) approuve le programme d'action du Gouvernement, qui, dit-il, se traduira par une relance sélective. Toutefois, les mesures en faveur de l'emploi des jeunes ne sont pas, à son avis, suffisantes.

M. KALINSKY (P.C., Val-de-Marne) évoque « la crise financière des collectivités locales » et dénonce la politique du Gouvernement, qui se débarrasse sur les communes et les départements des charges qu'il assumait auparavant.

M. VOISIN (app. R.P.R., Indre-et-Loire) relève que M. Mitterrand a reconnu, dans le débat qui l'opposait à M. Barre, que la crise était mondiale, et que le chômage ne pourrait être résorbé qu'en cinq ans.

M. CHAMBAZ (P.C., Paris) condamne « la politique scolaire et universitaire rétrograde du Gouvernement, qui se contente de répondre aux ouvertures par des provocations insultantes ».

Pour M. BIEUBON (P.C., Bon-champs-du-Rhône), « c'est vers une hausse moyenne annuelle des prix d'au moins 15 % que le Gouvernement actuel nous entraîne allégrement ». Il affirme que, « au milieu d'immenses richesses, nous pourrions être dans notre pays pour des millions de personnes ».

M. VIZET (P.C., Essonne) observe que, « loin de se laisser aller au découragement, les jeunes rejoignent de plus en plus leurs aînés dans la lutte, ainsi qu'ils l'ont montré en participant nombreux à la grève nationale ».

M. TOURNAI (P.O., Pyrénées-Orientales) évoque la situation de l'agriculture, de la viticulture surtout, à la suite des dommages causés par le gel et la pluie. « Il faut, conclut-il, débloquer des crédits spéciaux. »

Répondant aux orateurs, M. BOULIN relève « le festival d'une gauche où le P.C. s'est taillé la part du lion ». Il déclare : « On peut jongler avec les chiffres, mais il faut rester objectif. Ainsi, le déficit budgétaire a été réduit et il est le plus faible des pays européens voisins. J'attends toujours des propositions constructives, mais n'entends qu'une litanie purement démagogique. La gauche française est la seule qui semble ne pas comprendre que la lutte contre le chômage passe par la lutte contre l'inflation. » Il conclut : « Ce ne sont pas les manifestations de rue qui nous empêcheront de poursuivre une politique conforme à l'intérêt national. »

L'Assemblée aborde ensuite l'examen des articles. Intervient successivement sur l'article premier (ouverture de dépenses ordinaires) plusieurs députés communistes : M. LAMPS (Somme) sur le retraitement de vingt mille vacataires ; GOUDIER (Seine-Saint-Denis) sur le logement ; LUCAS (Pas-de-Calais) sur la subvention accordée aux Bouillottes ; VILLI (Paris) sur les transports en commun ; BARBET (Hauts-de-Seine) sur la construction aéronautique ; MONTDARGENT (Val-d'Oise) sur les transports ; et HAGE (Nord) sur le chômage.

La suite du débat est renvoyée à mercredi après-midi. — P. Fr.

EN VISITE EN ALSACE JEUDI 26 MAI

M. Barre prononcera à Strasbourg un discours de « portée générale »

M. Raymond Barre se rendra jeudi 26 mai à Strasbourg où il assistera, de 10 heures à 12 heures, à l'Assemblée générale du Crédit mutuel d'Alsace, du Lorrain et de Franche-Comté. Il prononcera à cette occasion un discours de portée « générale » au cours duquel il évoquera l'ensemble des problèmes économiques, sociaux et politiques. Le premier ministre sera également reçu, à 12 h. 30, à l'hôtel de ville, par la maire de Strasbourg, M. Pflimlin, et sera l'hôte à déjeuner du conseil général du Bas-Rhin avant de regagner Paris dans l'après-midi.

M. Raymond Barre poursuivra d'autre part ses conversations politiques avec les représentants des formations de la majorité.

Le programme du voyage de M. Barre — qui est le premier depuis la constitution de son deuxième gouvernement — ne lui laissera pas le loisir d'avoir un contact direct avec la population comme ce fut le cas lors de ses visites, en janvier, dans la région du Centre, et, en février, dans le Sud-Ouest, mais le chef du gouvernement envisage dès à présent un second voyage en Alsace. Il devait s'en entretenir mercredi 25 mai, à l'hôtel Matignon, avec les parlementaires alsaciens.

Dans l'entourage du premier ministre, on continue à se montrer très fidèle sur les intentions politiques du premier ministre à l'égard des formations de la majorité engagées dans la préparation des élections législatives. Il est peu vraisemblable que M. Raymond Barre précise à Strasbourg comment il entend

« développer l'action de la majorité » afin de « conclure » celle-ci à la bataille électorale ainsi que le souhaitait le président de la République dans l'interview accordée, vendredi 20 mai, à un quotidien régional. Sans doute se bornera-t-il à insister de nouveau sur la nécessité d'« organiser » la majorité.

On affirme, à l'hôtel Matignon, qu'il est « prématuré » d'attendre davantage de la part du chef du gouvernement tant qu'il n'a pas terminé ses entretiens politiques. A la question de savoir comment M. Raymond Barre conçoit son rôle, d'« animateur central » de la majorité, le porte-parole de l'hôtel Matignon, répond invariablement : « Le premier ministre fera connaître ses intentions en temps utile. » — A. R.

Une mise au point de l'Elysée au sujet des intentions de M. Giscard d'Estaing

M. Jean-Philippe Lecat, porte-parole de l'Elysée, a déclaré, mardi 24 mai, à propos d'un article sur la situation politique en France paru la veille sous la signature de Joseph Kraff dans l'International Herald Tribune : « Les seuls propos du président de la République qui peuvent lui être attribués sont ceux qui sont tenus dans des interviews ou dans des déclarations officielles. Ces interviews et ces déclarations n'ont pas manqué dans les semaines récentes, et l'on peut s'y référer. Le président de la République a eu une conversation avec Joseph Kraff, qui en a retiré un certain nombre d'impressions, comme il l'avait d'ailleurs fait après s'être entretenu avec le premier secrétaire du parti socialiste (1). Ces impressions ne peuvent pas constituer une prise de position du président de la République. »

Voici ce qu'écrivait le journal américain : « Les chances sont encore en faveur d'une victoire de la gauche aux élections de l'an prochain. Mais pas de beaucoup. L'économie peut se redresser, Giscard ou Barre peut reprendre la situation en main et renvoyer Chirac et les gaullistes dans l'ombre. Les communistes peuvent jouer trop gros et pousser ce pays riche, fondamentalement bourgeois, à voter de nouveau à droite. »

De plus, comme président, Giscard détient le droit de dissoudre le Parlement. Il ne faut pas oublier qu'il n'aurait pas de scrupule à en faire usage si la gauche gagne. Mais il n'aurait été assez fort pour dissoudre le Parlement à un moment tel que les socialistes se sépareraient des communistes et entreraient dans une majorité de centre gauche. »

Avec tant d'inconnues, il ne convient guère à Washington d'abandonner la lutte pour empêcher les communistes d'entrer dans les gouvernements d'Europe occidentale. C'était évidemment une erreur d'engager des conversations officielles entre des diplomates américains et des dirigeants communistes français. Les Etats-Unis n'ont certainement aucun intérêt à une reddition anticipée à ce propos. »

(1) Le Monde daté 22-23 mai et 24-25 mai.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE REÇOIT Mme ALLENDE

Mme Hortensia Busti de Allende, veuve du président de la République chilienne assassiné par les militaires qui ont pris le pouvoir à Santiago le 11 septembre 1973, sera reçue, sur sa demande, jeudi 26 mai, par M. Giscard d'Estaing. Mme Allende, qui séjourne à Paris depuis quelques jours, a rencontré, lundi 23 mai, M. Marchais, secrétaire général du parti communiste. Elle s'était entretenue avec M. Mitterrand, premier secrétaire du parti socialiste à l'occasion d'un colloque sur les droits de l'homme en Amérique latine, organisé le 5 mai à Nancy.

A Antenne-2 le 8 juin

LE CHEF DE L'ETAT FERA FACE A VINGT-CHQ LYCÉENS

Trois élèves d'une classe terminale C du lycée Saint-Exupéry de Lyon, Philippe Murtaz, Emmanuel Collet et Christine Houlard, sont invités depuis le lundi 23 mai à l'Elysée avec une équipe de télévision d'Antenne 2, qui réalise un court métrage sur M. Giscard d'Estaing. Ils assisteront, ce mercredi, à l'ouverture du conseil des ministres et participeront cette semaine aux activités quotidiennes du chef de l'Etat, qu'ils accompagneront vendredi 27 à l'île d'Yeu (Morbihan).

Le court métrage qu'ils auront réalisé sera projeté mercredi 8 juin, à 20 h. 30, à Antenne 2, au début de l'émission « Question de temps », qui réunit, en direct de l'Elysée, le chef de l'Etat et les vingt-quatre élèves de cette classe terminale pour un débat sur les jeunes. Au cours des « Dossiers de l'Elysée » du 1er février, M. Giscard d'Estaing s'était entretenu dans les mêmes conditions avec une sélection de soixante Français « représentatifs ».

résidence

BUFFON

18 à 24 rue Lecourbe Paris 15

DU STUDIO AU 6 PIECES

6800 F.M²

ferme et non révisable

Comegi

74, rue Saint-Lazare, 75008 Paris
Tél. 387.64.43

100 mètres de l'avenue de Breteuil, c'est le cœur de Paris. Des arbres des commerçants, un grand lycée, des écoles, une piscine. Tout le charme d'un quartier résidentiel, au carrefour des 6^e, 7^e et 15^e arrondissements.

BON A DECOUPER

Nom : _____

Prénoms : _____

Adresse : _____

Tél. : _____

Fonction : _____

La mort de Pierre ALLENDE

La mort de Pierre Allende, président de la République chilienne, a été annoncée hier par la presse chilienne. Le président avait été assassiné par les militaires qui ont pris le pouvoir à Santiago le 11 septembre 1973. Ses funérailles auront lieu à Santiago le 28 mai.

Pierre Allende est né le 17 août 1908 à Valparaiso. Il a été élu président de la République en 1970. Son gouvernement a été marqué par une lutte acharnée contre les intérêts étrangers, en particulier américains, et par une politique de nationalisation des entreprises étrangères.

Après son élection, il a lancé une série de réformes sociales et économiques. Il a nationalisé les entreprises étrangères, en particulier les mines et le pétrole. Il a également mis en œuvre une réforme agraire et une réforme du système éducatif.

Ses réformes ont été très populaires, mais elles ont également provoqué l'opposition des militaires et des intérêts étrangers. Cette opposition a culminé avec le coup d'Etat du 11 septembre 1973, qui a entraîné la chute d'Allende et son assassinat.

La mort d'Allende a été une grande perte pour le peuple chilien. Ses funérailles, qui auront lieu à Santiago le 28 mai, seront une occasion pour les Chiliens de se souvenir de leur président et de ses réformes.

Les funérailles de Pierre Allende auront lieu à Santiago le 28 mai. Elles seront présidées par le général Pinochet, qui a pris le pouvoir après le coup d'Etat du 11 septembre 1973.

Le général Pinochet a déclaré que la mort d'Allende était une victoire pour le peuple chilien. Il a également affirmé que les réformes d'Allende avaient été une erreur et que le pays devait revenir à la démocratie.

Malgré ces déclarations, les Chiliens ont continué à se souvenir d'Allende et de ses réformes. De nombreuses manifestations ont eu lieu à Santiago et dans d'autres villes du Chili pour honorer la mémoire d'Allende.

La mort d'Allende a également provoqué une réaction internationale. De nombreux pays ont exprimé leur tristesse et leur solidarité avec le peuple chilien. Des manifestations ont également eu lieu dans plusieurs pays pour honorer la mémoire d'Allende.

La mort d'Allende a été une grande perte pour le monde. Il était un homme courageux et déterminé, qui a lutté pour la justice et la liberté. Ses réformes ont été une grande avancée pour le peuple chilien, et sa mort a été une grande tragédie.

La mort de Pierre Abelin

Pierre Abelin est décédé lundi 23 mai à l'âge de soixante-huit ans. Il avait été hospitalisé à Châtelleraut, ville dont il était le maire, puis transporté à Poitiers et avait subi deux interventions chirurgicales. Les obsèques de l'ancien ministre de la coopération auront lieu jeudi à 15 h. 30 en l'église Saint-Jean-Baptiste de Châtelleraut. M. René Monory, ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat, assistera à la cérémonie, de même que M. Jean Lecanuet, ancien ministre d'Etat, et une importante délégation du Centre des démocrates sociaux, dont le défunt était un des vice-présidents.

De toutes les batailles du centrisme

Trente ans durant, Pierre Abelin a été dans le vie politique française ce que l'on nomme parfois un « premier second rôle ». Il a été, soit le témoin soit l'un des acteurs du bon nombre des événements qui ont marqué la chronique de deux Républiques. Son haute silhouette, sa chevelure blanche, son visage marqué de rides profondes et ses yeux aux accents sarcastiques peuvent être associés dans les mémoires à bien des débats et à bien des entreprises.

Né à Poitiers en mai 1909, docteur en droit, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, il était entré au Parlement en 1945. Membre des deux Assemblées constituantes puis de l'Assemblée nationale à partir de 1946, député de la Vienne, il ne connaît l'échec qu'en 1958 lorsque la grande coalition gaulliste permit à un candidat U.N.R., M. Ernest Bouchet, d'être élu à sa place. Il reprit son siège en 1962 après avoir mis à profit l'intermédiaire pour conquérir, en 1959, la mairie de Châtelleraut. A chaque occasion, ses électeurs obtinrent des succès, mais ne purent jamais se constituer dans une majorité.

En octobre 1975, alors qu'il était membre du gouvernement, il fut contraint, par le décès de son suppléant à l'Assemblée nationale, d'abandonner sa fonction législative partielle. La candidature de Mme Edith Cresson (P.S.) contribua à faire reculer sensiblement la majorité, mais ne suffit pas à mettre véritablement en difficulté l'ancien député.

Le cheminement politique de Pierre Abelin est inséparable de l'histoire du Mouvement républicain populaire et même d'une partie de la démocratie chrétienne française. Il milita au M.R.P. dès la constitution de ce parti et en devint rapidement un des responsables importants, encore que n'apparaissant jamais au tout premier plan. Il était en effet de ceux qui obtinrent à leur activité de pensée publique ou de porte-parole une action plus secrète de négociateur, d'intermédiaire, d'« arrangeur de coups ». Ainsi fut-il souvent celui que les centristes enviaient comme émissaire pour discuter discrètement avec tel ou tel parti « adverse », qu'il fut de la majorité ou de l'opposition, y compris la P.C.F. Ses manières directes, son sens de la répartie pas toujours charitable, son caractère entier et une certaine brusquerie, alliés à de l'habileté, de la courtoisie et à un souci parfois tout relatif de l'information rigoureuse lui valurent quelques succès et un certain nombre d'imitations.

Parallèlement à sa carrière politique, il conduisit une très riche activité d'homme d'affaires. Il onima ou présida de fort nombreuses sociétés et groupements dans des secteurs aussi variés que l'industrie cotonnière, la confiserie, l'industrie chocolatière, les supermarchés, les chemins de fer outre-mer, les télécommunications, etc. Il fut en particulier administrateur du Laboratoire central des télécommunications, de la Compagnie générale de construction téléphonique, et du matériel téléphonique. Bien que l'homme d'affaires et l'homme politique se soient appliqués à ne pas paraître mélanger les genres.

LE CONFLIT DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE BORDEAUX REBONDIT

(De notre correspondant.)
Bordeaux. — L'absence des trois députés de la communauté urbaine de Bordeaux au conseil régional d'Aquitaine a provoqué lundi 22 mai un incident à l'ouverture de la session de printemps.

M. André Labarrière, député des Pyrénées-Atlantiques et maire socialiste de Pau, s'en est pris d'abord au « blocage d'un établissement public par son président », tandis que M. Jean Barrière, secrétaire fédéral du P.C. de la Gironde, a souligné que cette absence des trois représentants de la communauté urbaine créait une situation « entachant moralement et politiquement la session. Les dossiers sont être votés par une majorité qui n'est plus représentative de l'Aquitaine ». Un signe de protestation, une interruption de séance de cinq minutes fut décidée avec l'accord des autres partis de gauche.

A la reprise des travaux, le préfet de région, M. Paul Masson, a exposé aux conseillers les arguments juridiques qui avaient inspiré son action à propos de la communauté urbaine, puis M. Jacques Chaban-Delemas, une nouvelle fois, déclara « l'urgence » à laquelle il avait dû répondre. « Le maire de Bordeaux pour un peu d'opportunité comme l'accuse, a-t-il dit. C'est un comble ! Il n'y a pas un maire, quelle que soit son appartenance, qui ne compréhende qu'il est impossible de lui « botter » la main mise sur ceux ou leurs oncles ont été exclus dès le premier tour ».

les deux activités se complétaient parfois étroitement. En tout cas, l'aide qu'apporta Pierre Abelin aux partis auxquels il appartenait et aux entreprises auxquelles il s'associa fut souvent très concrète. Dans lui, le centriste s'effaçait, pour laisser place à un homme d'affaires dont il disposait.

Il fut de toutes les batailles du centrisme, « l'homme de liaison » du M.R.P. représentant de la tendance la plus opposée à celle de la formation, l'antiquiste, le conservateur, à ceux en 1962 et 1964 en faveur de l'alliance avec les socialistes dans le cadre de la « grande fédération » proposée par M. Gaston Defferre (Mouvement X), ou, lors de l'élection présidentielle de 1968. C'est d'ailleurs dans son appartement parisien de la place Malesherbes qu'il fut dans la nuit du 17 au 18 juin 1964, l'ultime tentative de conciliation entre les protagonistes de cette tentative.

Pierre Abelin fut toujours son opposition au régime du général de Gaulle en de nombreuses occasions : par son action à la présidence du groupe parlementaire du Centre démocratique, à partir de 1963 ; par l'aide qu'il offrit à M. Jean Lecanuet, candidat à la présidence de la République en 1965, par le rôle qu'il joua dans la création du Centre démocrate, après ce scrutin ; par son activité, à partir de 1967, au secrétariat général de cette formation (qui succéda au M.R.P. lui-même mis en sommeil) ; par la tentative qu'il fit en 1972, sous Georges Pompidou, de provoquer l'écroulement du groupe parlementaire centriste en le quittant (pour protester contre sa trop grande docilité à l'égard du gouvernement) ; enfin en se comptant parmi les plus convaincus promoteurs du mouvement réformateur fondé en 1971 avec les radicaux et d'autres modérés, dans l'espoir (amèrement déçu) de faire triompher le centrisme et la troisième voie lors des élections de 1973.

Une déception

Ce n'est qu'après la dernière élection présidentielle que les centristes demeurés dans l'opposition rejoignent la majorité regroupée autour de M. Giscard d'Estaing. Ils fusionneront avec ceux de leur qui les avaient précédés en 1969 (en apportant leur soutien à Georges Pompidou). Ainsi naît, en 1976, le Centre des démocrates sociaux dont Pierre Abelin sera l'un des vice-présidents.

C'est aussi l'arrivée au pouvoir de M. Giscard d'Estaing qui permettra au député de la Vienne de renouer avec les responsabilités gouvernementales et d'être, pour la première fois, ministre à part entière. Si la V République l'avait obligé, de ce point de vue, à une longue patience, la IV ne lui avait permis d'accéder qu'à des postes relativement modestes : secrétaire d'Etat à la présidence du conseil (pour les affaires économiques) en 1971, sous Robert Schuman (1947 et 1948), secrétaire d'Etat aux finances (gouvernement de M. Pinay, 1953), secrétaire d'Etat aux affaires économiques (gouvernement de M. Edgar Faure, 1955-1956). Venant d'un président qui souhaitait « gouverner au centre », sa nomination, en mai 1976, au ministère de la coopération, apparut un peu comme la récompense des loyaux services rendus à la cause du centrisme mais elle était aussi la consécration des efforts accomplis depuis quelques semaines (si ce n'est quelques mois) en faveur du rapprochement entre le Centre et le candidat Valéry Giscard d'Estaing et le Centre démocrate.

En janvier 1976, Pierre Abelin était donc mis à l'écart du gouvernement comme une injure. Afin de devenir ministre (et malgré les conseils qui avaient pu lui être prodigués), il avait renoncé à trois mois de repos, ou siège de député qu'il venait de reconquérir au terme de son affrontement avec Mme Edith Cresson. Il avait aussi la conviction de ne pas avoir démerité à son poste gouvernemental. Certes, l'affaire Claustre n'était pas étrangère à sa disgrâce, on avait pu lui reprocher d'avoir tardé à agir en faveur de l'éthnologie française prisonnière au Tibét, ou de s'être montré trop optimiste. En revanche, nul ne contestait que, par son action dans d'autres domaines, il avait contribué à sortir la politique française de coopération de l'impasse où l'avaient conduite les gouvernements précédents. Sa nomination, le 18 juillet suivant, à la présidence de l'Office de recherche scientifique et technique, outre-mer ne devait lui apporter qu'une relative consolation.

En mars dernier, rétro des le premier tour à la tête de sa liste à la mairie de Châtelleraut, Pierre Abelin avait été, parmi les représentants de la majorité, un de ceux qui avaient le mieux résisté aux progrès de l'opposition.

NOËL-JEAN BERGEROUX.

Certains radicaux contestent la régularité du dernier congrès

Le comité directeur du parti radical (qui a été renouvelé lors du dernier congrès de cette formation les 14 et 15 mai) a élu, vendredi matin 27 mai, place de Valois, cette séance devant être précédée d'une réunion de la commission de vérification des mandats qui fut chargée, lors des assises, de veiller à la régularité des opérations de vote.

Il semble que le président de cette commission, M. Jacques Mézard, soit décidé justement à contester la validité du scrutin au terme duquel M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a été élu président du parti.

Cette contestation porte sur plusieurs points : en premier lieu sur un désaccord concernant le nombre de votants : le pointage des « grilles » (les listes de délégués et de mandats) fait apparaître un total de huit cent quatre-vingt-dix votants, alors que le total des abstentions et des non-votants s'élève à huit cent onze. Quatre-vingt-neuf votants manquent donc à l'appel.

Le second point de la contestation est basé sur les plaintes écrites reçues par la commission de vérification. Le troisième est sur la composition de l'assemblée qui, le jeudi soir, entérina l'admission des membres du Centre républicain au congrès. Il y avait eu, à ce moment-là, un grand nombre d'invités et d'auditeurs parmi les votants. Enfin, ceux qui discutent la régularité des opérations de vote contestent l'existence même de certaines fédérations du Centre républicain. Ils affirment n'avoir pu vérifier les adresses d'une faible proportion des cinquante et une fédérations départementales revendiquées par le parti de M. Morice (qui disposait de

deux cent quarante-quatre mandats).

Ces diverses constatations pourraient conduire les responsables de la commission de vérification des mandats à interpellier la direction du parti lors de la réunion du comité directeur.

« J.-J. S.S. doit se démettre »

Dans une déclaration publiée mardi 24 mai, une vingtaine de militants et responsables départementaux (1) du parti radical affirment : « Nous avons été très émus et choqués par les méthodes employées pour obtenir le vote en faveur de M. Jean-Jacques Servan-Schreiber : fédérations fantômes du Centre républicain votant par l'envoi de représentants de mouvements non radicaux, promesses de financement aux proches élections pour les membres « dociles » du congrès, disparition inattendue de cent bulletins... etc. Nous considérons qu'un tel vote ne peut désigner valablement le président du parti radical-socialiste et souhaitons que M. Jean-Jacques Servan-Schreiber se démette de lui-même ».

Les signataires annoncent leur volonté de recourir « à toute voie de droit » pour obtenir « l'invalidation de cette élection ».

(1) Parmi les signataires, on relève les noms de MM. Gérard-Marie de Piquemont (Creuse), Richard Suler (Doubs), Denis Blanchard d'Yves (Gironde), Jean-Marc Dury (Hauts-de-Seine), Dominique Merlan (Pas-de-Calais), Jean Grudet (Paris), Alain Joissains (Rhône), Mme Claude Bizard (Corrèze), M. Jacques Rocher (Bretagne), Yann Marica (Côte-d'Or).

Élu secrétaire général du parti républicain M. Soisson démissionne du gouvernement

M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, a été reçu, mardi 24 mai, à l'Élysée, par M. Valéry Giscard d'Estaing. Il a remis au président de la République sa démission de secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports. A sa sortie du palais présidentiel, M. Soisson a précisé qu'il demeurerait à son poste « sans doute jusqu'au 1^{er} juin ». Il a aussi indiqué que M. Alain Griotteray, délégué national du parti républicain, chargé des élections, avait assisté à la dernière partie de son entretien avec le chef de l'Etat.

On indiquait, mercredi 25 mai, à l'Élysée, que le nom du successeur de M. Soisson au gouvernement serait rendu public au terme du conseil des ministres du 1^{er} juin. Il pourrait s'agir de M. Paul Dijoud, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'équipement et de l'aménagement du territoire, qui ne serait pas remplacé à ce poste.


Neuf mois secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, M. Jean-Pierre Soisson n'aura eu le temps que d'essayer une politique. Ayant établi, à l'inverse de son prédécesseur, M. Pierre Mazeaud, des rapports généralement satisfaisants avec les associations d'éducation populaire, il était décidé à favoriser les loisirs des jeunes en banlieue et dans les villes nouvelles, où ces associations sont en général mal implantées. L'aide financière qu'il avait promise à celles qui acceptaient de créer une chorale, un club ou une troupe de scouts là où il n'en existait pas, était le premier volet d'une politique ambitieuse visant à permettre à chaque jeune Français de tirer le meilleur parti des deux cent neuf jours de loisirs dont il dispose chaque année.

M. Soisson avait manifesté son intention de rénover un certain nombre de colonies de vacances et de sensibiliser, par l'organisation d'un colloque qui devait avoir lieu en juin, les directeurs de chaînes de radio et de télévision aux besoins d'information et d'éducation des jeunes en dehors de l'école.

Sur le plan sportif, M. Soisson s'attacha à établir une « nouvelle donne » avec les fédérations par la signature de contrats en bonhe et due forme. Trois contrats avaient déjà été signés avec les fédérations d'athlétisme, de football et de cyclisme. Dans ceux-ci, les fédérations s'engageaient à accroître notablement leur nombre de licenciés et à améliorer le niveau de leur élite. Pour sa part, le secrétaire d'Etat à la jeunesse et aux sports, promettait de soutenir cette action par une aide financière accrue et par la création de nouveaux postes d'encadrement technique.

Ainsi se précisait les grandes lignes de la politique sportive de M. Soisson : renforcement de l'encadrement technique ; développement de la recherche, notamment en matière médicale ; enfin, accroissement de l'effort en faveur du sport pour tous. Dans la mesure où cette politique corrigerait pour partie l'action de son prédécesseur, on regrettera que le départ de M. Soisson prive le sport français d'une ligne de conduite suffisamment suivie. A moins que son successeur ne reprenne à son compte cette « nouvelle donne ».

WATERMAN A L'HEURE ELECTRONIQUE:
Dessinée par Alain Carri, cette pendulette a été traitée par Waterman avec le même soin jaloux que les stylos. La carrosserie en alliage d'aluminium brossé et le cadran noir anti-reflets cachent un module électronique à pile. En vente chez les papeteriers libraires. Son prix est de 350 francs.



LA CANNE A SUCRE
BAB 23.25
DINER-SPECTACLE

Vous qui aimez les appartements de caractère.

Vous qui aimez les appartements de caractère et appréciez en même temps le grand confort, vous qui avez un faible pour les sites paisibles sans vouloir renoncer pour autant à vivre en plein cœur de la capitale, découvrez dans le plus parisien des quartiers de Paris un monde à part, préservé, fait de petits immeubles du XVIII^e siècle, restaurés, aux façades classées.

Traversez les cours intérieures pavées à l'ancienne, qui relient la rue Tournefort à la rue Mouffetard, et votre choix sera irrésistible : vous ne voudrez plus choisir votre studio ou votre appartement qu'au Palais des Gardes Françaises.

LE PALAIS DES GARDES FRANÇAISES
36, rue Mouffetard & 7-11, rue Tournefort
PARIS V^e

Pour recevoir notre documentation, renvoyez ce bon à :
Zannettacci, 98, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris
☐ Appartement ☐ Studio
Nom _____
Adresse _____

1^{re} tranche : reste à vendre
quelques appartements.
Livraison immédiate.
2^e tranche : livraison courant 78.
Réalisation Jérôme PUJOS

Renseignements et vente :
Zannettacci : 296.17.01
98, av. Raymond-Poincaré, Paris 16^e
Bureau de vente sur place :
36, rue Mouffetard, Paris 5^e



Signe d'un appartement de 3/4 pièces en duplex, Cour du Grenadier.

D'UNE RÉGION À L'AUTRE

Ile-de-France

LES COMMISSIONS D'ARRONDISSEMENT DE LA CAPITALE

Paris-gadget

(Suite de la première page.)

Aux yeux des élus, les associations d'habitants, comme la plupart de celles qui leur parlent, ne contrôlent pas directement, étaient composées de bénévoles. Leur seul avantage : les militants de l'aménagement comme ceux de l'environnement et de l'animation jouissent d'un statut de bénévoles, ils ne sont pas salariés. Ils connaissent le terrain, détiennent dans les dossiers de l'administration de quoi poser des questions érudites. L'administration, de son côté, craignait que les élus ne prennent ombrage de rapports trop directs avec les associations. Elle restait sur une prudente réserve.

Des satisfactions quelconques, mais qui dépassaient l'enjeu. Des associations d'habitants étaient préoccupées de l'animation culturelle et sociale du centre de Paris, vidée par le départ des Hautes et

Rungis. De leurs propos on ne retint que l'argument de la défense des pavillons alignés devant la bourse de commerce. Au secours de l'habitat, promu le Michel-Ange de la fontaine à l'œuvre, les élus ne savaient pas comblés. Les élus ne furent dans l'affaire que les joues impuissantes du pouvoir et de la mode.

Mais tout allait changer. Les Parisiens auraient plus d'élus, un vrai maire, et leur mot à dire. Le nombre des conseillers est passé de 90 à 109. Au lieu de représenter chacun 30 000 personnes, ils n'en représentent plus que 27 000. Enorme progrès. Le Conseil a été élu dans le bruit et la fureur, et dans l'indifférence d'un électeur sur trois. Paris a un maire. Ou un patron de choc.

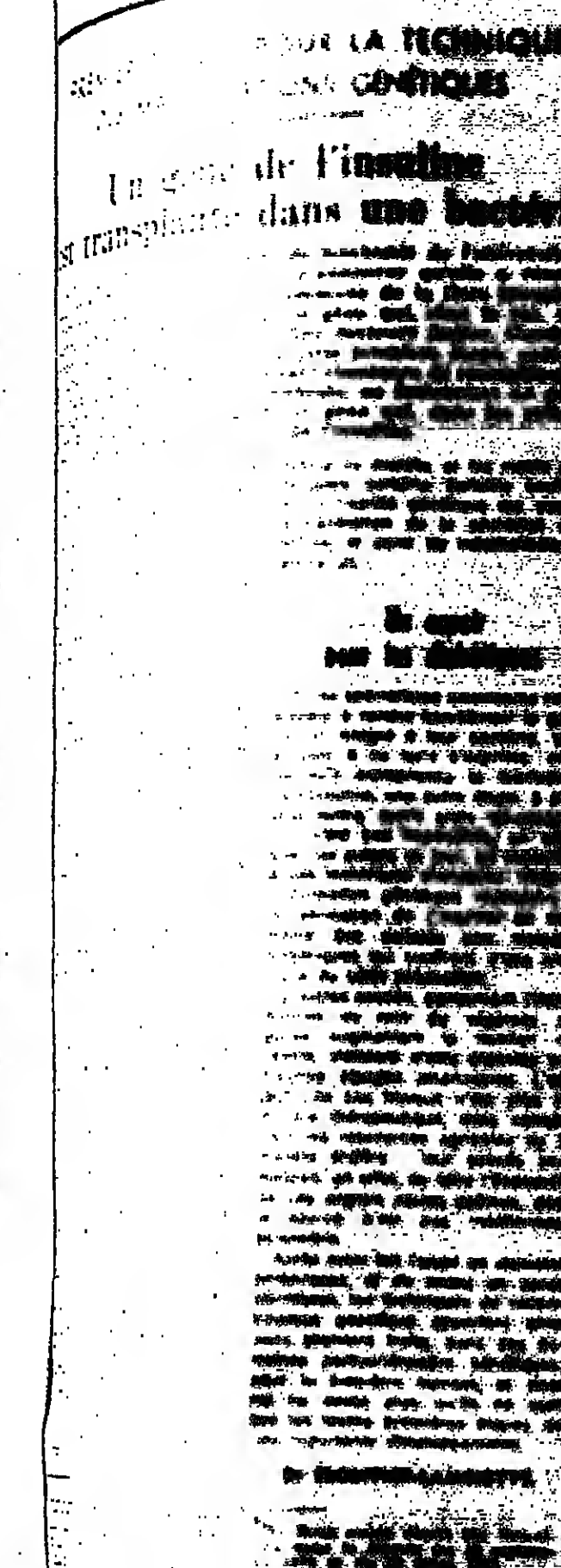
M. Chirac souhaite promouvoir à Paris une « démocratie de participation »

Le maire de Paris a réuni, lundi après-midi 23 mai, tous les membres des commissions d'arrondissement. Le premier magistrat de la capitale a réaffirmé l'autorité du maire et l'unité de la gestion avant de préciser que les commissions d'arrondissement, dotées d'un droit de proposition, seront les éléments essentiels de la « démocratie de participation » qu'il entend promouvoir à Paris. L'opposition, en revanche, estime qu'il s'agit d'une « caricature de démocratie ». Le P.S. annonce qu'il animera une autre structure capable de développer la vie locale.

Recevant les membres des commissions d'arrondissement (élus du secteur, officiers municipaux et personnalités représentatives des activités locales désignées par le Conseil de Paris), M. Jacques Chirac a réaffirmé qu'il entend élargir tout risque de dissonance entre la ville et l'arrondissement. Il a déclaré : « Il ne peut y avoir pour Paris qu'une politique, celle qui est conduite par le maire et décidée par le Conseil. Mais, soucieux de promouvoir, grâce aux commissions d'arrondissement, une « démocratie de participation », il a ajouté : « Les commissions d'arrondissement seront consultées sur les questions d'intérêt local, elles auront le droit de proposer et, ce faisant, elles participeront, sous la direction du maire et du Conseil, à l'animation de la vie locale ».

De son côté le groupe socialiste, dans une déclaration publiée lundi 23 mai, affirme : « Il est clair que les commissions d'arrondissement ne pourront servir de pont d'appui à une démocratie locale plus vivante et plus riche. Elles seront, au contraire, les relais de la politique décidée par la droite ».

Le maire, ayant également confirmé que des commissions extra-municipales de concertation seraient créées pour certains secteurs d'activités (enseignement, commerce, artisanat...), M. Chirac a déclaré : « Pourquoi la loi de Paris, le jour même de la réception solennelle des commissions d'arrondissement à l'hôtel de



Le préfet de région propose un programme de trois ans pour l'amélioration des transports en commun

M. Lucien Lanier, préfet de Paris et de la région d'Ile-de-France, va proposer à l'assemblée régionale, au cours des semaines à venir, un programme pluri-annuel d'investissements pour les transports en commun.

Les conseillers régionaux d'Ile-de-France avaient constaté, à l'occasion du vote de leur dernier budget que l'extension d'un réseau de transports collectifs nécessitait un effort financier de longue haleine. Ils avaient donc réclamé à la préfecture une étude approfondie des projets et la publication d'un plan de financement public régional financé directement 30 % des travaux de prolongement en banlieue des lignes de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. Il consent également des prêts aux entreprises de transport qui atteignent 40 % du montant des travaux ; 70 % des investissements sont ainsi assurés, directement ou indirectement, par l'établissement public régional. Les transports « consomment » 70 % du budget de la région.

Au cours des trois prochaines années, les crédits régionaux seront principalement consacrés aux opérations en cours : 2 milliards de francs seront nécessaires pour mener à bien les opérations déjà lancées : l'interconnexion des réseaux de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. qui permettra le budget régional durant 10 ans, le prolongement du R.E.R. vers Marnes-la-Vallée (Seine-et-Marne), le prolongement de la

ligne 7 de la porte de La Villette au fort d'Anvers, de la ligne 10 à Boulogne (Hauts-de-Seine), de la ligne 13 à Châtillon (Hauts-de-Seine), et de la ligne 13 bis à Asnières (Seine-Saint-Denis). Le S.N.C.F. pour sa part, achèvera la jonction des gares de Invalides et d'Orsay, la desserte de Cergy-Pontoise (Val-d'Oise), la jonction Massy-Palaiseau (Essonne) pont de Rungis (Val-de-Marne).

Pour ce qui concerne les opérations nouvelles, le préfet proposera aux élus trois hypothèses de travail : le ralentissement des investissements, la continuation de l'effort financier au rythme actuel, son accroissement.

Dans la première hypothèse, 1 milliard 400 millions seraient consacrés en trois ans aux opérations nouvelles : la ligne n° 7 à Villejuif (Val-de-Marne), la ligne n° 5 vers Bobigny (Seine-Saint-Denis), la ligne S.N.C.F. de Cergy-Pontoise et la liaison S.N.C.F. Vallée de Montmorency-Puteaux. Dans la seconde hypothèse, c'est 1 milliard 750 millions qui seraient affectés aux opérations nouvelles : au précédent programme s'ajouterait le prolongement de la ligne n° 5 jusqu'à Bobigny (seule préfecture de la Petite Couronne à ne pas être desservie par le métro), la ligne n° 7 à La Courneuve (Seine-Saint-Denis). La troisième hypothèse (2 milliards) est encore plus ambitieuse pour les opérations nouvelles : au précédent programme s'ajouteraient l'interconnexion des réseaux de la S.N.C.F. et de la R.A.T.P. qui permettra le budget régional durant 10 ans, le prolongement du R.E.R. vers Marnes-la-Vallée (Seine-et-Marne), le prolongement de la

Trois constatations s'imposent à la lecture de ce programme. Même dans son hypothèse la plus ambitieuse, la préfecture a largement taillé dans les projets d'investissement proposés par la S.N.C.F. et la R.A.T.P. C'est ainsi que le prolongement de la ligne n° 5 à Bobigny déclaré prioritaire par le conseil interministériel du 6 décembre 1973 ne serait réalisé que dans la seconde hypothèse préfectorale. De même pour la ligne n° 7 à La Courneuve.

Le préfet, d'autre part, abandonne « provisoirement » plusieurs projets : le prolongement de la ligne n° 1 vers la Défense (Hauts-de-Seine), de la ligne n° 8 à Créteil (Val-de-Marne), de la ligne n° 9 à Boissy-Saint-Jo (Seine-Saint-Denis), de la ligne n° 11 à Roissy-Charles-de-Gaulle (Seine-Saint-Denis), de la ligne n° 13 à Stains (Seine-Saint-Denis), de la ligne n° 13 bis à Clamart (Hauts-de-Seine), de la ligne n° 13 bis à Gennevilliers (Hauts-de-Seine). Tous ces projets avaient été demandés par la S.N.C.F. ou la R.A.T.P.

Reste enfin que cette marge de manœuvre est globalement limitée par l'enveloppe financière qui définit le budget de la région. Peut-on espérer l'accroître ? Les élus vont proposer à ce sujet de lancer un emprunt qui leur permettrait de financer une politique plus ambitieuse.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

A PROPOS DE...

UN COLLOQUE SUR LA POLLUTION A AVIGNON Cinq ans pour sauver le Rhône

« Sauver le Rhône », tel est l'objectif qui se sont assignés les élus des communes riveraines du fleuve, de Lyon à la Méditerranée, groupés en deux associations de défense de l'environnement. Pour la première fois depuis qu'elles existent, ces deux associations, présidées l'une et l'autre par des élus communautaires (M. Camille Vialin, maire de Givors, et M. Vincent Porcili, député des Bouches-du-Rhône et maire du Port-Saint-Louis-du-Rhône), ont tenu un

colloque les 21 et 22 mai, en Avignon, pour faire le point de leurs expériences respectives et jeter les bases d'un programme d'Inte. Un même effort de coordination est envisagé par les autres associations ou comités locaux rassemblés au sein de l'Union régionale pour la protection de la vie et de la nature (U.R.V.N.) et de la Fédération Rhône-Alpes pour la protection de la nature (FRAPNA).

Tous les intervenants à ce colloque ont boudé pour la défense de la nature et le lutte contre les pollutions de la vallée du Rhône, qui groupe quarante-sept communes riveraines et diverses associations, a déjà obtenu des résultats importants, notamment en incitant, avec l'aide de l'Agence de bassin, plusieurs usines à recycler leurs déchets : Air Liquide, à Pierre-Bénite, qui rejette 10 000 tonnes par an de lèl de chaux ; A.E.C. à Salaise-sur-Sanne, qui s'approprie à déverser de grandes quantités de sulfate de soude ; Rhône-Poulenc, aux Roches-de-Condrieu, qui commercialise désormais, sous la forme de carrou de plâtre, ses déchets de phosphogypse.

L'association Sud, née en juin 1976 à Arles — à laquelle ont adhéré une trentaine de communes, ainsi que le parc régional naturel de Camargue et l'Association des pêcheurs au filet et engins du bassin du Rhône, — a décidé d'entreprendre une étude sur la pollution du fleuve. Cette étude, pour laquelle elle a obtenu une aide initiale de 100 000 francs du conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, demandera au moins un

an et portera sur une partie du cours moyen du Rhône et sur le bas-Rhône, de Valence à la Méditerranée.

M. Vellin a proposé qu'un plan de cinq ans soit soumis aux pouvoirs publics pour avancer dans deux directions : la suppression des rejets industriels polluants (soit par épuration, soit par destruction, soit par recyclage des déchets) et la réalisation de stations d'épuration communales et intercommunales, bénéficiant des mêmes subventions de l'Agence de bassin que celles qui sont accordées aux industries (de 60 à 70 % au lieu de 25 %).

GUY PORTE.

On comprend que, parmi les sept « commissaires » déjà désignés, beaucoup qui n'étaient pas candidats à un tel honneur, se demandent ce qu'ils font dans cette galère. M. Chirac, conscient sans doute du ridicule de leur situation, a promis qu'il consulterait souvent les commissions et tiendrait le plus grand compte de leurs avis. Mais de quel poids sera l'avis de citoyens qui ne représentent officiellement personne, qui ne relèvent en aucune façon l'éventail sociologique de l'arrondissement où ils vivent, ni ses activités réelles, ni ses associations, ni ses problèmes, et qui ne peuvent, bien sûr, exprimer aucune opinion qui puisse avoir un caractère politique, c'est-à-dire, pratiquement, en désaccord avec la politique municipale ou nationale du maire ?

Animé Paris, c'est lui rendre vie, en faire une ville que l'on cesse de fuir, ou que la « province », jadis administrative, considère aujourd'hui avec moins d'envie que du pitié, une ville dont les habitants se sentent chez eux, puissent décider du sort de leurs arbres et de leurs pelouses sans avoir à en appeler au président de la République, de l'utilisation de leurs lieux d'habitat sans avoir à en référer à un ancien premier ministre, de leurs fêtes de quartier sans y mêler le ministère de l'Intérieur. On voit mal comment une centaine de personnalités choisies parmi deux millions et demi d'habitants, face à autant d'élus qui les ont élus et à autant de fonctionnaires, pourraient jouer dans tout cela les animateurs.

Bel exemple de ce que deviennent bien des réformes qui partent du principe que les Français — et pas seulement les Parisiens — sont des citoyens conscients de leurs droits, de leurs devoirs, de leur vie en société et de leurs différences. Dans la plupart des cas, il n'en reste qu'un hiboulet de vitrine — qu'il s'appelle médiateur, délégué à la condition féminine, participation dans les entreprises, réforme de l'Université ou démocratie municipale. Un petit objet commémoratif des luttes menées par quelques-uns, des désirs de beaucoup d'autres. La visite d'un musée des gadgets les consolera-t-elle longtemps ?

JEAN PLANCHAIS.

FG

CAPEL

habille en long comme en large

Magasin principal : 74 boulevard de Sébastopol 75003 Paris, 272.25.08.

Capel Rive Gauche : centre com. Mairie Montparnasse 75015 Paris, 538.73.51.

Capel Madeleine : 26 bd Madeleine 75006 Paris, 268.34.21.

EQUIPEMENT TRANSPORTS

Concorde à New-York ? décision sur le fond le 1^{er} juin

De notre correspondant

New-York. — La cour d'appel, devant laquelle les autorités portuaires de New-York avaient porté la décision de juger l'opération de Concorde à New-York, a décidé de reporter la décision sur le fond du dossier et n'a pas hésité à déclarer, sur un ton dont la fermeté a été remarquée, « que si l'appel des autorités portuaires était pas reçu, le mise en ban de Concorde à Kennedy serait automatiquement levée ».

Alors France et British Airways ont fait connaître, de leur côté, qu'elles n'avaient pas l'intention de commencer les vols d'essais de Concorde avant que la décision de la cour d'appel soit connue.

Lundi, l'Agence fédérale de l'aviation (F.A.A.) avait rendu publique son évaluation de la performance de Concorde à Washington, dans des conditions qu'il eut entamé sa période d'essai sur cet aéroport. Selon ce rapport, 1) les émissions de fumées de Concorde sont inférieures à ce que l'on prévoit ; 2) le niveau moyen des décibels émis par l'appareil en avril 1977 a été voisin de celui qui avait été prévu il y a un an dans le document sur la base duquel M. Coleman avait décidé d'accorder à Concorde seize mois d'essai ; 3) les riverains de Dulles sont moins exposés à Concorde qu'ils ne l'étaient il y a un an : 50,3 % sont aujourd'hui favorables à la venue de Concorde (au lieu de 45,7 %), 26,2 % y sont opposés (au lieu de 35,3 %).

Cette évaluation ne permet pas de préjuger la décision finale de la F.A.A. qui ne pourra intervenir qu'en septembre, à la fin de la période d'essai accordée à Concorde. C'est à la même époque que la Cour suprême, devant

Partout, moins cher, 12 mois sur 12 avec nouvelles frontières

DECOUVERTE INDIVIDUELLE

Départs de Paris	
ATHENES	700 F
ISTANBUL	700 F
CASABLANCA (1)	930 F
LE CAIRE	1100 F
MONTREAL	1360 F
NEW YORK	1450 F
BOMBAY	2050 F
SINGAPOUR	2650 F
Départs de Bruxelles	
LIMA	2150 F
MEXICO	2250 F

ALLER RETOUR

CIRCUITS ORGANISES

Decouverte des Aures

du 25 juin au 2 juillet

du 2 juillet au 16 juillet

du 23 juillet au 30 juillet

du 6 août au 13 août

du 20 août au 27 août

du 3 septembre au 10 septembre

1680 F

Decouverte du Hoggar

du 2 juillet au 27 août

Départ tous les 15 jours

2950 F

Renseignements et inscriptions à :

NOUVELLES FRONTIERES

TOURAGOUR

66, bd Saint-Michel 75006 PARIS

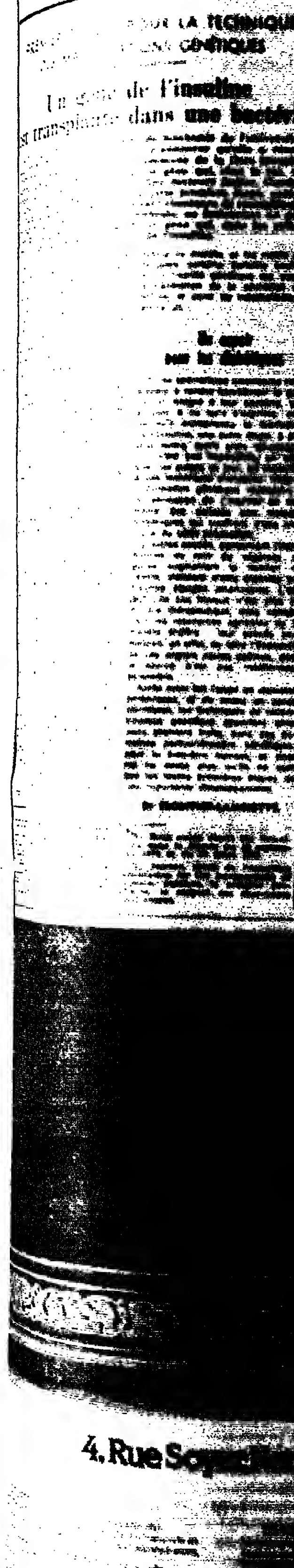
Tél. : 329.12.14

119, rue Solferino

59000 LILLE

Tél. : 54.24.04

UC 793 A



ÉDUCATION

Après le décès du responsable d'une résidence

LES DIRECTEURS DES CROUS DÉNONCIENT LE CLIMAT DE CERTAINES CITÉS UNIVERSITAIRES

Le décès du directeur de la résidence universitaire Hector-Berlioz, sur le campus de Saint-Martin - d'Orléans - Grenoble (le Monde du 18 mai), a été évoqué au cours d'une assemblée générale de l'Association des directeurs des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires (CROUS).

Les directeurs des CROUS expliquent : « Les excès de la liberté de circulation instituée dès 1969 dans les cités universitaires, auxquelles s'ajoutent la crainte ou l'indifférence de certains résidents, permettent à des minorités — étudiantes ou non — de profiter des menaces et d'exercer des pressions physiques ou morales sur les personnels administratifs et ouvriers qui logent dans ces établissements par nécessité de service. »

« Les cas d'agressions et de brutalités sur les personnels et leurs familles ont atteint, ces derniers temps, un niveau intolérable. Fonctionnaires de responsabilité, les directeurs des Centres régionaux des œuvres universitaires et scolaires estiment qu'ils manqueraient aux devoirs de leur charge en n'informant pas solennellement le secrétariat d'État aux universités et l'opinion des conditions de vie et de travail des étudiants et des agents qui s'efforcent d'assurer leur tâche sous leur responsabilité. »

« Ils font, d'ailleurs, remarquer que les fonctionnaires de l'éducation, susceptibles de servir dans le cadre des œuvres universitaires, ne semblent pas attirés par ces tâches, au demeurant passionnantes et capitales pour la formation des étudiants socialement les moins favorisés. »

De son côté, la Fédération des résidences universitaires de France (FRUF) déclare : « Le décès récent de M. Cheminade, directeur de la résidence universitaire Hector-Berlioz à Grenoble, met en lumière, de façon tragique, les problèmes qui se posent dans cette résidence, où quelques éléments provocateurs, étrangers au monde étudiant, ont provoqué un climat permanent de violence et de tension préjudiciable à l'ensemble des résidents, du personnel ouvrier et administratif. La FRUF dénonce ces provocations, qui masquent les vrais problèmes des résidents et du fonctionnement des cités universitaires. »

Le congrès international de la Fédération des anciens résidents, qui s'est tenu à Toulouse les 21 et 22 mai, dénonce « la recrudescence du nazisme et de l'antisémitisme en France et en Europe ». Il fustige « ceux qui, par leurs agissements, font l'apologie du nazisme » et déplore « que les criminels de guerre bénéficient encore d'indulgence et même de protections. »

Mme Marie-Madeleine Fourcade, président du Comité d'action de la Résistance, s'est élevée contre « les attaques des collaborateurs qui, tout en glorifiant le régime vichyssois et son chef, la maréchal Pétain, présentent la Résistance comme une époque néfaste aux intérêts de la France ». — (Corresp.)

GRANDES VACANCES

Parce qu'une LANGUE ÉTRANGÈRE s'apprend sur place venez avec nous en

ANGLÈTERRE ÉCOSSE ÉTATS-UNIS ALLEMAGNE AUTRICHE-ESPAGNE

préparez le B.E.P.O. ou le B.A.O. dans une ambiance agréable

ORGANISATION SCOLAIRE FRANCO-BRITANNIQUE
43, rue de Provence - 75009 PARIS - Tél. 520.00.00

Bon pour une documentation complète et gratuite

NOM _____
ADRESSE _____

à retourner à l'OSFB 43, rue de Provence 75009 Paris

Dans un village de Lorraine

Les institutrices aux mains nues

De notre envoyé spécial

Parce qu'il n'y avait pas d'école maternelle dans leur village, les mères de famille de Manoncourt-en-Woëvre (Meurthe-et-Moselle) ont décidé de la créer et de la faire fonctionner elles-mêmes un jour par semaine. L'expérience dure depuis plus d'un an.

Manoncourt-en-Woëvre (Meurthe-et-Moselle). — Un bourg de quatre-vingts habitants posé sur la plaine de la Woëvre, terre grasse et dure plus propice de ce côté-ci à l'élevage qu'à la culture. Les hommes sont paysans, réparateurs de machines agricoles ou vont travailler dans les entreprises de pneumatiques ou de construction de maisons individuelles à Toul, à l'académie de Pompey, voire à Nancy. Mais on reste au village parce qu'on l'aime bien et parce qu'on s'aime bien.

Manoncourt n'est pas un village sans école. Avec deux voisines, Tremblecourt et Jellion, la commune accueille une école « écolée » : classe enfantine et cours préparatoire à Tremblecourt, les deux années de cours élémentaire à Jellion, les deux cours moyens à Manoncourt. Mais, il y a deux ans, ces villages partageaient le sort de ces milliers d'autres qui n'ont pas d'école maternelle pour les moins de cinq ans. Ce n'est plus le cas aujourd'hui, même si, pour l'administration, rien n'a changé.

Tout a commencé au début de 1976. Les écoliers de Manoncourt réclamaient une salle pour se retrouver pendant le week-end. Le maire réunit leurs parents avec un représentant de la Mairie des Jeunes et de la culture de Toul.

L'une des mamans profite de l'occasion pour parler du problème des enfants en bas âge. Arrivée depuis peu au village, elle ressent plus que les autres le besoin d'une école pour les tout-petits. La question n'est pas nouvelle. Un an auparavant, elle avait été posée par une association familiale. Une étude avait conclu qu'une école maternelle pourrait être ouverte si le commune prenait à sa charge le traitement d'une aide-éducative. Trop cher, on renonce.

Cette fois, l'idée accroche. Les mamans battent le rappel dans les communes proches. Toutes les mères — sauf une — qui ont un enfant de deux à cinq ans tombent d'accord pour « faire quelque chose ». Avec quinze mamans décidées, l'expérience commence.

La maison d'école

La « garderie » ou le « classe » (on ne voit pas bien la différence...) aura lieu le jeudi. Un après-midi par semaine, c'est bien suffisant, estime Blandine, une jeune femme d'agriculteur. Car le maïs que les postes à la campagne apprennent beaucoup de choses même au dehors de l'école. « Française, dont le mari est éducateur, assure une sorte de permanence qui tranquillise les autres mères. Tout le monde balbutie au début. Par chance, le père d'un enfant est représentant en matériel éducatif. Il donne des spécimens de jour : on achète de la pâte à modeler ; le plein d'occupa le matin du temps. A la fin de l'année scolaire, on fait le bilan. Toutes les préoccupations pédagogiques viennent sur le tapis : sommes-nous assez autoritaires ? Ou trop ? Poussons-nous suffisamment les enfants ? Les mamans ont le sentiment vague qu'elles ne sont pas capables. Un moment, elles hésitent : ve-t-on se cotiser pour payer une institutrice profession-

nelle ? On y renonce : ce serait trop bête ! Plutôt se former et, pour cela, prendre contact avec le maître de la cours préparatoire, qui accepte de prêter des livres et de donner des conseils.

Quand le « club des petits » ouvre en septembre 1976, les mamans ont décidé de répartir les enfants en trois groupes d'âges. Du coup, la salle de la mairie est trop petite. Des grands-parents proposent une maison qu'ils n'habitaient pas, et les marmottes de Manoncourt ont désormais leur « maison d'école ». Seuls quelques pupilles de bois récupérés donnent au local un air de classe. Les tout-petits disposent de la cuisine, les « moyens » et les « grands » de la salle à manger.

Soulagement

Aujourd'hui, ils sont venus une vingtaine malgré la pluie, huit de deux et trois ans, douze de trois à cinq ans. Une maman avec les premiers, deux avec les seconds. Tandis que les petits, assis en rond près du poêle, s'évertuent à reconnaître la couleur des grosses pièces en plastique, la séance des grands est consacrée à une « approche sensorielle de la lecture ». En attendant, on s'étendait à terre, les enfants apprenant à distinguer « au-dessus de » et « au-dessous ». La leçon prend l'allure d'un jeu où ils découvrent ensemble les subtilités du langage. Les mamans ont préparé la séance, mais elles se réfèrent scrupuleusement à l'ouvrage prêt par l'institutrice.

Après le goûter (chaque enfant apporte 1 franc pour couvrir les frais du goûter), l'éducation rythmique s'effectue grâce à un disque de 500 francs du conseil municipal. Pendant la dernière heure, joto sensoriel pour les petits : il s'agit de recomposer une sorte de puzzle ; peinture pour les grands, qui décorent avec leurs doigts un évier de carton utilisé tout à l'heure pour le langage. Un conte ramène le calme avant le départ. Les trois mamans

de service aujourd'hui ne cachent pas leur soulagement quand, mains et tabliers nettoyés, chaussures enfilées, toute la troupe a été rendue aux parents.

Les institutrices aux mains nues ont découvert la difficulté d'enseigner. « Quand on songe, dit l'une d'elles, que les mères sont seules avec leurs enfants, cela explique beaucoup de choses... Quelles soient étonnées, par exemple, ou que ça ne marche pas bien pour tous les gosses. Nous, on peut rester cinq minutes avec celui qui a de la peine à suivre. »

La difficulté, mais le charme aussi : « On voit que les autres enfants sont contents des autres. On s'aperçoit qu'on est capable de faire autre chose que le ménage ou soigner les bêtes. Tout l'émail de la vie est changé pour ces femmes de Manoncourt. « On continue à le maison ce qu'on fait ici. » Bien sûr, il y a les maris. Ils approuvent. Mais ils ne s'en mêlent pas. La maternelle de Manoncourt reste l'affaire des femmes.

Que sera l'avenir de cette maternelle ? Si les enseignants locaux, loin d'être hostiles, ont soutenu l'entreprise, les mamans attendent avec curiosité le moment où « leurs élèves » entreront dans la grande école... Sans complexe, cependant : « Il nous manque encore le technique, mais nous avons, nous, les sens maternels ! »

L'administration ferme les yeux. Les conditions de sécurité des locaux ? « Rien à craindre, affirme M. Jean Thourvenin, le maire robuste et disert de Manoncourt. Les salles sont au rez-de-chaussée. Et il n'y a jamais plus de vingt personnes. Pas plus que pour une réunion de famille ! »

C'est que le maire tient à cette garderie : « Ça va dans le sens de ce qu'on défend. La société nous la fait attendre d'ailleurs. Pour un coup, on s'est débrouillé tout seul. Et puis le milieu rural, on l'oublie toujours dans les grands schémas de planification. On ne pense à lui que lorsqu'on a envie de retrouver les petits oiseaux. Là, il se fait la preuve qu'il veut exister... »

CHARLES VIAL

Entre Gourmets au Louis XIV

"La Bourride"



Le Louis XIV
est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express.

8, Bd St-Denis - Paris 10^e. Tél. 208.56.56.
Fermé Lundi et Mardi.

Tête à Tête aux Trois Moutons

"L'Epaule d'Agneau"



Les Trois Moutons
est l'un des 700 restaurants parisiens qui acceptent la Carte American Express.

63, Av. Franklin-Roosevelt - Paris 8^e.
Tél. 225.26.95. Fermé le Dimanche.

La Carte American Express
est honorée par des milliers de restaurants.



En France. Et à l'étranger.

Les présidents d'université ont entretenu M. Giscard d'Estaing du blocage des carrières

M. Jean Dry, premier vice-président, et les membres de la section permanente de la conférence des présidents d'université ont été reçus à déjeuner lundi 22 mai au palais de l'Élysée par le président de la République. Au cours de cette rencontre, à laquelle assistaient également le premier ministre et Mme Alice Saunier-Seïté, secrétaire d'État aux universités, MM. Valéry Giscard d'Estaing et Raymond Barre ont fait un tour d'horizon de la situation universitaire avec leurs invités. « Ce fut une discussion pomologique et un peu décousue », rapporte un participant.

Le président de la République s'est montré préoccupé par les problèmes des carrières des enseignants : les présidents d'université ont rappelé que deux cents postes seulement seraient vacants chaque année d'ici à 1990 et que le recrutement ne porterait que sur mille postes en l'an 2000. Mme Saunier-Seïté a exposé les diverses solutions envisagées pour ses services : transformation de postes, avancement de l'âge de la retraite — le seuil limite pourrait être fixé à soixante-cinq ans — détachement ou placement à bords

cadre » des professeurs en fin de carrière.

Les présidents d'université n'ont pas obtenu, d'autre part, la promesse d'amélioration de leurs moyens financiers. Comme l'a rappelé le président de la République, le budget de 1978 restera dominé par la rigueur. M. Raymond Barre a signalé que le budget des universités avait été particulièrement serré en 1976-1977 et qu'une « bouffée d'oxygène » pourrait être envisagée à la prochaine rentrée universitaire. Les présidents se sont étonnés à leur sortie de l'Élysée que la « politisation » dans l'enseignement ne s'arrête pas à la loi d'orientation de 1968 et qu'il avait contribué à mettre au point, lorsqu'il était parlementaire, l'autonomie des universités.

RELIGION

« LA NAISSANCE D'UN SCHISME »

Sous le titre « La naissance d'un schisme », à propos de la venue à Paris de Mgr Lefebvre, le Père Jean Fottin écrit dans la Croix du 24 et 25 mai :

« Jusqu'ici le pape et, en ce qui concerne Paris, le cardinal Marty, ont été prudents d'une certaine façon. Ils ont évité de maintenir les liens de la communion. La rupture officielle n'a pu être évitée. Le moment vient où il faut trancher. L'unité de l'Eglise est le bien le plus précieux que l'Eglise doit se garder de perdre. Mais le désir d'éviter le départ d'un groupe peut aussi mener la cohésion de l'ensemble du troupeau. »

« N'est-ce pas ce qui commence à se passer en ce moment ? Un schisme de chrétiens qui ont admis les orientations du concile dans la fidélité à l'Eglise mais dans la souffrance. Les accusations de Mgr Lefebvre contre le pape, les critiques de la messe, la nouvelle liturgie, la validité des sacrements, l'œcuménisme, le catholicisme, ne peuvent que troubler les chrétiens et la hiérarchie donne l'impression d'hésiter et de préférer la continuation du dialogue à la fermeté. »

PRECISION. — M. Pierre-Patrick Kaltenbach, président des Associations familiales protestantes, dont nous avons publié un point de vue sur l'occupation de Saint-Nicolas — dit : Charbonnet (le Monde du 21 mai), nous prie de préciser qu'il n'est pas pasteur, comme nous l'avons écrit par erreur.

L'ABBÉ DUCAUD-BOURGET RÉPOND « OUI, MAIS... » AU CARDINAL MARTY

L'abbé Ducaud-Bourget a répondu aux questions posées par le cardinal Marty sur le concile Vatican II. Le mis en œuvre de ce dernier et la reconnaissance de l'autorité de l'archevêque de Paris (le Monde du 19 mai).

Vatican II est un concile œcuménique mais pastoral et non dogmatique, estime l'abbé Ducaud-Bourget. Paul VI a le devoir de le faire appliquer, mais sans en changer la nature. La bulle de Pie V sur la liturgie demeure donc en vigueur. Enfin, c'est une calomnie que de prétendre qu'il y a un schisme car « nous ne sommes pas en marge de la communauté du diocèse, c'est sûr que nous sommes exclus. »

L'abbé Ducaud-Bourget affirme reconnaître l'épiscopat comme parfaitement légitime, puisqu'il a été mis en place par Paul VI. « A vos trois questions, conclut-il, nous répondons : oui, mais secundum quid et servatis servanda, qu'on pourrait ainsi paraphraser : « Oui jusqu'à un certain point et en maintenant ce qui doit être maintenu. »

RECTIFICATION. — Une double erreur de transmission dans notre article sur le synode de l'Eglise réformée de France (le Monde daté 24-25 mai) a fait dire au docteur Philippe Gabbai le contraire de ce qu'il avait affirmé. Au lieu de : « Qui se TIENDRAIT à mettre en péril le respect du droit au sens plein de ce terme est à CONTINUER », il fallait lire : « Tout de qui se TIENDRAIT à mettre en péril le respect du droit au sens plein de ce terme est à CONDAMNER. »

AÉRONAUTIQUE

LA COMPAGNIE EASTERN AIRLINES NE COMMANDERA PAS CINQUANTE AIRBUS

Los Angeles (A.F.P., A.P.). — La compagnie aérienne américaine Eastern Airlines aura besoin, d'ici à 1990, d'une cinquantaine d'avions moyen-courriers du genre Airbus, mais elle n'achètera sans doute pas autant d'exemplaires de l'avion européen, a indiqué lundi 22 mai, à Los Angeles, M. Frank Borman, président de la compagnie aérienne américaine. Il est même « probable » qu'Eastern Airlines, tout en achetant éventuellement quelques Airbus, fera aussi l'acquisition d'avions du même type fabriqués aux États-Unis et dont l'introduction sur le marché américain est prévue vers 1983.

Eastern va essayer cet hiver quatre exemplaires de l'avion qui lui seront loués par le consortium européen Airbus - Industrie. La

compagnie aérienne décidera par la suite si elle veut acheter l'avion européen Airbus-Industrie. La 35 millions de dollars l'unité (environ 120 millions de francs). Lors d'un récent séjour à Paris (le Monde du 12 mai), M. Borman, qui est l'ancien astronaute américain, avait indiqué que sa compagnie pourrait acheter jusqu'à cinquante Airbus en dix ans.

« Nous prendrons probablement une décision définitive au printemps prochain », a précisé de son côté M. Charles Simon, vice-président d'Eastern Airlines, qui a ajouté qu'il espérait obtenir un rabais d'Airbus - Industrie, car Eastern Airlines sera la première compagnie aérienne américaine à acheter l'avion, si elle décide de l'acquiescer.

LA FACILIP vous prépare à une spécialité fondamentale dans l'économie moderne dans son

ÉCOLE DE GESTION DE PERSONNEL

Admission niveau Bac

Durée des études : 3 années

LE DIRECTEUR REÇOIT LE MATIN OU SUR RENDEZ-VOUS
25, rue de la Sourdière, 75001 PARIS - Tél. : 261-07-31

ÉDUCATION

Libres opinions

LES UNIVERSITAIRES SANS SURVEILLANCE

PARIN (P)

« Les universitaires sans surveillance » est un livre de M. Jean Dry, premier vice-président de la conférence des présidents d'université. Il est paru chez Grasset. Le livre est une critique sévère de la situation universitaire en France. L'auteur dénonce le blocage des carrières, le manque de moyens financiers, la politisation de l'enseignement, et l'autonomie des universités. Il propose des solutions pour améliorer la situation.

« Les universitaires sans surveillance » est un livre de M. Jean Dry, premier vice-président de la conférence des présidents d'université. Il est paru chez Grasset. Le livre est une critique sévère de la situation universitaire en France. L'auteur dénonce le blocage des carrières, le manque de moyens financiers, la politisation de l'enseignement, et l'autonomie des universités. Il propose des solutions pour améliorer la situation.

« Les universitaires sans surveillance » est un livre de M. Jean Dry, premier vice-président de la conférence des présidents d'université. Il est paru chez Grasset. Le livre est une critique sévère de la situation universitaire en France. L'auteur dénonce le blocage des carrières, le manque de moyens financiers, la politisation de l'enseignement, et l'autonomie des universités. Il propose des solutions pour améliorer la situation.

« Les universitaires sans surveillance » est un livre de M. Jean Dry, premier vice-président de la conférence des présidents d'université. Il est paru chez Grasset. Le livre est une critique sévère de la situation universitaire en France. L'auteur dénonce le blocage des carrières, le manque de moyens financiers, la politisation de l'enseignement, et l'autonomie des universités. Il propose des solutions pour améliorer la situation.

ÉDUCATION

Libres opinions

LES UNIVERSITAIRES SANS SURVEILLANCE ?

Par PASCAL SALIN (*)

LE MONDE daté 6-7 février a publié un article signé de Michel Vernières intitulé « Les universitaires sous surveillance ». Sous surveillance de qui ? De l'Etat, qui jouerait de la variété des statuts des enseignants pour leur ôter la liberté. Mais Michel Vernières suggère au passage que ce contrôle serait double, au moins potentiellement, puisque le patronat, public ou privé, voudrait être « le seul maître des qualifications ». Ne pourrait-on pas, au contraire, reprocher au patronat français de ne pas s'intéresser suffisamment à l'université ? Il n'est certainement ni les moyens ni l'enjeu « d'être le seul maître des qualifications ». Que l'hypothèse contraire puisse être avancée témoigne une fois de plus dans quel univers mythique vivent un certain nombre de nos collègues.

Ce qui est certainement critiquable dans la situation actuelle de l'université française c'est son extrême centralisation, qui vide de presque tout contenu la teneur même de « l'autonomie » et qui soumet la vie des universités (non la pensée des universitaires, heureusement), non pas tellement au « pouvoir », mais plutôt aux bureaucrates. C'est en ce sens, et en ce sens seulement, que l'on peut estimer que les « universitaires sont sous surveillance ».

Dans le mesure, par conséquent, où l'on estime trop pesante cette tutelle il serait légitime de revendiquer une plus grande autonomie. Michel Vernières se plaint de la tutelle gouvernementale (la faible marge d'indépendance qui resterait aux universités permettrait selon lui « à certains universitaires de développer des enseignements et des recherches peu conformes aux vus du pouvoir »). Si le pouvoir a ainsi les moyens de limiter la liberté des universitaires et d'orienter leurs travaux, il est urgent de développer un système véritablement concurrentiel qui ôte au « pouvoir » le monopole de la pensée. Telle serait tout au moins la conséquence que tout esprit raisonnable tirerait des prémisses indiquées. Mais non ! Michel Vernières propose pour solution une tutelle renforcée de l'Etat !

Ainsi, sous prétexte d'assurer le bon fonctionnement du « service public », il demande l'élaboration d'un statut des enseignants. Ce statut conduirait nécessairement à codifier, à rigidifier le fonctionnement d'une caste plus que jamais fermée par rapport à l'extérieur. Servir le public consiste à fournir aux étudiants et au pays les enseignants les meilleurs et les chercheurs les meilleurs. Cela ne consiste certainement pas à « accorder des garanties à tous les personnels ». On voit déjà maintenant comment un certain nombre d'enseignants s'accrochent à leur poste, alors même qu'ils sont en principe nommés pour une période limitée, ce qui conduit à garantir les situations acquises au lieu de rechercher à recruter ceux qui seraient les plus aptes. Ainsi, en l'absence économique de concours d'agrégation comportant déjà un grave inconvénient : celui d'empêcher des économistes de haut niveau, qui ne seraient pas entrés depuis leur plus jeune âge dans le « troyen universitaire », d'y entrer ultérieurement.

Michel Vernières veut généraliser ce système et il demande par conséquent une formation pédagogique des enseignants du supérieur. Et de manière très caractéristique, il écrit « pourquoi les universités devraient-elles demeurer le seul secteur de la fonction publique dont les personnels n'ont pas besoin d'être formés de manière spécifique ? ». Ainsi, pour lui, les universitaires sont avant tout des fonctionnaires. Sa position illustre parfaitement deux constantes des attitudes universitaires françaises, bien souvent partagées par des hommes d'horizons politiques très différents :

— L'incapacité à concevoir qu'il existe d'autres pays que la France et d'autres solutions. La valeur de l'enseignement et de la recherche aux Etats-Unis et dans bien d'autres pays vient-elle de ce que les enseignants ont un statut, sont des fonctionnaires et ont reçu une formation pédagogique dans leur jeune âge ? L'hypothèse fait sourire, tellement elle est dérisoire. L'avance intellectuelle de ces pays est due, bien au contraire, à l'absence de caste, à l'aptitude des universités à prendre les compétences là où elles existent. La vie professionnelle est peut-être plus dure pour les enseignants, mais, au moins, le service du public est assuré au mieux. Que l'on cesse, une fois pour toutes, de masquer les revendications individuelles par l'appel au service public, comme on le fait constamment en France. Le statut est l'égide des faibles, l'égide des manipulateurs professionnels dont le temps se passe en palabres plus qu'à faire avancer la connaissance.

* Professeur à l'université Paris-IX-Dauphine.

JEUNESSE

TÉMOIGNAGE

L'impossible insertion d'un grand handicapé

Grand handicapé moteur privé de l'usage de ses quatre membres et de celui, partiel, de la parole, un de nos lecteurs de Chevre (Côte-d'Or). Agé de vingt-sept ans, Jean-Marc Bardeau, raconte ci-dessous les obstacles qui se sont dressés devant lui lorsqu'il a tenté de mener une vie normale. Au-delà de son cas personnel, ce récit témoigne d'une double ségrégation : celle — douloureuse — que provoquent les infirmités physiques, mais aussi celle — choquante — dans laquelle notre société confine les handicapés.

Après avoir fréquenté plusieurs établissements spécialisés et tenté de travailler, Jean-Marc Bardeau, aujourd'hui chômeur, fait des études de sciences sociales par correspondance. Il est l'auteur d'un ouvrage paru cette année aux éditions Payot, « Infirmités et Inadaptations sociales ».

Le premier établissement où j'entraî « enterré » des enfants de santé délicate, nerveux. Le second recevait des handicapés physiques. Les méthodes éducatives de l'un et de l'autre étaient rudimentaires, répressives (punitions, châtiments corporels). Le premier tenait beaucoup plus de l'enfermement que de l'éducation. L'enfant, l'adulte de l'Espérance (1) nous a rappelé que de tels établissements existent encore.

Certes, aujourd'hui, M. René Lenoir (2), avec sa commission d'éducation spécialisée — chargée de détecter et de placer les enfants handicapés ou prétendus tels, — tendrait à supprimer de telles institutions et les séjours d'été, comme bien d'autres, j'ai été victime. Mais au prix de la mise en fiche de tout enfant suspect de handicap et de l'orientation de certains d'entre eux par des administrateurs nommés par le préfet. L'enfant handicapé reste comme par le passé, un objet, un dossier, son histoire effective et sociale n'est pas davantage prise en compte.

C'est seulement à l'âge de neuf ans que, par réflexe, je suis entré dans un établissement de rééducation motrice. Il était moins nombreux qu'aujourd'hui et les pièces étaient chères (...). Là, je fis effectivement des progrès physiques, mais ceux-ci sont-ils synonymes d'épanouissement affectif et psychologique ? Le handicapé est soumis à des soins constants, et ce n'est qu'en fonction de ses

Dépendance

De retour dans ma famille, j'espérais trouver un travail normal. Mais on m'avait déjà orienté vers le secteur « protégé » où les travailleurs handicapés sont répartis selon leur rentabilité. Après diverses péripéties, je refusai cette solution. Je connus alors deux années de chômage. Soutenu par deux éducateurs du centre d'éducation spécialisée où j'avais fait mes études, je me présentai dans une grande entreprise de Dijon. Après quelques essais sur une chaîne de tri de pièces, je passai une quinzaine de jours sur une machine à photocopier. Le travail en lui-même m'était accessible, mais il me fallait rester debout lorsque la machine fonctionnait. Un travail pénible pour moi.

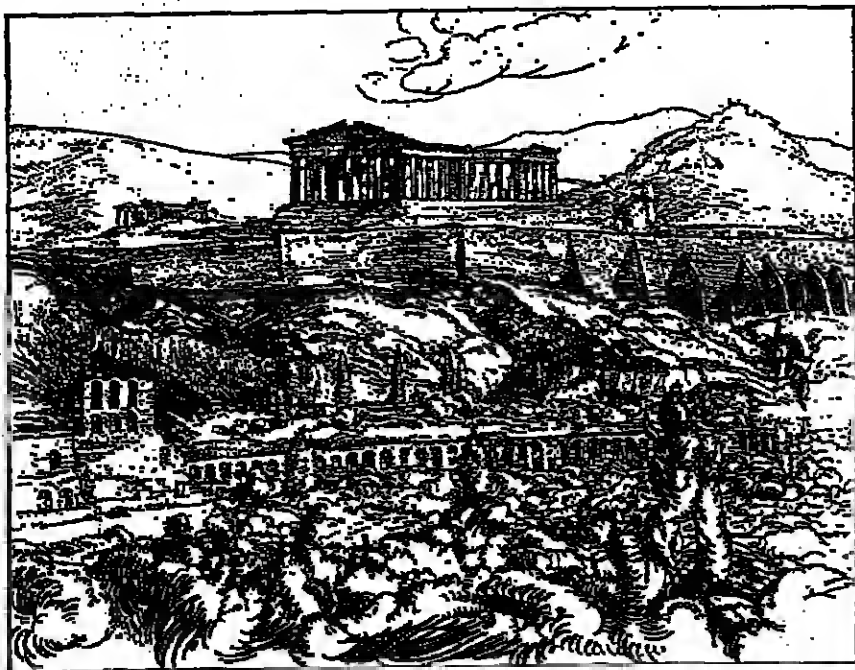
L'insertion parmi les ouvriers fut difficile. Au restaurant de la boîte on me proposa de prendre mes repas à la cuisine, mais je m'imposai au restaurant. Malgré mes difficultés à tenir ma place, je ne reçus aucun soutien des syndicats : pour eux aussi j'étais le « handicapé ». Comme dans les centres de soins, l'affaire devait se traiter entre me-même et le patron.

La Grèce avec Air France.

ATHENES	1 semaine chambre et petit déjeuner	1170F
	2 semaines chambre et petit déjeuner	1450F
	1 semaine chambre et pension complète	2360F
CRETE	1 semaine chambre et 1/2 pension	1700F
	2 semaines chambre et 1/2 pension	2225F
RHODES	1 semaine chambre et 1/2 pension	2280F
	2 semaines chambre et 1/2 pension	2980F

Air France vous propose également bien d'autres destinations. Pour les connaître, adressez-vous simplement à votre Agent de voyages ou à Air France.

AIR FRANCE
Le ciel de vos vacances.



LA GRECE
L'Acropole

C'EST FACILE
DES JEUDI VOUS POUVEZ JOUER AU LOTO
Notices à votre disposition chez les dépositaires

MEME SI VOUS MESUREZ 2 METRES
NOUS VOUS HABILLONS EN PRET-A-PORTER

berdy
79, avenue des Ternes 75017 Paris
Tél. 330.35.13 Parking gratuit

épreuve de français le 22 juin

objectif BERC

un volume 16 F
LAROUSSE
chez votre libraire

Vous aimez ce dessin, allez voir le modèle.

LE 74^e CONGRÈS DES NOTAIRES DE FRANCE

Les libertés, nos libertés, leurs libertés

Nice. — Droit fiscal et gestion des biens — est le thème retenu par les organisateurs du 74^e congrès des notaires de France, dont les travaux ont commencé à Nice lundi 23 mai en présence de MM. Alain Peyrefitte, ministre de la justice, et Jacques Médecin, secrétaire d'Etat au tourisme, maître de Nice, et s'achève ce mercredi 25 mai.

La présence du ministre de la justice lors de la séance d'ouverture du congrès des notaires est traditionnelle. M. Alain Peyrefitte a bien

voulu donner à son intervention une signification originale. Cette originalité était en fait double. Conscient comme tout un chacun qu'« en France on est toujours à la veille d'une révolution », M. Peyrefitte était venu à Nice dire — et redire — aux mille deux cents congressistes sa « conviction que le notariat de France est essentiel à notre société libérale. Le jour où notre société libérale serait mal en point, le notariat serait mal en point », et réciproquement.

De notre envoyé spécial

Autant que le ministre de tutelle des notaires, c'est l'heureux comble d'un best-seller récent qui s'adressait aux notaires. N'hésitant pas à se citer pour répondre à « des centaines d'adhésions de ses interlocuteurs » (« Le notaire, parce qu'il n'est pas un fonctionnaire, est lui-même une protection contre le chantage bureaucratique et ce que l'on a appelé le mal français »), M. Peyrefitte donnait à penser qu'avec le titre que l'on

Pour les notaires, entre autres, tout n'est pas dit et les incertitudes politiques du moment n'en sont pas la seule cause. M. Yves Salats (Paris), président de ce soixante-quatrième congrès, le souligna dans son discours d'ouverture en se faisant deux fois le défenseur des libertés : les libertés tout court et celles que « les notaires ont en droit d'obtenir ».

Les libertés : inscrites dans les textes, elles sont souvent menacées dans les faits, souligne M. Salats. Tout en prenant acte avec satisfaction de la préparation d'une charte des libertés, du projet de loi des travaux de la commission « informatique et libertés » et du projet de loi concernant la mise en place d'une commission des infractions fiscales et d'un comité du contentieux fiscal, M. Salats formulera un certain nombre de regrets, de réserves ou de propositions.

Les regrets concernent la méthode inusitée qui va faire succéder au Parlement trois textes, qui vont du particulier au général, et prévoir en quelque sorte des applications avant la description du cadre. Les réserves du notariat sont relatives à deux points du projet de loi « informatique et libertés » : la transmission d'informations vers ou de l'étranger, afin d'éviter la création de certains paradis fiscaux, la composition du comité « informatique et libertés » prévue par le texte, « qui devrait être plus démocratique et ne pas être composée par une majorité de fonctionnaires ou de représentants du gouvernement ». Les propositions visent à mettre fin à certains abus, tel le détournement systématique par des services administratifs des questionnaires de

santé réclamés par les organismes de crédit à leurs clients. Du général au particulier, cette fois, que pensent de « leurs » libertés les notaires ? Leur liberté d'association (reconnue depuis 1966 par la loi sur les sociétés civiles) leur paraît insuffisante dans la mesure où elle ne favorise que la fusion d'offices en importantes sociétés civiles professionnelles au détriment des petites et moyennes études. Les notaires appellent ainsi de leurs vœux une certaine liberté d'établissement, ne serait-ce que pour équilibrer par de nouvelles créations d'offices les fusions qui peuvent se produire dans une ville ou un canton.

Enfin, les notaires revendiquent pour leur corps « un pouvoir réglementaire suffisant » et soulignent que « la profession elle-même soit investie des pouvoirs nécessaires pour régler ses propres problèmes aux lieux et places de l'administration ». Si l'agilité de la profession est un pas de plus vers la liberté, les notaires estiment ne pas disposer de celle des professions concurrentes (notamment en matière d'honoraires et de choix des établissements de dépôt des fonds de leurs clients). Sur ces libertés des notaires, le ministre s'est contenté de promettre une étude attentive du dossier.

Le réalisme économique

Les notaires ne veulent pas être considérés comme de simples rédacteurs d'actes. Pour remplir leur mission de « conseil, d'arbitrage et de conciliation » pour reprendre les termes de M. Alain Bourdel (Paris), président du conseil supérieur du notariat, ils ont examiné dans tous les domaines de leur activité une multiplicité de cas où la cohabitation du droit civil et d'un droit fiscal proliférant à l'infini est rendue difficile, voire impossible. Ils ont vu d'une situation à l'autre pour décider en fonction du « réalisme économique » que leur rôle est de conseiller, d'arbitrer, de concilier, de réformer certaines pratiques. L'idée dominante souvent exprimée est que « lorsque le droit civil est contraire au réalisme économique, il faut qu'il s'adapte ». Les notaires se sont aussi montrés à diverses reprises préoccupés par l'harmonisation inéluctable des divers systèmes européens. Ils se sont efforcés de procéder à une sélection de ce que chaque pays leur paraît offrir de plus avantageux.

Réclamée par certains notaires au nom de ce réalisme, est la suppression du droit d'enregistrement au profit du droit rattaché au système de la T.V.A. « a paru « utopique » à la majorité qui, soumise simplement, voit augmenter ses droits s'agissant de l'imposition fiscale des bénéfices non commerciaux (qui concernent directement les notaires eux-mêmes) des débats animés ont émis le désir de voir assouplir les membres des professions libérales aux salariés et dans la mesure où les intérêts peuvent faire l'objet de leur revenu fiscal. Mais est-on si souvent fondé à leur accorder cette confiance ? Telle est la question. Affirmer que « l'opposition sera désormais entre petits et gros revenus et non plus entre salariés et non salariés » ne pouvait se faire qu'en mettant un moment sous le boisseau le réalisme économique si souvent invoqué au cours des travaux.

Dans le domaine agricole, les notaires souhaitent que les droits de mutation frappant les immeubles ruraux (de l'ordre de 14,60 % actuellement) soient ramenés à 4,8 % dans un souci d'unification avec les autres législations en vigueur en Europe. Il faudrait aussi que la fiscalité qui frappe la transmission des petites et moyennes exploitations après décès soit « aménagée pour ne plus être un obstacle à la poursuite de l'exploitation dans le cadre familial ».

Si l'est un domaine où les propositions souvent très discrètes et difficiles à siffler dans le maquis des textes et des pratiques rejoignent à l'évidence un problème de société très directement perçu par chacun, c'est celui de la fiscalité.

DES CHIFFRES

On décompte en France, à la date du 1^{er} janvier 1977, 6 428 notaires (dont 34 femmes) et 5 287 officiers (917 de moins qu'en 1976) ; 2 113 notaires se consacrent à cette date à 297 sociétés civiles professionnelles, titulaires d'un office notarial. Un peu plus de 40 000 clients et employés assistent dans leur tâche les notaires qui ont reçu, en 1976, 4 252 821 actes.

Faits et jugements

Canards avariés.

Trente-cinq tonnes de canards — quinze mille volailles — importées de Hongrie par la Société industrielle de diffusion alimentaire (SIDA) de Trappes (Yvelines), ont été déclarées impropres à la consommation par le service de la répression des fraudes de Versailles. En dépit de cette interdiction, deux mille pièces ont été distribuées dans des magasins à grande surface de l'Île-de-France. Le parquet de Versailles a ouvert une information sur les conditions de cette mise en vente. — (Corresp.)

Un trou de 400 000 F.

Après la découverte d'un trou d'environ 400 000 F dans les comptes du comité des fêtes de la ville de Biarritz (Pyrénées-Atlantiques) et la disparition du comptable, M. Van der Steen, trois plaintes contre X ont été déposées samedi 21 mai devant le procureur de la République de Bayonne par MM. Bernard Marie, député (R.P.R.), maire de la ville, Richard d'Arangues, ancien président du comité, et Hubert Chalmon, président de la commission des finances.

Les experts de la Cour des comptes semblent avoir démontré que M. Van der Steen, de nationalité hollandaise, en tirant des chèques de fonctionnement interne, conservait à son profit les différences entre les montants inscrits lors des signatures et ceux qu'il percevait réellement, après falsifications. — (Corresp.)

POURSUIVI POUR FRAUDE FISCALE

M. Stark « n'est pas un homme d'argent »

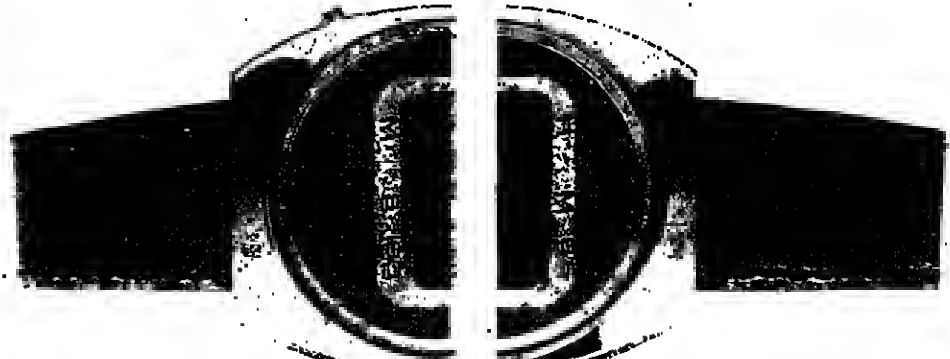
C'était le tour de M. Stark, Roger-Oscar-Emile, dit Johnny, de passer lundi 23 mai au hi-parade de la fraude fiscale qui se joue régulièrement à la onzième chambre correctionnelle du tribunal de Paris. Les douanes reprochent à M. Stark, inventeur de Mireille Mathieu, d'avoir, en 1969, 1970 et 1971, par diverses infractions au contrôle des changes, fraudé une somme de 9 455 081 francs. Le fisc l'accuse d'avoir, en 1970, 1971 et 1972, omis de déclarer, par divers procédés, plus de 1 million de francs. Cinquante-cinq ans, un discret costume sombre, des cheveux longs, blancs, un peu jaunis, soigneusement peignés en arrière, une chemise comme ses yeux, on se lise un peu de fatigue et pas mal d'intelligence. La silhouette est un peu tassée. Compte tenu de son état de santé, M. Stark est autorisé à s'expliquer assis.

« Je ne suis pas un homme d'argent », dit-il, « je suis directeur artistique ». M. Stark n'était pas un homme d'argent lorsqu'il a découvert Mireille Mathieu sur une scène de télévision en 1965. Avec ses économies, il a essayé de faire un lancement rapide et efficace. Malheureusement, le résultat a été très moyen parce que Mireille n'était pas prête. Fin 1968, il se trouvait pratiquement sans finances. Barclay s'est occupé de Mireille jusqu'en 1968, mais cela ne donnait toujours rien. M. Stark a confié les intérêts de Mireille pour la France à une société française dont il était

le P.-D. G., et pour l'étranger à une société suisse, où le fisc le soupçonne de jouer un rôle. Il fallait une société solide, avec des capitaux solides.

Les deux sociétés s'occupaient des questions d'argent. M. Stark, lui, était directeur artistique. Cela lui coûtait très cher. Mireille, c'était sa « fille » et d'ailleurs — c'est connu — elle l'appelle « Tonton ». Il fallait venir la nombreuses fois à l'étranger. Il fallait voyager tout le monde, y compris les tantes, si nécessaire. Il donnait des chèques à son ex-femme, parce que c'est indispensable dans le métier. Il réglait les modalités des apparitions à la télévision et, contrairement à ce que les gens pourraient croire, ça coûte de l'argent. Il fallait faire des romans-photos.

Il offrait des cadeaux à la presse : une montre entourée de diamants à la directrice — artistique, elle aussi — d'un magazine féminin, des postes de télévision en couleurs, des caméras, encore des montres, des repas, des voyages, des pièces d'or. « Cela fait beaucoup, pour la presse », a fait remarquer le président, M. Michel Gith. En 1970, les cadeaux excèdent les bénéfices. C'est gênant, et c'est curieux. « Quand on s'adresse à moi, on sait qu'on s'adresse à l'artiste, à déclarer M. Stark. Je suis Mireille Mathieu... » L'audience continuera le lundi 20 juin. FRANÇOISE BERGER.



La nouvelle Jaz Quartz 12 est une montre à quartz de haute précision.

De nos jours, le progrès va très vite. Après les montres électroniques, les montres à quartz ont fait leur apparition et représentent actuellement le plus haut niveau de technicité jamais atteint dans l'horlogerie.

Si vous vous bornez à comparer la nouvelle Jaz Quartz 12 aux autres modèles concurrents, vous retrouverez exactement les mêmes performances : fiabilité totale avec précision de une à trois secondes par mois, fréquence de 32.768 Hz par seconde, consommation électrique minimum permettant aux piles de durer plus de 12 mois.

Mais, en plus, sur la Jaz Quartz 12, vous pouvez choisir entre deux programmes d'affichage numérique permanent : l'affichage heures - minutes - secondes, et l'affichage heures - minutes - date.

Vous pouvez également faire apparaître le mois, la date et l'indication matin ou après-midi.

La Jaz Quartz 12 comporte un dispositif d'éclairage pour la lecture nocturne.

Enfin, le mouvement, le plus plat du monde pour ce type de montre, est protégé de la poussière et de l'humidité.

La nouvelle Jaz Quartz 12 est un chronographe de compétition.

Grâce à la miniaturisation extrême de chaque pièce, il a été possible d'intégrer dans le boîtier de la Jaz Quartz 12 un système complet de chronométrage de haute performance.

Sa précision au centième de seconde lui vaut d'avoir été récemment choisie par la Fédération Française de Ski.

D'un simple geste sur l'une des deux touches de commande, vous passez de la fonction montre à la fonction chronographe, avec affichage numérique minutes-secondes-centièmes de seconde.

Mais vous pouvez aussi arrêter le chrono pour lire un temps intermédiaire, reprendre le comptage chrono en rattrapant le temps d'arrêt, revenir à la lecture de l'heure sans perdre le comptage chrono...

Toutes ces fonctions sont dirigées et mémorisées par un ordinateur miniature comprenant 3.500 transistors.

Et chaque information vous est donnée avec la précision du quartz : au centième de seconde...

Avec une Jaz Quartz 12 à votre poignet, vous aurez bien mieux qu'une montre : vous aurez un instrument fascinant.

JAZ



Jaz Quartz 12. Dix modèles de 685 à 1.030 frs. Chez votre horloger-bijoutier.

Jaz garantit 3 ans les mouvements suisses à affichage permanent (LCD) d'Ebauches S.A.

Fausse alerte

Bogey

Pepi

BERTIL

ROLEX

PRESSE

LA DIFFUSION DES QUOTIDIENS EN 1976

D'après les déclarations des journaux ou les contrôles effectués par l'O.J.D. (Office de justification de la diffusion), il est possible d'établir la diffusion des dix plus importants quotidiens français (cinq parisiens, cinq régionaux) en 1976. Les chiffres sont les suivants :

MOYENNE QUOTIDIENNE

	Diffusion totale	Diffusion hors payée par le lecteur	Diffusion payée	Variation par rapport à 1975
1. Ouest-France	662 895	12 883	650 012	+ 4 %
2. France-Soleil	536 273	51 159	485 114	+ 1 %
3. Le Monde	439 527	5 285	434 242	+ 3 %
4. Le Progrès	390 475	13 296	377 179	+ 2 %
5. La Voix du Nord	375 566	7 218	368 348	+ 1 %
6. Sud-Ouest	368 347	10 629	357 718	+ 1 %
7. Le Parisien libéré	360 112	34 648	325 464	(1)
8. Le Figaro	347 379	29 432	317 947	+ 1 %
9. Le Dauphiné libéré	325 743	11 178	314 565	+ 2 %
10. L'Aurore	289 269	48 129	241 140	+ 5 %

(1) Le Parisien libéré n'avait donné ses chiffres que pour les quatre derniers mois de 1976. Sa diffusion était alors de 306 559.

LES SYNDICATS DU LIVRE FRANÇAIS ET BELGE «REPROUVENT» LE PROJET DE M. HERSANT A MOUSCRON

La Fédération française du Livre C.G.T., dans un communiqué publié mardi 24 mai, annonce que ses représentants ont rencontré ceux de la Fédération du Livre belge affiliée à la P.G.T.B. et ont examiné les problèmes posés par le projet d'implantation de quotidiens français à Mouscron (Belgique) par le groupe Hersant.

« Les deux fédérations, précise le communiqué, marquent leur réprobation devant un tel projet, le groupe Hersant ayant déjà des imprimeries de presse à Lille et à Roubaix. »

« Elles sont convenues de garder un contact permanent afin de faire face à toutes les éventualités que nécessiterait la situation », conclut le communiqué.

FRANÇOIS SIMON PRÉSIDENT DE LA SOCIÉTÉ DES RÉDACTEURS DU « MONDE »

Au terme de l'assemblée générale des rédacteurs du Monde, qui a eu lieu le 17 mai, trois nouveaux membres ont été élus au conseil d'administration : Philippe Lebarde, François Simon et Frédéric Gausson. Le nouveau conseil s'est réuni le lundi 23 mai pour procéder à l'élection du bureau (Jean-Marie Dupont, président sortant, n'étant pas rééligible) : Président : François Simon ; vice-présidents : Philippe Lebarde et Claude Durieux ; secrétaire : Xavier Weeger.

« La Nouvelle République du Centre-Ouest, quotidien à Tours, n'a pas paru, ce mercredi 25 mai, en raison d'un mouvement de grève des services de composition du journal. »

SPORTS

TENNIS

LES INTERNATIONAUX DE FRANCE

Le sang-froid de François Jauffret

Les deux premières journées des Internationaux de France au stade Roland-Garros ont bénéficié d'un temps idéal. Le 23 et 24 mai, cette dernière journée profitant des loisirs de la grève générale. Ainsi se sont ramassées, porte d'Auteril, les foules épiques du tennis sur terre battue, des luttes à retournements que suscitent ses premiers tours en cinq sets, de cette ambiance de beaux garçons et de jolies admiratrices, qui fait régner un « charme » entre courts et jardins. Le cadre a été rénové quelque peu, le sol des allées surtout, heureusement recouvertes de matière synthétique, sans que l'on ait réussi à obtenir les vues sur le boulevard extérieur et son chaos vrombissant qui sont l'offense permanente des courts numéros 2, 3 et 4.

Trois têtes de série sont tombées dès ce premier tour : l'Américain Lutz, battu par Proley (6-1, 6-3, 7-5), le Chilien Filit, par le Tchèque Zednik (6-4, 6-3, 4-6, 6-3), l'Italien Barazzutti, par l'ambidextre chilien Gildemeister (6-4, 6-3, 6-3). Numéro un français, François Jauffret, a prouvé une fois de plus son sang-froid en se sortant d'une situation désespérée sur le central face à l'Allemand Gebert, refaisant surface malgré un coup droit en flanelle (2-6, 6-8, 6-2, 7-5, 6-3). Jean-Louis Hatlet, notre nouveau davisman, a alterné le meilleur et le pire face à l'Australien Gehring et a finalement battu (6-0, 6-7, 7-6, 6-1).

Hervé Guayvin, qui fut un de nos plus grands espoirs cadets, s'est fait éliminer (par le Rhodésien Doudswell), tandis que Christophe Cassa battait péniblement le vétéran australien Camichael. La meilleure impression nous fut donnée par Dominique Bedel, vainqueur de l'Américain Marchese (6-2, 6-4, 6-2) et jouant avec une autorité que ne possède aucun de ses jeunes camarades.

O. M.

FOOTBALL

M. MAUROY : une des branches du show-business.

An cours de son intervention au Club de la presse d'Europe 1, dimanche 22 mai, M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat du parti socialiste, a, une nouvelle fois, précisé son point de vue sur la réorganisation du football professionnel. « Ce qui se passe est vraiment inadmissible, c'est vraiment devenu une des branches du show-business », a déclaré le maire de Lille, avant de rappeler les grandes lignes de ses propositions : création de sociétés d'économie mixte, régionalisation du recrutement et formation des jeunes.

Cette dernière intervention de M. Mauroy survient peu avant la réunion, jeudi 26 mai, des maires socialistes ayant dans leurs villes une équipe de football de première division.

A L'HOTEL DROUOT

Jeu

EXPOSITION

S. 11 - Livres anc. et mod. Autogr. S. 12 - Dessins et tableaux anciens. S. 13 - Belles. obj. « au ballon ». Gravures. Estampes.

S. 17 - Tabl. Argent. Stg. et mon. S. 23 - Tabl. anc. Meubl. Objets d'art princ. 18^e cent. estampilles.

VENTE

HOTEL GEORGE V

Collection Roger Peyrefitte. Sculpt. en marbre. Antiques et d'apr. antiques. Céramiq. à figures noires et rouges. Antiquités égyptiennes.

RADIO-TÉLÉVISION

D'une chaîne à l'autre

LA GRÈVE CONTINUE A RADIO-FRANCE

● A l'appel des organisations syndicales S.U.R.T.-C.F.D.T. et C.G.T., l'ensemble des agents de Radio-France ont décidé de continuer la grève commencée le 24 mai. Selon les syndicats, « les augmentations individuelles de salaire, aggrégées, s'il en était besoin, des indemnités insupportables », ont provoqué cette décision.

DEUXIÈME GRÈVE EN QUINZE JOURS A FR-3-GUADELOUPE

● Les agents techniques et les animateurs de la station FR-3-Guadeloupe ont décidé de cesser le travail pendant trois jours à partir du lundi 23 mai, à l'appel du syndicat S.U.R.T.-C.F.D.T. de la station. C'est la deuxième grève déclenchée en quinze jours. Les grévistes réclament une augmentation de prime de vie, la réévaluation du niveau de rémunération des animateurs et producteurs et l'étude d'un statut particulier pour les agents T.D.F. détachés dans les départements d'outre-mer.

PUBLICITÉ CLANDESTINE A ANTENNE 2 ?

● M. Roger Chénard, président du groupe R.I. (parti républicain) de l'Assemblée nationale, a attiré l'attention du premier ministre sur le lancement publicitaire par l'Antenne 2 d'une émission de télévision. Dans une question écrite, M. Roger Chénard signale que le en raison d'un mouvement de grève des services de composition du journal. »

« Un jeune couple emménage dans une vieille maison où une mystérieuse petite porte lui révéla des surprises... et des frissons. »

21 h. 40, L'événement : Les Mémoires télévisées de Richard Nixon (troisième émission : Les derniers jours) ; 22 h. 50, Allons au cinéma.

« LE GRAND ECHIQUIER » REPORTÉ AU 25 AOUT

● L'émission de Jacques Chancel « Le grand échiquier », qui devait être consacrée jeudi 26 mai à l'Antenne 2 au Grand Orchestre philharmonique de Strasbourg et à son chef, Alain Lombard, est annulée. La grève du 24 mai a empêché en effet les chefs de la Société française de production de se trouver à temps à Strasbourg pour les répétitions nécessaires. L'émission pourrait être présentée le 25 août.

TRIBUNES ET DÉBATS

MERCREDI 25 MAI

— M. Jean-Pierre Soisson, secrétaire général du parti républicain, répond aux questions des journalistes de Radio-Montecarlo, à 19 heures.

— Le Centre des démocrates-socialistes dispose de la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

JEUDI 26 MAI

— M. Marcel Lucotte, sénateur (parti rép.) de Saône-et-Loire, vice-président du Sénat, Pierre Soudet, sénateur (C.F.D.T.) du Haut-Rhin, et Auguste Arici, sénateur (soc.) du Var, répondent aux questions de Pierre Dumayet sur la déclaration de politique générale suivie d'un vote faite devant le Sénat par M. Raymond Barre, sur TF 1, à 19 h. 40.

— Le Comité de liaison pour l'action locale et régionale s'exprime à la « Tribune libre » de FR 3, à 19 h. 40.

MERCREDI 25 MAI

CHAÎNE I : TF 1

20 h. 30, Téléfilm : « Oh tout les poissons rouges ? », réal. A. Michel, avec M.-C. Carlier, F. Boterel, B. Lavalette.

Fugus coupés : Valérie, dix ans, fille de bourgeois, décide d'aller dévorer les poissons rouges avec Pilon, la fille de la concubine.

h. Emission spéciale sur la réforme de l'enseignement : La collège.

Pilote unique remplace les C.E.S., C.S.G. et premier cycle des lycées ? Le débat réunit, autour de M. Baby, ministre de l'éducation nationale, M. Zilbert, secrétaire général du Syndicat national des collégiés, et les présidents des fédérations de parents d'élèves.

23 h. 25, Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. 30, Football : Liverpool F.C.-Borussia de Mönchengladbach, en finale de la Coupe d'Europe des clubs champions, à Rome ; vers 22 h. 20, Série : Capitaines et rois.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30, FILM (des grands noms de l'histoire du cinéma), cycle aspects du cinéma italien : L'IZA, de M. Ferreri (1971), avec C. Depaeva, M. Mastroianni, C. Marchand, V. Stroth, P. Laperroux, M. Piccoli.

Une femme s'effrite, avec la soumission et la fidélité d'une chienne, d'un homme qui se retire sur une île déserte. Étude de respect auto-matichisme. Une folie, par toujours très claire, sur l'amour fou. Un style lent, alourdi de symboles.

22 h. Journal.

Pour améliorer la qualité de l'endroit où vous vivez, la CAECL émet toute l'année à un taux intéressant un emprunt permanent l'emprunt Villes de France.

Vous pouvez y souscrire sans frais auprès des comptables du Trésor, des caisses d'épargne et dans tous les bureaux de poste.

FRANCE-CULTURE FRANCE-MUSIQUE

En raison de la grève à Radio-France (voir « D'une chaîne à l'autre »), un programme commun de musique enregistrée sera diffusé sur les deux chaînes, ainsi que sur France-Inter, avec un journal à 20 heures.

JEUDI 26 MAI

CHAÎNE I : TF 1

De 12 h. 15 à 20 h. 30, Programme ininterrompu avec, à 18 h. 40, L'île aux enfants.

20 h. 30, Téléfilm : « Les Créatures de l'ombre ».

Un jeune couple emménage dans une vieille maison où une mystérieuse petite porte lui révéla des surprises... et des frissons.

21 h. 40, L'événement : Les Mémoires télévisées de Richard Nixon (troisième émission : Les derniers jours) ; 22 h. 50, Allons au cinéma.

CHAÎNE II : A 2

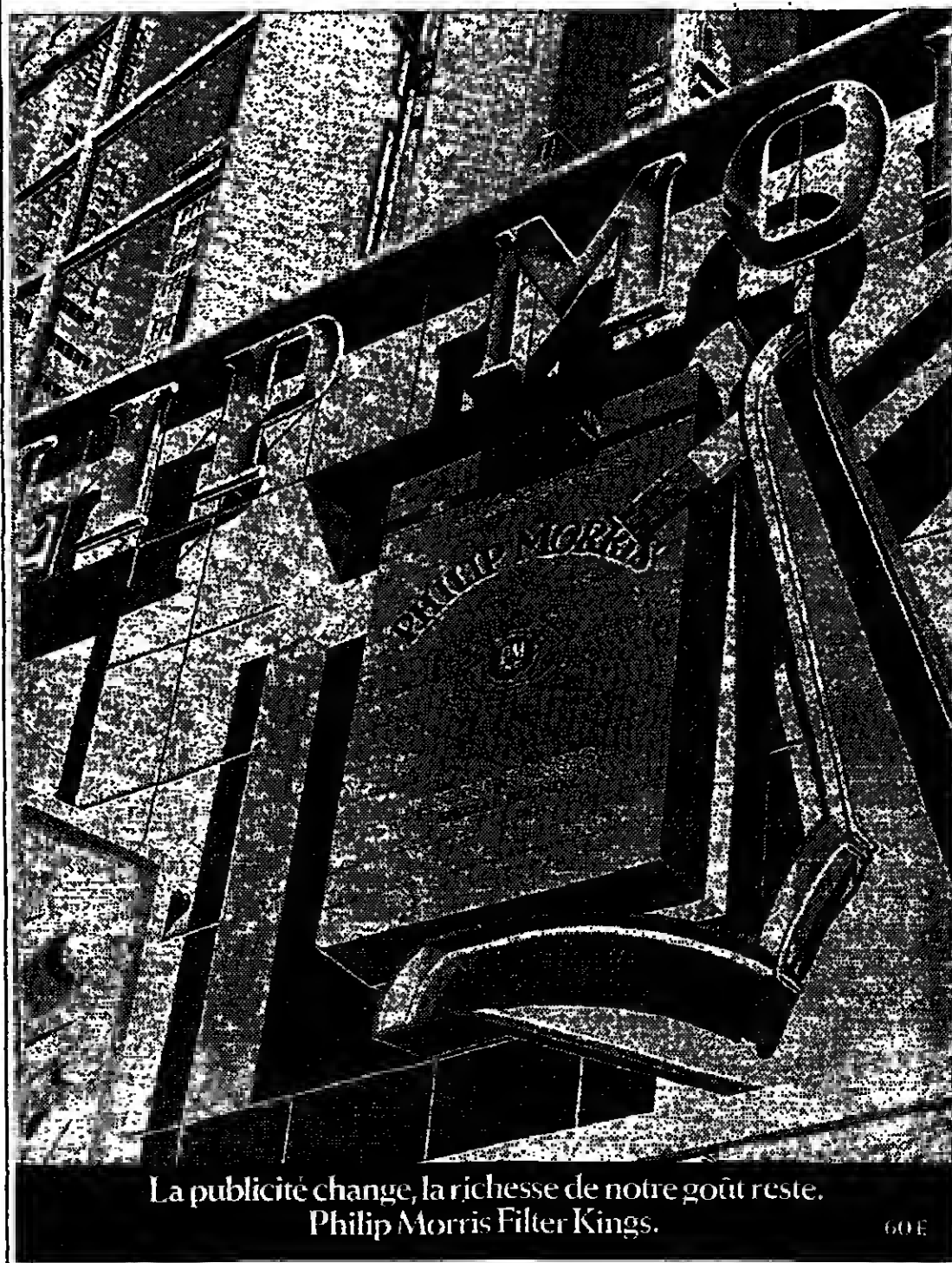
De 12 h. 35 à 20 h. 30, Programme ininterrompu avec, à 18 h. 40, L'île aux enfants ; à 19 h. 15, Téléfilm : « Commando ».

20 h. 30, FILM (western) : SUR LA PISTE DE LA GRANDE CARAVANE, de J. Sturges (1965), avec B. Lancaster, L. Remick, J. Hutton, P. Tiffin, D. Plesance.

CHAÎNE III : FR 3

20 h. 30, FILM (des grands noms de l'histoire du cinéma), cycle aspects du cinéma italien : ROCCO ET SES FRÈRES, de L. Visconti (1960), avec A. Deino, R. Salvatori, A. Girardot, R. Hahn, S. Delair (N. rediffusion).

Le désagrégation d'une famille de paysans du sud d'une veuve et ses cinq fils.



La publicité change, la richesse de notre goût reste. Philip Morris Filter Kings.

Le Monde

VIIF SIECLE

Les peuples

Les peuples du monde ont connu des transformations profondes. Les modes de vie, les structures sociales, les valeurs ont évolué. Les peuples ont dû s'adapter à de nouvelles réalités, à de nouveaux défis. Les peuples ont cherché à préserver leur identité tout en intégrant les progrès de la civilisation. Les peuples ont lutté pour la liberté, la justice, la paix. Les peuples ont construit une civilisation commune, une civilisation de la fraternité. Les peuples ont réalisé que leur destin est lié, que leur avenir est commun. Les peuples ont décidé de travailler ensemble pour créer un monde meilleur, un monde plus juste, un monde plus pacifique. Les peuples ont pris conscience de leur responsabilité envers eux-mêmes et envers le monde. Les peuples ont décidé de défendre leurs droits, de respecter les droits des autres. Les peuples ont décidé de vivre ensemble, de partager, de coopérer. Les peuples ont décidé de construire un avenir commun, un avenir de paix et de prospérité pour tous.

PETITE D'OUTRE-MANCHES

Les peuples d'outre-mer ont connu des transformations profondes. Les modes de vie, les structures sociales, les valeurs ont évolué. Les peuples ont dû s'adapter à de nouvelles réalités, à de nouveaux défis. Les peuples ont cherché à préserver leur identité tout en intégrant les progrès de la civilisation. Les peuples ont lutté pour la liberté, la justice, la paix. Les peuples ont construit une civilisation commune, une civilisation de la fraternité. Les peuples ont réalisé que leur destin est lié, que leur avenir est commun. Les peuples ont décidé de travailler ensemble pour créer un monde meilleur, un monde plus juste, un monde plus pacifique. Les peuples ont pris conscience de leur responsabilité envers eux-mêmes et envers le monde. Les peuples ont décidé de défendre leurs droits, de respecter les droits des autres. Les peuples ont décidé de vivre ensemble, de partager, de coopérer. Les peuples ont décidé de construire un avenir commun, un avenir de paix et de prospérité pour tous.

PIAUBERT

21 mai - 4 juin 1977

ARTCURIA

Le Monde

DES ARTS ET DES SPECTACLES

JARDINS DU XVIII^e SIÈCLE A L'HOTEL DE SULLY

Les peupliers d'Ermenonville

Du Roman de la rose aux villas italiennes, du tapis fleuri des miniatures persanes aux grandes allées de Versailles ou de Caserta, le jardin apparaît toujours un peu comme un microcosme de l'univers, le symbole des choix culturels propres à une époque et à une société. Le jardin classique est à la fois architecture, symétrie, pérennité de l'art opposée aux caprices éphémères de la nature, exaltation de l'ordre monarchique et du règne de la raison.

Le jardin anglais, lui, est un jardin libéral, un jardin « whig » : si le mode anglais est constant en France au dix-huitième siècle, c'est pour d'évidentes raisons politiques : nous avons déjà eu l'occasion de citer Voltaire, et il n'est pas absurde de voir dans les livres jardins du palladianisme anglais l'expression des goûts et des dogmes d'une aristocratie « progressiste » et éprise de grand air, qui prête le flanc à la vie de cour, la pratique des arts et de l'agriculture aux contraintes du pouvoir et aux pièges de l'absolutisme.

Dans un jardin, en effet, on ne peut être esclave et la création d'un jardin « naturel » est souvent liée à des préoccupations humanitaires, philanthropiques, quelque peu paternalistes sans doute mais animées d'une réelle bienveillance rousseauiste : notre exposition analyse en détail l'exemple de la gérénne Lamot qui, fondée en 1812 près de Clisson dans un site « digne de l'Italie », était à la fois un parc, une ferme-école et un ensemble de manufactures destinées à ramener l'économie régionale. Une fabrique de papier y côtoyait un temple de Vesta, des « bains de Diane », et l'on peut aussi penser aux Salines de Lédoux à Arol-Senans, prototype d'une cité idéale, où le travail est intégré à l'ordre naturel, celui-ci garantissant l'harmonie sociale et le respect réciproque des participants.

« Furor hortensis »

Liberté politique, liberté sociale, mais aussi liberté tout court. Comme l'écrivit Jules Balthus, « depuis la Persane antique et Babylone, le jardin est constamment associé au paradis », le jardin anglais est une sorte de paradis « perdu » et retrouvé, d'image d'Arcadie, et, avec son avènement, « le paradis, restitué dans la libération de la flore, de la terre et des eaux, préside maintenant au développement des jardins paysagers comme une glorification de la nature dénaturée pendant longtemps par l'artifice ». Deux hommes ont joué ici un rôle essentiel : William Kent et William Chambers, l'un et l'autre architectes admirables, le premier dessinant entre 1730 et 1746 certains des plus beaux jardins d'Angleterre, le second créant les fameux jardins de Kew, dont il publia en 1753 les plans dans un ouvrage qui connut une fortune considérable sur le continent.

La puritanisme lui a joué son rôle, et Milton et Pope, et les souvenirs antiques. Mais plus encore l'Italie : l'Italie des ruines (celles de la villa d'Hadrien en particulier) et l'Italie des grandes villas romaines un peu délaissées où la nature reprend ses droits, le pittoresque acheminé dans la « gravitas » du jardin baroque, y réintroduit comme « minute esthétique » florissante un théâtre du seizième siècle en exil, sévèrement réprimé. Hubert Robert exprime magnifiquement ce que de tels spectacles peuvent inspirer de mélancolie étiologique, de méditation sur le désordre du temps retrouvant le désordre de la création et corrigeant les froids calculs de la raison. « Oh ! les belles, les sublimes ruines », s'écrie Diderot, mais, dès l'origine, il n'est pas d'œuvre de voir tout ce que les jardins anglais doivent à l'exemple des grands paysagistes classiques, Poussin et Claude Lorrain. Il y aura d'ailleurs, jusqu'à la fin du siècle, de tels échanges entre la peinture et l'art des jardins que l'on peut bien dire que, beaucoup plus que l'image de la nature, le jardin anglais est un produit culturel très savamment élaboré.

Quel qu'il en soit, culture ou nature, notre petit paradis franchit très rapidement la Manche et, dès 1740, la France est en proie à une véritable « furor hortensis », alimentée par la gravure, les voyages, la publication de guides, la multiplication d'ouvrages techniques ou de poèmes (Deville, Saint-Lambert, le cardinal de Bernis) consacrés à l'art des jardins. C'est à un des plus grands seigneurs du temps, le duc de Nemours, que l'on doit la traduction de l'Essai sur l'art des jardins modernes, par M. Horace Walpole, et l'on a très justement fait un sort au carnet de croquis rapporté d'un séjour en Angleterre par Bélanger (l'architecte de Bagatelle) comme à l'inventaire de la bibliothèque de Pierre-Adrien Paris, où Buffon voisine avec un Traité des arbres fruitiers et les Nuits de Young avec les Roses de Redouté. Ajoutons qu'à côté du livre le théâtre a, lui aussi, joué son rôle : la scène emprunte au jardin son décor, le jeu renvoie les rochers d'opéra, ses grottes enchanteresses, tout le paysage devenant ainsi l'objet d'une immense mise en scène à surprises et accidents divers.

Quels furent les plus célèbres de ces jardins ? Méryville, en Saône ; Canon, en Normandie ; Castille, en Provence ; Trianon ; le Désert de Retz ; la Folie Saint-James ; à Neuilly ; le merveilleux domaine de Ménessier, où Soufflot travailla pour Marigny ; le parc de Menecourt, dessiné par Camille de La Force pour le futur Philippe Egalité ; Ermenonville, où le marquis de Girardin accueillit la dévouée mortelle de Jean-Jacques Rousseau, et la Vallée-aux-Loups de Chateaubriand, premier décor du romantisme.

Chaque jardin a son caractère, mais tous ont en commun d'être, peut-être à l'exception de la villa d'Hadrien, une sorte d'encyclopédie en miniature des mer-

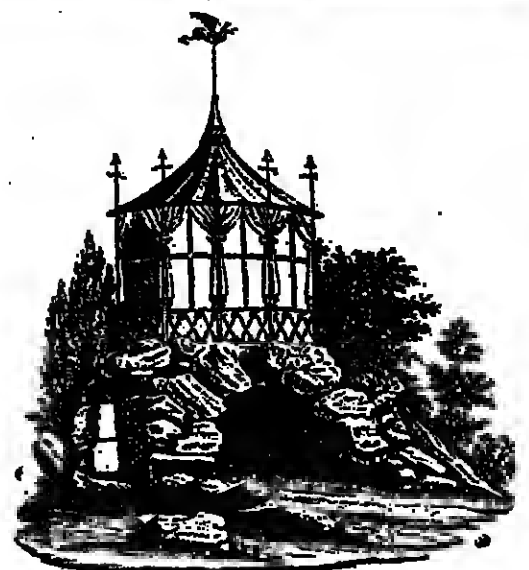
veilles de l'univers et des grandes époques de l'architecture : « Le monde se découvre comme un jardin, le jardin enferme le monde. » (J. Balthus). Une encyclopédie mégalomane d'ailleurs, dont la « colonne démolie » et le « petit autel presque ruiné » du Désert de Retz seraient les symboles, et qui fait se multiplier les temples (de l'Amitié, de la Philanthropie, etc.), les tombeaux à l'antique, les obélisques, les pyramides, les chapelles gothiques parlores, ainsi au château de Betz, dans l'Oise, et jusqu'aux masquées et aux tentes à la turque. On n'oublie pas les paysans (hameaux et moulins) ni les premiers hommes, les « cabanes primitives » en bois dessinées par Brongniart ou Girardin étant destinées à rappeler les idées du Père Laugier sur les origines de l'architecture. Et l'on met partout des pagodes.

Le jardin anglais est en effet aussi un jardin chinois, peut-être parce que la Chine est le pays de la sagesse, surtout parce que les jardiniers chinois paraissent inventer un paysage plus libre et plus varié et plus intéressant que la nature elle-même. Dès 1755, le Père Laugier oppose l'irrégularité des jardins de Pékin à l'immuable symétrie de Versailles, les relations des mégalomaneuses jésuites ne tarissent pas d'éloges sur « l'art avec lequel cette irrégularité est conduite », et nous retrouvons ici William Chambers, qui fit plusieurs voyages en Chine, publia en 1757 de très exacts « designs of chinese building », édifiés dans les jardins de Kew une pagode cent fois imitée, ainsi par Choiseul, à Chanteloup. La maison chinoise du Désert de Retz, hélas ruinée, le pavillon chinois de Cassan, à l'île-Adam, qui a fait récemment l'objet d'une brillante restauration, sont de bons exemples de cette mode que notre exposition illustre par quantité de documents, aquarelles, dessins, gravures, où règne la plus charmante fantaisie.

L'arbre de la liberté

Mais tout n'est pas affaire de mode dans cette histoire. On rêve, on s'extasie, on médite sur le temps, on goûte les « ombres oléales d'un cœur mélancolique », mais aussi on cultive son jardin. La jeune élite d'historiens d'art à laquelle est due cette exposition a, en effet, fort bien montré que ces âmes sensibles sont également des agronomes convaincus, que le rôle des physiocrates a été ici considérable et que, lorsqu'on créait un domaine, « le projet utilitaire n'était jamais dissocié du projet politique » (Monique Mosser). Le jardin à l'anglaise, c'est le jardin d'Émile, un jardin éducatif où se déploient toutes les ressources des technologies agricoles de pointe, comme nous dirions. « à la fois jardin des plantes et jardin zoologique, champ d'irrigation et musée minéralogique » (J. Balthus).

La quantité étonnante de plantes nouvelles qui



arrivent en Europe au milieu du dix-huitième siècle et bouleversent la flore traditionnelle tiennent à la passion de l'époque pour les sciences naturelles, la botanique en premier lieu. On herborise, on plante des allées de peupliers ou d'ormes, on ecclésiastise le mélièze d'Angleterre, le cèdre du Liban, le châtaignier du Mandchou, le chrysanthème, le lilas, les cyprès, etc. Dans les serres, on va admirer aussi bien le caféier, l'aloë, le figuier, que les premières pommes de terre plantées par le contrôleur général des finances Bertin dans son domaine de Chetou. Louis XVI crée à Rambouillet une ferme expérimentale célèbre par ses marais, le leit est à la mode, les vaches à l'honneur, et Brongniart, un des architectes les plus demandés de l'époque, ne dédaigne pas de dessiner des projets de fermes et même un poulailler pour les invalides.

« Pays d'illusion, terre d'expérience », le jardin est aussi le lieu privilégié de la sociabilité comme le montrent toutes les promenades construites à la fin de l'Ancien Régime : Boscage à Poitiers, le Peyrou à Montpellier, le jardin de la Fontaine à Nîmes-Chamars à Bascanson, la promenade de Jers à Châlons-sur-Meuse. Et la révolution fera de l'arbre le symbole de la liberté, « le signe sensible de la régénération des Français ». Nous avons commencé par le polibique, nous terminerons par elle : pendant la période révolutionnaire, le jardin est toujours associé à la fête civique, il est le lieu où se vit l'égalité, où l'homme se libère du contrat social, et c'est aux Tuileries que fut organisée la veille funèbre de Jean-Jacques Rousseau lorsque ses restes quittèrent pour le Panthéon l'île et les peupliers d'Ermenonville.

ANDRÉ FERMIGIER.

(*) Jardins en France, 1760-1820, Pays d'illusion, terre d'expérience. Catalogue d'exposition des monuments historiques. Hôtel de Sully, 62, rue Saint-Antoine, jusqu'au 12 septembre.

PEINTURE D'OUTRE-MANCHE A BORDEAUX

« Une frégate d'Angleterre... »

« Qui fendant la mer et les flots, c'était pour a-t-il que Bordeaux », comme le chantait et l'illustrait, dans *Chansons de bord*, le bordelais André Lhote. Mais l'assaut par le port, tout pictural, ne fut pas lancé au « 31 des mois d'A-oût », puisque, en avance de quatre mois sur l'éphémère chanté, il participait à l'une des manifestations traditionnelles que le Mai de Bordeaux offre à ses autochtones et aux bonnes gens de passage. Peut-être, l'histoire de l'Aquitaine, ses liens matrimoniaux et économiques avec les îles Britanniques, ont-ils incité Mlle Martin-Méry, conservateur des musées de Bordeaux, à entreprendre une nouvelle invasion par le truchement de bien des placeaux et brosses d'outre-Manche.

D'autre part, s'il se trouvait

qu'un jour Bordeaux eût enfin son musée à même de montrer ses richesses en réserve, il serait heureux et opportun qu'il s'enrichisse d'un volet important de l'art de ses voisins. S'il possède quelques-unes des plus honorables, elles ne constituent, jusqu'à présent, qu'un noyau de départ. Son développement permettrait donc aux visiteurs français de mieux se rendre compte de l'état d'une peinture sinon ignorée, du moins méconnue, malgré les efforts entrepris par le département des peintures du musée du Louvre pour l'acquisition d'un beau *Turner* et, récemment, dans de bonnes conditions, des *Enfants d'Angers*, par Lawrence, figurant ce jour à la manifestation de Bordeaux.

L'exposition de « La peinture anglaise » se limite à cet art,

tout en s'étendant sur trois siècles, du dix-huitième au vingtième. C'est sur trois niveaux que chaque siècle défile et roule sa piste. Au premier, le dix-huitième, le lot le plus enrichissant de l'ensemble. A cet égard, comme pour les autres siècles, on ne marque pas d'observer que Mlle Martin-Méry ne répète pas le dessin et le fond de l'exposition de 1971 au Petit-Palais.

Souverain le visage humain

Ainsi le dix-huitième, où prévalait la figure humaine, présente, même à des yeux avertis, un visage neuf avec des portraits vécus, dont la mission perpétuelle des âmes mortes. De fait, la peinture de ce temps ne repose guère sur celle qui la précède : on ne trouve pas sous le règne élisabéthain ou ceux qui le suivent une tradition du portrait qui ne soit pas figée en photo d'identité. Par quel miracle, après la chute de Cromwell et l'établissement d'un régime monarchique, la peinture anglaise nait-elle vers 1720 si abruptement ? Il est malaisé d'expliquer par un *ex nihilo*, mais du moins par l'explosion du génie sans antécédent d'un impertinent Hogarth qui flagelle, moralise et portraiture, dans une manière mordante et magistrale qui n'appartient qu'à lui : *Bloody Mary* ! Il sait le dilemme qu'il procure avec une *Dame en buste*, dont le corsage rose s'enlève d'une écharpe bleue, peint en 1744 (musée de Liverpool), portrait où ne se perçoivent pas de références à des écoles étrangères.

Ce qui n'est pas le cas de Reynolds ou de Gainsborough, ces deux rivaux d'un même temps, qui l'un a tiré vers le Corrége aussi bien que vers Rembrandt et l'autre vers Rubens. En tout cas, ce qui ressort de leur confrontation bordelaise ne tourne pas à la faveur du premier, débordé par l'esprit de collection et de thésaurisation d'un blanc platineux, ce virtuose décoire sans poésie mains et visages de ses modèles.

plus limitée, elle, d'ailleurs, dans le temps. On apprécie qu'elle fasse l'effort de sortir des sentiers battus et, en dehors de quelques œuvres connues, quelle rédoite ces œuvres dispersées et à la limite du triangle anglais, s'élevant en Écosse, en Irlande, en Pays de Galles ; parcourant les comtes charbonniers ou verdoyants, elle renouvelle une moisson qui se passe des réservoirs des musées londoniens.

En contraste Gainsborough respicendit et dédaigne même de signer ses œuvres : qui ne s'annonçait pas de George Colman en habit bleu vu sur fond de rideau rouge et dont la perruque faite de touches en coups de balai sent le poudre et les parfums, qui ne balaisait ses mains dont la suavité floue est d'une suprême élégance ? Stupéfiant antonyme que l'étonnant paysage de sous-bois où des tonalités mordorées enveloppent dans le mystère les figures d'Agar et Emma (1774) / *Fils de l'homme* (1785), le *Portrait de Lady, diton en pied* (Londres) dresse vers son minois une pyramide de taffetas bleu et noir. Le Goya dix-huitième siècle, bien avant de venir mourir à Bordeaux, n'aurait pas démenti là une possible filiation. Ainsi que celle d'un Hoppner avec le portrait de Mrs. Home transparent de dentelle noire (musée de Bordeaux). Assurément, Gainsborough, avec neuf œuvres de haute qualité, est le point fort d'une réunion de deux cent cinq ouvrages, dont l'équilibre n'est pas égayé par un certain anonymat qui jouerait le rôle de pôle technique.

Truismes, d'anciens artistes — tel le fougueux écossais Raeburn avec l'éclaircissant *Portrait de Mrs. Urquhart* de 1815 (musée de Glasgow), tel Ramsay avec la pénétrante étude de J.-J. Rousseau de 1795 où se lit la psyché de l'auteur des *Confessions* lors de sa visite chez Hume (musée d'Edimbourg), tel Lawrence avec le *Portrait du duc de Richelieu*

(1816), dont le brio étincelant fit frémir Delacroix (musée de Bascanson), ceux-là et d'autres, sans omettre des Lambert et Richard Wilson qui, isolés dans le genre et à la suite de Claude et de Poussin, créent le paysage anglais encore conventionnel — forment un paysage d'intelligence et de sensibilité propres à leur insularité.

L'aquarelle est un produit spécifiquement britannique dont les Français (Delacroix, Th. Rousseau, Huot) sauront tirer un parti personnel. Au dernier tiers du dix-huitième, ces précurseurs anglais, les Cosens, Girtin, mort prématurément à vingt-neuf ans, jouent aussi bien de la précision topographique que des transparences d'une matière fragile. Au dix-neuvième, ils seront légion à faire usage de cette technique aboussante : Cromie, Constable, Bonington et Turner, mettant tout son génie à moduler mille façons d'aquarelle, font par là même éclore une vision nouvelle de la nature. Au sous-sol, où le dix-neuvième siècle se donne libre cours — en exceptant les tableaux de genre à la hollandaise soumis scrupuleusement à l'anecdote (Landseer, Nicol, Mulready, etc.) et en refusant de se laisser violer par des écoulements fadaïques sentimentales des préraphaélites (Burne-Jones, Millais, Ford, Madox Brown, Rossetti, etc.), — c'est, les rôles étant inversés, le paysage qui domine, la figure absente ou reléguée au second plan. Triomphe — curieusement annoncé par un *Paysage à l'horizon* de 1789 par Wright of Derby — de Constable (*Bateau passant l'écluse, Royal Academy*), de Bonington la lumineuse *Côte de Normandie* du Louvre (on associe avec réflexion la main de cet artiste en *Portrait de jeune homme* du musée d'Espinal, ainsi qu'à la pochade du *Palais des Doges* du musée de Bordeaux), d'innombrables suivants de ce dernier tôt disparu (Cotman, Cox, Pyne, etc.), enfin du grand Turner éclaboussant de lumière toute chose qui se fait lumière, et

celui en avant-coureur de Monet (*la Rivière, Tate Gallery*) !

Mettions à part un visionnaire (issu de la mystique aride de William Blake), Samuel Palmer : son dessin, prodigieusement fouillé et nerveux à l'accent si personnel, se profile sur l'œuvre futur de Brezlin. Dans une atmosphère propre, mais plus fantastique, on regrette l'absence du génie tout pictural — en dépit d'une inspiration prenant source dans le drame ou le mythe — d'un Fuseli, plus londonien que ce même Fuseli natif de Zurich. Par contre, on nous a servi Zoffany plus allemand et italienisant qu'anglais. On aurait pu s'en passer.

Mais en remontant au rec-de-chasse, nous voyons pleurer par le vingtième siècle anglais. Là, que dire, comme pour Zoffany (?), sinon le constat d'une carence ou d'une décadence vouée à bien des références soufflées de l'extérieur. Ici la peinture s'est intellectualisée ou s'essaye par des biais morbides à récupérer la figure humaine. On ne se risquera pas à citer des noms, même ceux ayant quelque réputation surfaite, car devant un certain vide ayant la prétention du plein chacun s'expose à y tomber la tête la première.

On s'était réjoui de goûter la splendeur de quelques grands créateurs du passé. La motivation d'un empire écroulé ne suffit pas à expliquer la dislocation d'un art jadis personnalisé. Les talents ne manquent pas, seulement l'authentique intérieur. En attendant un nouveau Cromwell, il faut bien achever la chanson : « — *Burons un coup, buurons-en deux*... à la santé du roi de France... », mais par déférence pour le charmant prince de Galles, qui inaugura le show en complet veston gris clair, on laissera aux mains d'André Lhote le soin de censurer le dernier verset de la chanson de bord.

PIERRE GRANVILLE.

* De Gainsborough à Bacon. Galerie des beaux-arts de Bordeaux. Jusqu'au 1^{er} septembre.

PIAUBERT

21 AVRIL-4 JUIN 1977

"La terre est un élément sur lequel nous vivons et que nous n'avons pas pris entre nos mains avec la vénération et l'amour qu'elle mérite. Avec les sables, c'est un choix de peindre que je fais. C'est une exploration dont je n'ai pas encore cerné les frontières du fait même que je la crois illimitée."

PIAUBERT

ARTCURIAL

centre d'art plastique contemporain
9 avenue Malguenon Paris 6^e du mardi au samedi de 10 h 30 à 19 h 30

Musique
THEATRE DE LAVILLE
18 h 30
une heure sans entracte 12.50 F
du 25 ou 28 moi
ENSEMBLE INSTRUMENTAL DE FRANCE
JEAN-PIERRE WALLEZ
violon
JEAN-PIERRE RAMPAL
flûte
Vivaldi/Devienne Webern/Rossini
à partir du 31 mai
ZAMFIR
flûte de pan
2 place du Châtelet
tél. 887.35.39

Né d'un rêve

éléments. Monde où n'existe aucune communication réelle avec l'homme, réduit à son état de mâle, et que son sexe rend d'autant plus inquiétant, menaçant, qu'il est parfois désiré. Monde d'aliénation et de frustration, malgré les couleurs pimpantes de l'*"american way of life"* dont il se pare. Monde, enfin, de fragilité psychique.

C'est dans la seconde moitié du film qu'éclate en majeure partie ce dernier thème. A la suite de deux incidents dramatiques — une tentative de suicide de Pinky et l'accouchement de Willie d'un enfant mort-né — deux autres personnages d'identité vaine, et eux aussi opérant d'un personnage à l'autre. Traumatisée par un choc qui l'a plongée plusieurs jours dans le coma, Pinky prend une partie de sa mémoire. Elle refuse de reconnaître ses parents et s'abandonnant à l'instinct, elle se laisse enlever par un policier. Elle se réveille inconsciente, écrit littéralement dans la peau de Millie. Entre les deux filles, il y a comme un échange de rôles. Pinky devient dominatrice, coquette, mythomane, égoïste, et Millie — qui se sent responsable de l'état de Pinky — devient soumise, passive, ment aux désirs et aux ordres de sa compagne.

Le film, jusque-là, s'est contenté de nous faire pénétrer dans ce que Bergman appelle « le monde des femmes ». Monde clos, qui se heurte à l'égoïsme, à l'indifférence, aux stéréotypes de la microsociété dont il est un des

Entre la vie et la mort

Plus tard, à la suite de l'accouchement de Willie et de la mort du bébé, tout changera encore. C'est que, cette fois, c'est Pinky la coupable. Au lieu de courir à l'hôpital chercher de l'aide, elle est restée sur place, comme fascinée par les hurlements de Willie, et par ceux que Willie se débattait. Les mains encore gantées de sang, Millie la piffe et retrouve son emprise sur elle. Emprise qui n'est plus celle d'une amie, mais celle d'une véritable mère. Désormais Pinky se comportera comme l'enfant de Millie. Elle appellera maman et se laissera prendre en charge par elle. Far Willie aussi, à sa place, à sa place, à sa place. À aimer. Unies, réunies, ces deux femmes forment comme une seule cellule.

Il y a tant de choses dans ce film qu'il est difficile de le juger après une seule vision. C'est un film né d'un rêve et qui porte en lui une charge onirique très puissante. Altman déclare ne pas vouloir l'expliquer afin de le laisser ouvert à toutes les interprétations. Il l'a tourné très vite en s'abandonnant à son inspiration et à celle de ses comédiens. D'un cet air de liberté qui circule dans le

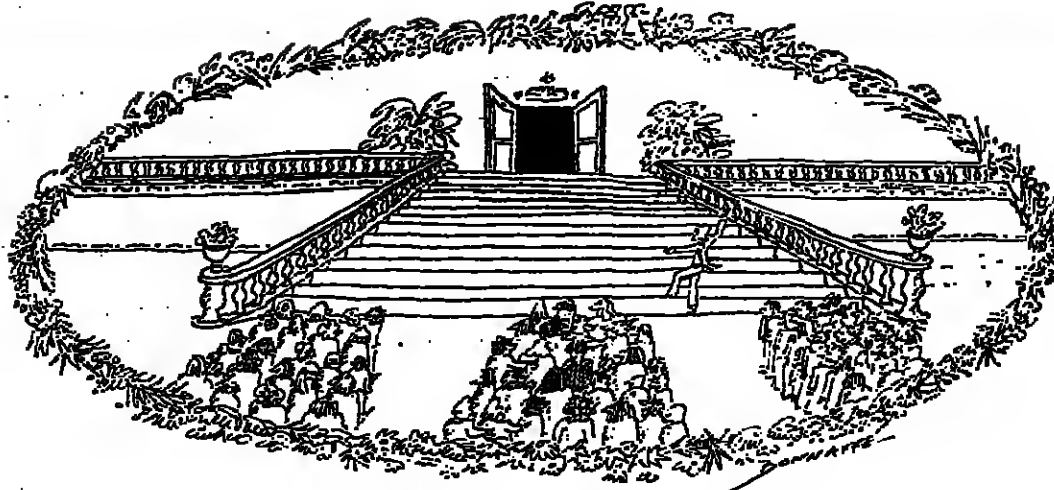
Mais la force du roman de Böll soutient l'intérêt. Et Romy Schneider, par fois enlaidie et vieillie, incarne avec talent un personnage dont on aurait aimé mieux connaître le cheminement psychologique.

J. B.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles

LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES
704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

JEAN DE BARONCELL



La profondeur des champs

ne regardent pas. Ceux qui n'ont pas leur place dans nos vieilles structures décadentes en ont une dans le cœur de quelques cinéastes (qui parlent de ce qu'elles savent) ont le visage et les silences d'Isabelle Huppert dans *Les Indiens* sont encore loin.

Autre vertige, les adolescents de Christine Laurent aiment peindre sur une photo et s'interrogent : qui était l'Allo(s) Constant ? C'était une des bonnes de leur grand-père, elle s'est suicidée, on ne pass sur pourquoi. A Constant, les adolescents lui ont écrit des lettres, ils ont écrit la question, de cette réponse enrichie et trouvée, d'une leusse onéreuse où il ne s'agit plus du sujet regardé mais de celles qui regardent. Le lemme de la photo jeune est prisonnière du p le p pour l'éternité et celle que les adolescents ont écrits, les adolescents constituent une critique de l'histoire bourgeoise. Pour son premier film Christine Laurent voulait parler de l'éducation qu'elle a reçue, et après avoir tant travaillé sur les décors et les costumes das autres elle a pris un cahier : à droite le scénario, à gauche, une immense imagination qui demain ira voir ds camps de la profondeur des rêves.

« Ma très chère petite fille,
j'ai bien reçu ta lettre et te pense
que tu continueras à m'écrire
souvent. De toute façon l'espérance
est de te voir à New York. Tu pourras
porter que tu continues à bien te
porter et que tu travailles déjà.
Je vois que New-York te plaît...
En tout cas, les lettres de se
m'ont dressées pour l'univers de
l'Amérique. Alors, nouvelle
dimension : pas seulement au fracas
des avions mais au son des
révolutions des moteurs. Postées de
Bruxelles elles sont l'information
de la vie, de la culture et de
l'Amérique d'un nouveau monde,
elles sont l'information trisée par
l'auteur & destinataire du foyer,
ou c'est réactualisé puis réper-
cuté par un autre canal. Ce
sont des lettres qui ont une
dimension d'ordre, par le titre, les
ambiguïtés, par le contenu, par

Ces deux adolescentes-là sont
cœurs et d'elles se perdant dans
les mirroirs en essayée des
crises d'identité, allées vont
sortir, s'en sortir peut-être.
Mais Jenny Kern est morte.
Jenny Kern s'est penchée sur
une photo mais elle est tom-
bée dans le puits. Les Indiens
qui ont été tués par les blancs
valent entre eux de carcasses,
elle n'a d'autre corps que le sien,
et on retrouve son cadavre
dans le neige. Les Indiens sont
encore loin est le deuxième film
de Patricia Morez qui est Suisse.

Enchaîné par les circonstan-
ces (le Festival), l'appartenance
à l'époque, à un certain
milieu, à une époque, les films
profilent les uns par rapport aux
autres. Jenny Kern n'a pas eu
le père de Chantal Akerman,
n'a pas rencontré Niele Aere-
strup dans le trop romanesque
Au bout du printemps de Ber-
nard Dubois, c'est le bourgeois
de ce film-là qui Fe t're, c'est
lui qui est le héros. Il y a aussi
un Lindholm qui Fe existe abso-
lument pas, l'adjudant Thomas, qu'on

Patrice Mauriac reconstruit les sept jours qui précèdent le déroulement du cadavre dans le nélope. A la manière tante et délicate d'un certain nouveau cinéma, elle restitue des climats par la force de longs plans réussis. Une partie de ballon dans une gymnase de lycée, une discussion d'adultes, une scène de ménage, s'inscrivent la preuve d'une intelligence des données. Jenny Kern restait à l'ordre des autres, sans jamais poser le soul. Au moment où elle est prise à mort par le jeu des nuits blanches du Diable sur les collines de Pavesse, elle est désertée par ceux qui ne croient plus vraiment en elle. C'est à ce moment-là que les témoins attendus d'un quelconque meurtre.

Le premier film de Gunnar Lindborg (elle jouait dans *Le Silence d'Ingmar Bergman*) est une œuvre représentative de ces moments passés que l'on veut à toute force maintenir. Une famille vit bien chaque année pour des vacances, dans l'archipel de Stockholm. Quatre générations s'y retrouvent dans la chaleur, l'été, la mer, les vacances, les canifs traditionnels. Et puis c'est l'horreur, comme l'horreur de cette expression : le ver dans le truit. Le film est charmant et terrible, tous ces films sont pleins de charme et de peur, ils montrent même l'absence de la vie, ils sont beaux sans exception... mais ils disent tous que « Rimbaud est mort ».

CLAIRE DEYARRIEUX

★ *News from Home*, de Chantal Akerman, a été présenté le 20 mai dans la section « l'Air du temps » ; *A. Constant*, de Christine Laurenç, le 18 mai dans *Perspectives du cinéma français*; *Les Indiens* sont encore loin, de Patricia Moraz, le 20 mai dans la *Quinzaine des réalisateurs*; *Paradis d'été*, de Gunnar Lindblom, le 19 mai dans « les Yeux fertiles ».

L'espresso n° 3502-772

LE PREMIER GRAND FILM EUROPÉEN
D'ÉDUCATION SEXUELLE

**PREMIÈRE À LA
VIE SEXUELLE**

Le film est consacré à la connaissance de soi-même et de l'autre, à la découverte de la sexualité humaine, à la compréhension de la vie sexuelle, à la connaissance de la contraception, à la connaissance de la transmission de la vie, à la connaissance de la transmission de la vie.

LE THÉÂTRE D'EN FACE
(Cie Filoux - Gedankin)
présente au
PALACE
8, rue du fr Montmartre
SOUVENIRS D'EN FACE
ou
les réducteurs de tête
les 26 et 27 Mai à 20 h. 30
Théâtre qui parle, entre corps et
les vidéos de notre histoire.
Soyez au 84 rue A. FROST
le 26 Jeudi
Dans le cadre du festival Transcathédrale
PALACE - LIBÉRATION

CENTRES CULTURELS



ETRANGERS

CENTRE CULTUREL CANADIEN
5^{ème} de Constantin - 7^{ème}

Mercredi 25 à 26 h. 45
Rencontre avec
Frangès DOMPIERRE
Compositeur et arrangeur musical
de PAUL LEOLEGER,
Pauline JULIEN, etc.

MAISON DU DANEMARK
142 avenue des Champs-Élysées - 8^{ème}

Jusqu'au 31 mai
GRAVURES
HJORTH NIELSEN
Tous les jours de 12 h. à 19 h.
dim. et fêtes de 15 h. à 19 h.

Entrée libre

**GIT LE CŒUR - LA CLEF
LE MARAIS - 14 JUILLET**

**ALICE
DANS
LES
VILLES**

**de
WIM WENDERS**

**avec
Rüdiger VOGLER**

Distribution: CAPITAL FILMS / MK2

GAUMONT CHAMPS-ÉLYSÉES vo - HAUTEFEUILLE yo - GAUMONT RIVE GAUCHE vo - IMPÉRIAL PATHÉ vf


GAUMONT CONVENTION vf - SAINT-LAZARE PASQUIER vf - 3 NATIONS vf

Twentieth Century-Fox présente

Un film de
Robert Altman

3 Femmes

Shelley Duvall
Gissy Spacek *Janice Rule*



**CANNES 77
SELECTION
OFFICIELLE
AMERICAINE
EN
COMPETITION**

1 femme devient 2
2 femmes deviennent 3
3 femmes deviennent 1

Schrieber/Producers/Mettou en scène
Robert Altman

Première®
Cinéma pour Delux®
Distribué par Fox-Cine

THEATRE DE LAVILL
15 h 30
JEAN PIERRE MES
JEAN PIERRE BOUT

GROUPE VOCAL DE FRANCE
BRUNO CHOMARU

Une sélection



LA FORTUNE DE GASPARD.

Cinéma

TROIS FEMMES

de Robert Altman

(Lire notre article page 21.)

LE CAMION

de Marguerite Duras

Une femme enveloppée dans un châle noir raconte à un homme — Gérard Depardieu — une histoire, le scénario d'un film qu'elle, écrivain, a dans la tête. Marguerite Duras poursuit sa destruction des formes traditionnelles du récit cinématographique. Seul élément matériel du film à faire, un camion bleu traversé des images de brume et de froid. Des images au conditionnel.

LA DENTELLIERE

de Claude Goretta

Une jeune fille silencieuse s'engage avec gravité dans une aventure sentimentale auprès d'un garçon qui se comporte comme un étudiant en bonne fortune. Pommé — Isabelle Huppert — et François ne sont pas seulement séparés par leur milieu social. Il finira par la renouer, à la façon d'un petit animal domestique dont on se débarrasse.

TOUCHE PAS A MON COPAIN

de Bernard Bouthier

L'ennui provincial, quatre garçons, la trentaine un peu pesante, mais la ville s'appelle Sète. Un Midi qui n'est ni la Côte d'Azur ni la Provence, un paysage constamment ouvert sur la mer. Bernard Bouthier nous de la sélection, conte calmement, gentiment, une histoire cruelle à laquelle manque seulement le petit grain de folie qui la porterait au-delà de sa banalité apparente.

LE DERNIER BAISER

de Dolorés Grassian

Annie Girardot en « chauffeuse de taxi », abandonnée par son amant prolétaire, et Maria Padua en bourgeoise prenant en flâture son mari infidèle vivent ensemble, de Paris à Bruxelles, l'attente des femmes amoureuses rapprochées par l'infortune. Une comédie brillante et sérieuse, où le féminisme passe exclusivement par les sentiments.

LA QUESTION

d'Henri Alleg

D'après le livre d'Henri Alleg, paru en 1957 et qui dénonçait l'usage de

la torture en Algérie, l'arrestation et le calvaire du directeur d'un journal d'Alger séquestré par les parachutistes. A mi-chemin du témoignage et de la fiction, le film de Laurent Heynemann décrit sans emphase et sans complaisance ce que furent les souffrances de cet homme, son extraordinaire courage et finalement sa victoire sur l'humiliation et le mensonge.

LA COMMUNION SOLENNELLE

de René Féret

Cinquante personnages, cent ans d'histoire (et d'histoires), la souche, les branches et les rameaux d'une famille d'ouvriers et de paysans aujourd'hui émigrés, la mémoire de cette famille qui se déroule comme un film — qui est le film.

L'HOMME QUI AIMAIT LES FEMMES

de François Truffaut

Le dernier Truffaut, qui est Doherty retrouvé, vieillit, grandit, sous les traits de Charles Denner. La collection de ses conquêtes féminines, une fois racontée, est un témoignage décisif sur l'amour au vingtième siècle.

— ET AUSSI : Adoption, de Maria Meszaro (un désir déraisonnable de maternité) ; Perdus, de Richard D'Oyley (une table politique) ; Private Road, de Barney Platts-Mills (vies parallèles dans la Londres de 1970) ; Emili, de Sembène Ousmane (colonisme sous Pétaïn, au Sénégal) ; Ben et Benedict, de Paula Delo (la femme au double visage).

Théâtre

LA FORTUNE DE GASPARD

salle Gemier

Histoire d'un petit paysan qui préfère l'école aux champs. Ascension d'un homme ambitieux et sans cœur qui perd son identité, mais qui la pitié de sa femme rachète. Le mythe du soldat madeiran, ses illusions, ses pièges. Une œuvre à la fois et tout ce que, un étonnant travail des comédiens avec Raymond Jourdan et Christian Colin.

TRAVAIL A DOMICILE

au Théâtre oblique

C'est au Petit TEP qu'a été créée cette pièce très noire de Knecht, peinture d'un monde marécageux où des êtres privés de la parole, privés de jugement, s'enlisent et se détruisent. La mise en scène intelligente et tendre de Jacques Lusseau, l'interprétation d'Anna Prunet et d'Alain Olivier leur donnent une aura de charme.

LA CANTATRICE CHAUVÉ

au Sorano

La conservation qui détruit le langage donne les clefs du théâtre de l'absurde. Sous le regard médusé de l'observateur, elles ouvrent les portes d'un labyrinthe qui débouche sur l'angoisse de la communication. Du burlesque noir.

GROUPE MUTIRAO

Rue Dunois

Quelques objets, des tapis, des gestes banals, cinq acteurs muets dans le brouhaha joyeux d'une vente aux enchères. Le discours a perdu son sens, que l'animation est arrivée à un point tel que son utilisation est devenue superflue. Temps d'attente, présenté au festival de Nancy, a été conçu au cours d'une tournée dans le Maranhao, l'un des provinces pauvres du Brésil, sa face noire. Le Brésil sans carrousel, sans carnaval, celui qui ne danse pas le samba.

L'HOMME AU CAMELIAS

au La Bruyère

Armand Dupont, phittique, entortillé ses douleurs et ses dévies dans les cris superbes d'un monde extraordinaire, peuple de fantômes étranges et merveilleux. Le monde macabre et fascinant de Sauré et de Spivakoff.

— ET AUSSI : la Jeune Fille Violaine, au Biotheâtre (magnifique com-

bat avec l'ange) ; Strangé pilleur, aux Blancs-Manteaux (Jean Bois, poète de l'invective) ; Gros-Gilbert, à la Cour des Miracles (la sincérité et la poésie d'Alain) ; Loretta Strong, au Théâtre d'Edgar (suivies Copil) ; Sainte Jeanne des Abattoirs, au TEP (la générosité ne suffit pas à changer le monde, dit Brecht) ; Bérénice, à la Cité universitaire (des mots de Racine) ; Les Forçeurs à Nanterre (ils sont ethn à faire rire).

Musique

OUVERTURE POUR DES FESTIVALS

Le Mai de Bordeaux donne traditionnellement le coup d'envoi des « grands » festivals français. Pas d'opéra cependant cette année, mais une multitude de concerts éparpillés dans des lieux divers, un fourmillement qui ressemble un peu à celui de Sigma (présent avec son concours de jazz amateur) ; cette semaine, Caltra (le 26 mai), le concert des osseurs de l'art lyrique (le 28), la Clemencia Consort (le 31), K. Komradich à la tête de l'Orchestre de Bordeaux (le 1^{er} juin) et de nombreux concerts de musique de chambre.

LE JOUR « J » DE LA MUSIQUE

La musique explore au grand air en ces jours de Pentecôte : à côté des festivals qui battent leur plein, plus de vingt mille amateurs donnent des concerts dans toute la France pour ce deuxième jour J de la musique organisée par France-Musique.

BOURGEOIS. TOULON SAINT-DENIS. TOURS

Festivals encore à Bourges, où la musique électronique occupe les palais et les jardins deux ou trois fois le jour jusqu'au 5 juin ; à Saint-Denis, où György Ligeti présentera un concert de ses œuvres par l'Ensemble inter-contemporain (I.G.P., le 26) ; à Toulon, qui accueille un original concours international de trombone (les 25 et 27) et le ballet du Rhin (le 1^{er}) ; à Tours, où se dérouleront les Rencontres internationales de chant choral, avec des concours et des concerts de Pro Cantione Antiqua et des Frères Jacques (du 27 au 30 mai).

LES « SONICH MEDITATIONS » DE PAULINE OLIVEROS

à la Maison de la radio

C'est la première fois que Pauline Oliveros, une des plus importantes figures de l'avant-garde américaine, se produit en France. Après de nombreux travaux effectués pour la plupart sur bandes magnétiques — travaux que l'on pouvait alors rattacher à un courant « post-cubiste » de type plus ou moins expérimental — la musique de Pauline Oliveros a évolué, ces dernières années, vers une recherche des faits psycho-acoustiques qui l'apparentent plutôt à celle des « répétitifs ». Le samedi 28 mai, à 20 h. 30, au Grand Auditorium 104 de la Maison de Radio-France, l'artiste californienne donnera des œuvres vocales et expérimentales : les Sonich Meditations. Entrée libre.

CONCERTS PARISIENS

A Paris cette semaine : un concert de l'Orchestre national, dirigé par Hubert Soudant, jeune chef hollandais qui a remporté le concours de Besançon, le deuxième prix Karajan et le grand prix Cantelli (avec M. Müllstein, Champs-Élysées, le 25) ; le premier concert Ligeti de l'IRCAM, grand musicien hongrois très original (Th. O'Grady, le 25) ; les trois concerts de l'admirable Deller Consort à Saint-Germain — des Prés (Purcell, le 25 ; Byrd et Dowland, le 26 ; Monteverdi et Purcell, le 27) ; trois concerts de Maurizio Pollini, prince des pianistes, dans les dernières sonates de Beethoven (Champs-Élysées, les 26 mai, 3 et 6 juin) ; un récital d'Edouard Scherazade, au soir de la plus éblouissante soirée (Champs-Élysées, le 31) ; et le début de l'intégrale Beethoven du Quatuor Juillard (Champs-Élysées, les 1, 2, 7, 8, 9 juin).

— ET AUSSI : Ensemble instrumental de France, avec J.-P. Wallès et J.-P. Rampal (Th. de la Ville, du 25 au 28) ; l'Enfant et les sortilèges, de Ravel, dir. S. Bando (auditorium de Lyon, le 26) ; Debussy, Ives, Berg, Mahler, par l'Orchestre de Paris, dir. A. Davis (Pleyel, le 26) ; Balad, Balassa, Bartok, Lutoslawski, par l'Orchestre philharmonique, dir. P.-M. Le Conte, avec Cl. Bonaldi (Radio-France, le 26) ; le Couronnement de Poppée, dir. M. Corbois (auditorium de Lyon, les 27 et 31) ; le Collegium con basso de Hambourg (Sceaux, les 28 et 29, à 17 h.) ; la Trinité, le 1^{er} juin ; Cité universitaire, le 2) ; concerts au château de Sully-sur-Loire : E. Poyana et F. Lockan (le 28) ; John Williams et A. de Laroche (le 29) ; Haydn et Mozart par l'Orchestre et la chorale P. Kuentz (Saint-Séverin, le 31) ; récital Anna Reynolds (Radio-France, le 1^{er} juin).

Danse

LE THEATRE DU SILENCE

au Théâtre de la ville

Depuis son dernier passage à Paris, la compagnie s'est ouverte à la modernité avec des œuvres de L. Lubatich (Avalanches, Cité Veron) et de Cunningham (Sommerspace) ; elle ne renonce pas pour autant à l'esprit français : la dernière création, le Cordon infernal, est inspirée d'une bande dessinée de Brécher.

RUSSILLO

au Palais de Chaillot

Une fresque sculptée et baroque sur l'éternel combat du Bien et du Mal.

— ET AUSSI : Serge Keaton au Théâtre de la Plaine (les mots et la danse), le Théâtre Magenta à la Cité universitaire (le mime tenté par la danse).

Expositions

JARDINS 1760-1820

à l'hôtel de Sully

— Lire notre article page 19.

ARTISTE/ARTISAN P.

Une exposition en forme de point d'interrogation, qui ouvre un difficile et passionnant débat sur la question des frontières qui séparent la création artisanale de la création artistique. En se gardant bien d'y répondre. Elle procède par contrastes et confrontations et permet par pièces — anciennes et récentes — de juger de la difficulté qu'il y a de nos jours (il n'en a pas toujours été ainsi) à situer certains objets et à se situer par rapport à eux.

ET LA BRODERIE AU PASSE

ET AU PRÉSENT

au Musée des arts décoratifs

La broderie sur tissu de l'Antiquité à nos jours. Le travail d'aiguille à la laine, la soie, le coton, le métal. Environ quatre cents numéros provenant en majorité des collections du Musée des arts décoratifs, enrichis par la donation Rebe, brodeur des grands couturiers. La broderie liturgique avec ses échantillons, d'ameublement, l'univers blanc de la lingerie de la femme et de l'enfant, le costume de la Renaissance, les jours... Un panorama spectaculaire.

PARIS

BOUTIQUES D'HIER

aux A.T.P.

L'Angelus et les Glaneuses de Millet dans un froc d'arabesques dorées, plantant au-dessus des croisées claudes et des caufs frais du jour. Le décor précieux des boutiques parisiennes quand boulangers, épiceries, bouchers et charcutiers entendaient faire de leur magasin un lieu rivalisant de beauté avec les salons

bourgeois. Ou comment la grande peinture, par les soins d'ateliers spécialisés en fixés sous verre, en granure sur verre, en jaïcnerie, s'est retrouvée dans la rue. Une exposition qui réunit grands et petits morceaux de ces décors échappés de justesse à la démolition.

HENRY MOORE

à l'Orangerie

et à la Bibliothèque nationale

Huit grandes figures de plein air sur la terrasse des Tuileries, cent dix petites sculptures et presque autant de dessins au musée de l'Orangerie, quelques deux cents planches gravées à la Bibliothèque nationale. Après Florence et Zurich, Paris rend au grand sculpteur anglais un hommage depuis longtemps attendu.

L'ISLAM DANS LES COLLECTIONS NATIONALES

au Grand Palais

La plus vaste manifestation d'art islamique jamais organisée en France. Avec ses huit cents objets choisis dans les collections des musées nationaux, l'exposition fait le point sur une production d'art sortie d'ateliers ayant fonctionné sans interruption depuis douze siècles ; sur le rôle de la religion, des sciences, des princes ; la singularité des grandes arts culturelles de l'islam moderne, du quinzième au dix-neuvième siècle.

MYTHOLOGIES QUOTIDIENNES 2

à l'ARC

Pour l'inauguration des nouvelles salles de l'ARC, deux critiques, Gérard Gassiot-Talabot et Jean-Louis Pradel, deux peintres, Bernard Ramellac et Hervé Télémaque, présentent plus de quatre-vingts artistes figuratifs.

— ET AUSSI : Dieux et Démon de l'Égypte, au Grand Palais (d'étranges images pour la méditation) ; Bilan de l'aide à la première exposition, à la Fondation Rothschild (œuvres de jeunes artistes encouragés par l'État) ; Les auteurs de Miss Liberty, au Centre de création industrielle (histoire, aventures visuelles, détournements de la plus célèbre des sculptures de Bartholdi) ; Les Malaises, à Montreuil (cinq artistes, une coopérative et la création collective de fresques politiques).

— EN PROVINCE : Peintures britanniques, au musée des beaux-arts de Bordeaux (Lire notre article page 19). Rétrospective Bernard Quéhouet, à la maison de la culture de Rennes (la peinture, le corps et la mort) ; Ben Nicholson, au musée des Salles-d'Olonne (rétrospective de l'œuvre graphique et peintures de 1925 à 1969) ; Richard Hamilton, au musée de Chambéry l'œuvre graphique d'un pop-artiste anglais) ; Nabokov, au musée de Compiègne (Don Quichotte vu par un peintre du dix-huitième siècle).

Variétés

LA PENA DE LOS PARRA

à l'Olympia

Evocation et réconciliation au présent de huit ans de chansons au Chili, avec Isabel et Angel Parra, Patricio Castillo, Omar Rodríguez, le groupe Hector Parra et la participation de Pi de la Serra, Luis Cilla, Ayacucho (21 h.).

CIRQUE GRUSS

place du Centre-Georges-Pompidou

Le nouveau spectacle d'un petit cirque qui a su renouer admirablement avec la tradition (20 h.).

LES NOCTURNES ROCK

au Théâtre Montparnasse

Série de concerts rock, rue de la Gaîté, avec Simon Duval (le 25), Melissa (le 26), Patrick Vian et A. Markusfeld (le 27), Fairport Convention (le 31 mai et le 1^{er} juin), Cimarons (le 3 juin), Ezuz one (le 4).

SOCIÉTÉ NATIONALE DES BEAUX-ARTS

Grand Palais - Du 26 mai au 19 juin

PARC FLORAL DE PARIS

ESPLANADE DU CHATEAU DE VINCENNES

EMERIC

Jusqu'au 7 juin

DENISE RENÉ, RIVE GAUCHE

186, boulevard Saint-Germain

MARIGNOLI

Peintures et dessins

Vernissage 26 mai, à 19 heures

GALERIE BENO D'INCELLI

43, rue de Miromesnil - 75008 PARIS - 339-19-58 - 225-10-18

Aristide

CAILLAUD

œuvres anciennes et récentes

Du 4 au 31 mai

Rétrospective des gravures 12 mai-4 juin 77

Henri Goetz

ARTCURIAL

Centre d'art plastique contemporain 8 avenue de la République 75011 PARIS

GALERIE DU CERCLE

21, rue de la Pépinière, PARIS (8^e)

RAYMONDE HEUDEBERT

25 MAI - 10 JUIN

GALERIE D'ART DE LA PLACE BEAUVAU

94, Faubourg-Saint-Honoré. — PARIS. — 265-66-98

MICHEL

BRUCE

Jusqu'au 18 juin

DES SPECTACLES

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

TOULON

avec des airs d'acrobates

ATELIER A TOULOUSE

Avec des airs d'accordéon

UN accordéoniste à casquette, une T.S.F. à lampes, et nous voilà revenus à la « belle époque » de l'aventure, celle de 1939. Les comédiens de la Fabrique, centre dramatique de Toulouse, sont tous nés après. Pour eux, l'Espagne en feu, le Front populaire, Léon Blum, la gauche affective, les fascistes blonds appartiennent aux livres, à l'imagerie des souvenirs familiaux en briques, à la pellicule rayée des actualités.

Peut-être pour lutter contre les langoures rétro et le romantisme des rochers aux crânes rasés, ils ont voulu, les enfants de mai 68, retrouver le passé de leurs parents, si proche et si lointain. Que reste-t-il en eux de cette France qui découvrait les

congrès payés et réclamait le vote des femmes ? Cette France, fière de ses colonies, de son champagne, de sa haute couture, de son armée ? Que reste-t-il du doux pays de Charles Trenet, de Mireille, de Tout va très bien madame le marquis ?

Décaper les histoires pour reconstruire l'histoire, profiter du recul pour la déshabiller des illusions et des mensonges, ça paraît simple, mais voilà que le sens des mots se trouble, que la réalité s'empêtre dans des vérités contradictoires. « Il faut, dit Bruno Beyon, directeur de la Fabrique, des mots de travail, seulement pour décaler un point de vue, et encore, on ne peut aboutir qu'à un projet fragmentaire. »

La mémoire de 68

Les comédiens se sont mis au travail, de leur côté, sans lui. Une expérience nouvelle dans tous les domaines : ils avaient à s'unir autour d'une ligne et d'une forme. Comme ils n'y sont pas parvenus, ils ont décidé de présenter ce qu'ils appellent un « work in progress », un spectacle en voie d'élaboration qui juxtapose des séquences dans lesquelles chacun exprime ses questions, ses visions. Une sorte de revue avec des chansons d'époque pour dire la douceur de vivre, avec les gestes quotidiens d'une ouvrière en chemise, des bandes d'actualité sur les grèves et les grandes manœuvres, avec des discours, des tableaux satiriques (le coiffeur, dandy paralyté sur une chaise-longue), symboliques (le flamenco dans un miroir sur fond de cercueils en verre et de rideau rouge et soyeux), didactiques-brechtiens (le désarroi des militants à la signature du pacte germano-russe).

Chacun s'est loyalement plié aux idées des autres sans essayer de cacher les contradictions du groupe et ses hésitations. Après la représentation, il y a un débat. Les spectateurs sont nombreux à interroger sur les formes et le fond, à demander des précisions : des que

l'on sort des lignes générales, on s'aperçoit que le chronologie se brouille. Les jeunes cherchant à appréhender un état d'esprit qui apparaît aujourd'hui d'une naïveté déconcertante. Les anciens ne retrouvent pas leurs expériences, ils voudraient la transmettre, ils se racontent. En fin de compte, les documents ont un air plus « faux » que les métaphores théâtrales, même schématisées. Il est difficile de mêler les voix du passé à celles du présent. Les modes et les manières évoluent. Le ton coarcté des commentaires d'actualité fait rire, il n'était pas drôle. Les vieilles photos se chargent de nostalgie ou de dérision, elles étaient tragiques ou pathétiques.

Pour parler d'une usine occupée, dit Bruno Beyon, il faudrait rassembler une occupation d'usine. Il faudrait du temps, des moyens énormes, et aussi, en tout cas, une idée simple, une idée-force autour de laquelle pourrait s'enrouler l'imagination. La question posée par le « work in progress » de la Fabrique n'est pas : « Que signifie pour nous 1936 ? », mais : « Comment aborder ce moment de l'histoire et le mettre en théâtre ? »

COLETTE GODARD.

Au cœur de Beethoven

LES RAVISSEMENTS DE MARKEVITCH

RE du Faubourg - Saint-Honoré, au cinquième étage d'un grand hôtel, une chambre attardée donne sur le ciel isolé comme il convient pour un musicien ; c'est là qu'Igor Markevitch descend depuis vingt ans et plus quand il revient à Paris, capitale de sa jeunesse. Maintenant qu'il mène la vie itinérante du chef d'orchestre, c'est en Provence qu'il travaille, médite, écrit ce grand *Traité de direction d'orchestre* qu'on attend depuis longtemps, comme son chef-d'œuvre.

Pourtant, ces dernières années, c'est à une autre cathédrale qu'il s'est consacré avec un regard égaré et éternel, celle de la pédagogie didactique qui donne à sa voix chantante la même perfection d'arc tendu sans raideur qu'à sa baguette ; tout simplement les symphonies de Beethoven.

« Il ne s'agissait d'abord, dit-il, que d'une révision du texte musical pour les éditions Peters, à partir des sources. Qui pourrait croire que des œuvres aussi célèbres n'ont pas encore aujourd'hui un statut définitif ? Pourtant les fautes sont nombreuses dans les éditions courantes. Voyez... (Markévitch me tend sa propre partition corrigée, où l'encre rouge apparaît presque à chaque page). Un simple détail, mais qui me paraît très important : Beethoven utilise deux variétés de staccato, l'un normal, indiqué par un point, l'autre, très personnel, signalé par une sorte d'apostrophe violente, ce que je nomme une griffe, et qui a un sens évident (on en relève des milliers) ; or les éditions courantes ne connaissent que le point. Mais il y a bien d'autres erreurs, des doublures de notes ajoutées ou retranchées, des figures obstinées non reproduites, des rythmes transformés, etc. »

Le problème critique est, par ailleurs, moins simple qu'on ne le croit. On se demande souvent quel est le vrai texte : ainsi d'une symphonie publiée du vivant de Beethoven ; doit-on en croire le manuscrit ou l'édition publiée qui, bien que corrigée, a subi de nombreuses corrections faites par le compositeur. Il y a aussi des passages primaires injoignables ; faut-il alors utiliser les solutions choisies

par Wagner, par Mahler et d'autres chefs vénérables, ou en proposer d'autres ?

La fidélité du texte conduit obligatoirement à une exégèse. Elle m'a mené bien plus loin : la multitude des questions de tous ordres soulevées (pourquoi, par exemple, Beethoven a-t-il réservé un admirable solo au quatrième cor dans la Neuvième Symphonie ?) m'a entraîné à des notes historiques, à de longues introductions pour chaque œuvre, à des gloses sur la façon de réaliser avec l'orchestre ce que l'investigation musicologique a mis au jour, et finalement à une vaste étude de l'esthétique et le style beethovenien.

Mais j'ai surtout abouti à une analyse extrêmement détaillée des œuvres, nécessaire à une pleine compréhension et à une parfaite direction de ces symphonies. Analyse où j'ai cherché non à faire valoir arbitrairement les formes beethoveniennes dans les moules scolastiques, mais à épouser le déroulement de l'action musicale, c'est-à-dire l'évolution et les métamorphoses des éléments thématiques qui rendent compte de l'acte esthétique lui-même, créateur, générateur d'organismes. Car l'architecture beethovenienne est fonctionnelle par essence, chaque élément étant exposé et développé en vue d'un but précis. C'est le dynamisme interne de la musique que l'analyse doit retrouver dans ses moindres détails.

Igor Markevitch parle inépuissamment avec cette sorte de ravissement de la découverte que rien, jamais, ne peut rassasier, car chez Beethoven tout a un sens, tout a une histoire ; il est de ces génies très rares qui ne laissent rien perdre de leur être, de leur histoire, de tout ce qui les a atteints humainement et artistiquement.

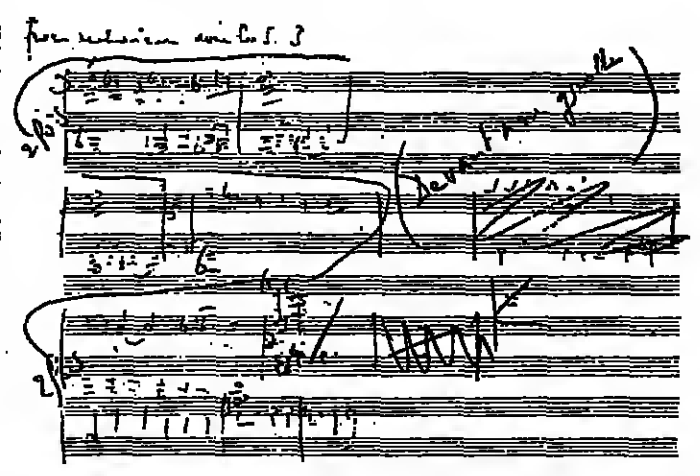
Quand on a entendu Markevitch analyser sur scène le *Sacre du Printemps*, ne peut douter que le fruit de ce long labeur sur les symphonies de Beethoven doive être un événement important.

JACQUES LONCHAMPT.

Cette édition commencera à paraître en Allemagne, chez Peters, à l'automne 1977, puis en France, aux éditions Vanvesville (Tours).

A LA SOURCE DE DEBUSSY

Les esquisses de « Pelléas »



UNE superbe publication, telle que la musicologie française n'a guère la possibilité d'en réaliser, rééditera tous les amis de Debussy : François Lesure, conservateur en chef à la Bibliothèque nationale, édite en fac-similé les esquisses de Pelléas et Mésandrie pendant les premières années de travail (1893-1895), cent pages de musique qui résument des émotions rares à ceux qui auront le temps de les examiner de près. Le manuscrit Bréval du 4^e acte (scènes 1 et 4), très élaboré, permet une comparaison note à note avec l'édition définitive où l'on discerne dans le détail l'élaboration de l'œuvre : textes abandonnés, premières versions corrigées ou entièrement reprises, essais divers, où Debussy serre de plus près sa vérité poétique.

Le manuscrit de la collection André Meyer est plus fascinant encore, car il s'agit des premières esquisses où l'on sent à sa source l'inspiration, griffonnée à toute allure, les notes s'agrippant aux portées, légèrement et désespérément, dirait-on, sans une parole sous les lignes mélodiques, avec parfois la seule indication des rythmes sans les hauteurs ; extraordinaire sténographie qui capte l'esprit du musicien penché sur son gouffre intérieur, semant et récoltant

(parfois avec une extrême précision déjà) les prémices de ce chef-d'œuvre palpitant qui mettra huit ans à acquiescer sa forme parfaite.

L'indication des pages de l'édition définitive (chant et piano) aide à s'orienter à travers ces files fortuites encore entourées de brouillard. Des extraits de lettres de Debussy et de ses amis donnent le contexte biographique de cette grande aventure (Ed. Minkoff, Genève, 134 pages, 23 x 31, 185 F.).

Signalons chez le même éditeur une admirable iconographie de Debussy, réalisée également par François Lesure, où, en cent soixante-cinq planches noires et en couleurs, revivent toute son existence, ses amitiés, ses amours et son œuvre (avec notamment les décors originaux de Pelléas et du Martyre de saint Sébastien). Des légendes brèves, tirées de sa correspondance, expriment le suc de ces illustrations frappantes par ce qu'elles nous disent de cet être secret et complexe, dont cependant on ne saurait en la musique ne peuvent épuiser le mystère, ce mystère dont les esquisses de Pelléas nous permettent de nous approcher un peu plus. (Ed. Minkoff, 180 pages, 21,5 x 27, 315 F.).

J. L.

METIERS D'ART
EGLISE ST-PIERRE, SENLIS (Oise)
25 km de Paris - autoroute du Nord
19 au 30 Mai 1977
2 MOIS JUSQU'À 22 H
LES SAMEDIS 21 ET 28 MAI

PARIS-SCULPT
32, rue Bassano (8^e)
DESSINS de SCULPTEURS
17 mai - 12 juillet

Groupe
PHOENIX
Monte de Clère - Montmartre
11, rue Fontaine - 69-78-82
Tous les jours de 9 à 23 h
Jusqu'au 10 juillet 1977

DU 6 AU 30 MAI
JARO HILBERT
60 années de peinture
Exposition Rétrospective
Château de Ville-d'Avray,
8, rue de Marnes,
92410 Ville-d'Avray
Tél. : 945-53-04, 926-44-02
TOUS LES JOURS de 15 h à 20 h
Nocturne mercredi jusqu'à 22 h
Dimanche de 11 h à 20 heures

A. CASTINEL
dont le talent original et insolite nous surprend toujours, expose 45 tableaux sur le thème de la Magie du Théâtre et de la Boîte
DU 3 AU 31 MAI 1977
au Club Intercontinental du Droit
38 bis, rue Fabert - 75007 Paris
Métro Invalides

FABIAN SANCHEZ
LE POINT CARDINAL

cosmologie jaina
art indien XV^e - XVI^e siècles
12 mai - 12 juillet

art moderne
Jaubert s.a.
75, faubourg-st-honoré
tél. 266-64-70

Cette cordiale invitation que nous vous adressons ne concerne pas une foire d'art de plus mais plutôt une importante exposition internationale d'art contemporain et d'avantgarde placée sous l'égide d'un organisme public et présentée par les marchands d'art, par les maisons d'édition de revues et d'estampes, choisies et invitées par un Comité formé de critiques d'art. Flânant à Arte Fiera vous pourrez voir les œuvres exposées par 284 invités provenant de 32 villes et de 21 pays. Vous pourrez acheter aujourd'hui l'œuvre d'art de demain (celle d'hier aussi, ainsi que celle d'aujourd'hui) dans une ville aux innombrables atouts : Bologne, où la tradition gastronomique ne cède le pas qu'à la beauté de ses rues, de ses monuments et de ses musées. Allez donc encore que Bologne est le point de départ d'excursions inoubliables (Florence, Ferrare, Parme et Ravenna ne sont qu'à une heure de route).

ARTE FIERA
BOLOGNA
1-6 Juin
Quartier des Foires
Piazza Costituzione, 6
Tél. : (051) 53000
Téléc. 52046 Firenze
Télégrammes Bolognafi

SIMONE BADINER - 633-04-38
15, rue Guénégaud (6^e)
MICHEL-CONSTANT
Fleurs et Racines
Du 2 au 31 mai

FROMANGER
Questions
JEANNE BUCHER

GROSVENOR HOUSE ANTIQUES FAIR
Londres
9-18 juin de 11 h. à 19 h. 30.
Le jeudi jusqu'à 22 h.
Fermé le dimanche.
Prix d'entrée : 1,50 livre sterling, y compris catalogue illustré.

LA CAVERNE DES ARTS
5, rue de Quai - CHARENTILLY
A. LENOST
Poésie de la Couleur
Jusqu'au 30 mai

LA MANDRAGORE
Galerie d'Art et d'Essai
13, rue Marmel (8^e) 506-53-30
MICHEL FENARD
Du 24 mai au 3 juin

GALERIE COARD
12, rue Jacques-Callot (8^e)
Pierre LESIEUR
Du 27 avril au 12 juin

LE PARVIS DES ARTS
4, place Notre-Dame, SENLIS
CÉELLE
Ouvert samedi et dimanche

galerie image
3 quai de la tourneille, 75005 Paris
REVEILLAUD
du 17 mai au 4 juin 1977

GALERIE ANTARES
PALAIS DES CONGRES, PORTE MAILLOT
JEREMY GENTILLI
Estampes originales - Aquarelles
Tapisseries
17 mai - 4 juin
35, rue Bass - Tél. 758-23-22

XXII^e SALON DE MONTROUGE
4 mai - 5 juin 1977
ART CONTEMPORAIN
PEINTURE, SCULPTURE, DESSIN

DALI
Peintures Sculptures Dessins
2, av. E.-Boutroux, MONTROUGE
de 13 h à 19 h

SPATIALES TISSÉS
de BARBARA DEBARO
à la Galerie SINTAORA
15, rue Pierre-Morel (20^e-61-77)
Jusqu'au 30 juillet 1977

Bryen
5 mai - 9 juin
Galerie Verbeke
7, place Furstenberg
325.73.92

GALERIE JANCOVICI
16, rue de Lille, 75007 PARIS
Tél. : 261-43-13 (10 h. 30-20 heures)
LIBAN : cendres et espoir
Exposition-vente d'œuvres d'art
et de manuscrits au profit des sinistrés libanais
Dons de : MIRO, VASARELY, MASSON, SOULAGES, BAZAINE, MESSAGIER, MATTA, PIGNON, ZAO-WOU-KI, ABDUD, LEONDR FINI, ADAMI, TAPIES, ERRO, FOLLON, MONDRY, CREMDINI, VELOVIC, FROMAGER...
Du 31 mai au 8 juin

CENTRE D'ART INTERNATIONAL
99, bd Raspail, (6^e) - 548-38-42
ŒUVRES des JEUNES ARTISTES
UNION SOVIETIQUE
T.J. sauf samedi et dimanche

GALERIE DES ORFÈVRES
66, qu. des Orfèvres (1^{er}) - 326-51-30
Robert
GRANGE
25 mai au 11 juin 1977

GALERIE DU CHATEAU
DE LA CORNICHE
78 - ROLLEBOISE 478-91-34
MOLCO
Irisations
MAI - JUIN 1977

CHOIX
D'UN AMATEUR
XIX^e - XX^e SIÈCLES
11 MAI - 25 JUIN
SCHMIT
306, RUE SAINT-HONORÉ
75001 PARIS
Tél. : 260.36.39

YVES TANGUY
GALERIE ANDRÉ-FRANÇOIS PETIT
158, boulevard Saint-Germain, Paris (7^e)

UNION DES FEMMES PEINTRES
ET SCULPTEURS
93^e SALON
28 mai - 21 juin 1977
MUSÉE DU LUXEMBOURG
19, rue de Valenciennes (6^e)

GALERIE R.G.
7, rue Bonaparte, Paris (6^e)
LOUIS SUIRE
Ile de Ré - Marais Poitevin
Du 25 mai au 15 juin 1977

BELLECHASSE-INTERNATIONALE
28 bis, bd de Sébastopol, 4^e - 887-32-90

BERTHOLLE
1965-1977
Du 10 mai au 26 juin

GALERIE REGARDS
40, rue de l'Université (7^e)
de 14 à 19 h. (1^{er} lundi), 201-10-22
SYLVAIN HAIRY
Sculptures récentes
Exposition du 25 mai au 25 juin
Verlanage le 25 mai de 15 à 20 h.

RAYMONDE HEUDEBERT

MICHEL BRUCE

FRANCE ÉLYSÉES, v.o. - SAINT-GERMAIN STUDIO, v.o.
MADELEINE, v.f. - RASPAIL, v.f.

L'HERITAGE
ANTHONY QUINN - DOMINIQUE SANDA
MAURO BOLOGNINI
GRAND PRIX
D'INTERPRÉTATION FÉMININE

Aux cinémas SAINT-ANDRÉ-DES-ARTS

Adoption

NOUVEL OBSERVATEUR / MICHEL GRISOLIA
Miklos Jancso avait une femme
et cette femme faisait des films.
FRANCE SOIR / ROBERT CHAZAL
Un Chef d'œuvre.
LE MONDE / JACQUES SICLIER
Une œuvre admirablement interprétée
par Kati Berek et Gyongyver
HUMANITÉ / FRANÇOIS MAURIN
Un film à découvrir, qui ne vous
laissera pas indifférent.
QUOTIDIEN DE PARIS / HENRI CHAPIER
La beauté d'un Chef d'œuvre.
un film de MARTA MESZAROS

Pour leur 25^e anniversaire
Editions Pierre-Jean OSWALD
proposent à votre choix

60 estampes originales
au format raisin (65 x 50 cm)

(gravures, lithographies, sérigraphies)
de

Adami Baj Ben Benanteur
Bergman Blomstedt Boltanski
César Corneille Cuoco Debré
Delay Dufour Erro Farhi
Fromanger Gafgen Goetz Hajdu
Hartung Hérold Iponsteguy
Jaccard Jacobsen Kijno Klasen
Kowalski Labisse Lam Lebenstein
Le Gac Le Parc Lepri Marfaing
Messagier Moninot Monory
Papart Pignon Pignon-Ernest
Rancillac Recalcati Saura Schlosser
Schneider Singier Stämpfli
Tal Coat Titus-Carmel Vasarely
Velickovic Verdet Yvaral Weiss
et
Baechi Cardon Polon Gébé
Kerleroux Reiser

Présentées par Jean-Louis Ferrier
ces 60 estampes
accompagnent une anthologie en 3 volumes
où sont réunis les plus beaux textes des
150 principaux auteurs publiés depuis 25 ans
par P.-J. OSWALD :

« La poésie est contagieuse »

Vol. 1 : Poésie (préface de Max-Pol Fouchet)
Vol. 2 : Théâtre (préface de Bertrand Poirot-Delpech)
Vol. 3 : Romans (préface de Maurice Nadeau)

Tirage strictement limité sur Arches.
Prix très exceptionnel de souscription
jusqu'au 15 juillet 1977.
Envoi gratuit de la documentation complète sur simple demande,
en vous recommandant du « Monde » à

Éditions Pierre-Jean OSWALD
7, rue de l'École-Polytechnique
75005 PARIS - Tél. : 033-90-07.

Expositions

Tous les musées nationaux seront
ouverts le dimanche 29 mai : en
revanche, ils seront pour la plupart
fermés le lundi 30 (voir page 35).

CENTRE BEAUBOURG
Entrée principale, rue Saint-
Martin (27-12-33).
Sauf mardi, de 14 h. à 22 h. :
samedi et dimanche, de 10 h. à
22 h. (entrée libre le dimanche).
Cabinet d'art graphique
MICHEL SEUPHRE, rétrospective.
Jusqu'au 6 juin.

SALE DES CONTEMPORAINS
AUTOUR D'ANDRÉ FÉRAUD.
Jusqu'au 6 juin.
LOUIS CANE, Dix peintures récentes.
Jusqu'au 6 juin.

COLLECTIF GÉNÉRATION. — Jus-
qu'au 1^{er} juin.
Centre de création industrielle
LES AVANTAGES DE MISS LEESE-
TY. — Jusqu'au 26 juin.
LA GÉOGRAPHIE DE LA COU-
LEUR. — Jusqu'au 26 juin.
DESIGN AU U.S.A. : DESIGN
POUR LE PLUS GRAND NOMBRE.
— Jusqu'au 26 juin.

MUSEES
HENRY MOORE. Sculptures et
dessins. Orangerie des Tuileries
(97-49-49). Sauf mardi, de 10 h. à
20 h. : mercredi, jusqu'à 22 h. En-
trée : 5 F. le samedi : 5 F. (gratuite
le 29 juin). Jusqu'au 29 août.

ŒUVRES D'ART
Œuvre gravé. Bibliothèque natio-
nale, 58, rue Richelieu (208-62-62).
Tous les jours, de 10 h. à 18 h.
Entrée : 5 F. Jusqu'au 6 juin.

**DIEUX ET DÉMONS DE L'HYMA-
LAYA.** Art du bouddhisme lamaï-
que. — Grand Palais, entrée avenue
Eisenhower (261-54-10). Sauf mardi,
de 10 h. à 20 h. : le mercredi, jus-
qu'à 22 h. Entrée : 5 F. le samedi :
5 F. Jusqu'au 27 juin.

**LE PLAN DANS LES COLLEC-
TIONS NATIONALES.** — Grand
Palais, entrée place Clemenceau
(voir ci-dessus). Entrée gratuite le
13 juin. Jusqu'au 22 août.

L'ESPRIT ROMANTIQUE DANS S
L'ART POLONAIS. — Grand Palais,
entrée place Clemenceau (voir ci-
dessus). Jusqu'au 4 juillet.

SALON DE LA GROSSE
NATIONALE DES BEAUX-ARTS. — Grand
Palais (voir ci-dessus). Jusqu'au
18 juin.

DE SUENE-JONES A BONNARD.
Dessins provenant du Musée natio-
nal d'art moderne. — Musée du Lou-
vre, salle des statues, entrée porte
Saurdard (260-36-26). Sauf mardi, de
9 h. à 17 h. Entrée : 5 F. Gratuite
le dimanche. Jusqu'au 29 mai. 1^{er} sep-
tembre.

D'INGRES A BONNARD. Dessins
du dix-neuvième siècle de la Fonda-
tion André-Roger. — Musée du Lou-
vre. Jusqu'au 29 mai.

DE REMBRANDT A VAN GOGH.
Peintures et dessins. Musée d'art
moderne. — Musée du Louvre,
salle des statues, entrée porte
Saurdard (260-36-26). Sauf mardi, de
9 h. à 17 h. Entrée : 5 F. Gratuite
le dimanche. Jusqu'au 1^{er} sep-
tembre.

JUANA FRANCES. — Musée d'art
moderne de la Ville de Paris (voir
ci-dessus). Jusqu'au 1^{er} septembre.

CALIGRAPHIE ARABE. Œuvres
du musée de Damas. Musée d'art
moderne de la Ville de Paris (voir
ci-dessus).

**LA RENCONTRE SONIA DELAU-
NAY-TRISTAN YVARA.** — Musée
d'art moderne de la Ville de Paris
(voir ci-dessus). Jusqu'au 5 juin.

MYTHOLOGIES QUOTIDIENNES 2.
— ARC 2 au Musée d'art moderne
de la Ville de Paris (voir ci-dessus).
Jusqu'au 5 juin. En complément à
l'exposition, des films et des projec-
tions à l'auditorium (voir ci-dessus).

LE SÉPULCHRE SUSTINÉ. — Ex-
position-atelier de Catherine Godin.
Musée des enfants du Musée d'art
moderne de la Ville de Paris, 14, av.
de New-York (702-61-27). (voir ci-
dessus). Jusqu'au 30 juillet.

**TROIS CENTS TRAVAUX D'EN-
FANTS.** sur le thème du serpent.
Musée des enfants (voir ci-dessus).
Jusqu'au 2 juin.

**BRONZES AU PASSE ET AU
PRÉSENT.** — Musée des arts déco-
ratifs, 107, rue de Rivoli (260-22-14).
Sauf mardi, de 12 h. à 18 h. : le di-
manche, de 11 h. à 18 h. Entrée :
5 F. Jusqu'au 18 juillet. Les lundis
et mercredis, de 14 h. à 17 h. :
démonstrations de points de bro-
derie.

ARTISAN/ARTISAN. — Musée des
arts décoratifs (voir ci-dessus).
Jusqu'au 22 août.

**SALON DE LA JEUNE SCULP-
TURE.** — Unesco (salle des actes
et jardins), 115, avenue de Suffren
(97-16-10). Du 28 mai au 18 juin.

LA COULEUR DANS LA RUE. —
Espace Cardin, avenue Gabriel
(268-11-30). Du 28 mai au 23 juin.

**BILAN DE L'AIDE A LA PRE-
MIÈRE EXPOSITION.** — Fondation
nationale des arts graphiques et
plastiques, 11, rue Berthier. Jusqu'au
6 juin.

LE JARDIN DE LA GROSSE
BORNE. Sculpture-paysage. Projet de
Shamir Haber pour la ville nouvelle
du Vendreuil. Secrétariat général du
groupe central des villes nouvelles.
22-24, rue Emmanuël (97-56-35). Sauf
mardi et dimanche. Jusqu'au 3 juin.

LE CULTE ET SES OBJETS. — Vue
sur les artistes et artisans en France
de nos jours. Chapelle de la Sor-
bonne, place de la Sorbonne (277-
12-34). Sauf mardi, de 12 h. à 19 h.
Du 27 mai au 31 août.

PARIS 1945-1975. Éléments et créa-
tion. — Musée de la mode et du
costume, Palais Galliera, 10, rue
Pierre-I^{er} de Serbie (720-85-46). Sauf
mardi, de 10 h. à 17 h. 40. Entrée :
5 F. Jusqu'au fin août.

PARIS. BOUTIQUES D'ART. —
Musée national des arts et traditions
populaires, 6, rue du Mahomet,
Gandhi (722-07-41). Sauf mardi, de
10 h. à 17 h. Entrée : 5 F. le di-
manche : 5 F. (gratuite le 23 juin).
Jusqu'au 17 octobre.

**LES AUTOMATES DEPUIS NAPO-
LÉON III.** — Musée de la Ville de
Paris, 17, rue de la Harpe, 75, rue du Tem-
ple (700-35-85). Tous les jours, de
15 h. à 20 h. Mer. et sam., jusqu'à
22 h.

ART POPULAIRE DE LA SUÈDE
MÉRIDIONALE, aux XVII^e et XIX^e
siècles. — Musée de la Ville de
Paris, 17, rue de la Harpe, 75, rue du Tem-
ple (700-35-85). Tous les jours, de
15 h. à 20 h. Mer. et sam., jusqu'à
22 h.

JARDINS 1789-1820. Pays d'inspi-
ration. — Musée de la Ville de Paris,
62, rue Saint-Antoine (387-24-14).
Tous les jours, de 10 h. à 19 h. Jus-
qu'au 11 septembre.

GALERIES
TAPIS ANCIENS OU CAUCASE ET
D'ARTS ANCIENS. — Galerie de la
Ville de Paris, 10, rue de Miromesnil
(265-89-48). Jusqu'au 30 juin.

LA GALETTE. par les
Maîtres de la peinture et de la
photo, 1, avenue Junot (606-02-19).
Jusqu'au 30 juin.

PLACARDS. Estampes originales
conçues et exécutées par un écri-
vain et un artiste. — Galerie de la
Ville de Paris, 28, rue Trudaine (387-24-14).
Jusqu'au 3 juin.

JEAN BERTHOULE. Œuvres sur
papier et objets. Galerie Documenta,
45, rue Saint-Merri (278-35-99). Jus-
qu'au 11 juin.

BRADY. Projets pour la photo
sacramentale et aquarelles récentes.
— Galerie Octave-Negré, 23, rue de
Seine (335-70-40). Jusqu'au 10 juin.

MICHEL BRUCE. Regard sur une
musique. — Galerie d'art de la place
Beauregard, 94, 12, rue Saint-Hippolyte
(265-89-50). Jusqu'au 18 juin.

BYRON. — Galerie Verbete, 7, pl.
Furstenberg (323-73-92). Jusqu'au
3 juin.

ROMAN DE CALDER. Tableaux et
dessins. — Galerie Saint-Martin,
7-19, rue Saint-Martin (278-71-85).
Jusqu'au 5 juin.

TONIA CARLITA. Œuvres récentes.
— Galerie Horizon, 21, rue de Sou-
gogne (335-58-27). Jusqu'au 4 juin.

ROMAN CIESLEWICZ. Change-
ment de climat. Collages. Galle-
rie L'Œil de Paris, 38, rue Quincem-
poir (278-36-36). Sauf dim. et lundi,
de 14 h. à 19 h. Jusqu'au 10 juin.

COSMOLOGIE JAINA. XV^e s. —
Saint-Hippolyte (264-44-70). Jusqu'au
12 juillet.

ALAN DAVIE. Dessins 1963-1972.
— Galerie La Dessin, 43, rue de Ver-
neuil (261-12-33). Jusqu'au 4 juin.

ESKIL DIERCKX. 21, rue de Val-
lois, 22, rue Saint-Denis (233-20-68).
Jusqu'au 7 juin.

FRANÇOIS DUFFRENE. La Can-
tate des mots canés. — La galerie
Bapt, 12, rue Pavée (387-80-38). Sauf
samedi et dimanche, de 14 h. à
19 h. Jusqu'au 5 juin.

DESSINS DE SCULPTEURS. —
Galerie de l'Université, 52, rue de
Bassano (720-70-70). Jusqu'au 3 juin.

ESTÈVE. Peintures récentes.
— Galerie Claude-Bernard, 7-9, rue de
Beauvoisin (226-97-07). Jusqu'au
16 juillet.

FROMANGER. Treize peintures
récentes : « Questions ». — Galerie
Jeanne Bucher, 33, rue de Seine
(322-22-33). Jusqu'au 13 juin.

HENRI GOREZ. Rétrospective des
gravures (1948-1977). — Artcurial,
8, avenue Maignon (259-70-70). Jus-
qu'au 4 juin.

GRANET. — Galerie Darthea
Seyss, 6, rue Jacques-Caliot (333-
70-41). Jusqu'au 29 juin.

RED GROOMS. Œuvres récentes
exécutées à Paris. — Galerie
R. d'Amécourt, 4, rue d'Amécourt
(277-12-12). Jusqu'au 8 juillet.

BENNETT. — Galerie Clert,
3, rue Dupont (260-92-95). Jusqu'au
18 juin.

JOAN HELION. Choix de ses
œuvres sur papier. — Galerie du Cen-
tre, 5, rue Pierre-au-Lard (277-37-82).
Sauf dimanche et lundi, de 12 h. à
19 h. Jusqu'au 4 juin.

VERONIQUE JORDAN ROMAN.
Dessins, gravures. — Galerie Jean
Bapt, 12, rue Pavée (387-80-38). Jus-
qu'au 18 juin.

MICHEL JOURNIAU. L'essence de
l'œuvre. — Artcurial, 8, avenue Maignon
(259-70-70). Jusqu'au 14 juin.

JOUSSEAU. Sculptures. — Galle-
rie du Centre, 5, rue Pierre-au-Lard
(277-37-82). Jusqu'au 11 juin.

KANDINSKY. quatre-vingt-deux
œuvres sur papier de 1892 à 1944.
— Galerie Karl Plinker, 25, rue de
Tournon (323-18-73). Jusqu'au
2 juillet.

JURC ERKENBUHL. Le Paradis.
— Galerie du Luxembourg, 98, rue
Saint-Denis (236-85-05). De 14 h. à
18 h. 30. Jusqu'au 23 juin.

ETIENNE MARTIN. Sculptures.
— Artcurial, 8, avenue Maignon (259-
70-70). Jusqu'au 4 juin.

PIAUBERT. Œuvres de 1964 à 1977.
— Artcurial, 8, avenue Maignon
(259-70-70). Jusqu'au 4 juin.

MAN RAY. Œuvres, peintures na-
turelles, photos, objets inédits des
cinquante dernières années. Galerie
Jeanne Bucher, 33, rue de Seine
(322-22-33). Sauf lundi, de 14 h. à
18 h. 30. Jusqu'au 1^{er} juin. Centre
culturel du Centre, 5, rue Pierre-au-
Lard (277-37-82). Jusqu'au 30 juin.

PAUL ROTTENBERG. — Galerie
Plicker-Rheims, 39, rue des Blancs-
Manteaux (278-71-85). Jusqu'au
11 juin.

JAN SAWKA. — Galerie Noire,
23, rue Saint-Croix-de-la-Bretonne
(272-65-52). Jusqu'au 23 juin.

STEINBERG. — Galerie Maeght,
12, rue de Valenciennes (387-81-40). Jus-
qu'au 8 juillet.

VALLET. Aquarelles, dessins.
— Galerie de la Ville de Paris, 14, place Fran-
cois-Morel (260-92-95). Jusqu'au
1^{er} juillet.

TOUMASSI FERRON. L'amour,
l'écrit, la mort. — L'Œil de Paris, 38,
rue Quincempoire (278-36-36). Jus-
qu'au 4 juin.

VERKHOVSKY. Œuvre graphique
récente. — Galerie de la Ville de Paris,
14, place François-Morel (260-92-95). Jus-
qu'au 4 juin.

YVES BOISSET. Peintures récentes. — Ga-
lerie d'Orléans, 85 bis, rue du
Faubourg-Saint-Hippolyte (260-92-95). Jus-
qu'au 10 juin.

Concerts

MERCREDI 25
FIAP, 20 h. 30 : M. Friedmann, vio-
loneux.

EGLISE DE LA TRINITÉ, 20 h. 30 :
chœurs et orchestre « Les Musiciens
directeurs : Tanguy Fournier (Bach,
Mozart).

THEATRE D'ORSAY, 20 h. 30 : En-
semble symphonique, direction
M. Tabachnik (Ligeti).

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES
(222-44-38), 20 h. 30 : Orchestre
National de France, direct. H. Sou-
dant, sol. N. Milstein (Mozart,
Beethoven, Tchaïkovski).

CENTRE CULTUREL DU MARAIS,
20 h. 30 : Collegium vocale de Colo-
gne, direction W. Fromm (Stra-
uss, Mendelssohn, Schumann, Brahms,
Tchaïkovski).

ECOLE NORMALE SUPÉRIEURE,
21 h. : Hasmik Surmelian (Bach,
Mozart).

CENTRE CULTUREL CANADIEN,
20 h. 30 : Tania Ashot (Hændel,
Bach, Beethoven, Schumann).

PLANETARIUM DU PALAIS DE LA
DECOUVERTE, 19 h. et 21 h. 30 :
Laser Graphics.

PALAIS-ROYAL, 20 h. 45 : Orchestre
des gardiens de la paix, direction
D. Dondeyne (Henry, Chabrier, Ber-
lioz, Strauss). Orchestre accordeon
de Paris, direction Thomassin.

JEUDI 26
SALLE CORTOT, 20 h. 30 : Marcia
Tagliavento (Debussy, Fauré, Cha-
brier, Ravel).

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES,
20 h. 30 : M. Pollini (Beethoven).
SALLE FLEYEL (227-06-30), 20 h. 30 :
IRCAM, Orchestre de Paris, direct.
A. Dava (Debussy, J. S. Bach,
Mahler).

THEATRE MOGADOR, 20 h. 30 :
Trio Fontanarosa, avec S. Quisquero
(Mendelssohn, Cherubini, Hændel,
Beethoven).

RADIO-FRANCE, grand auditorium,
20 h. 30 : Nouvel Orchestre phil-
harmonique, direction F.-M. Le
Conte, sol. C. Bonaldi (Bach,
Bartók, Lutoski, Ravel).

CENTRE CULTUREL DU MARAIS,
20 h. 30 : musique traditionnelle
de l'Iran.

PLANETARIUM DU PALAIS DE LA
DECOUVERTE, voir le 25.

CENTRE CULTUREL DU MARAIS,
20 h. 30 : Hugh Davies.

PALAIS-ROYAL, 20 h. 45 : Orchestre
de la police nationale, dir.
R. Bigot (Wagner, Lachen, Smetana,
Debussy).

SAUMEDI 27 MAI
THEATRE RECAMIER (548-63-81),
18 h. 30 : Ph. Perle, A. Ripoché,
(de F. P. Martin, D'Angelo,
Quintet).

CONCERTE, 17 h. 45 : Les Ma-
nistres (musique et chant du
Moyen Age et de la Renaissance).

THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES,
15 h. : Les Heures d'été (la Dama-
tion de Faust) : 20 h. 30 : O.
Vanzoli.

PALAIS-ROYAL, 20 h. 45 : voir le
27 (Ravel, Moussorgski, Liszt).

EGLISE SAINT-THOMAS-D'AQUIN,
17 h. 45 : A. Bedou (orgue).

CONCERTE, 17 h. 45 : voir le
NOTRE-DAME DE PARIS, 17 h. 45 :
M. J. Chassagnon (la Vierge).

EGLISE SAINT-LOUIS DES INVALIDES,
18 h. : de J. J. J. (Bach,
Liszt, Vienne, Albin).

MARDI 31 MAI
THEATRE DES CHAMPS-ÉLYSÉES,
20 h. 30 : E. Schwarzkopf, avec G.
Pascou, piano (Schubert, Wolf,
Strauss, Mahler).

PALAIS DES ARTS, 21 h. : Groupe
vocal de France, dir. : M. Gourdau
(Brahms, Mendelssohn, Schumann,
Monteverdi, Schubert, Beethoven).

CENTRE CULTUREL DU MARAIS,
20 h. 30 : Tom Phillips.

GALERIE MARIE STERN, 25, avenue
de Tourville, 74, 19 h. 15 : John
Whitlock, clavessin (Bach, Byrd).

EGLISE SAINT-SEVERIN, 21 h. :
Chorale F. Kuentz, avec D. Char-
pentier, M. Gibouzeau. (Haydn,
Mozart).

SALLE ROSSINI, 20 h. 30 : Les jeu-
nes jouent les jeunes.

VENDREDI
PUBLICS CHAMPS-ÉLYSÉES - PARAMOUNT ÉLYSÉES (version anglaise sous-titrée française) - PARAMOUNT MARIVAUX
PARAMOUNT OPÉRA - MAX LINDER - PARAMOUNT ODÉON - BOUT-MICH - PARAMOUNT MONT-PARNASSE - PARAMOUNT ORLÉANS
PARAMOUNT Gobelins - PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT MARLOT - PARAMOUNT MONTMARTRE - PARAMOUNT GAITÉ
CONVENTION ST-CHARLES - PASSY - PARAMOUNT BASTILLE - Périphérie : VILLAGE Neuilly - PARAMOUNT La Varenne
PARAMOUNT Orly - ÉLYSÉES 2 La Celle-St-Cloud - PUBLICS Défense - CYRANO Versailles - C 21 St-Germain - ALPHA Argenteuil
ARTEL Villeneuve-Saint-Georges - CARREFOUR Pantin - ARTEL Nogent - MÉLIÉS Montreuil - ULYS Orsay - ARTEL Rosny
FLANADES Sarcelles - BUXY Boussy

CHARLOTTE RAMPLING - PHILIPPE NOIRET - PETER USTINOV
AGOSTINA BELLI - EDWARD ALBERT - FRED ASTAIRE dans le rôle de « DOCTEUR SCULLY »

SECTION OFFICIELLE
FESTIVAL
DE CANNES
1977

UN FILM DE
YVES BOISSET

Un Taxi Mauve

MICHEL DEON

Directeur de la photo : TONYO DELLI COLLI. Montage : PHILIPPE SARDE. Musique : LES CHATELAINS. Costumes : JACQUES LEBLANC. Scénario : JACQUES LEBLANC. Réalisation : YVES BOISSET.

ET DES SPECTACLES

Théâtres

DYNAMITE GIRLS

Octavio PAZ

Théâtres

Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.

Les salles subventionnées

OPÉRA (775-35-28), les 25 et 26 (dernière), à 18 h. : *La Walkyrie*; les 27 et 28 mai, 19 et 20 juin, à 19 h. : *Spectacle de ballets III* (le Loup, *Afternoon of a Faun*, *Capriccio*, *Palais de cristal*); les 30 mai et 4 juin, à 19 h. 30 : *La Finta Semplice*.
CENTRE GEORGES POMPIDOU (775-79-51), les 25, à 18 h. 30 : *Dialoque* 13. Follet et 22. Damiati. — Grande salle, les 25 et 26, à 20 h. 30, le 27, à 18 h. 30 et le 28, à 20 h. 30 : *Eau*.
COMÉDIE-FRANÇAISE (238-10-20), les 25 et 26, à 14 h. 30 et le 27, à 20 h. 30 : *Le Mariage de Figaro*; les 26, 27 et 28, à 20 h. 30 : *Le 30 et 14 h. 30 et le 29, à 20 h. 30*.
CHATELAIN (775-61-15) Grand Théâtre, les 25 et 26, à 14 h. 30 : *Le 30 et 14 h. 30*.
BALETS THÉÂTRE Joseph Russett (Requiem). — Gémier, le 25 à 18 h. 30, le 26 à 20 h. 30, le 27 à 18 h. 30 : *La Fortune de Gaspard*.
TEP (635-79-00), les 25, 26, 27 et 28 (dernière), à 18 h. 30 : *Sainte Jeanne des Abattoirs* (le 26 : débat).
PETIT TEP, le 31 à 20 h. 30 : *Libre parcours* variés.

Les salles municipales

CHATELAIN (775-61-15) Grand Théâtre, les 25 et 26, à 14 h. 30 : *Le 30 et 14 h. 30*.
BALETS THÉÂTRE Joseph Russett (Requiem). — Gémier, le 25 à 18 h. 30, le 26 à 20 h. 30, le 27 à 18 h. 30 : *La Fortune de Gaspard*.
TEP (635-79-00), les 25, 26, 27 et 28 (dernière), à 18 h. 30 : *Sainte Jeanne des Abattoirs* (le 26 : débat).
PETIT TEP, le 31 à 20 h. 30 : *Libre parcours* variés.

Les autres salles

AIR LIBRE (635-70-70) (D. soir, L.), les 25 et 26, à 18 h. 30 : *Comédie*.
ANTOINE (208-77-71) (L.), les 25 et 26, à 18 h. 30 : *Comédie*.
ARTS-HERBERTOT (237-25-23) (le 31), les 25 et 26, à 18 h. 30 : *Comédie*.
ATELIER (606-45-34) (D. soir, L.), les 25 et 26, à 18 h. 30 : *Comédie*.

Centre Georges Pompidou
et
Le jeune Théâtre national
présentent
AGUA QUEMADA
EAU BRULÉE
Spectacle Octavio PAZ
les 25, 26 mai, à 20 h. 30
le 27, à 18 h. 30
et 20 h. 30
GRANDE SALLE
Réservation : 278-79-95
le 26 mai, à 18 h. 30
rencontre avec
Octavio PAZ

MERCURY, v.o. - PARAMOUNT-OPÉRA - CAPRI GRANDS BOULEVARDS
MOULIN-ROUGE - PARAMOUNT-MONTMARTRE - PARAMOUNT-ORLÉANS - PARAMOUNT-GALAXIE - PARAMOUNT-MAILLOT - CONVENTION SAINT-CHARLES
Périphérie : PARAMOUNT La Varenne - CARREFOUR Pantin.

Sexy, explosives et dangereuses comme Bonny and Clyde, elles vous feront sauter... de rire!

MYSTIC TONK présente une sélection **CREDS**
DYNAMITE GIRLS
Les 25, 26 mai, à 20 h. 30
le 27, à 18 h. 30
et 20 h. 30
GRANDE SALLE
Réservation : 278-79-95
le 26 mai, à 18 h. 30
rencontre avec
Octavio PAZ

Les théâtres de banlieue

STRENGTH-SUB-ORGE Théâtre Gérard-Philipe (854-38-80), le 27 à 20 h. 30 : *Comédie*.
CERVOY-POISSON Théâtre des Louvres (238-41-11), le 31 à 21 h. : *Comédie*.
CLICHY (775-61-15), le 27 à 20 h. 30 : *Comédie*.
CLICHY (775-61-15), le 27 à 20 h. 30 : *Comédie*.
CLICHY (775-61-15), le 27 à 20 h. 30 : *Comédie*.

Les cafés-théâtres

AIR LIBRE (635-70-70) (D. soir, L.), les 25 et 26, à 18 h. 30 : *Comédie*.
ANTOINE (208-77-71) (L.), les 25 et 26, à 18 h. 30 : *Comédie*.
ARTS-HERBERTOT (237-25-23) (le 31), les 25 et 26, à 18 h. 30 : *Comédie*.
ATELIER (606-45-34) (D. soir, L.), les 25 et 26, à 18 h. 30 : *Comédie*.

Variétés

Le music-hall

DEUX-PORTES (707-24-31), le 26 à 20 h. 45 : *Marcello Pasticcio Manna*.
AMERICAN CENTER (635-59-16), le 26 à 21 h. : *Guitare brésilienne*.
PALAI DES SPORTS (250-78-80) (le 25 et 26), 21 h. : *Les Harlem Globetrotters* (dernière le 30).
CASINO DE PARIS (775-25-22) (L.), 20 h. 30 : *Paralysie*.
OLYMPIA (742-25-49), 21 h. : *Comédie*.
ELYSEES-MONTMARTRE (606-38-79), 21 h. : *Comédie*.
MATHURINS (235-90-00) (les 25 et 26), 21 h. : *Comédie*.
RUE DUNOIS-13, jusqu'au 26 à 20 h. 30 : *Musique* (Bréval).
RADIO-FRANCE Grand Auditorium, le 26 à 20 h. 30 : *Pauline Oliverio*.

Les opérettes

THÉÂTRE DES ARTS-HERBERTOT (237-25-23) (D. soir et le 31), les 25 et 26, à 18 h. 30 : *Comédie*.

SPECTACLES POUR ENFANTS

du 26 mai au 2 juin

Ateliers de recherche et création (770-03-18), jeu, 21 h. : *Montage* (diapositives); ven., 21 h. : *Mimodrame*.
As Rec fin (236-20-35), mer et sam., 15 h. 30 : *La Petite Sirène*.
Café d'essai (235-13-81), mer, 14 h. et 16 h. : *La Petite Sirène*.
Café d'essai (235-13-81), mer, 14 h. et 16 h. : *La Petite Sirène*.
Café d'essai (235-13-81), mer, 14 h. et 16 h. : *La Petite Sirène*.
Café d'essai (235-13-81), mer, 14 h. et 16 h. : *La Petite Sirène*.
Café d'essai (235-13-81), mer, 14 h. et 16 h. : *La Petite Sirène*.
Café d'essai (235-13-81), mer, 14 h. et 16 h. : *La Petite Sirène*.
Café d'essai (235-13-81), mer, 14 h. et 16 h. : *La Petite Sirène*.
Café d'essai (235-13-81), mer, 14 h. et 16 h. : *La Petite Sirène*.

CONCORDE PATHÉ - GAUMONT-MADELEINE - SAINT-GERMAIN VILLAGE - MONTMARTRE 83
GAUMONT SUD - LES NATIONS - CLICHY PATHÉ - OLYMPIA ENTREPOIT
TRICYCLE Asnières - BELLE-ÉPINE PATHÉ Thiois - CYRANO Versailles - ARTEL Rosny

SÉLECTION OFFICIELLE CANNES 1977

PRIX GONCOURT
GAUMONT
YVES GASSER et YVES PEYROT présentent
ISABELLE HUPPERT
La Dentellière
un film de
CLAUDE GORETTA
YVES BENEYTON • FLORENCE GIORGETTI
Scénario et dialogues **CLAUDE GORETTA** et **PASCAL LAINE**
Après le roman de **PASCAL LAINE** • Éditions GALLIMARD • PRIX GONCOURT
Régies de **JEAN BOUTIER** • Musique de **PIERRE JANSSEN** • Éditée par **Georges Buis** • Paris Music
Une production **CITEL FILMS S.A.** - Genève - **ACTION FILMS S.A.** Paris - **FR3** - **ELM PRODUCTION JANUS** - France

Cinéma

Les festivals

JOYEUX FILMS, 17^e (754-51-50). — 1. 13 h. : *Casino Royale*, 15 h. : *Roméo et Juliette*, 17 h. 30 : *Madame et le Professeur*, 19 h. 30 : *Le Dilemme*, ven. et sam. à 14 h. 45 : 1900 (première époque), 17 h. 45 : 1900 (deuxième époque), 19 h. 30 : *Merci et Va-t'en*, 22 h. 30 : *Phantom of the Paradise*, vendredi et sam. à 0 h. 15 : *Chiens de*

dans Split, vend. : *Joyeux Pâques*, sam. : *Sweet Charity*, dim. : *Papa longue jambe*, lun. : *Broadway Melodie*, mar. : *Words and Music*.

Les séances spéciales

ALICE'S RESTAURANT (A. v.o.) : La Ciel, 5^e (377-60-90), à 12 h. et 24 h. **LE TEMPLE DES SENS** (Jap. v.o.) : 12 h. 30 et 24 h. **LE MAUD** (A. v.o.) : 12 h. 30 et 24 h. **INDIA SONG** (Fr.) : Le Seine, 5^e, à 12 h. 30 et 24 h. **JE TU, IL, ELLE** (Fr.) : Le Seine, 5^e, à 12 h. 30 et 24 h. **JEREMIAH JOHNSON** (A. v.o.) : La Ciel, 5^e, à 12 h. 30 et 24 h. **PANIQUE A NEEDLE-PARK** (A. v.o.) : Saint-Ambroise, 13^e (700-80-80), à 12 h. 30 et 24 h. **PHANTOM OF THE PARADISE** (A. v.o.) : Luxembourg, 9^e, à 12 h. 30 et 24 h. **PORTIERE DE NUIT** (A. v.o.) : Studio Orléans, 8^e (333-72-71), à 12 h. 30 et 24 h. **QUAND J'AVAIS VINGT ANS, JE SERAI HEUREUX** (Fr.) : La Ciel, 5^e, à 12 h. 30 et 24 h. **LA SALAMANDRE** (Suis.) : Saint-Ambroise, 13^e, à 12 h. 30 et 24 h.

Les grandes reprises

ABATTOIR 6 (Suis., v.o.) : Dominique, 7^e (705-04-35) (et mardi). **LE BAL DES VAMPIRES** (A. v.o.) : Elysées-Lincoln, 8^e (238-35-14). **LA BLONDE ET MOI** (A. v.o.) : Action-Christie, 8^e (335-85-78). **HOLLYWOOD - Boulevard**, 9^e (770-10-41). **CHANTONS SOUS LA FLOUE** (A. v.o.) : Action-La Fayette, 9^e (878-80-50). **CASQUE D'OR** (Fr.) : La Pagode, 7^e (705-12-15). **COUSIN, COUSINE** (Fr.) : Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (397-35-43). **ELVES - Lincoln**, 8^e (238-35-14). **GAUMONT-Convention**, 15^e (828-42-27), jusqu'à jeudi. **LE FILS DE FRANKENSTEIN** (A. v.o.) : Studio Bertrand, 7^e (783-64-60), à 20 h. 30, perm. s. et d. **RASY RIDER** (A. v.o.) : New-Yorker, 9^e (770-85-49) (et mardi). **HISTOIRE DE PAUL** (Fr.) : Le Marais, 4^e (278-47-60). **JO** (Fr.) : jusqu'à jeudi : *Raz*, 2^e (298-33-33) ; *Ermitage*, 8^e (338-15-71) ; *Mina*, 18^e (338-98-19) ; *Mistral*, 14^e (338-98-43) ; perm. s. et d. **U.O.C.-Gobelins**, 13^e (331-06-18) ; *Sacré*, 13^e (338-71-35) ; à partir de vendredi : *Hausmann*, 9^e (770-47-35) ; *U.G.C.-Marbeuf*, 8^e (235-47-19).

JOYEUX FILMS (Fr.) : Cinoche Saint-Germain, 6^e (333-10-80). **LA NUIT AMERICAINE** (Fr.) : Actua-Champo, 5^e (333-51-60). **NASHVILLE** (A. v.o.) : André-Bazin, 18^e (387-74-30). **LA MONTAGNE SACREE** (A. v.o.) : Broadway, 18^e (327-41-16). **LOVE STORY** (A. v.o.) : Studio de l'Étoile, 17^e (338-41-16). **LES REVOLTES DU BOUNTY** (A. v.o.) : Kinoparadise, 15^e (308-50-50). **SATYRICON** (It. v.o.) : Actua-Champo, 5^e (333-51-60). **ROSEMARY'S BABY** (A. v.o.) : Daumier, 15^e (343-82-97). **TECHNOC** (Fr.) : Studio Bertrand, 7^e, h. 20. **LES VACANCES DE M. HULOT** (Fr.) : Studio Jessé-Goutreau, 9^e (333-47-83) ; à partir de vendredi : *Pollock-MacGonon*, 8^e (338-31-97) ; jusqu'à jeudi : *Paranormal-Odeon*, 8^e (335-38-23) ; *Publicité-Champs-Élysées*, 8^e (720-78-29) ; *Paranormal-Marcus*, 2^e (742-53-50) ; *Paranormal-Gobelins*, 13^e (707-12-38) ; *Paranormal-Mallory*, 17^e (738-34-24). **VOL AU-DESSUS D'UN NID DE COUCOU** (A. v.o.) : Studio Guitas, 8^e (333-88-27).

LA PAGODE 14 JUILLET FARNASSE

Ben et Benedict
film de PAULA DELSOL

COMPAGNIE MORIN-TIMMERMAN
ON NE BADINE PAS AVEC L'AMOUR
d'ALFRED MUSSET
du 4 mai au 4 juin
AU THEATRE 13
24 rue David Paris 13^e - 589.05.98

Périphérie : CRÉTEIL Ariel - NOGENT Ariel - PANTIN Carrefour
RUEL Ariel - ARGENTEUIL Alpha - VÉLIZY 2 Studio
VERSAILLES Cyrano - SARCÈLLES Flanades

FILM CHOISI POUR LA CLÔTURE
DU FESTIVAL DE CANNES
PRÉSENTÉ EN MÊME TEMPS À PARIS LE 27 MAI

GRAND REX VF / ERMITAGE VO / NAPOLEON VF
MIRAMAR VF / MAGIC CONVENTION VF / UGC Gobelins VF
UGC ODEON VO / CLUNY ÉCOLES VO / MISTRAL VF

LA CASTAGNE

plus on cogne plus on rit!



PAUL NEWMAN
d'un film de GEORGE ROY HILL
"LA CASTAGNE"

avec MICHAEL ONTEKAR, LINDA CROUSE, JENNIFER WARREN, JERRY Houser et STROTHER MARTIN
scénario de NANCY DOWD, adapté par DEL ALLEN
réalisé par GEORGE ROY HILL, produit par ROBERT J. WINKLER et STEPHEN FRIEDMAN
un production P.A. - P.A. est producteur INTERNATIONAL CORPORATION

CABARETS

LIDO
118 bis CHAMPS ÉLYSÉES
RÉSERV. 339.11.01 et 223.66.61

AL CAZAR
Revue entièrement nouvelle
DINERS 21 h. SPECTACLE 22h30
RÉSERVATION 339.02.20 - 329.02.20
62 rue Mazarine - PARIS 6^e

MOULIN ROUGE
179^e par pers.
115^e par pers.
SERVICE COMPRIS

TSAREVITCH
1, rue des Capucins-Bazard - 75472-98
DINERS ET SOUPERS - SPECTACLE à partir de 20 h. 30
V. POLIAKOFF - Diana TATLAN - CRISTINA
Kostia KOTLARDW - Katia d'ALSIEZE - G. BORODO
J. MALVAUT et ses troupes avec la virtuose symboliste P. SANDOR

LE LOUIS XIV
8, boulevard SAINT DENIS (104)
NOUVEAU SOUPERS après spectacle
PARKING
Maitres - Fruits de Mer
Réservation : 339.36.54 & 200.19.20
FEMME LIBRE ET MARI

VOTRE TABLE CE SOIR

• Ambiance musicale • Orchestre - P.M.R. : Prix moyen du repas - J.-h. : ouvert jusqu'à... h.

DINERS AVANT LE SPECTACLE
L'ALSACE AUX HALLES 238-74-24
18, rue Coquillière, 1^{er}. T.I.Jr.
RESTAURANT PIERRE F/DIM. 548-55-42
Place Gallien, 2^e. OFE, 67-04
CHEZ HANET 548-55-42
Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et NUTZIG, la Reine des Sœurs.
LE CHALROT P./am. et dim.
Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et NUTZIG, la Reine des Sœurs.
AUB. DE RIQUET 770-12-39
Jusqu'à 2 heures du matin. Ambiance musicale. Ses spécialités alsaciennes. Ses vins fins d'Alsace et NUTZIG, la Reine des Sœurs.

DINERS
OSAKA 260-66-01
163, rue Saint-Honoré, 1^{er}. T.I.Jr.
CAVEAU FRANÇOIS-VILLON P/D.
54, rue Arbre-Sec, 1^{er}. CEN.10-92
Ses caves du XIX^e, Déj. Soup. Jusq. à 2 h. mat. Moutons bouillots 9 F. etc.
ASSIETTE AU BOURG P/FOCCARDI 548-55-42
3, place du 18-Juin, 6^e. T.I.Jr.
ASSIETTE AU BOURG 548-55-42
122, Champs-Élysées, 8^e. T.I.Jr.
R. FLEGAT, LA WESTPHALIE
8, av. Fr.-Roosevelt, 8^e. H.Y. 91-20
LE CAFE D'ANGLETERRE 770-01-35
Carnet, Richelieu-Drouot, 9^e. T.I.Jr.
MONSIEUR BEUF P./am. dim. midi
31, rue Saint-Denis, 10^e. 308-43-25
LE PETIT FOLKON P/D. 10^e. m.
39, r. Montparnasse, 14^e. 633-35-10
DOUCET EST 208-00-82
8, rue du 8-Mai-1945, 10^e. T.I.Jr.
JULIEN PRO. 12-03
15, rue du 8-Mai-1945, 10^e. T.I.Jr.
AU CHABON DE BOIS 238-77-48
10, rue Oulchard, 10^e. P./dim.
SAUMANN ETO. 10-16 - 754-01-13
64, av. Ternes, 17^e. P./dim. lun. midi
MAISONNETTE RUSSE ETO. 56-04
3, rue d'Armaille, 17^e. P./dim.
BRASSERIE DU TARAC PIGALLE 606-72-80, place Pigalle, 18^e. T.I.Jr.
RIBATEJO 370-41-03
8, rue Flacchat, 20^e. P./mardi

RIVE GAUCHE
ASSIETTE AU BOURG T.I.Jr.
Faire église St-Germain-des-Prés, 6^e
AU CHABON DE BOIS 548-57-04
16, rue du Dragon, 10^e. P./dim.
BISTRO DE LA GARE T.I.Jr.
53, bd du Montparnasse, 6^e. T.I.Jr.
LES VIEUX METIERS 588-00-03
13, bd Auguste-Bianqui, 13^e. P./Lun.
LE JACQUES-COEUR T.I.Jr.
8, place Saint-Michel, 6^e. 334-81-13
LA COMMANDERIE 222-35-98
15, rue Bernard-Palissy, 6^e. P./dim.

DINERS - SPECTACLES
ALCAZAR 62, rue Mazarine, 6^e.
Dinners 21 h. : Spectacle 23 h. Nouvelle revue « Soum à l'Alcazar ».
Réserve à partir 10 h. : 328-02-20, 328-53-33. Ouvert dimanche.
DON CAMILO 200-20-31
10, rue des Saints-Pères, 7^e. T.I.Jr.
Et d'après par Jean RAYMOND, avec de grandes vedettes.
Menu T.C. (hors, café, serv.) 145 et 160 F. vend. sam. veille de fêtes.
L'ORKE DU BOIS 723-94-82
Porte Maillot, 7^e. T.I.Jr.
CHEZ VINCENT NOR. 21-27
4, rue Saint-Laurent, 10^e. P./Lun.

DINERS DANSANTS
VILLA D'ESTE ELY. 78-44
4, rue Arènes-Houmaye, 8^e.
A 20 h. 30, spectacle à 22 h. 30, av. Isabelle AUBERT, P.-J. VAILLARD
et Jeanne FREYAC. A ASTOR Meublé suggestif 90 Vendred
samedi et veilles de fêtes. 100 F.
CHATEAU DE LA CORNICHE T.I.Jr.
Bellebelle, sud. Ouest à Bonnières
A 40 min. de Paris. Vue panor. sur Seine. Parc 2 ha. Tennis éclairé,
placine chauff. Salons récep., week-end forfait 200 F. Tél. 742-91-24.

SOUPERS APRÈS MINUIT
LA CLOSERIE DES LILAS
171, bd du Montparnasse,
208-70-50, 03-31-82.
Au piano Yves Meyer.
DESSIRIER T.I.Jr. - 754-74-16
4, pl. Férère (17^e)
Poissons - Spécialités - Grillades
TERMINUS NORD T.I.Jr.
Brasserie 1925 Spéc. alsaciennes
23, rue de Doukque, 10^e
GUY 4, rue Mabilon - 033-87-61
Saint-Omer-des-Prés
SOUPERS BRÉSILIENS
Feijoada - Churrasco - Camarões
CLUB HOUSE 25-31, place Made-
leine-4^e, 255-27-57
Rue de Ch. FUR. Oril. Jr et Nt.
1^{er} ét. restaur. vue panoramique.
LE PETIT ZINC r. de Bucl. 8^e
ODE 78-34
Huitres, Poissons. Vins de Pays
LE LOUIS XIV 6, bd St-Denis
206-58-58
Huitres - Fruits de mer - Ombon
Parking. Fermé lundi et mardi
WEPLER 14, place Chéby.
522-53-28
BON BANG, D'HUITRES.
Pois fins frais - Poissons.

LE MINICHE 27, r. de Bucl. 8^e
632-82-89
Choucroute. Spécialités.
HAÏEN Tous les soirs
jusqu'à 1 h. 30 (et dim.)
18, rue du Fr.-Saint-Denis (10^e)
770-12-05.
LE PICHET 88, rue P.-Charvon.
359-60-34.
Spécialités campagnardes
ORILLADES FRUITES DE MER
PATISSERIES PATISSIÈRES
BOFFINGER 5, rue de la Bastille
ABC. 87-82.
OUVERT DIM. - Parking facile
Déjeun. - Din. - Soupers
Banc d'Huitres

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés" 2 col. et + (la ligne colonnelle)	40,00	45,76
DEMANDES D'EMPLOI		
CAPITAUX OU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,08

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne T.C.
"Placards encadrés"	28,00	32,00
Double insertion	34,00	39,08
"Placards encadrés"	38,00	43,47
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,76

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

COTE D'IVOIRE

LA DIRECTION DES ETUDES ET DES REALISATIONS INDUSTRIELLES DE LA PREMIERE SOCIETE IVOIRIENNE D'HUILE DE PALME, EN FLEINE EXPANSION, recherche

PLUSIEURS INGENIEURS EXPERIMENTES

Formation A.M., I.D.N., ENSI — ou MARINE (min. 30 ans)

Après quelques mois d'activité sur des installations existantes, il leur sera proposé de prendre soit :

- la DIRECTION d'installations nouvelles en cours de montage en Côte d'Ivoire (réf. 37M136A)
- la charge, en tant qu'INGENIEURS D'AFFAIRES, des programmes et du lancement de réalisations extérieures, tant en Afrique que dans d'autres parties du monde (réf. 37M136B)
- la responsabilité de la conception et des ETUDES des processus impliqués par les différents projets. (réf. 37M136C)

Avantages des contrats expatriés (logements équipés, 2 mois de congés tous les 10 mois en Europe, garanties et avantages sociaux).

Adresser C.V., photo, prétentions sous référence choisie 30, rue de Mogador 75009 PARIS



directeur de filiale USA :

NEW YORK

NEW MEN Jacques Jauret SA, leader du sportswear avec ses marques **NEWMAN, NEWMAN Junior**, et Jacques Jauret, est aussi l'une des premières entreprises du secteur habillage avec un CA de 230 millions (dont 35 % à l'exportation) et un effectif de 1700 personnes.

La mission du nouveau collaborateur recherché est de développer notre implantation : il intervient personnellement sur le terrain pour négocier les ventes et met en place progressivement les structures adaptées au développement.

Le poste convient à un homme justifiant d'une formation commerciale supérieure et pouvant se prévaloir d'une expérience réussie de vente d'un produit de marque et d'une connaissance des Etats-Unis.

La rémunération est élevée et peut être évolutive avec le poste.

Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la réf. : 705213/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

Directeur Général Exploitation Forestière

environ F 200.000 p.a.
Afrique occidentale francophone

Notre entreprise d'exploitation et de transformation forestière (sciages et grumes) avec scieries rattachées existe depuis plusieurs années et emploie actuellement plus de 300 ouvriers africains.

Nous recherchons le « Top Manager » pour la Direction Générale responsable aussi bien du secteur technique que du secteur commercial. Le candidat recherché aura à disposition de l'expérience des bois tropicaux en Afrique Noire ainsi que des connaissances de l'utilisation de scieries et machines forestières. Des connaissances de la langue allemande seraient souhaitables mais ne sont pas exigées.

Cette tâche, très indépendante, demande un grand talent d'organisation et des qualités de gestion. Un personnel qualifié de deuxième rang est déjà présent.

Veuillez contacter par écrit notre conseiller (C.V., brève lettre manuscrite avec date d'entrée) qui vous garantira une discrétion absolue.

KLAUS WITTEMAN, conseiller du personnel
Ambacher Str. 19, D-8000 München 71.

Bureau d'ingénieurs conseils à vocation internationale recherche pour ses activités en pays anglophones

INGENIEUR ROUTIER

avant acquis, si possible, au sein d'administrations une large expérience en études et en réalisations dans le domaine des routes et des ouvrages. Il aura également une bonne connaissance des études de rentabilité des projets. La pratique de l'anglais est requise. Les ingénieurs intéressés voudront bien écrire, en joignant à leur CV l'indication de leur date, leur adresse, sous référence 558/791 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS.

Importante entreprise Paris recherche pour ses activités à l'étranger

INGENIEUR CONTROLE TRAVAUX PORTUAIRES

Cet ingénieur diplômé d'une école reconnue par l'Etat doit être un séjour dans un pays anglophone pour faire état d'une première expérience de la maîtrise des études ou des travaux portuaires. L'anglais courant est indispensable. Veuillez écrire (indiquer C.V. et sous référence 558/791 à L.T.P., 31, bd Bonne-Nouvelle, 75002 PARIS).

Recrutement Manager

fluent english, knowledge of Italian would be appreciated.

This post would suit a candidate with wide and confirmed experience in the search and selection of engineers and technical personnel.

Proposed remuneration will be considerable having regard to the candidate's experience and to the fact that he must be prepared to travel at short notice.

Please send detailed C.V. to head of personnel services division.

RENARDET S.A.
8, bd Georges-Favon, Case 374
CH-1211 Genève 11 - Tél. (022) 29 02 55

ABIDJAN

BUREAU D'ETUDES d'une IMPORTANTE SOCIETE INDUSTRIE AGRO-ALIMENTAIRE recherche

UN PROJETEUR PRINCIPAL

(réf. 37 M 137 A)

Capable de participer aux avant-projets, expérience chantier requise.

plusieurs A.T. PROJETEURS

(réf. 37 M 137 B)

MECANIQUE GENERALE

Pour implantations machines et chaînes de fabrication.

Avantages des contrats expatriés (logements équipés, voyages-congés pour toute la famille, etc.).

Adresser C.V., photo et prétentions, 30, rue de Mogador 75009 PARIS sous référence choisie.



Le Monde

INFORMATION-PROFESSIONS

Chaque semaine, "Le Monde Information-Professions" dresse le tableau récapitulatif des offres d'emploi encadrées parues dans "Le Monde". Outre ceux qui, sans emploi, recherchent une situation, ce service est aussi destiné aux lecteurs qui pensent en termes d'avenir.

Nos synthèses leur permettent en effet de se situer, d'évaluer l'importance de l'offre dans leur branche, dans leur spécialité, l'évolution des qualifications. Analyser, une fois par semaine, et d'un seul coup d'oeil, l'ensemble des annonces parues dans "Le Monde", c'est le moyen, pour ceux qui ont une responsabilité dans l'entreprise, comme pour ceux qui exercent ces fonctions, de suivre les fluctuations du marché de l'emploi.

bon de commande à découper

Je désire m'abonner à la synthèse hebdomadaire de la ou des fonctions suivantes :

- | | |
|---|--|
| <input type="checkbox"/> Direction générale, fonctions multiples. | <input type="checkbox"/> Personnel formation relations humaines et sociales. |
| <input type="checkbox"/> Marketing relations publiques publicité. | <input type="checkbox"/> Direction commerciale vente. |
| <input type="checkbox"/> Informatique. | <input type="checkbox"/> Ingénieurs commerciaux et technico-commerciaux. |
| <input type="checkbox"/> Production entretien. | <input type="checkbox"/> Banques - Assurances. |
| <input type="checkbox"/> Ingénieurs. | <input type="checkbox"/> Professions médicales et paramédicales. |
| <input type="checkbox"/> Etudes organisation et recherche. | <input type="checkbox"/> Secrétariat de direction, traductions, documentation. |
| <input type="checkbox"/> Direction financière et administrative. | <input type="checkbox"/> Cadres débutants. |
| <input type="checkbox"/> Comptabilité. | |

2) Entourez dans le tableau ci-dessous, le nombre de semaines retenus :

Nombre de semaines	1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15
13 semaines	38	22	212	148	127	204	234	259	283	304	324	338	355	368	380
26 semaines	88	134	185	254	308	381	468	454	538	598	654	625	642	670	670
52 semaines	112	220	336	438	530	618	700	722	812	812	812	1014	1104	1104	1162

Le tarif de l'abonnement est la correspondance entre le nombre de fonctions et le nombre de semaines demandé.

INFORMATION-PROFESSIONS est adressé sous pli fermé soit au domicile soit au Siège de la Société de l'abonnement.

(Le premier envoi sera assuré dès la semaine suivant celle de la réception du bon de commande.)

Pour tous renseignements complémentaires, téléphoner au 574.72.05, ou écrire :

"LE MONDE" INFORMATION-PROFESSIONS - 5, rue des Italiens, 75009 PARIS

NOM : _____ ou SOCIETE : _____

ADRESSE : _____ TEL : _____

Joindre le règlement par chèque bancaire à l'ordre du "Monde" ou chèque postal (CCP 4807-93 Paris) - ETRANGER envoi aérien ; + 1F par fonction et par semaine.

un maître de conférences

La section Histoire de l'art de la Faculté des Lettres de l'UNIVERSITE D'UTRECHT (Pays-Bas) recherche

spécialisé dans le Moyen Age (l'élève sera chargé(e) d'enseignement et de recherches. L'enseignement qu'il/elle devra assurer s'adressera en principe à des étudiants de tous les niveaux et sera donné sous forme de cours et de séminaires ; il/elle devra aussi diriger des mémoires de maîtrise.

L'enseignement qu'il/elle assurera dans le troisième cycle consistera à diriger des thèses de doctorat et aussi, dans un avenir assez proche, les travaux d'étudiants qui viennent d'obtenir la maîtrise et bénéficient d'une année de recherches accordée par l'Université.

Il/elle devra être prêt(e) à organiser des excursions. De plus il/elle aura à se charger des tâches administratives qui se présenteront, telles que des travaux à l'intérieur de certaines commissions et la présidence de la section en alternance avec d'autres professeurs et maîtres de conférences.

Rémunération : de 1.247 florins à 1.526 florins bruts par mois (situation de 1976).

Les personnes intéressées par cette fonction ainsi que celles voulant recommander des candidats éventuels peuvent prendre contact jusqu'au 21 juin 77 avec le président de la commission chargée de la nomination :

Prof. E. de Jongh
Kunsthistorisch Instituut
Drift 25
Utrecht
Pays-Bas
tél (30) 33-22-12

emplois internationaux

etap

MOBILITE, STABILITE FRANÇAISE

CHIEF DU DEPARTEMENT

CHIEF DE SECTEUR EXPLO

CADRE DE MARKETING

directeur du personnel et des relations sociales

SOCIETE DE CONSEIL

SECRETAIRES EXPERIMENTEES

INGENIEURS EN GESTION ET ORGANISATION

INGENIEURS INFORMATIENS

SEES

emploi international

Recrutement Manager

MONU

chef de fabrication

OFFRES D'EMPLOI	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés", 2 col. et + (la ligne colonne)	40,00	45,75
DEMANDES D'EMPLOI	9,00	10,25
CAPITAUX DU PROPOSITIONS COMMERC.	70,00	80,00

ANNONCES CLASSEES

L'IMMOBILIER	La ligne	La ligne TC
"Placards encadrés"	28,00	32,03
Double insertion	34,00	38,89
"Placards encadrés"	38,00	43,47
L'AGENDA DU MONDE	40,00	45,76
	28,00	32,03

REPRODUCTION INTERDITE



emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux emploi régionaux

etap

IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
RÉGION RHÔNE-ALPES - 3.000 PERSONNES - OFFRE PLUSIEURS POSTES INTÉRESSANTS
DANS LE CADRE D'UNE EXPANSION CONTINUE

CHEF DU DÉPARTEMENT EXPLOITATION

Il s'agit d'organiser, gérer et animer des activités d'un effectif de 1.500 personnes et de mettre en œuvre des techniques diversifiées et un parc matériel important.

POSTE DE CADRE SUPÉRIEUR

pourrait convenir à un ingénieur grande école, ayant mini 10 ans d'expérience industrielle impliquant commandement et gestion, acquise de préférence dans l'industrie lourde (mines, sidérurgie, grande chimie, etc.).
Référence IU 503 AM.

CHEF DE SECTEUR EXPLOITATION

Il s'agit de diriger un secteur d'environ 500 personnes. Ce poste peut convenir à

UN JEUNE INGÉNIEUR GRANDE ÉCOLE

ayant de préférence 3 à 5 ans d'expérience industrielle impliquant direction de personnel et gestion.
Référence JV 504 AM.

CADRE DE MARKETING

ESSEO - ESC ou formation supérieure équivalente, ayant de préférence 2 à 3 ans d'expérience marketing ou commerciale, désireux d'assumer des responsabilités polyvalentes d'études, promotion, contacts.
Référence KW 505 AM.

POUR CES TROIS POSTES, LA RÉSIDENCE EST À LYON. DES QUALITÉS DE DYNAMISME ET DE CONTACT SONT INDISPENSABLES.

écrire en précisant la référence
4, rue Massenet 75016 PARIS
discrétion assurée



directeur du personnel et des relations sociales

130 000 F +

Industrie de l'habillement - Ouest de la France.
Une Société Française employant 1.800 personnes (5 usines) crée le poste de Directeur du Personnel. Rattaché au Directeur Général, ce collaborateur participe à la définition de la politique du personnel et contrôle son application : recrutement, formation, rémunération, relations publiques internes et communication ; il assure avec l'aide d'un petit service la gestion administrative, les relations sociales ; il est le conseiller des Directeurs de Département et du Directeur de Production. Ce poste convient à un homme âgé de 35 ans minimum, de formation supérieure possédant ce prérequis d'une expérience réussie de Direction du Personnel dans une entreprise industrielle.

Envoyer C.V. photo récente et rémunération actuelle sous la réf. 705215/M (à mentionner sur l'enveloppe).
Le secret absolu des candidatures est garanti par :
BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75232 PARIS CEDEX 06

Nous prions les lecteurs répondant aux « ANNONCES DOMICILIÉES » de vouloir bien indiquer soigneusement sur l'enveloppe le numéro de l'annonce les intéressant et de vérifier l'adresse, selon qu'il s'agit du « Monde Publicité » ou d'une agence.

chef du département achats

Nous sommes la filiale française d'un Groupe multinational, l'un des tout premiers dans l'Industrie Pharmaceutique.
Nous souhaitons rencontrer des candidats pour les deux postes suivants que nous avons décidé de créer dans le cadre de notre expansion

chef du département planification

Le poste, rattaché au Directeur de la Logistique, comporte les responsabilités suivantes :
• Proposer une politique d'achats,
• Elaborer des méthodes nouvelles de gestion,
• Traiter les achats locaux de matières consommées et les échanges internationaux.
Son activité s'étendra progressivement aux achats de services.
Le titulaire devra avoir une bonne appréhension des mécanismes économiques du marché, une aptitude à la négociation et l'expérience d'une gestion dynamique des achats. Il aura environ 32 ans.

Le poste est également rattaché au Directeur de la Logistique, et ses responsabilités s'exercent dans les domaines suivants :
• Planifier et ordonner la production,
• Proposer une politique de stocks,
• Elaborer des systèmes informatiques de gestion,
• Planifier les approvisionnements,
• Planifier les besoins à long terme.
Le titulaire qui aura environ 30 ans devra avoir l'expérience de la gestion de stocks, la pratique de systèmes informatiques, l'esprit de décision et la maîtrise de la langue anglaise. Il est situé à Clermont-Ferrand.

MSD
MERCK
SHARP
DOHME
CHIBRET
Adressez votre dossier de candidature avec C.V., photo et mention du salaire actuel à :
MERCK SHARP & DOHME-CHIBRET
Rotand WEISMAN
3, Avenue Hoche 75008 PARIS.

Important Groupe Français recherche pour POITIERS
HOMME DE PRODUCTION GRANDES SÉRIES
CHEF DU DÉPARTEMENT ENGINEERING 120.000 / 140.000 F an
30 ans min., ingénieur mécanicien ou diplômé équivalent, il aura la responsabilité d'animer et coordonner 4 services (méthodes, BE, montage, process) soit au total 100 personnes dont 8 cadres.
La mission du département est de définir et réaliser les outils de production de l'entreprise.
Faire parvenir CV sous référence 503 à **GFC** 110 rue de Sévres 75015 Paris

PS Conseil

Un important groupe français industriel et commercial du Nord recherche, pour une de ses usines (600 personnes), un :

RESPONSABLE ADMINISTRATION DU PERSONNEL

Rattaché au Directeur d'Usine, il sera chargé du recrutement, de la formation et de la gestion administrative du personnel en étroite liaison avec la Direction du Personnel du Groupe. Il devra aller au devant des préoccupations du personnel, et veiller à la bonne circulation de l'information sur le plan social. Ce poste, basé à Roubaix, convient à un candidat âgé de 27 ans minimum, et possédant une formation supérieure et possédant une bonne connaissance des questions sociales et des problèmes humains acquis dans un service du personnel d'usine. La rémunération annuelle sera de l'ordre de 60.000 francs. Ecrire à Madame D. ROMBAUX.

Adressez C.V. sous réf. A/411 M à
PS CONSEIL
19 Résidence Flandre - 59170 Croix
Discrétion assurée

Le PDG d'une entreprise de la région lyonnaise qui commercialise et fait construire des maisons individuelles, cherche son

directeur technico-commercial

Il définit la politique commerciale et marketing, anime l'équipe de vente, dirige les études et coordonne les chantiers.
C'est un homme de 35 ans minimum, ayant une solide expérience de la maison individuelle.
Ecrire à R. BEROUD sr réf. 411 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA RÉPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS-LILLE-BRUXELLES-GENÈVE-LONDRES

CHEF COMPTABLE devra avoir au minimum 10 ans d'expérience.
Savoir établir un bilan.
Savoir diriger un service aux méthodes modernes de gestion.
Nous suivre dans notre nouvelle installation à Carv (70) près Fécamp.
C.V., photo et prétent. à S.N.V., 12, rue de Solleville, 76100 Rouen.

Cabinet d'expertise comptable recherche pour basse Normandie (Mayenne et Orne) **COLLABORATEURS**
Expér. cabinet ou entreprise. Avant tout bilan comptable. Possibilité d'acquiescement. Travail direct en clientèle.
Rémunération selon compétences. Adress. C.V. avec réf. et prétentions. Discrétion assurée. Ecr. Ad. HAVAS 140 Can n° 504

ENTREPRISE IMPLANTÉE EN HAUTE-SAVOIE recherche très bon

COMPTABLE 2^e ÉCHELON
Adressez C.V. à n° 1424, CONTEXTE PUBLIQUE, 20, av. de l'Opéra, Paris (1^{er}). Importante usine Sud-Est fabriquant des consommables industriels (accessoires mécaniques pour l'industrie papetière) rech.

INGÉNIEUR TECHNIQUE-COMMERCE
adjoint au directeur commercial quatre ans d'expérience minimum.

MISSION : Organisation et animation des ventes, contacts techniques et commerciaux avec industries papeteries France et étranger. Expérience technique papetière souhaitée mais non indispensable. Poste d'avenir stable bien rémunéré. Résidence 67.

Adressez C.V. à SELETEC, Conseil en recrutement, 67001 STRASBOURG CEDEX, sous référence 67.

CHAMBRE RÉGIONALE DE COMMERCE DE L'INDUSTRIE DE HAUTE-NORMANDIE recherche

RESPONSABLE FORMATION
CHARGE DE L'INFORMATION, CONSEIL ET AIDE À LA COOPÉRATION, ANIMATEUR OPERATION M.P.I.

JEUNE CADRE, ayant déjà expérience, préférence. Ecr. av. C.V. au Secrét. gén. R. C. L. Haute-Normandie, S.P. 641, 2007 Rouen Cedex.

IMPORTANTE BANQUE PRIVEE recherche pour sa **SUCCESSALE de NANTES**

UN CADRE CONFIRME

dont la mission sera de gérer et développer un fonds de commerce de **CLIENTELE PARTICULIERE** de haut de gamme.

PROFIL RECHERCHE :
- Formation supérieure
- Expérience bancaire de 5 ans minimum
- Bonne connaissance de tous les PRODUITS DE PLACEMENT et D'ENVOIEMENT destinés à la clientèle particulière, de la BOURSE et de la gestion de PORTEFEUILLES TITRES.
Adressez C.V. manuscrit + photo à No 13509 CONTEXTE PUBLIQUE, 20, avenue de l'Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

S.E.V. MARCHAL

recherche pour son usine de Blois (41)
- Techniciens Méthodes ; niveau S.T.S. ; expérience confirmée.
- 1 Spécialiste Découpage - Emboutissage.
- 1 Spécialiste Injection Thermoplastique.
- 1 Spécialiste Amélioration procédés de fabrication grande série.
Libres rapidement de préférence. Avantages sociaux, 13^e mois, restaurant d'entreprise, attribution de logement assurée.
Ecr. au « Service du Personnel », S.E.V.-MARCHAL, Route de Vendôme, 41000 BLOIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SECTEUR TERTIAIRE REGION OUEST - 4.000 PERSONNES recherche

INGÉNIEUR

POUR SECONDER LE CHEF DU SERVICE **entretien et travaux neufs**

L'HOMME :
De formation électromécanique, aura une expérience de l'entretien des bâtiments et des équipements techniques (chauffage, climatisation, ...).

LA MISSION :
Appelé à participer activement à l'élaboration des objectifs du service, il interviendra dans la gestion budgétaire (prévision, contrôle et analyse des dépenses) ainsi que dans la gestion du personnel (65 personnes).
Il sera chargé de l'application des directives en matière de lancement de travaux et contrôle de leur exécution.
Expérience d'ordonnancement et (ou) méthode souhaitable.
Envoyer C.V. et prétent. à M. AUPEYRAT, n° 5327.

COFAP 40, rue de Chabrol 75010 Paris 9^e arr.

BANQUE PRIVEE de dimension humaine recherche pour TOULON

RESPONSABLE COMMERCIAL

Dynamique, spécialisé dans la gestion et la prospection d'une **Clientèle de particuliers**
• Bonne expérience des opérations bancaires et de la prospection de la clientèle indisponible ;
• Intégration dans équipe jeune ;
• Perspectives d'avenir pour candidat valable.
Adr. C.V. lettre man. et photo sous réf. 8200 M à : O.G.B.P., 68, r. de la Chaussée-d'Antin, 75009 PARIS.

Important Laboratoire Pharmaceutique REGION SUD-OUEST recherche

UN PHARMACIEN

ayant 4 à 5 ans d'expérience dans l'industrie pharmaceutique et plus particulièrement dans un service de fabrication, et désireux d'orienter vers une carrière technico-commerciale.
Les candidats intéressés envoient leur C.V. 60x, photo et prétentions, sous le numéro 14241, à ConTEXTE P., 20, av. Opéra, 75001 PARIS, qui tr.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

FILIALE D'UN GROUPE INTERNATIONAL
une société française (C.A. 160.000.000 F - 1.000 personnes) spécialisée dans la fabrication et la commercialisation d'articles de conditionnement pour cosmétiques, parfumerie et produits d'entretien, recherche

UN DIRECTEUR DES VENTES

Sous l'autorité du Directeur général adjoint, chargé de la Direction de la division emballage cosmétique, le titulaire sera chargé d'organiser, diriger et assurer la force de vente de la division, tant en France qu'à l'étranger, pour atteindre les objectifs de vente au coût minimum.

Le candidat retenu, de 35 ans minimum, sera de préférence un HEC, ESSEC, ou SUP de CO, ayant une très bonne connaissance de l'anglais (l'allemand serait apprécié) et une expérience commerciale de plusieurs années acquise à un poste comparable, de préférence dans le secteur des cosmétiques, du flaconnage ou des emballages. Ecrire avec curriculum vitae, photo et présentations à MINET Publicité - référence 3080/MI 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra.

ETAP 26, rue Pierre-Curie, 91500 AYEUX-MONS
IMPORTANT CONSTRUCTEUR DE TAILLE INTERNATIONALE D'APPAREILS D'ÉCLAIRAGE
recherche dans le cadre du développement de son siège de Paris

MEMBRE DU SERVICE COMMERCIAL

RESPONSABLE DE VENTE DE HAUT NIVEAU pour la promotion d'un produit de qualité et de haute technologie auprès architectes, B.E., promoteurs, clients industriels. Ce poste implique une part importante de contacts personnels et de négociations. Il peut convenir à un candidat ayant des aptitudes technico-commerciales prononcées, la possibilité de traiter à des niveaux élevés. Situation de responsabilité et d'envergure pour candidats désireux de participer pleinement au travail d'une équipe, jeune et dynamique. Prière adresser un curriculum vitae manuscrit et actualité à l'adresse indiquée ci-dessus.

etap

LEE COOPER
AMIENS

recherche le

CHEF DE SES SERVICES COMMERCIAUX

DIRECTEMENT RATTACHÉ À LA DIRECTION GÉNÉRALE

- Il a la charge de l'ensemble de la technique commerciale ;
- Il assure un rôle d'animation auprès d'un effectif de 70 personnes et de contact avec la clientèle et les autres services de l'entreprise ;

CE POSTE OUVRE DE LARGES PERSPECTIVES D'AVENIR EXIGE :

- Une formation supérieure ;
- Une expérience de 5 ans minimum ;
- Le goût de l'action et des responsabilités ;
- Un dynamisme commercial capable de gérer la forte expansion des ventes.

Ecrire sous référence CO 488 CM.

UN DES PLUS IMPORTANTS ORGANISMES PROFESSIONNELS - PLAN NATIONAL - PARIS

JURISTE

CAPABLE ASSURER AUPRÈS DES ENTREPRISES UN RÔLE DE CONSEIL EN RELATIONS SOCIALES ET PLUS PARTICULIÈREMENT EN RÉGLEMENTATION DU TRAVAIL.

- De formation juridique, mini. Université, si possible D.E.S. droit social ;
- Un début d'expérience professionnelle d'environ 2 ans, acquise dans grande firme ou organisme spécialisé serait appréciée.

POSTE INTÉRESSANT IMPLIQUANT QUALITÉS DE RIGUEUR ET DE CONTACT.

Ecrire sous référence BT 582 A.

écrire en précisant la référence 4, rue Massenet 75016 PARIS
discretion assurée

TRÈS IMPORTANTE SOCIÉTÉ FRANÇAISE
RECHERCHE POUR SON DÉPARTEMENT
ARTS GRAPHIQUES PARIS

DIRECTEUR

Ce poste peut convenir à un ingénieur E.C.P., A.M., I.O.C. ou équivalent, 35 ans minimum, ayant une solide expérience industrielle à dominante commerciale acquise dans le domaine des biens d'équipement, capable de DIRIGER AVEC UNE LARGE AUTONOMIE un département dont le C.A. annuel est d'environ 25 millions de francs, en animant et coordonnant l'ensemble des activités techniques, commerciales et de gestion.

Bonne connaissance de l'anglais indispensable.

Ecrire sous référence DP 489 AM.

C.D.F. CHIMIE

RECHERCHE POUR LA RÉALISATION D'UN TRÈS IMPORTANT COMPLEXE PÉTROCHIMIQUE AU QATAR

SPÉCIALISTE GÉNIE CIVIL

E.C.P., A.M., T.P., PONTS ou équivalent, ayant l'expérience de réalisations importantes et possible à l'étranger, capable d'assurer le pilotage et le contrôle des entreprises sous-traitantes.

Connaissance de l'anglais indispensable.

Contrat prévu : 2 ans. Rémunération très attractive.

Ecrire sous référence GS 301 AM.

etap

cima

principal négociant en matériel de construction dans la Région Parisienne.

cherche

CADRE ADMINISTRATIF

Chargé, après une période d'initiation, de seconder le directeur administratif.

Il aura la responsabilité de :

- la comptabilité générale ;
- la gestion de la trésorerie ;
- l'établissement des rapports mensuels et trimestriels ;
- l'exploitation administrative et comptable de 21 agences et 3 filiales.

Le candidat doit avoir :

- de bonnes connaissances théoriques de la comptabilité et de la fiscalité (Grande Ecole Commerciale + DECS ou équivalent) ;
- une expérience d'une dizaine d'années minimum dans la fonction ;
- une expérience de l'animation d'une équipe d'environ 15 personnes ;
- âge souhaité : environ 40 ans.

Env. lettre man., salaire souhaité et C.V. détaillé, au Service Recrutement - POLJET, 21-23, rue des Ardennes - 75019 PARIS.



CADRE JURIDIQUE

Une importante Société Française recherche pour son Service Contentieux JEUNE CADRE JURIDIQUE. OES minimum, possédant une expérience professionnelle d'un mois 2 ans dans un cabinet d'avocat, d'avocat ou d'agréé.

Il sera chargé, en relation avec les services concernés, d'étudier les dossiers, de rechercher et de mettre au point des solutions aux litiges commerciaux de l'entreprise et de servir la défense des intérêts commerciaux.

Envoyer C.V., photo, présentations avec r.t. 8216-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, rue d'Auteville - 75010 - PARIS

relations humaines

Dans l'industrie alimentaire, nous sommes une société de renom avec un CA de 250 millions de francs. 500 personnes contribuent à notre développement, dont les deux tiers se situent en province sur les lieux de production.

Le chef du personnel bénéficie chez nous d'un large champ d'activité et de responsabilités du fait de la variété des catégories de personnel, et de la dispersion géographique des unités de production et de vente. Ce poste se trouve libéré.

Nous cherchons un nouveau chef du personnel qui puisse s'intégrer harmonieusement dans notre équipe de direction, particulièrement jeune et ouverte aux méthodes avancées. Nous attachons peu d'importance à ses diplômes, mais beaucoup à son expérience de la fonction (5 ans au moins) et encore plus à son sens des relations sociales.

Les consultants de SIRCA étudieront votre candidature dans les meilleurs délais. Ecrivez leur rapidement sous référence 77106



33, rue Gallée 75116 Paris

Ingénieur Consultant



CEGOS TYMSHARE

Filiale commune du Crédit Lyonnais, de Tysmore et de Cegos, leader dans son domaine, forte expansion européenne, vous propose un poste d'Ingénieur Consultant à Paris.

Vous participerez au développement des applications du time sharing chez les utilisateurs dans tous les secteurs économiques, en fournissant l'assistance technique et les conseils nécessaires au niveau de la conception et de la réalisation.

Vous aborderez ainsi les techniques les plus avancées de l'informatique et du management : simulation financière, contrôle de gestion, investissements, études de marketing... Nous disposons d'un réseau mondial comprenant à ce jour plus de 30 gros systèmes interconnectés de types IBM 370/158, PDP 10 et XDS 940.

Vous aurez la possibilité d'évoluer vers le commercial ou l'animation d'équipes technico-commerciales en France et à l'étranger.

Ce poste convient à un diplômé Grande Ecole, débutant ou non, ayant si possible une bonne expérience des langages de programmation. Formation complémentaire de gestion appréciée.

Le goût de l'action et des contacts humains est nécessaire.

- La formation au time sharing sera assurée dans nos bureaux de la Colline de Saint-Cloud.

Nous vous remercions d'adresser votre C.V. sous référence M 7325, à CEGOS TYMSHARE (tél. 802-70-12), 106, Bureaux de la Colline de Saint-Cloud - 92213 SAINT-CLOUD.

SOCIÉTÉ implantée en BANLIEUE Sud-Est, filiale d'un groupe international recherche pour l'une de ses divisions

UN JEUNE CADRE commercial export

Le candidat retenu sera de formation commerciale supérieure. La connaissance de la langue anglaise sera parfaite et celle de l'allemand très bonne.

Il devra être disponible pour de fréquents déplacements. Adresser C.V., photo et présent. ss réf. 3066/MI MINET Publicité 40, rue Olivier-de-Serres 75015 PARIS qui transmettra.

Recherchons COLLABORATEUR TECHNIQUE

- 35 ans environ.
- Parlant anglais.
- Bonnes références industrielles pour négoce, produits métallurgiques.
- Déplacements possibles.

Adresser C.V., présentations et photo à : Jean SOURDEAU, 15, rue Saint-Dominique, 75007 PARIS, qui transmettra.

CABINET études de marchés industriels recherche ENQUÊTEUR (ICES) professionnels, FRANCE ENTIERE, Ecr. ST-JUPERY MARKETING, 2, P. 2, 92020 CACHAN.

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATIONS
BANLIEUE SUD-OUEST PARIS

recherche

1 RÉDACTEUR TECHNIQUE
Bilingue Français-Anglais

Il sera chargé de la rédaction de documents techniques en anglais à partir de documents de base en français.

Ce poste pourrait convenir à un ingénieur diplômé, un technicien ou à un rédacteur confirmé de LANGUE MATERNELLE ANGLAISE (parfaitement bilingue) et connaissant les télécommunications.

Les entretiens auront lieu à Paris.

Adr. C.V. et présentations à n° 13.298 Contesse Publicité, 20, av. Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

Important Groupe Bancaire
recherche pour
REGION PARISIENNE

INSPECTEUR COMMERCIAL

Le candidat âgé de 25 ans minimum devra :

- Posséder une sérieuse expérience bancaire notamment dans le domaine du financement des biens d'équipement professionnel.
- Avoir l'habitude et le goût de la prospection commerciale.
- Disposer de bonnes facultés d'adaptation, avoir du dynamisme et de la ténacité.

Poste d'évaluation rapide pour candidat valable qui saura faire ses preuves.

Adresser C.V. manuscrit, photo et présentations n° 13263 CONTESSÉ Publicité, 20, av. de l'Opéra, Paris-1^{re}, qui transmettra.

La plus importante société privée de FORMATION PROFESSIONNELLE recherche pour faire face à son développement des

CONSEILS EN FORMATION
HOMMES ou FEMMES

Leur mission :

- développer et gérer une clientèle d'entreprises ;
- dialoguer avec leurs responsables ;
- évaluer leur investissement formation et proposer les solutions adaptées.

Statut CADRE. Salaire annuel 60.000 F +

Les C.V., qui seront traités en toute discrétion doivent être adressés sous référence 6839 à : P. LIGATY S.A. - 10, rue Leveau, 75003 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

L'ORÉAL

veut renforcer les équipes de création et d'animation de produits de ses divisions internationales pour soutenir son développement et recherche quelques jeunes cadres hommes ou femmes d'une trentaine d'années ayant consolidé un début d'expérience professionnelle dans le secteur des produits de grande consommation, soit dans des sociétés internationales soit dans des affaires françaises particulièrement actives dans le développement de l'économie.

Ces jeunes ont le goût de l'innovation et de la communication, ils sont si possible déjà familiarisés avec l'environnement féminin dans des activités de mode ou de parfumerie par exemple.

Bien qu'une formation universitaire soit souhaitable, elle ne constituera ni un critère de discrimination, ni un obstacle de sélection. Les candidats seront davantage jugés sur leur aptitude envers les fonctions de marketing et leurs aptitudes à s'y développer. Une grande attention sera également apportée à leur faculté d'engagement personnel, à leur capacité à prendre des initiatives et à les mener à bien.

Leur adaptabilité et leur expérience devront leur permettre après un stage de familiarisation avec la vie de l'entreprise de prendre rapidement des responsabilités opérationnelles dans les équipes marketing de nos Sociétés. La réussite dans leurs nouvelles fonctions ouvrira à ces jeunes des perspectives d'évolution de leurs responsabilités en France ou à l'étranger.

Les candidatures sont à adresser à la Direction des Relations Humaines (annonce n° 31), L'ORÉAL, 10 Rue Royale, 75008 PARIS, qui s'engage à observer la discrétion la plus totale.

TOTAL
COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

Pour son Département des Techniques Générales, Service « Contrats », TOTAL EXPLORATION PRODUCTION recherche un

INGÉNIEUR DE CONTRATS

Il aura la responsabilité de l'établissement des contrats.

Sa fonction comportera notamment les tâches suivantes :

- Rédiger des projets de contrats en français et en anglais ;
- Tenir à jour un planning des contrats en cours de validité et les actions s'y référant ;
- Surveiller les écarts entre les devis et les réalisations sur demandes de prestation des Filiales ;
- Analyser les contrats reçus par le Service ;
- Prendre les initiatives nécessaires pour susciter tous commentaires et remarques des services fonctionnels et opérationnels auxquels il aura diffusé le projet de contrat.

Les candidats auront une formation technique supérieure ; des connaissances en matière de Droit et/ou d'Assurances constituent un avantage. Ils maîtrisent parfaitement la langue anglaise, lue, écrite et parlée. Ils ont déjà travaillé dans l'Industrie Pétrolière avec, de préférence, une expérience « chantier ». Les déplacements ponctuels à l'étranger ne les rebutent pas et ils envisagent même dans l'avenir une expatriation en famille.

Si ces perspectives vous intéressent, adressez votre C.V. manuscrit et photo au Service Recrutement - 5 rue Michel Arge 75781 Paris Cedex 16, sous référence 77016.

offres d'emploi

directeur commercial

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

recherche

Various small job advertisements and notices on the right margin, including mentions of 'directeur commercial', 'recherche', and 'S.I.'.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

CIMA
CADRE ADMINISTRATIF

directeur commercial

120 000 F +

LES EDITIONS DU JARDIN

un des leaders du jeu de société en France (1000 titres, Othello, puzzles...), recherche un collaborateur qui définisse avec l'équipe de Direction la politique Marketing à moyen et à long terme de la société en France, et qui en assure la réalisation.
Il sera responsable des opérations de promotion, de animation et de la coordination des activités commerciales : centralisation des informations, gestion du terrain, administration des ventes, contrôle et stimulation de la force de vente (15 représentants).
Le poste convient à un HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, 32 ans minimum, connaissant bien la grande distribution (jouets, biens de grande consommation, prêt à porter, résidences au choix PARIS ou BDRDEAUX Siège).
Envoyer C.V., photo récente et rémunération actuelle sous la référence 705220/M à Mlle Rousselet. Le secret absolu des candidatures est garanti par :

BERNARD KRIEF CONSULTANTS
1, RUE DANTON 75263 PARIS CEDEX 06

CADRE JURIDIQUE

Pour intégrer dans la Force de Vente de notre groupe commercial le plus actif,

JEUNES 23 ans minimum.
Eventail de formation : Bac à Sup. de Co., ESSEC etc. ou solide autodidacte.

nous offrons
• des responsabilités en contact direct avec la clientèle,
• la maîtrise des techniques propres aux produits financiers, mobiliers et immobiliers,
• le choix des secteurs de perfectionnement par une évolution rapide,
• une titularisation vite atteinte et un traitement largement proportionnel aux résultats.

nous exigeons
• le sens de l'efficacité,
• la caractéristique et de la combativité,
• un tempérament de "gagnant",
• le goût de la vente.

Envoyer lott. manuscrite à PUBLI-BANS REL. DE CES 13, rue Marivaux, 75002 PARIS, où transmettre (Mettre de bon vouloir préciser la référence)

ROBERT BOSCH (FRANCE) S.A.

Groupe BOSCH recherche pour son DÉPARTEMENT MÉTHODES

VE ASSISTANTE TECHNIQUE

langue allemand français
Chargée d'assurer, sous la responsabilité du Chef de département méthodes fabrication, des traductions techniques, la correspondance et les relations avec les autres unités du groupe.
La candidate retenue devra :
- être parfaitement bilingue (langue maternelle allemande souhaitée) avec et posséder des notions d'anglais ;
- avoir une bonne culture technique.
La pratique de la dactylographie et sténographie allemande serait appréciée.
Restaurant entreprise. Avantages sociaux.
Adresser C.V. manuscrit, photo et photo au Département Gestion du Personnel, 32, avenue Michélet, 93404 SAINT-OUEN.

TOTAL
COMPAGNIE FRANÇAISE DES PETROLES

INGENIEUR DE CONTRÔLE

Kléber Colombes

Dans le cadre du plan à moyen terme de sa DIRECTION ETUDES ET TRAITEMENT DE L'INFORMATION recherche

Ingénieurs d'études

(CENTRALE, A. et M. ou équivalent)

L'on sera chargé de développer les projets de gestion industrielle (Approvisionnement, fabrication, distribution) dans une division de la Branche Caoutchouc Industriel.
Cette première mission d'une durée de 2 à 3 ans nécessite de résider dans la région NEVERS DECIZE Réf. 501 C

L'autre sera chargé d'étudier les problèmes posés par la gestion des quatre usines de la Branche Pneumatiques, notamment en matière de suivi de fabrication et de gestion des magasins dont la solution peut nécessiter des analyses sur le site et des traitements locaux en liaison avec l'ordinateur central.
LIEU DE TRAVAIL : COLOMBES Réf. 502 L

Pour ces deux postes une expérience de 2 à 3 ans en gestion industrielle est nécessaire.
Envoyer C.V., photo et prétentions en précisant la référence du poste désiré à :

Kléber
Service Central Ingénieurs et Cadres
6, Avenue Kléber, 75016 Paris

organisation et personnel

La Direction d'un établissement industriel situé dans la proche banlieue, au Sud-Est de Paris, recherche un collaborateur direct dont il fera tout autant son conseiller que son adjoint. Il lui confiera particulièrement tous les aspects liés à la gestion du personnel et à l'organisation du travail.

Ce poste conviendrait à un ingénieur conseil qui aurait traité en milieu industriel des problèmes similaires (organisation, animation et formation de personnel). Il aurait ainsi la possibilité d'accéder progressivement à des responsabilités plus opérationnelles et la perspective, à moyen terme, de voir sa carrière évoluer dans un groupe français de tout premier plan.

Les consultants de SIRCA étudieront confidentiellement votre candidature. Ecrivez leur sous référence 77105.

Sirca
33, rue Galilée 75116 Paris

CADRE ADMINISTRATIF ET COMPTABLE

Formation supérieure + D.E.C.S.

Importante société de Services publics (chiffre d'affaires 850 millions de francs) recherche pour lui confier la responsabilité comptable et administrative d'une de ses Directions Régionales un CADRE COMPTABLE CONFIRME (30 ans minimum).

Le candidat possédant une excellente formation de base complétée par un D.E.C.S. Il aura acquis une grande pratique de la comptabilité. En outre, il aura déjà eu la possibilité d'élargir son expérience à plusieurs domaines de l'administration des entreprises (Fiscalité, Droit, Assurances, etc.).

Ce poste ne constituant qu'une étape dans la carrière que nous proposons, il est nécessaire que le candidat soit suffisamment disponible pour recevoir, par la suite, d'autres affectations à l'intérieur de la France.

La rémunération sera fixée en fonction de la qualité de l'expérience acquise. Elle évoluera au sein d'une fourchette de 75.000 à 90.000 francs par an.

Adresser carric. vitée et prétentions sous n° 9362 à

COFAP
20, rue de Chabrol 75010 Paris

La Division chimie d'un grand groupe industriel français développe une nouvelle génération d'applications commerciales conduisant à l'installation d'un réseau de 60 terminaux sur une cinquantaine de sites dans un environnement IBM 370-158 et IMS/OL 1. Elle offre à un JEUNE INGENIEUR GRANDE ÉCOLE ayant acquis une première expérience (2 à 4 ans) du télétraitement et de la mise en œuvre d'une base de données, de devenir

chef de projet

dans son département informatique (Paris). Il anime une équipe de 4 à 5 analystes-programmeurs COBOL et assure la réalisation technique de la solution négociée avec les utilisateurs. Ecrire à J. THILLY ss réf. 3220 LM. Carrières de l'Informatique

ALEXANDRE TICS S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON-JULIE-BRUXELLES-GENEVE-LONDRES

EUROP ASSISTANCE

STAGIAIRES ETUDIANTS(ES)

Il reste des postes disponibles :
- si vous n'avez pas déjà proposé votre candidature
- si vous êtes libre en Juillet et Août, éventuellement Septembre
- et si vous parlez couramment une langue européenne (de préférence : Espagnol, Portugais, Italien, Grec, Norvégien).
Écrivez rapidement avec C.V. et photo à EUROP ASSISTANCE Service du Personnel 23/25, rue Chéval - 75009 PARIS. NE PAS TELEPHONER.

IMPORTANT ORGANISME BANCAIRE - PARIS recherche pour son service Etudes d'organisation et d'informatique :

ANALYSTES

Grande Ecole de préf., diplômés de l'G.S./V.S. ; pratique de la programmation en P.L./I. ; connaissances des problèmes liés à Swift appréciées.

Adresser curriculum vitae détaillé, photo et prétentions sous référence 3.520, à P. LICHOU S.A., 10, r. Louvois - 75002 PARIS, Cédex 02, qui transmettra.

IMPORTANT CENTRE TECHNIQUE grande banlieue Nord de Paris recherche :

1 JEUNE INGENIEUR MECANICIEN

Ayant quelques années d'expérience dans un centre de calcul industriel.

Adr. C.V., photo et prétent. à n° 1094 CONTESTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, Paris-1^{er}

Le Directeur de la division

Études Internationales d'une société de produits de l'Opéra (PARIS-8^e), recherche

UNE JEUNE ASSISTANTE

OLYMPIQUE FRANC-ANGLAIS LICENCIÉE EN GROS

Elle devra assister :

1) Dans ses tâches administratives (rédaction et renouvellement des contrats, statistiques).

2) Dans ses contacts à Paris et en province avec les visiteurs.

Ecr. avec C.V., photo et prétent. sous n° 2.960 à P. LICHOU S.A., 10, rue Louvois, 75002 PARIS Cédex 02 qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ ETUDES ET REALISATIONS recherche CHARGES D'AFFAIRES

expérimentés, formation grandes écoles dans les domaines suivants :

- Bâtiments

- Equipements industriels

INGENIEURS

expérimentés, diplômés grandes écoles, pour occuper Chef de Service Technique bâtiment dans les domaines suivants :

- Electricité

- Génie Civil

- Thermique

Pour ces emplois,

• Anglais indispensables

• Sérieuses références.

Lieu de travail : banlieue Sud de Paris

Déplacements fréquents : France/Etranger

Adresser C.V. détaillé et prétentions sous référence 14.770 à

an.p.m 100, av. Chatelet de Gaulle 92522 NEUILLY 5-SEINE

Baccalauréat + 2 ans

70.000 F/an

après les six premiers mois d'intégration, 90.000 F/an après un an et demi.

Ce sont les rémunérations moyennes de nos

ingénieurs commerciaux

petits systèmes informatiques.

Nous recherchons pour Paris (Réf. 674 M) et Lyon (Réf. 677 M) des DEBUTANTS, dépourvus des obligations militaires, ayant de réelles qualités de contact, d'autonomie d'action, d'énergie et de curiosité d'esprit.

De sérieuses connaissances en gestion seraient appréciées.

Stage de formation commençant le 18 juillet. Vacances assurées au mois d'août.

Cette proposition intéresse également des professionnels expérimentés.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V. et photo sous référence enclavée à notre Conseil

centor

DÉPARTEMENT EMPLOI

13 bis, rue Henri-Monnier - 75009 PARIS.

Importante Société Internationale

Secteur Mécanique

un des Leaders dans la Branche.

620 personnes

recherche, pour son siège parisien, son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF ET DU PERSONNEL

Rattaché à la Direction Générale, il sera responsable :

- des questions juridiques et contentieuses ;

- de la gestion des polices d'assurance et des brevets ;

- de la gestion du personnel de l'usine et du siège ;

- des relations communales du siège (résidence, taxes, courtoisie).

Ce poste conviendrait à un diplômé de l'enseignement Supérieur (Ecole Supérieure de Commerce ou Faculté de Droit) ayant une réelle expérience de la fonction et une personnalité affirmée.

Une très bonne connaissance de l'anglais est indispensable.

La rémunération ne sera pas inférieure à 120 000 F.

Ecrire sous le n° 7.028 à « Le Monde » Publicité, 5, rue des Italiens, 75421 PARIS (9^e).

UN HOMME

25 ANS MINIMUM

ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL

- Il devra diriger une équipe de 5 à 6 personnes ;

- Avoir le contact aisé avec la clientèle ;

- Être libre rapidement.

Salaire de départ 4.000 F x 13 + possibilité d'augmentation en fonction des résultats.

Ecrire sous référence 7.512 à : P. LICHOU S.A., 10, rue de Louvois, 75002 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

IMPORTANT GROUPE FRANÇAIS DISTRIBUTION ALIMENTAIRE

IMPLANTATION NATIONALE (3000 personnes - 1200 véhicules - 110.000m² d'entrepôts) crée la poste de :

DIRECTEUR DE LA DISTRIBUTION PHYSIQUE

Rattaché directement au Directeur Général il aura pour mission :

- la conception générale des systèmes et outils de travail concernant les tâches de distribution physique associée à tous les stades de nos commerces : réception, stockage, préparation, conditionnement, transport, etc.

- le progrès des méthodes, de la compétitivité économique et de la qualité de la vie dans toutes les activités commerciales du groupe et, ceci, en dialogue étroit avec les commerciaux ;

- la responsabilité du bureau d'études des travaux neufs et travaux d'entretien ;

- la responsabilité d'une petite centrale d'achat technique (carburant, matériel divers, etc.).

Une formation supérieure, de préférence ingénieur grandes écoles est souhaitable.

La rémunération de départ ne sera pas inférieure à 200.000 F (+ voiture de fonction) pour un candidat pleinement confirmé.

Adresser candidature à No 13658, CONTESTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 q.r.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ DE TÉLÉCOMMUNICATIONS, PARIS (13^e)

RECHERCHE :

a) ADJOINT AU CHEF DU SERVICE ETUDES INGENIEUR ELECTRONICIEN

GRANDE ÉCOLE TELECOM., E.S.B. ou ÉQUIVALENT

Solide formation en électronique - Bonne expérience en laboratoire d'études des équipements de commutation électronique téléphonique - Connaissance de commutation temporelle appréciée. S'agit d'un poste d'encadrement de projets importants.

Le candidat sera responsable d'un groupe d'INGÉNIEURS et de TECHNICIENS pour étude et développement de matériel électronique pour télécommunications.

b) INGENIEURS ELECTRONICIENS

POSITION 2 - Formation grande école (TELE-COMMUNICATION, E.S.B. ou ÉQUIVALENT) - Solide formation en électronique, analogique et numérique - Expérience en circuits analogiques de plus de 5 ans - Connaissance logiciel MIBEA appréciée. Les candidats participeront à l'étude et au développement de systèmes de tests automatisés pilotés par ordinateur.

c) INGENIEUR ELECTRONICIEN

POSITION 2 - Formation "E.S.B. ou I.N.S.A., E.N.S.I. ou équivalent - Bonne expérience de l'électronique analogique, bases théoriques et pratiques - Expérience dans les tests automatisés de sous-ensembles soudués. Connaissance de télécommunications appréciée.

Le candidat sera responsable d'un groupe de techniciens pour établissement et mise en œuvre de programmes de test.

d) INGENIEURS ELECTRONICIENS

POSITION 2 - Formation grande école, pour travaux de conception d'équipements de transmission numérique au sein d'une équipe jeune - Expérience industrielle confirmée d'un minimum 4 ans dans le domaine de la transmission de signaux téléphoniques, analogiques et numériques, et le multiplexage de voies téléphoniques - Expérience souhaitée dans le domaine de traitement numérique du signal.

Ecrire avec C.V. et photo, sous la réf. n° 6.412, à : A.D.T. - R.P. 30 - 75053 PARIS - CEDEX 13.

AFFILIATE of an AMERICAN COMPANY

INDUSTRIAL ENGINEER

based in PARIS CHAMPS-ÉLYSÉES

FIELD OF ACTIVITY : FRANCE : 2 production units - Warehousing Distribution.

EXPERIENCE : Should have 2/3 years experience in Industrial Engineering (Production experience appreciated)

EDUCATION/TRAINING : Arts et Métiers, Chemistry, etc.

'In collaboration with people responsible for each operation HE WILL BE REQUIRED to :

- Determine LEAD standards ;

- question methods, techniques and equipments with the aim of reducing costs and improving operations ;

- co-ordinate study and development of cost reduction programs in accordance with policy and technical practices of the Company ;

- gather necessary data for investments ;

- analyse variances and assist Responsible in their endeavours to reducing variances related to their responsibility centers ;

- determine packing designs and methods ;

- Impel the Value Analysis Committee involving Marketing, Production, Distribution Purchasing and Accounting ;

- regroup data for elaboration of the budget and the Technical Dept level.

Send career details, salary requirements to : LEVI-TOURNAY 31, Boulevard Bonne Nouvelle 75002 Paris or n° 8244 who will forward

JEUNES HEC, ESSEC, SUP DE CO

Une importante Société pétrolière recherche de jeunes HEC, ESSEC, Sup de Co intéressés par une carrière dans la distribution.

Après une période de formation dans une direction régionale, ils pourront évoluer vers des postes de responsabilité "sur le terrain" ou de gestion des ventes.

Une grande expérience professionnelle serait appréciée.

Envoyer C.V., photo et prétentions sous référence 7510-M à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 2, rue d'HAUTEVILLE - 75010 - PARIS

Les consignes syndicales ont été très suivies dans les secteurs public et nationalisé

Dans le secteur public et nationalisé, les consignes syndicales ont été généralement bien suivies :

● **DANS L'ENSEIGNEMENT**, selon le ministère de l'éducation, il y a eu 82,5 % de grévistes parmi les instituteurs et 74,9 % chez les enseignants du second degré. 49,6 % des membres du personnel administratif auraient participé au mouvement.

Selon le secrétariat d'Etat aux universités, la grève a été diversement suivie dans l'enseignement supérieur : on signale fort peu de grévistes en médecine et en pharmacie ; en revanche, le mouvement a été fortement suivi en lettres. Dans les U.R.S. juridiques et scientifiques, la situation a été très variable. A Paris, toutes les universités étaient désertées, sauf celle de Paris-VIII - Dauphine, où 15 % des personnels non enseignants étaient présents. En province, la grève a été suivie de 96 % à Toulouse - Le Mirail à 0 % à l'université de Lille-II.

● **DANS LES P.T.T.**, on a compté, selon le ministère, 57 % de grévistes à Paris (56 % dans les postes et 58 % dans les télécommunications) et 55 % en province.

● **A LA S.N.C.F.**, le trafic n'a été assuré que de 15 à 20 % sur les grandes lignes et un train sur cinq a circulé sur les réseaux de la banlieue parisienne. La participation à l'arrêt de travail de vingt-quatre heures a été, selon la direction, de 50 à 55 %.

● **A LA R.A.T.P.**, le service du métro a été réduit à 11-12 % en fin d'après-midi. Selon la direction, on a enregistré 70 % de grévistes chez les machinistes et 60 % parmi les agents des stations. La circulation des autobus

n'a été assurée qu'à 14 %, et 85 % des conducteurs ont suivi les consignes syndicales.

● **A L'E.D.F.**, la participation à la grève a été de 76 % et la baisse de production a été de l'ordre de 50 %. De nombreuses entreprises, explique-t-on à la direction, ayant réduit ou arrêté leurs activités mardi — une baisse importante de la consommation était notée dès la nuit du 23 au 24 mai — les coupures de courant ont, dans l'ensemble, touché les particuliers que lors de la grève déclenchée le 28 avril dans le seul secteur public et nationalisé.

● **AUX CHARBONNAGES DE FRANCE**, l'arrêt de travail a été massivement observé par les mineurs de fond : 94 % d'absents au premier poste et 94,7 % au second.

Au jour, la participation a été moins importante : 54,9 % de grévistes au premier poste et 54,3 % au second. En raison de l'appel lancé aussi par la C.G.C., le mouvement a été fortement suivi dans la maîtrise : 76 % de grévistes dans le Nord et 61,3 % dans le Centre-Midi pour le fond, 22 % dans le Nord et 55 % dans le Centre-Midi pour le jour. Enfin, 9 % des ingénieurs dans le Nord et 21 % dans le Centre-Midi ont arrêté le travail.

● **A L'AIR FRANCE**, où les pilotes n'étaient pas en grève, on a compté, selon la direction, de 30 à 60 % de participation au mouvement syndical, selon les services. Le trafic n'a été assuré qu'à 10 % pour les moyen-courriers, mais à 30 % pour les long-courriers. A l'UTA, le service a été normal.

Des résultats inégaux dans le secteur privé

Dans le secteur privé, le C.N.P.F. estime que la grève a été forte, elle est loin d'avoir entraîné une paralysie totale de l'activité économique. C'est, semble-t-il, dans les textiles artificiels, la chimie et l'imprimerie que les grévistes, ou les absents, ont été les plus nombreux. Aucun quotidien national ou régional n'a paru en France mardi. Fait exceptionnel, le *Parisien libéré* n'est pas sorti des presses, les travailleurs du Livre syndiqués à F.O. ayant suivi les consignes de grève. A la télévision et à la radio, le programme minimum a été appliqué et France-Inter n'a diffusé que trois bulletins d'informations. Dans les radios périphériques, malgré l'annonce d'une grève d'une partie de la rédaction, des bulletins d'informations ont été diffusés régulièrement.

En revanche, dans la métallurgie, l'Union patronale estime qu'en moyenne 60 % des salariés ont travaillé (70 % dans la région parisienne). A la règle Renault, on déclare qu'il n'y a eu, en moyenne que 30 % de grévistes, la C.G.T. avançant les chiffres de 50 % de grévistes chez les O.S. et de 80 à 90 % chez les ouvriers professionnels. Dans les cimenteries, comme dans les pétroles, le patronat estime que plus d'un tiers des établissements ont pu fonctionner normalement.

Dans les banques, le commerce et les services, une minorité seulement du personnel a cessé le travail, affirme-t-on dans les milieux patronaux. Mais il s'agit toujours de moyennes qui cachent de grandes variations régionales. Très suivis dans les régions de Lyon, Toulouse, Marseille, Toulon, Bordeaux, Angoulême, Nantes, Saint-Nazaire, Le Havre, Calais, Limoges, les mots d'ordre syndicaux semblent avoir eu beaucoup moins d'écho dans le nord-est de la France, en Alsace et en Franche-Comté (sauf Belfort).

Alors que la grève a été « massivement suivie », selon la fédération C.G.T., dans les ports et docks, les dockers de Dunkerque ont, en majorité, travaillé : un millier d'entre eux ont simplement participé à la manifestation du matin dans la ville.

Après cinquante-deux jours de

grève [contre la direction du port et la société Unisur], a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

La parole est à M. Barre...

« Il ne s'agit pas de question d'une journée sans lendemain. Sans doute n'est-il aucun responsable syndical qui n'ait formulé cette résolution au soir du 24 mai. Mais l'éventail des projets manque de cohésion. La grève de mardi a résolu de l'adoption de consignes, de durcissements, qui traduisent tous une opposition à la politique gouvernementale, mais ne constituent pas — ou pas encore — un élan unitaire, capable, apparemment, de submerger la plan Barre. Aucune des grandes organisations engagées dans l'action n'avait d'ailleurs exprimé cette ambition.

L'observation des déficits qui ont sillonné les villes comporte plusieurs enseignements : les manifestations étaient venues en toute liberté, sans doute pas plus nombreux que le 7 octobre — lors de la première démonstration contre le plan d'austérité. Or, à l'heure où toutes les centrales sans exception, y compris F.O., la C.F.T.C. et la C.G.C., se lancent dans la grève, on pouvait logiquement s'attendre à une plus forte affluence.

Le temps où l'on réclamait surtout « des sous » ou « la retraite à soixante ans » est terminé. Ce 24 mai, en fait, surtout les mots d'ordre politiques : « Union, action, programme commun », « pas de socialisme sans autogestion », « le pouvoir aux travailleurs », « n'attendons pas 78 », « c'est maintenant qu'il faut lutter ».

Nombre de ceux qui ont manifesté ont simplement fait grève, ont agité pour marquer leur « ras-le-bol », sans ignorer que la totalité de la

classe ouvrière ne les suit pas. Le poids du chômage continue à exercer un rôle de frein. Sans doute aussi le sentiment de certains que la médecine de M. Barre, pour amère qu'elle soit, était inévitable et la conviction d'autres que le harcèlement est sans effet sur le gouvernement : il faut attendre les élections. La C.G.T. et la C.F.D.T. d'accord pour dire que l'approche des congés payés et même le mois d'août n'amèneront pas d'armistice. Après le rassemblement au pied de la tour Eiffel de juillet 1975 et le « rallye des brades de Giscard » de juin 1976, la C.G.T. annonce une campagne itinérante contre le chômage, conduite par un vétéran autobus frété à cette intention.

Dans l'immédiat, M. Ségué a écrit à M. Barre pour lui demander, une fois de plus, le reprise des négociations en suspens. La démarche n'a pas été telle en commun avec la C.F.D.T. Toutefois, MM. Ségué et Meire sont d'accord pour poursuivre ensemble l'action à la base et réclamer des négociations à tous les niveaux. La grève de mardi doit, disent-ils, inciter les travailleurs à accentuer sur place, leur pression ; des résultats très appréciables peuvent en être attendus, alors que le gouvernement semble de plus en plus en perte de vitesse. M. Bergeron a demandé audience à M. Giscard d'Estaing et à M. Barre, la poursuite de l'action dépendant à F.O. de la volonté de chaque fédération. Les seuls éléments qui poussent à une radicalisation de l'action étant des groupes d'extrême

gauche — dont les divergences s'accroissent de nouveau — on peut être sûr que la C.G.T. ne laisseront pas se développer une « stratégie du débordement ».

Les éclipses de la cohésion entre syndicat et les querelles des franges extrêmes pourraient être exploitées par le gouvernement si la situation économique ne traduisait les modestes résultats de la politique de M. Barre. Il va probablement devoir de plus en plus difficile, à l'heure Matignon, d'efficher une totale sérénité devant ce qu'on voudrait considérer comme l'expression du « débordement » des travailleurs. On imagine, dans l'entourage du premier ministre, que celui-ci ne refuse pas à personne, pourvu qu'on vienne le voir « avec l'intention de discuter sérieusement et pas seulement avec celle de faire, à la sortie, des déclarations aussi négatives que préméditées ». On ajoute que les négociations pourraient reprendre dans les secteurs public et nationalisés, sur les bases antérieures ; c'est qu'est envisagée une légère augmentation du pouvoir d'achat à ses prix et la production obéissent au schéma tracé par M. Barre le 22 septembre 1976.

N'est-ce pas taire un peu le sourd orillon, après la récente grève de mardi ? La nouvelle hausse importante de l'indice des prix risque de ruiner une partie de l'intérêt évanoui dans la monde du travail par les discussions engagées sur le pré-travail « à la carte », qui pourraient aboutir fin juin.

La parole étant maintenant à M. Barre, le premier ministre peut être tenté de laisser pourrir la situation. Cependant, le violent de profonde changements politiques, croissantes de grèves en défiance, veut l'inciter à ne pas trop miser sur l'immobilisme durant les dix mois qui précèdent les élections.

JOANINE ROY.

LES RÉACTIONS POLITIQUES

● **LE CENTRE DES DEMOCRATES SOCIAUX**, dont le président est M. Jean Lecanuet : « Le gouvernement a engagé une politique courageuse qui commence à porter ses fruits (...). Il convient de rappeler que le soutien de l'opinion est nécessaire à la réussite de cette politique (...). Les dirigeants des syndicats ne doivent pas pour autant laisser croire qu'une augmentation du pouvoir d'achat est possible compte tenu des données de l'économie mondiale. »

● **LE PARTI REPUBLICAIN**, dont le secrétaire général est M. Jean-Pierre Soisson : « Comme une grève générale peut faire baisser le prix du pétrole ou créer un seul emploi ? Il faut voir clairement, en revanche, ce que cette journée aura coûté à la collectivité nationale : 7 milliards de francs. Le Parti républicain est conscient de l'effort qui est demandé aux travailleurs, mais à condition qu'on ne peut distribuer des richesses que l'on n'a pas produites. »

Un défile imposant et

Les défilés des grévistes ont été très nombreux dans les villes de France. A Paris, les défilés ont eu lieu dans les rues de la capitale. Les grévistes ont porté des banderoles et des pancartes. Les défilés ont été très imposants et ont attiré beaucoup de spectateurs.

Les défilés ont été très nombreux dans les villes de France. A Paris, les défilés ont eu lieu dans les rues de la capitale. Les grévistes ont porté des banderoles et des pancartes. Les défilés ont été très imposants et ont attiré beaucoup de spectateurs.

Les défilés ont été très nombreux dans les villes de France. A Paris, les défilés ont eu lieu dans les rues de la capitale. Les grévistes ont porté des banderoles et des pancartes. Les défilés ont été très imposants et ont attiré beaucoup de spectateurs.

Combien étaient-ils ?

Les défilés ont été très nombreux dans les villes de France. A Paris, les défilés ont eu lieu dans les rues de la capitale. Les grévistes ont porté des banderoles et des pancartes. Les défilés ont été très imposants et ont attiré beaucoup de spectateurs.

Les défilés ont été très nombreux dans les villes de France. A Paris, les défilés ont eu lieu dans les rues de la capitale. Les grévistes ont porté des banderoles et des pancartes. Les défilés ont été très imposants et ont attiré beaucoup de spectateurs.

Les défilés ont été très nombreux dans les villes de France. A Paris, les défilés ont eu lieu dans les rues de la capitale. Les grévistes ont porté des banderoles et des pancartes. Les défilés ont été très imposants et ont attiré beaucoup de spectateurs.

Les défilés ont été très nombreux dans les villes de France. A Paris, les défilés ont eu lieu dans les rues de la capitale. Les grévistes ont porté des banderoles et des pancartes. Les défilés ont été très imposants et ont attiré beaucoup de spectateurs.

Les défilés ont été très nombreux dans les villes de France. A Paris, les défilés ont eu lieu dans les rues de la capitale. Les grévistes ont porté des banderoles et des pancartes. Les défilés ont été très imposants et ont attiré beaucoup de spectateurs.

Les défilés ont été très nombreux dans les villes de France. A Paris, les défilés ont eu lieu dans les rues de la capitale. Les grévistes ont porté des banderoles et des pancartes. Les défilés ont été très imposants et ont attiré beaucoup de spectateurs.

Les défilés ont été très nombreux dans les villes de France. A Paris, les défilés ont eu lieu dans les rues de la capitale. Les grévistes ont porté des banderoles et des pancartes. Les défilés ont été très imposants et ont attiré beaucoup de spectateurs.

Les défilés ont été très nombreux dans les villes de France. A Paris, les défilés ont eu lieu dans les rues de la capitale. Les grévistes ont porté des banderoles et des pancartes. Les défilés ont été très imposants et ont attiré beaucoup de spectateurs.

CORRESPONDANCE

Grévistes malgré eux

Plusieurs dirigeants de petites entreprises du bâtiment de la région parisienne nous ont écrit qu'en raison de l'absence de transports publics ou des risques pour la sécurité causés par les délestages d'électricité, leur personnel, sans s'associer à la grève, ne pourrait travailler. Le directeur de l'entreprise Peruggia (peinture, vitrerie) de Montreuil nous écrit :

Nous voudrions attirer votre attention sur la grève générale du 24 mai qui, selon les syndicats, sera suivie par tous les travailleurs.

Notre entreprise comporte un effectif de trente ouvriers, et tous sont d'accord pour travailler ce jour-là.

Malheureusement, tributaires des transports, ils seront contraints de rester chez eux. Néanmoins, les syndicats les comptabiliseront comme faisant partie des grévistes.

Nous avons interrogé de nombreux confrères qui sont exactement dans la même situation.

Nous aimerions que vous publiez dans votre journal que les ouvriers du bâtiment ne sont pas tous d'accord pour la grève.

Après cinquante-deux jours de

grève [contre la direction du port et la société Unisur], a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger Gouvard, secrétaire du syndicat C.G.T., et alors que nous sommes en pleine négociation, nous avons voulu faire un geste face aux problèmes rencontrés pour la reprise des activités portuaires. Et puis, comme notre activité est intermittente, un jour d'arrêt supplémentaire aurait pu remettre en question nos droits de grève.

Le personnel du port autonome de Dunkerque (gruier, portier, magasinier, etc.), a expliqué M. Roger

GREVE NATIONALE DU 24 MAI

parole est à M. Barre...

A Paris

Un défilé imposant et traditionnel

Panfars, drapeaux, banderoles, slogans, tracts : pour tradition, celle qu'a été la manifestation organisée de la place de la Bastille à la gare de l'Est, par la C.G.T., la F.E.N., la F.E.N., il s'en est dégagé un petit air de fête, qui avait manqué, par exemple, lors du défilé du 1^{er} mai. Le soleil enfin retrouvé, la place de la Bastille transformée pendant des heures en un vaste forum et parcourue par de nombreux vendeurs de sandwichs et de rafraîchissements, l'accueil chaleureux de la double triple file de spectateurs qui ont suivi le défilé, le passage des leaders syndicaux, et d'une façon générale, la disponibilité débordante des Parisiens en cette journée de grève nationale, tout cela a contribué à donner à la manifestation un caractère de « fête nationale », une manifestation « traditionnelle », une manifestation « traditionnelle », une manifestation « traditionnelle ».

Les stitiles des policiers

Le défilé était conduit par MM. Georges Séguin, Edmond Mahe, et, pour la F.E.N., Robert Chervin, en l'absence de M. André Henry, en voyage aux États-Unis. Mais, au cours de la manifestation, un caractère « traditionnel », une manifestation « traditionnelle », une manifestation « traditionnelle ».

Combien étaient-ils ?

Pour le mois cent quatre-vingt-septième fois, de spectacle anonyme de la manifestation, adossé à un arbre du boulevard des Filles-du-Calvaire, vient d'éprouver sur le bouton d'un petit boîtier qu'il était dans sa poche. Avec un léger sourire de soulagement, car les cent quatre-vingt-septième fois, de spectacle anonyme de la manifestation, adossé à un arbre du boulevard des Filles-du-Calvaire, vient d'éprouver sur le bouton d'un petit boîtier qu'il était dans sa poche.

En effet, le cortège était ébranlé vers 10 h. 15, sans entrain apparent. Même si une panacée, annoncée par les médias, était venue à bout de la manifestation, il n'y avait rien de commun avec le « punch » des grandes manifestations de 1968. Les idées fleurissent en mai, il n'y avait rien de commun avec le « punch » des grandes manifestations de 1968.

En province

Des manifestations aussi importantes qu'en 1968

Les nombreuses manifestations qui se sont déroulées en province ont été aussi importantes qu'en 1968. Les nombreuses manifestations qui se sont déroulées en province ont été aussi importantes qu'en 1968.

général — 15 000 selon les syndicats — ont participé au défilé, le plus important depuis mai 1968, tandis que F.O. organisait un meeting qui a rassemblé 350 militants.

capacité d'union de la gauche de Brest. Les élus du P.C. portaient l'écharpe de leurs fonctions.

On n'en finit plus de citer les centaines de délégations qui ont pris part à cette manifestation, mais, à côté des personnels hospitaliers et communaux, des enseignants, des étudiants, des militants, des élus, des représentants du chef de l'Etat et le premier ministre et annonçant la naissance du P.R., entre parenthèses « Petit Réseau », etc.

Des incidents ont eu lieu, en fin de cortège, entre l'extrême gauche et le service d'ordre de la C.G.T. Après s'être opposé à la pression du P.S.U. et d'un groupe de lycéens qui essayaient de s'insérer au défilé, le service d'ordre s'est mis à charger et à frapper. Plusieurs militants du P.S.U. ont été blessés. L'un des lycéens a été hospitalisé. A la fin de la manifestation, mais sans incident, cette fois, le même service d'ordre a empêché le groupe Lutte ouvrière d'atteindre le point de dispersion.

DANS LE SUD-OUEST, les manifestations ont dépassé en ampleur, celles de 1968 : dix mille à cinquante mille, selon les sources, à Bordeaux, dix mille à treize mille à Toulouse, cinq mille à douze mille à Bayonne, quatre mille à douze mille à Périgueux, trois mille à dix mille à Pau.

M. BARRE : ma sérénité n'est pas troublée

M. Barre a été reçu, mardi 24 mai, à l'Assemblée nationale, par les députés réformateurs, auxquels il a rappelé que le redressement économique est le principal objectif de sa politique. Le premier ministre a déclaré que les propositions qu'il a présentées ont été rapportées par M. Marj Lejeune, président du groupe réformateur, à l'Assemblée nationale, et a ensuite affirmé que les grèves du 24 mai ont été organisées par la C.G.T. et la F.E.N., comme un avertissement à la politique du gouvernement et à la classe ouvrière. « Je resterai impassible », a-t-il ajouté. Cela ne troublera pas ma sérénité, et ne me fera pas changer dans ma détermination.

déclaration, le contrat S.D.F. acquis en d'autres temps et aux conditions qui étaient alors nécessaires pour obtenir l'adhésion de la C.G.T. Il n'est pas possible qu'elle existe dans le secteur nationalisé, une classe de prolétaires dont le revenu évoluerait imperceptiblement.

GUAYANE : quelle grève ?

(De notre correspondant.)
Cayenne. — Selon l'Education nationale, les P.T.T., FR 3 et, dans une certaine mesure, l'E.D.F., ont été touchés par la grève du 24 mai. Ce n'est certes pas la situation économique qui est le plus alarmante, du département, qui explique le refus des Guyanais de manifester leur mécontentement et leur inquiétude, mais la prise de position du principal syndicat local, l'U.T.G. L'Union des travailleurs guyanais favorable à l'indépendance de la Guyane, a déclaré que l'absence de rares exceptions près) aux grèves françaises. « Nous devons lutter pour notre indépendance, même si c'est la gauche qui est en pour en France », a déclaré récemment son secrétaire général, M. Turenne Radamantou. L'U.T.G. revendique trois mille syndiqués, soit près de 80 % des syndiqués de la Guyane. L'union départementale de la C.G.T. elle est autonome depuis 1965, mais elle a gardé des liens étroits avec la C.G.T. qui la représente sur le plan national. Si théoriquement il n'y a pas d'organisation cégétiste en Guyane, il subsiste néanmoins certains problèmes avec des fonctionnaires qui restent directement affiliés à la C.G.T. en France.



(Dessin de KONK.)

Tous les syndicats réclament des négociations

Les organisations syndicales ont exprimé leur satisfaction devant l'importance du nombre des manifestants et des grévistes. La C.G.T. évalue à huit millions le nombre des travailleurs qui ont défilé, en l'estimant un peu inférieur à celui qui avait été atteint en mai 1968, soit neuf millions.

La C.G.T. considère que ses adhérents ont largement suivi le mouvement. « Toutefois, dans quelques entreprises, le crainte de la récupération politique de cette grève a conduit les cadres à s'abstenir ».

M. MONORY : une perte de 5 milliards

M. Monory, ministre de l'Industrie, a déclaré que la perte d'une journée de travail, compte de 24 mai, coûtait 5 milliards de francs à l'économie nationale. « Finalement, ce sont les Français qui paieront la note (...) Il est maintenant évident que cette grève est bien politique, puisque M. Marchais n'est joint avec le parti communiste aux grévistes ».

A. LA BOURSE DU TRAVAIL

M. Bergeron : si l'avertissement n'est pas entendu...

Alors que les derniers rangs du cortège C.G.T., F.E.N. et F.E.N. commencent à s'ébranler place de la République, à Paris, M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, précisait, de 15 h. 30 à 16 h. 30, un meeting à la Bourse du travail. Ce meeting, qualifié par ses organisateurs de « réunion de militants », n'a rassemblé en fait que quelques centaines de personnes.

De même, F.O. n'entend nullement laisser porter atteinte au principe fondamental des conventions collectives, qui sont « un acquis des luttes ouvrières ». A plusieurs reprises, M. Bergeron a répété : « Notre grève n'est pas une grève politique. C'est une grève interprofessionnelle et syndicale. En la faisant, nous avons voulu démontrer notre attachement à la liberté des négociations. » Et de conclure : « Si l'avertissement d'aujourd'hui n'est pas entendu, le gouvernement et les patrons s'auto-assurent une lourde responsabilité ».

Des incidents boulevard de Strasbourg

Quelques charges de police violentes contre des « éléments contrariés », une douzaine d'arrestations, le haut du boulevard de Strasbourg, 10^e arrondissement, jonché de déchets, le vertige de la dégradation du cortège s'est moins bien passée que l'on aurait pu le prévoir. Alors que la fin du défilé avait déjà atteint la gare de l'Est, des incidents ont éclaté entre de petits groupes de manifestants et les forces de police vers 16 h. 20.

A l'aide de petites bouteilles qui traînaient à terre en grand nombre, des éléments incontrôlés ont harcelé la police municipale. Très rapidement, ces manifestations se sont déplacées vers le haut du boulevard de Strasbourg, à proximité immédiate de la gare de l'Est, et dans les rues avoisinantes, et, vers 16 h. 45, plusieurs personnes ont été arrêtées près du boulevard de Strasbourg, notamment une jeune fille et deux garçons passablement molestés.

Des incidents boulevard de Strasbourg

Quelques charges de police violentes contre des « éléments contrariés », une douzaine d'arrestations, le haut du boulevard de Strasbourg, 10^e arrondissement, jonché de déchets, le vertige de la dégradation du cortège s'est moins bien passée que l'on aurait pu le prévoir. Alors que la fin du défilé avait déjà atteint la gare de l'Est, des incidents ont éclaté entre de petits groupes de manifestants et les forces de police vers 16 h. 20.

A l'aide de petites bouteilles qui traînaient à terre en grand nombre, des éléments incontrôlés ont harcelé la police municipale. Très rapidement, ces manifestations se sont déplacées vers le haut du boulevard de Strasbourg, à proximité immédiate de la gare de l'Est, et dans les rues avoisinantes, et, vers 16 h. 45, plusieurs personnes ont été arrêtées près du boulevard de Strasbourg, notamment une jeune fille et deux garçons passablement molestés.

ikkomat de Nikon
Moins de 2.000 F.

Libres opinions

Sauver la sidérurgie

en appliquant le programme

L'avenir est à l'agriculture différenciée : produits de masse et aliments naturels

Il a suffi de deux années de mauvaises récoltes, d'une sécheresse qui n'était ni nouvelle ni imprévisible dans certaines régions de l'Asie et de l'Afrique, et de la crise de l'énergie pour que s'écroule le mythe du développement permanent, et que naisse une vision pessimiste, pour ne pas dire catastrophique, du futur. Mais à cela s'ajoute le fait que l'agriculture des pays en voie de développement se modernise trop lentement, alors que les pays industrialisés ne suivent pas le rythme de la consommation des populations à revenu élevé.

« Quelle sera l'agriculture de l'an 2000 ? » Comme l'affirme le sociologue italien Corrado Vivanti, vers la fin du siècle, l'agriculture se scindera probablement en deux branches distinctes : la première, tournée vers l'alimentation des masses à la recherche de matières et de protéines à bon marché ; et la seconde, destinée aux plaisirs de la table. Ceux qui escomptent un miracle d'un

boeuf élevé dans des prés absolument « propres », nourri avec du fourrage naturel, sans engrais chimiques, ou ceux qui voudront une truffe ou un poulet de grain devront payer très cher pour obtenir de semblables gourmandises. Sans doute y aura-t-il des gens qui renonceraient à leurs vacances pour pouvoir se permettre, une fois par mois, un repas dans un restaurant à l'antienne mode, où les aliments seraient « naturels ». En France, déclare Barberis, les viticulteurs du Midi ont été plongés dans la crise par l'arrivée de vins exotiques en vrac. Mais les « dieux », grands crus de Bordeaux ou de Bourgogne, ont contempné, impassibles, la hâte de ces « mortels ».

Bref, l'agriculture différenciée qui est vraisemblablement en train de naître conduira à la diffusion toujours plus large des appellations contrôlées et des marques de garantie. Naturellement, l'éventail des prix sera très large. Comment pourrait-on faire payer au même prix un filet qui

provient d'une cuisine à viande et celui d'un boeuf nourri avec du lait et de l'herbe verte ?

Le sociologue français Henri Mendras prévoit lui aussi dans l'avenir deux agricultures. « La campagne ne pourra plus être identifiée avec l'agriculture, et la terre (si elle l'a jamais été) ne sera plus uniquement un facteur de production agricole », dit-il. À côté des exploitations utilisant des méthodes rationnelles, une autre agriculture aura sa place toujours plus moderne, et qui devra sans cesse le devenir davantage parce que l'exode agricole continuera malgré les crises économiques sans qu'on puisse y mettre un frein. Les exploitations agricoles auront des superficies toujours plus importantes. Il y aura un développement considérable de la mécanisation et de la « biologisation » du sol (engrais,

fertilisants). La dépendance de l'agriculture par rapport à l'industrie sera encore plus importante. Résultat : les campagnes auront un nombre toujours plus réduit d'agriculteurs (avec une tendance à suivre le modèle anglais, comme l'indique le tableau ci-dessous) et la tendance à vivre en ville, ou du moins dans les gros centres ruraux, s'accroîtra. Dans le même temps, le groupe de citoyens qui auront à leur disposition des revenus importants et qui décideront de tenir compte de l'aspect « écologique » de la vie dépenseraient tout ce qu'ils pourront en aliments naturels et en « vie à la campagne », soit dans de vieilles bâtisses remises en état, soit en logeant chez un agriculteur qui aura adopté la pratique, encore peu répandue, de l'agritourisme.

LIVIO BURRATO.

PART DU SECTEUR AGRICULTURE ET PÊCHE DANS L'EMPLOI

	1968	1973	1974	1975
Allemagne	9,9 %	7,5 %	7,3 %	7,3 %
France	15,7 %	11,9 %	11,3 %	11,3 %
Italie	22,4 %	17,4 %	16,6 %	16,6 %
Grande-Bretagne	3,1 %	2,9 %	2,8 %	2,7 %

ÉVOLUTION DE L'EMPLOI DANS L'AGRICULTURE ET LA PÊCHE (en milliers d'unités)

	1974	1975
Non salariés	1 635	1 579
Salariés	247	232
Total	1 882	1 811
France	1 945	1 863
Salariés	1 189	1 130
Total	2 482	2 531
Italie	1 922	1 824
Salariés	1 389	1 338
Total	2 311	2 264
Grande-Bretagne	286	266
Salariés	417	401
Total	683	657

(PUBLI-TE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE

Entreprise Nationale SONATRACH

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

Un appel d'offres international est lancé pour la fourniture des équipements suivants :

- Onze (11) groupes turbo-pompes,
- Douze (12) pompes de surcompression.

Le cahier des charges peut être retiré dès parution de cet avis auprès de la Direction Engineering Central - 10, rue du Sahara, Hydra, ALGER - Tél. : 60-66-33 - Téléc. : SONEC 52.375 DZ.

Les offres devront parvenir à la SONATRACH, Division Engineering et Développement avant le 15 juin 1977.

Le délai de validité de l'offre est fixé à six mois (6) à partir de la date de remise des offres.

mardi 7 juin

améliorer
l'efficacité
de votre
informatique

Une journée d'étude
de la CEGOS
en collaboration
avec le
Laboratoire de Métrologie Informatique

CEGOS
téléphone
778.16.40

Une exclusivité Hewlett-Packard : vos données, vos programmes, sur une carte !

Des calculateurs de poche qui vous permettent d'enregistrer vos programmes, il en existait déjà quelques-uns.

Mais maintenant, si dans votre activité vous utilisez souvent les mêmes données chiffrées, vous pouvez aussi les enregistrer, une fois pour toutes, sur carte magnétique.

Cette carte, le HP-67 ou le HP-97, permet d'enregistrer, quelle que soit l'importance de vos données ou de vos programmes : ces deux calculateurs ont une mémoire de 224 « lignes » pour les programmes et de 31 registres pour les données.

Vous gagnerez ainsi du temps. Et vous éliminerez tout risque d'erreur, puisque les chiffres sont inscrits définitivement. Et bien inscrits : un écran de contrôle (ou une imprimante, sur le HP-97) permet de les vérifier.

Une utilisation très souple

Outre ces lignes et ces registres, vous aurez aussi à votre disposition trois niveaux de sous-programmes, dix fonctions à définir, dix instructions de décision conditionnelle, quatre indicateurs (flags) et trois types d'adressage : symbolique, absolu et indirect. Jamais

des calculateurs portatifs n'avaient réuni une telle puissance et une telle souplesse d'utilisation.

Une utilisation très simple

Le HP-67 et le HP-97 sont livrés avec des manuels d'utilisation très clairs qui vous permettent d'exploiter rapidement toutes les possibilités de ces étonnants calculateurs.

Hewlett-Packard vous remettra aussi une bibliothèque de programmes-types et une carte d'adhésion au Club des Utilisateurs.

Sur option, vous pouvez vous procurer des bibliothèques spécialisées : mathématiques, statistiques, finances, topographie, béton armé, etc.

HP-67 ou HP-97 ?

Tous deux ont la même précision : le HP-67 est d'un format de poche, tandis que le HP-97, qui dispose d'une imprimante, est portatif : il ne mesure que 22,8 cm x 20,3 cm.

Les
nouveaux
HP-67
et
HP-97

Détail important : les cartes de ces deux calculateurs sont entièrement compatibles. N'hésitez pas à demander une démonstration à Hewlett-Packard, ou à l'un de ses distributeurs agréés.

HEWLETT  PACKARD

France: B.P. 70.914 01 Orsay Cedex - Tél. 907 78 25

Calculateurs disponibles chez les distributeurs agréés Hewlett-Packard :

Aix-en-Provence : Ets Alivon - 35, cours Mirabeau • Amiens : Ets Robert Ledoux - 5, rue des Trois Cailloux • Angers : Librairie Richer - 6-8, rue Chaparot • Annecy : Unio Ideas - 4, avenue de Chevesnes • Aubervilliers : E.A.C. - 15, rue Louis Courrier • Avignon : Caravella - 46, rue des Lices • Beauvais : Ets Robert Ledoux - 43, rue Carnot • Besançon : Ets Dubich - 18, rue de Belfort • Bordeaux : Bernadet - 8, rue Vital-Carles • Interbureau - 66, rue Fondaudouze • Boulogne : Ets Compta France - 3, rue de la Reine • Clermont-Ferrand : Librairie Neyrial - 3, bd Dessix • Dijon : Librairie de l'Université - 17, rue de la Liberté • Épernay : O.M.B. - 29, rue St Etienne • Grenoble : Unio Ideas - 55, bd Joseph Vallier • Harfleur : O.M.B. - R.N. 13bis, Gouffreville • La Havre : O.M.B. - 87, rue Louis Brindeau • Lille : Ets Catry - 38, rue Feidherbe • Limoges : Librairie Baradat - 5, place Fournier • Lyon : Franc - 62, rue de la République • Nantaise - place d'Albion • Dom - Passage de l'Argue • Dom - 274, rue de Créqui • Lyon Tassin : Unio Rondeau - 57, av. Victor Hugo • Marseille : Calculs Actuels - 49, rue du Paradis • Metz : Prudent Châton - 20-22, rue Ste Marie • Standing Bureau - 101, rue aux Arènes • Montpellier : Librairie Seuramps - 2, rue St Guilhem • Mulhouse : Ets Dubich - 21, rue Louis Pasteur • Ets Dobich - 9, rue Saint Armand • Nancy : Ets Rinter - 1, place Carnot • La Maison du Bureau - 5, rue de l'Armée Patton • Nantes : Fradet - 8, rue du Conedie • Nantes St-Herblain : Unio Leglaye - 21, rue de la Doune • Neuilly : M&H-Tables à Dessin Unio - 164, av. Cal de Gaulle • Nice : Sorbonne Papeterie 33, rue Gioffredo • Nîmes : Sté Orgabureau - 1010, route de Montpellier • Orléans : Ets Olivier - 1, rue des Minimes • Paris : Sotomex - 8, rue St Martin • Fnac - 6, bd de Sébastopol • La Règle à Calcul - 65, bd St Germain • Manbert Electronic - 49, bd St Germain • Ets Duriez - 132, bd St Germain • Fnac - 136, rue de Rennes • Laxmartine Fac - 90, rue d'Assas • Fnac - 26, av. de Wagram • L.P.S. Bureau - 46, rue Laflotte • Cornet - 43, rue du Moulin des Prés • Bureau Sélection - 26, rue Robert Lindet • Sté Dimab - 12, rue A. Chabrière • A. Lamartine - 116, rue de la Pompe • Les Techniciens Associés - 154, rue Cardinet • Pau : Sté Gagnebien S.A. - 106, bd Tourasse • Poitiers : Ets Beaulu - Z.I. de la République - R.N. 10 Nord • Puteaux : Banlieue Ouest Mécanographie - 4, rue des Bas Rogers • Reims : Equipement Bureau Champagne - 7, cours J. B. Langlet • Equipement Bureau Champagne - 12, rue Montfaucon • Reims • Viental - 25, place du Colombier • Rouen : Scripta - 27, rue Jeanne d'Arc • Unio Rodess - 28, quai Cavellier de la Salle • Saint-Etienne • St-Denis - 3, av. de la Libération • St-Jean-de-la-Ruelle : Ets Olivier - rue Henri Dumont • St-Pierre-des-Corps : Papeterie Marlet - 11, rue Martin Andent • Strasbourg : Ets Meschenmoser - 33, rue du Vx Marché aux Vins • Toulouse • Castels - 20, place du Capitole • S.I.C. - 64, rue Matabian • Toulon : S.P.C.E. Photo Liberté - 3, place de la Liberté • Tours : Papeterie Marlet - 23, rue de Bordeaux • et dans les grands magasins suivants : An Printemps, B.H.V., Galeries Lafayette.

consultants immobiliers
internationaux

investissement, expertise, commercialisation, gestion

KF
+R

Knight Frank
& Rutley France

16, place Vendôme 75001 Paris
tél: 260.67.53 / télex 220753 F

Amsterdam, Bruxelles, Faro, Genève, Kaduna,
Kano, Lagos, Londres, Port Harcourt, Séhégan

LA VIE SOCIALE ET ÉCONOMIQUE

AGRICULTURE

M. Barre va arbitrer les différends constatés lors de la conférence annuelle entre le gouvernement et les professionnels

La première phase de la septième conférence annuelle entre les pouvoirs publics et les organisations agricoles représentatives (Fédération des exploitants, Jeunes Agriculteurs, chambres d'agriculture, Confédération des organismes mutualistes) doit se dérouler, jeudi 26 mai, à l'hôtel de Ville. La seconde phase aura lieu le 7 juillet à l'hôtel Matignon. La dernière main à la rencontre a été mise au cours d'un dîner auquel M. Pierre

Méhaignerie, ministre de l'agriculture, a convié les dirigeants des quatre grandes centrales paysannes, lundi 23 mai. L'ordre du jour de la réunion du 26 mai prévoit que, durant la matinée, seront passés en revue le bilan de la conférence 1976, le statut du conjoint de l'exploitant agricole, les modalités de dotation aux jeunes agriculteurs, les plans de développement, les équipements en milieu rural. Après un lunch, les participants traiteront

des exportations agro-alimentaires et des problèmes des régions méditerranéennes, liés à l'éventuel élargissement du Marché commun. Peu de décisions sont attendues au terme de cette première confrontation en raison soit du coût financier des mesures envisagées, soit du caractère politique du sujet. L'arbitrage du premier ministre sera donc nécessaire, à l'exception sans doute de la dotation aux jeunes agriculteurs.

Les États-majors des principales organisations paysannes ont craint, ces derniers mois, que la conférence annuelle 1977 n'ait pas lieu. M. Christian Babinet, qui était resté ministre de l'agriculture sous le premier gouvernement Barre, ne montrait, en effet, aucun enthousiasme pour cette formule. La concertation pouvait, en outre, paraître inutile, car le nouveau chef du gouvernement.

Force de l'habitude sans doute, un conseiller de M. Bonnet, qui e gardé les mêmes fonctions dans le cabinet de M. Pierre Méhaignerie, a néanmoins été chargé de préparer cette nouvelle conférence. Affaire de tempérament peut-être, le nouveau ministre de l'agriculture est apparu plus soucieux que son prédécesseur de bonnes relations avec les dirigeants paysans. Préoccupation politique sûrement. M. Raymond Barre, dont le plan de redressement économique s'est heurté à l'hostilité des centrales ouvrières, a reçu, en revanche, l'approbation des organisations agricoles et a eu le souci de ne point leur être désagréable.

LA GRANDE-BRETAGNE ACCEPTE DE NE PLUS SUBVENTIONNER SES ÉLEVÉS DE PORCS

(De notre correspondant.) Londres. — La Grande-Bretagne vient de s'avouer battue dans la « guerre du cochon » qui l'opposait depuis le début de l'année aux autres membres de la Communauté. La subvention de 1 million de livres par semaine que le gouvernement de Londres accordait à ses éleveurs de porcs sera suspendue dans de brefs délais. Tel est le résultat de la conférence des ministres de l'Agriculture des Neuf qui a eu lieu mardi 24 mai dans la capitale anglaise.

Samedi, la Cour européenne de justice avait enjoint à la Grande-Bretagne de mettre fin « immédiatement » à la subvention de 3 livres sterling par porc qu'elle accordait aux éleveurs. Les ministres ont également examiné le dossier de l'élargissement de la Communauté. Le représentant français, M. Pierre Méhaignerie, a pu se féliciter que le conseil se trouve largement d'accord pour estimer que l'adhésion de nouveaux membres ne doit pas procéder une organisation solide du marché des produits méditerranéens. — J. W.

(Publié)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE
MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE ET DE L'ÉNERGIE
SONATRACH

SONATRACH

DIRECTION PERSONNEL

PROJETS CENTRES DE FORMATION

La direction Personnel Projets centres de formation lance un appel d'offres international pour la réalisation de deux (2) centres Polyvalents de Spécialisation Industrielle dans les Wilayates de Batna et Constantine. Chaque Centre aura une capacité d'accueil d'environ 1200 élèves par an et comprendra :

- 1) - Une zone didactique avec les spécialités suivantes :
 - Mécanique ;
 - Electronique ;
 - Electrotechnique ;
 - Fonderie ;
 - Charpenterie - Tuyauterie.
- 2) - Zone d'accueil et ensembles socio-culturels :
 - Logement des élèves, personnel et enseignants ;
 - Réfectoire - Cuisines ;
 - Services généraux ;
 - Salle d'auditorium ;
 - Terrains omnisports.

Les Sociétés et Entreprises Intéressées peuvent retirer le cahier des charges auprès de l'Entreprise Nationale SONATRACH, Direction Personnel, Projets Centres de Formation - 81, lotissement GUILLAUDI CHERAGA (par Dely-Brahim), des la parution de cet avis.

Les offres transmises dans les formes prescrites par le cahier des charges doivent parvenir sous double pli cacheté, au plus tard le 15 juin 1977, avec la mention « Soumission à ne pas ouvrir ». Appel d'offres Centres Polyvalents CONSTANTINE et BATNA - à Monsieur le Directeur Personnel.

80, avenue AHMED - GHERMOUL - ALGER.

Reservés au premier ministre

Ce catalogue, qui renvoie sans cesse à des engagements antérieurs, illustre le peu d'empressement mis ces derniers mois par l'administration à faire avancer les dossiers. Il en est de même avec les deux sujets qui seront traités jeudi après-midi, dont le soutien est d'ores et déjà réservé au premier ministre.

L'exportation des produits agro-alimentaires. L'objectif du VII^e Plan est d'obtenir un solde an-

nuel des échanges agro-alimentaires excédentaire de 20 milliards de francs, malgré les difficultés d'exportation des denrées. M. Barre pourrait proposer à ses interlocuteurs de prendre à cet effet des partici-

patons dans des firmes commerciales étrangères pour faciliter l'écoulement des produits français. L'élargissement de la C.E.E. — Après des mois de débats, le groupe de travail, dont le rapporteur est M. François Desouches, a remis un rapport faisant le point sur les difficultés soulevées par l'adhésion éventuelle de la Grèce, du Portugal et de l'Espagne au Marché commun. Moins négatif que dans sa première version, ce nouveau document a des conclusions analogues à celles du rapport remis par les sénateurs Piquet et Sordet (le Monde du 13 mai).

Les sujets abordés par la conférence annuelle sont donc passablement dilués. « Pour le gouvernement », écrit à ce propos M. Raimbault, secrétaire général de la C.N.M.C.C.A. dans son rapport au congrès de Grenoble (le Monde du 10 mai), cela représente l'avantage de disposer d'un choix relativement vaste, sans être lié par avance aux revendications formulées pour les organisations professionnelles. L'inconvénient est de voir certaines de leurs priorités oubliées. C'est ainsi que l'attention de plus en plus faible consacrée aux problèmes d'organisation économique et de progrès social en agriculture traduit une évolution nette vers un examen de plus en plus sectoriel à court terme des questions agricoles. — Comment pourrait-il en aller autrement en cette longue période pré-électorale ?

ALAIN GIRAUDO.

AFFAIRES

M. Jean-Paul Parayre succédera à M. François Gautier à la tête du directoire de Peugeot

M. Jean-Paul Parayre succédera, le 30 juin prochain, à M. François Gautier, dont le mandat vient à expiration, à la tête du directoire du groupe P.S.A. Peugeot-Citroën, annonce la direction de la firme automobile. Cette nomination était attendue. L'entrée en sein du directoire de M. Parayre, annoncée en mars 1977, l'avait préparée et depuis cette date il faisait figure de dauphin. Pourtant, cette décision marque un tournant important dans l'histoire du groupe Peugeot, devenu depuis 1976, en absorbant Citroën, la seconde entreprise française d'automobile, presque à égalité avec la régie Renault.

Pour la première fois, le groupe ne sera pas dirigé par un « homme maison ». M. Gautier, âgé de soixante-dix ans, n'était certes pas membre de la famille Peugeot, mais il avait fait toute sa carrière au sein du groupe où il était entré en 1930 comme ingénieur, et dont il était devenu président en 1965. M. Jean-Paul Parayre, lui, n'appartient au groupe Peugeot que depuis septembre 1974. Entré à la direction des participations industrielles des Automobiles Peugeot, il a été rapidement rattaché à la direction générale, puis il est devenu directeur de la division automobile de P.S.A. Peugeot-Citroën avant d'être nommé membre du directoire. Ascension fulgurante, d'autant plus remarquable qu'elle ne correspond en rien aux traditions de la firme de Sochaux, accoutumée aux carrières progressives et régulières et dont l'organisation quasi militaire permet peu de « coups d'éclat » de ce genre. La progression rapide de M. Parayre n'a d'ailleurs pas manqué de susciter des inquiétudes, notamment au sein de Citroën, où l'on prête au nouveau venu l'intention d'accélérer la fusion des deux firmes et où l'on craint que l'indépen-

dance de la firme du qual de Javel ne soit pas préservée. Jusqu'à présent, M. Parayre n'a jamais pris publiquement position sur la politique générale du groupe. L'arrivée d'un « homme neuf » à la direction de la vieille maison entraînera-t-elle des changements notables en son sein ? La gestion Peugeot n'a pas si mal réussi, et la famille conserve le contrôle du capital. Dès lors il serait bien surprenant que l'on assiste à de très profonds bouleversements.

V. M.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

OFFRE PUBLIQUE D'ÉCHANGE des actions SOCIÉTÉ FRANÇAISE DES TÉLÉPHONES ERICSSON contre des actions LE MATÉRIEL TÉLÉPHONIQUE proposée par la Société THOMSON-BRANDT

La Société Thomson-Brandt a chargé la Banque nationale de Paris, la Banque de Paris et des Pays-Bas et le Crédit Lyonnais, agissant pour son compte, d'offrir aux actionnaires de la Société française des téléphones Ericsson d'échanger :

6 actions Téléphones Ericsson, jouissance 1^{er} janvier 1978, contre :

2 actions Le Matériel téléphonique, jouissance 1^{er} janvier 1978.

Cette offre est valable jusqu'au 6 juin 1977 inclus, à condition que :

116 469 actions Téléphones Ericsson au moins soient présentées. Toutes les actions Téléphones Ericsson seront acceptées jusqu'à 143 000. Au-delà de ce nombre, il sera procédé à une réduction proportionnelle.

Un avis n° 77-53 de la Chambre syndicale des agents de change fixant les modalités de l'opération a été publié au Bulletin de la cote officielle du 28 avril 1977.

La commission des opérations de Bourse a approuvé la note d'information actuellement diffusée le n° 77-59 en date du 10 mai 1977.

BANQUE SCALBERT DUPONT



Les actionnaires de la banque Scalbert Dupont se sont réunis en assemblée générale le 23 mai 1977, sous la présidence de M. Louis Decoster.

Ils ont pris connaissance, en assemblée générale ordinaire, des rapports de conseil et des comptes annuels, et ont approuvé les résolutions qui leur étaient proposées.

Après constitution de toutes les provisions jugées nécessaires, le bénéfice net réattribué à 12 591 732,20 F. Il a été décidé la mise en paiement au capital ancien de 47 500 000 F. d'un dividende de 7 F par action Banque Scalbert Dupont de 50 F, assorti d'un vote fiscal de 3,50 F.

Enfin, elle a autorisé le conseil d'administration à procéder en une ou plusieurs fois à l'émission d'obligations jusqu'à concurrence d'un montant global de 100 millions de francs.

L'assemblée générale extraordinaire a autorisé le conseil d'administration à augmenter le capital social en une ou plusieurs fois pour le porter jusqu'à 150 millions de francs.

Par ailleurs, MM. Louis Piquet et Jean Robineau Bourgneuf ont été réélus vice-présidents.

BANQUE INDUSTRIELLE ET MOBILIÈRE PRIVÉE (B.I.M.P.)

Le conseil d'administration de la société s'est réuni le 17 mai, à l'assemblée générale ordinaire.

Les fonctions de M. François Mialaret, président-directeur général, ont été renouvelées pour une durée de 5 ans.

M. Mialaret est renouvelé dans ses fonctions.

M. Yvan Teguier est nommé vice-président-directeur général.

Par délégation du président :

M. Charles Frideau est nommé directeur général de l'exploitation bancaire ;

M. Jacques Abela, directeur général adjoint.

P.S.A. PEUGEOT-CITROËN

Au cours de la réunion du conseil de surveillance du 23 mai 1977, le directeur a précisé que les actionnaires seraient convoqués en assemblée générale le 30 juin 1977, à 10 heures, au siège social.

Il sera proposé à cette assemblée d'approuver les comptes de 1976, qui se soldent par un bénéfice net de 327,6 millions (après notamment une plus-value de 100 millions) et de voter la consécration de ce bénéfice à compter du 1^{er} juillet 1977, d'un dividende net de 10 F par action, avec un vote fiscal de 5 F, applicable aux 831 300 actions en circulation au 31 décembre 1976.

L'assemblée aura également à se prononcer sur le renouvellement du mandat de membre du conseil de surveillance de M. Roland Peugeot, président, et sur la nomination en qualité de nouveaux membres de M. François Gautier et Paul Fauriol, en remplacement respectivement de M. Maurice Jordan, président d'honneur, décédé, et de M. François Peugeot, dont le mandat n'est pas renouvelable, en application des statuts.

Le conseil de surveillance a décidé de nommer M. Jean-Paul Parayre, président du directoire, à compter du 30 juin 1977, date à laquelle prendra fin le mandat de M. François Gautier. A cette date, le directeur de la société sera M. Jean-Paul Parayre.

M. Jean-Paul Parayre, président, Pierre Peugeot, directeur général, Gérard de Pins, secrétaire général du groupe.

Le conseil de surveillance a également pris connaissance des comptes et du bilan consolidé de l'exercice 1976, au cours duquel est intervenue la fusion des sociétés Citroën S.A. et Peugeot S.A. Pour un chiffre d'affaires hors taxes de 35 098 millions, les comptes de résultats font apparaître une marge brute d'amortissement de 3 468 millions, après 1 481 millions d'impôts. Le bénéfice net consolidé s'élève à 1 257 millions, après 1 226 millions d'amortissements et 610 millions de dotations nettes aux provisions.

Sur ces bases et après conversion supposée de toutes les obligations d'intérêt à court terme en obligations à long terme, le bénéfice net consolidé de 1 257 millions est corrigé de 122,7 F. Au passif, la situation nette avant affectation apparaît pour 5 458 millions, dont 441 millions pour les intérêts minoritaires, tandis que les provisions se montent à 1 312 millions, que les dettes à long et moyen terme s'élèvent à 4 229 millions et que les dettes à court terme figurent pour 10 927 millions. L'actif immobilisé s'élève à 7 463 millions, dont 6 822 millions d'immobilisations propres et 641 millions de plus-values latentes et de dépréciations. Les valeurs d'exploitation figurent pour 7 182 millions et les valeurs réalisables pour 9 388 millions.

LES SICAV DES CAISSES D'ÉPARGNE gérées par la caisse des dépôts et consignations

LE LIVRET PORTÉFOLLE	S.N. FRANCE OBLIGATIONS
97,5% Obligations françaises (dont 7,2 convertibles)	Obligations françaises 97,5% (dont 8,5 convertibles)
5,4% Obligations étrangères	Obligations étrangères 5,4% (dont 6,5 convertibles)
24,2% Actions françaises	Obligations étrangères 5,4% (dont 6,5 convertibles)
24,5% Actions étrangères	Actions françaises 1,9%
5,4% Liquidités et autres éléments d'actif	Liquidités et autres éléments d'actif 6,4%

Shuettion au 31 mars 1977

F 1 070 232 329 — ACTIF NET — F 1 068 232 014,44

2 765 425 — NOMBRE D'ACTIONNAIRES EN CIRCULATION — 2 769 725

F 1 765 425 — VALEUR LIQUIDITAIRE — F 2 769 725

F 8,44 + 1,22 — DIVIDENDE NET + AVANT — F 10,66 + 1,22

REINVESTISSEMENT DU DIVIDENDE EN ACTIONS NOUVELLES EN FRANCHISE TOTALE DE DROIT D'ENTRÉE JUSQU'AU 30 JUIN 1977

Banque pour le Commerce Continental

15-17 Quai des Bergues

Genève

Toutes opérations de banque

LES MARCHÉS

PARIS	LONDRES
<p>26 mai 1977</p> <p>10h00 : Cote officielle de la Bourse de Paris. Le marché est en hausse, porté par les actions de la Banque de France et de la Banque de Paris et des Pays-Bas.</p> <p>11h00 : Cote officielle de la Bourse de Londres. Le marché est en hausse, porté par les actions de la Bank of England et de la Bank of Scotland.</p>	<p>26 mai 1977</p> <p>10h00 : Cote officielle de la Bourse de New York. Le marché est en hausse, porté par les actions de la Federal Reserve Bank et de la Bank of America.</p> <p>11h00 : Cote officielle de la Bourse de Tokyo. Le marché est en hausse, porté par les actions de la Bank of Japan et de la Bank of Keio.</p>

LES MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

Nouvelle hausse.

Malgré l'ordre de grève lancé par les syndicats, le Bourse de Paris a partiellement fonctionné mardi. Les cotations ont été normalement assurées sur le marché des actions. En revanche, aucun cours n'a été inscrit au comptant sur le marché des obligations.

Encore une bonne séance pour le marché français, qui, sur les cotes de la Bourse, a poursuivi rapidement leur progression et monté de 1,98 % en moyenne, ce qui porte leur hausse à 4,7 % par rapport à la veille.

Les actions des compagnies de téléphones ont été particulièrement recherchées. La cotation de la S.F.T. a même été retardée devant la demande trop importante. Finalement, le titre a gagné un peu plus de 7 % d'un jour à l'autre. D'autres valeurs de ce secteur, comme la Compagnie électrique se sont elles aussi distinguées : T.R.T. (+ 7 %), Leroy Somer (+ 6 %), C.S.F. (+ 2 %).

Les valeurs de la région de Rhône-Poulenc et de l'Air liquide.

Ces différentes hausses n'ont pas eu, en fait, entraîné une grande satisfaction, car nombre d'ordres n'ayant pu parvenir dans les charges d'agents de change en raison des débrayages intervenus dans les banques, le fait, le montant des transactions a été, en fait, les français a tout juste atteint 30 millions de francs contre 44,8 millions lundi. Des ordres de vente ont été, en fait, les moins été enregistrés en provenance d'Allemagne et de Grande-

LONDRE

encouragé par la promesse d'un
gouvernement d'assouplir sa poli-
tique de limitation des dividendes,
le marché poursuit son avance mar-
di matin. Peu après l'ouverture,
l'indice des industrielles enregistre
un gain de 3,8 points à 476. Baisse,
en revanche, des fonds d'étr.
(severum) (pechers) : 145 .. contre 144 80

VALUES	CLOTHES 24½	COATS 25½*
Less 3 1/2 %	20 1/4	30 1/4
"	498	496
"	944	942
"	553	557 1/2
"	180	180
"	484	489 1/2
"	159	159
"	280	261 1/2
"	12 1/2	18 1/2
"	231	234
"	18 3/8	18 1/4

NEW-YORK

À 1/2 pas bas depuis janvier 1978

Les deux premières séances de la semaine ont été également mauvaises à Wall Street, où l'indice Dow Jones est tombé du niveau de 1.140 à 1.120,50, soit une baisse de 19,50 points, à 1.140 mardi en clôture, revenant ainsi à son point le plus bas depuis le 12 mai 1977. Depuis le 12 mai, la perte se monte maintenant à près de 30 points.

À l'origine de cette nouvelle baisse, on trouve deux facteurs principaux : la hausse des taux d'intérêt. Soient récemment d'un quart de point, à 1/2 %, les taux de base fédéraux pourraient, selon la plupart des analystes, être de nouveau augmentés à 3/4 %.

Le second facteur est la dégradation de la cote de crédit accordée par

Ces prévisions sont à rapprocher de celles de M. O'Leary, vice-président de l'U.S. Trust Co., pour qui « l'économie américaine enregistrera une vigoureuse reprise cette année et pendant la plus grande partie de 1978 ». Le bel prospectus « si séduisant », pourrait évidemment inciter la Réserve Fédérale à traîner une trop rapide expansion génératrice d'inflation en agissant sur le crédit.

Volumes de transactions : 22,05 millions de titres contre 18,28 millions l'année.

Indices Dow Jones : transports, 242,55 (-1,48) ; services publics,

INDICES QUOTIDIENS

INSRE. Base 100: 31 déc. 1976.)	
	20 mai 23 mai
eurs françaises ..	80,2 82,8
eurs étrangères ..	100,4 100,4
" DES AGENTS DE CHANGE	
(Base 100: 29 déc. 1961.)	
des général	52,5 53,2

Les données du 31 mai 1964
ont été calculées.

Taux du marché monétaire	
Effets privés	8 1/2 %

NOUVELLES DES SOCIÉTÉS

FRANCE-PAQUEBOT-CARTESA. - Le récépissé de 1976 a été établi à 15 francs. Le récépissé de l'exercice 1977 : 4,77 millions. Dividendes globaux : 2,38 millions. Dividendes par actions : 1,58 million de francs. Dividende global : 0,75 franc.

FRANCE-PAQUEBOT-CARTESA. - Le récépissé de 1976 a été établi à 15 francs. Le récépissé de l'exercice 1977 : 4,77 millions. Dividendes globaux : 2,38 millions. Dividendes par actions : 1,58 million de francs. Dividende global : 0,75 franc.

110,58 (-0,38).

VALEURS	COURS	COURS
	83/8	24/8

Loss	58 1/4	57 1/4
------------	--------	--------

1.7.7	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
1.7.7	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
1.7.7	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
1.7.7	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
1.7.7	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57	58	59	60	61	62	63	64	65	66	67	68	69	70	71	72	73	74	75	76	77	78	79	80	81	82	83	84	85	86	87	88	89	90	91	92	93	94	95	96	97	98	99	100
1.7.7	11	12	13	14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30	31	32	33	34	35	36	37	38	39	40	41	42	43	44	45	46	47	48	49	50	51	52	53	54	55	56	57																																											

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	23/5	25/0
--	------	------

BOURSE DE PARIS - 24 MAI - COMPTANT

VALEURS	% du port.	% du coupon	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours	VALEURS	Cours précéd.	Dernier cours
88 90	1	982	France (S.A.R.L.)	153	150	London Assent.	155	150	Imperial	87	125
89 91	1	982	France (S.A.R.L.)	153	150	Port Landmark	155	150	St. Louis, Ind.	87	125
90 92	1	982	SAH (S.A.) Contr.	118	116	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	87	125
91 93	1	982	Pratendine S.A.	217	218	Alwaynt, Credit	213	211	St. Louis, Ind.	161	201
92 94	1	982	S.A. P.	153	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
93 95	1	982	Alwaynt, Credit	217	218	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
94 96	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
95 97	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
96 98	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
97 99	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
100 00	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
101 01	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
102 02	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
103 03	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
104 04	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
105 05	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
106 06	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
107 07	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
108 08	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
109 09	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
110 10	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
111 11	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
112 12	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
113 13	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
114 14	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
115 15	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
116 16	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
117 17	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
118 18	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
119 19	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
120 20	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
121 21	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
122 22	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
123 23	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
124 24	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
125 25	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
126 26	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
127 27	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
128 28	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
129 29	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208
130 30	1	982	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	155	150	St. Louis, Ind.	172	208

MARCHÉ A TERME

Compan- y	VALEURS	Précéd. côteurs	Précéd. coteurs	Précéd. coteurs	Précéd. coteurs	Compan- y	VALEURS	Précéd. côteurs	Précéd. coteurs	Précéd. coteurs	Précéd. coteurs	Compan- y	VALEURS	Précéd. côteurs	Précéd. coteurs	Précéd. coteurs	Précéd. coteurs	Compan- y	VALEURS	Précéd. côteurs	Précéd. coteurs	Précéd. coteurs	Précéd. coteurs								
1775	4.50 % 1973 C.M.E. 1 %	1672	1672	1672	1672	320	Ch. G. Lefebvre	180	180	180	180	110	70	70	70	70	70	183	T. L. Ericsson	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	158	J. L. Lefebvre	180	180	180	180	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	45	Canada	44	44	44	44	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	128	Canada	128	128	128	128	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325	110	70	70	70	70	70	183	Thames Canal	164	164	164	164	340	Gen. Motors	341	341	341	341	341	341
		1672	1672	1672	1672	325	Canada	325	325	325	325																				

COTE DES CHANGES

MARCHES OFFICER.	COORS price.	COORS 24/5
Alger-Wis (5 1/2)	4 353	4 335
Alger-Wis (100 1/2)	210 840	229 840
Bahigine (100 1/2)	18 743	13 729
Bayo-Bas (100 1/2)	201 840	201 184
Danemarg (100 1/2)	32 545	32 250
Stals (100 1/2)	118 545	118 545
Maride (100 1/2)	5 511	5 315
Grande-Portugale (5 1/2)	8 545	8 537
Stals (100 1/2)	187 540	190 550
Autrieux (100 1/2)	28 527	28 486
Cyprien (100 1/2)	7 187	7 183
Perchal (100 1/2)	12 540	12 540
Cyprien (100 1/2)	4 723	4 723

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

Monnaies et devises	Cours prix.	Cours 24/5.
Or fin (d'io au barre).....	23850	23850
Or fin (d'io au fléau).....	23850	23750
Pièces françaises (20 fr.).....	249 50	243 50
Pièces anglaises (20 sh.).....	265 50	265
Union latine (20 fr.).....	226 50	226
Souverains.....	226 50	225
Pièces de 10 dollars.....	670 25	670 25
Pièces de 5 dollars.....	335	335
Pièces de 50 messis.....	971	960 50
Pièces de 10 florins.....	218 80	215 30

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 25. EUROPE**
- ITALIE : Les évêques ne voient pas de raison majeure d'intervenir dans le débat politique.
 - Élection de M. Podgorny du bureau politique du P.C.U.S.
 - POINT DE VUE : « L'Union soviétique et le temps », par Pierre Bourgeois.
- 26. AFRIQUE**
- La problématique du Sahara occidental.
 - Le désert insurgé (II), par D. Pouchin.
- 27. PROCHE-ORIENT**
- La recherche d'une solution au problème palestinien.
- 28. ASIE**
- CORÉE DU SUD : Séoul soumet l'intervention de Washington en cas d'agression.
- 29. AMÉRIQUES**
- 10-11. POLITIQUE
 - A 1. Assemblée nationale, l'égout du collectif budgétaire pour 1977.
 - 12. D'UNE RÉGION À L'AUTRE
 - ÉQUIPEMENT
 - 13. MÉDECINE
 - Un gène de l'insuline est transplanté dans une bactérie.
 - 14. RELIGION
 - 14. SCIENCES
 - 14-15. ÉDUCATION
 - Les présidents d'université à l'Élysée.
 - LIBRES OPINIONS : « Les universitaires sont surveillés », par Pascal Solin.
 - 15. JEUNESSE
 - L'impossible insertion d'un grand handicapé.
 - 16-17. JUSTICE
 - La 74^e congrès des notaires de France.
 - M. Stork n'est pas un homme d'argent.
 - 18. PRESSE

**LE MONDE DES ARTS
ET DES SPECTACLES**

Pages 19 à 27

EXPOSITIONS : Jardins du dix-huitième siècle à l'Hotel de Sully ; Peinture anglaise à Bordeaux.

CINÉMA : Le Festival de Cannes.

MUSIQUE : Une édition des symphonies de Beethoven ; Les esquisses de « Petrus ».

**35 à 40. LA VIE ÉCONOMIQUE
ET SOCIALE**

- La journée de grève nationale du 24 mai.
- LIBRES OPINIONS : « Sauver la sidérurgie en appliquant le programme commun », par Alain Rameau.

LIRE ÉGALEMENT

RADIO-TELEVISION (18)

Annouces classées (20 à 34) ; Aujourd'hui (35) ; Carret (16) ; Journal critique (35) ; Médicaments (35) ; Mots croisés (35) ; Bourse (41).

Le numéro du « Monde » daté 24-25 mai 1977 a été tiré à 589 918 exemplaires.

COURS RICHELIEU

ENSEIGNEMENT SECONDAIRE PRIVÉ

75, avenue des Ternes - 75017 PARIS

Renseignements : Tél. : 380-53-00 et 754-26-05

JEUNES GENS - JEUNES FILLES

Externat - Demi-Pension

E. LECLERC

CENTRE OFFICIEL VETEMENTS

15, boulevard MAGENTA-PARIS X^e Angie rue de Lancry

M^{rs} BONSERGENT ou RÉPUBLIQUE - PARKING GRATUIT au PARCOURS

Ouvert de 9h30 à 12h30 et de 14h à 19h - Fermé Dimanche et Lundi matin

COSTUMES

Printemps Été

- non doublés 235 F 270 F
- extra légers 283 F 320 F

PRIX, COUPE, QUALITÉS

IRATABLES

ALORS QUE LES ÉLECTIONS SE DÉROULENT NORMALEMENT

Le gouvernement néerlandais refuse que les commandos moloquois emmènent des otages à l'étranger

De notre correspondant

Amsterdam. — Tandis que les élections législatives se déroulent normalement, le mercredi 25 mai, la situation est tendue à La Haye, où le gouvernement néerlandais de M. Den Uyl est très embarrassé par la double prise d'otages survenue le 23 mai dans le nord du pays et qui est le fait de commandos moloquois (« le Monde » du 24-25 mai).

Les deux commandos exigent la libération de vingt et un Moloquois emprisonnés en 1975 après la tentative d'enlèvement de la reine Juliana et les prises d'otages à Bellen et au consulat d'Indonésie à Amsterdam. Les membres du commando exigent aussi de quitter le pays en Boeing-747, accompagnés des prisonniers libérés et d'otages. Mais M. Den Uyl a fait savoir que le gouvernement refusera de

laisser emmener les otages. D'autre part, M. Van Agt, ministre de la justice, a déclaré qu'il n'y aura pas de négociation tant que les enfants détenus dans l'école de Smilde ne seront pas libérés.

Depuis 1975, les données politiques de l'affaire n'ont pas changé. Les Moloquois réclament toujours une nouvelle proclamation de la République des Moloques du Sud, qui existait pendant quelques mois en 1950, lors de l'accession de l'Indonésie à l'indépendance.

La création, après l'affaire de Bellen, d'une commission mixte néerlandaise-moloquoise ne pouvait suffire à satisfaire les éléments les plus « durs » de la communauté moloquoise. Une partie de la jeunesse de cette communauté se déclare maintenant proche du FRETILIM (Front de libération du Timor de l'Est) et se dit socialiste.

MARTIN VAN TRAA.

Assen (Province de Drenthe). — Rien ne manque à la carte postale : ni les petites maisons aux briques vernies, aux rideaux sages, ni l'inévitable canal coupé de ponts mobiles, ni même, à l'horizon, un moulin à vent, tandis que passent, dans le soleil, des nuées d'enfants blonds juchés sur de hautes bicyclettes hors d'âge.

Mais c'est d'autres enfants qu'il s'agit. Mercredi matin 25 mai en fin de matinée, cent quinze d'entre eux étaient toujours détenus comme otages dans la petite école de Smilde qu'assiégeaient — incongrus comme une escadrille de chasse dans un ciel de Vermeer — des dizaines de véhicules de la police, de la gendarmerie et de l'armée. Mardi, le commando terroriste avait relâché les écoliers moloquois.

Une vingtaine de kilomètres plus loin, sur la route qui mène à Groningue, le spectacle est un peu différent. À la hauteur de la petite commune de Glimmen, une vaste zone interdite a été délimitée, dont les journalistes ni les habitants ne peuvent approcher. À plus de 1 kilomètre de la voie, des centaines de badauds sont arrêtés pour scruter, de préférence à la jumelle, les six wagons jaunes et bleu qu'un autre commando terroriste a paralysés à l'entrée d'un petit bois.

Le déploiement de forces est impressionnant : hélicoptères, automitrailleurs avec conducteurs et servants en tenue camouflée, tireurs d'élite, camionnettes, ambulances, etc. Bellen, où un train avait été arraisonné par un premier commando d'extrémistes moloquois en décembre 1975, est tout proche. Il est vrai que les familles originaires des Moloques du Sud sont nombreuses dans cette partie des Pays-Bas, même si toutes ne se sentent pas solidaires des auteurs de ces deux nouveaux coups de force.

« Après Bellen, le pouvoir a cru, on peut le croire, que le problème était réglé », explique un jeune membre de la communauté moloquoise d'Assen, alors qu'il n'était qu'étouffé. Nous savions

De notre envoyé spécial

bien qu'on devrait reporter rapidement de notre pays. Aujourd'hui, c'est fait. « Partisan nuancé de l'action entreprise par les deux commandos, il s'attend à un résultat d'incompréhension de la part du reste de la population. Il estime cependant que ses amis n'avaient plus le choix des moyens : « Grâce à eux, dit-il, dans le monde entier, des centaines de journalistes vont porter pendant des jours du problème de notre identité nationale. Pour les minorités, il n'y a malheureusement plus que le fait divers qui paie ».

Ce « fait divers » peut-il « payer » ? L'action d'aujourd'hui n'a-t-elle pas justement pour origine le fait qu'un précédent coup d'éclat n'a, une fois éteints les projecteurs, eu aucune conséquence notable pour la communauté moloquoise ? La position des membres les plus « durs » de cette communauté, c'est-à-dire en général des jeunes, n'est pas facile. Fils de soldats indonésiens qui avaient aidé militairement les Néerlandais dans leur tentative de reconquête de l'archipel au lendemain de la seconde guerre mondiale, ils se sentent aujourd'hui doublement étrangers, rejetés par leur pays d'origine et mal assimilés par leur pays d'adoption. Pourtant, les jeunes nationalistes moloquois n'ont, dans leur très grande majorité, jamais vu le pays pour l'indépendance auquel ils combattent.

Au-delà des revendications immédiates des deux commandos — un Boeing-747 prêt à décoller d'Amsterdam pour une destination encore inconnue, et la libération des auteurs des précédents coups de main condamnés à quatre ans de prison l'an dernier — il s'agit bien, en effet, de la reconnaissance de leur indépendance par Djakarta, sous la pression de La Haye.

En 1976, le siège du train de Bellen avait duré douze jours ; celui du consulat indonésien à

Amsterdam quatorze. Le premier avait causé la mort de trois personnes ; l'issue du second était éparse à l'époque comme un nuage pour M. Den Uyl. En toute hypothèse, les extrémistes moloquois semblaient encore nourrir certaines espérances après le relatif échec des deux opérations de 1975. Que peuvent-ils attendre aujourd'hui, et jusqu'à quand ?

Autour de l'école et du train, dès le premier matin, l'on était organisé pour l'attente. Les négociations, naturellement tenues secrètes, semblaient être délibérément conduites de façon à durer. Comme en 1975, un centre de presse a été installé. Les troupes sont régulièrement et rapidement relevées. L'intendance suit — quand elle ne précède pas. Très vite, une certaine routine s'est installée. Tout un réseau de déviations routières a été mis en place, dès les premières heures, avec du matériel manifestement destiné à demeurer sur les lieux un certain temps. Les Néerlandais ont mobilisé des psychiatres pour s'adresser de la façon la plus judicieuse possible aux insurgés.

Dans le petit jeu des pronostics et des spéculations auquel badauds, soldats et journalistes ont occupé les deux premières journées et les deux premières nuits d'attente, une considération d'actualité a les élections. On estime en général que le gouvernement néerlandais ne prendra aucun risque, sauf s'il y est obligé par un changement d'attitude des commandos. À moins que M. Den Uyl ne veuille frapper l'opinion par une manifestation de fermeté.

En lançant leur double opération de commando l'avant-veille du scrutin, les extrémistes moloquois ont-ils fait un bon calcul ? L'absence de réaction de la part des électeurs, en dehors d'une curiosité quasi touristique, ne permet pas, pour l'instant, de se prononcer. Mais les résultats de la consultation, ce mercredi soir, fourniront peut-être un élément de réponse.

BERNARD BRIGOLEUX.

Au Maroc

Trois coopérants français sont arrêtés et pourraient être accusés de « complot contre la sûreté de l'État »

Trois enseignants français travaillant au Maroc au titre de la coopération ont été arrêtés, à Rabat, par la police marocaine, le 19 mai, les deux autres, MM. Barbieri et Jean-Pierre Charles, le 24 mai. Un quatrième coopérant, M. Bernard Cabiac, résident à El-Jadida, a disparu de son domicile après avoir été invité à se tenir à la disposition de la police. Deux autres enseignants, enfin, MM. Jumelle et Jumelet, appréhendés le 19 mai, ont été relâchés après vingt-quatre heures d'interrogatoire. Ces arrestations auraient été opérées dans le cours d'une enquête sur un « complot » contre la sûreté de l'État. Les autorités marocaines et françaises ont observé jusqu'à présent la plus grande discrétion sur cette affaire.

C'est le Comité contre la répression au Maroc qui, dans un communiqué, diffusé ce mercredi 25 mai à Paris, est le premier à publier les informations ainsi confirmées par le Syndicat général de l'éducation nationale C.F.D.T. L'un des coopérants arrêtés, M. Jean-Pierre Charles, professeur d'histoire et de géographie au lycée Descartes, à Rabat, était, en effet, jusqu'en mois de janvier dernier, président de l'Association générale de l'éducation nationale (AGEN) qui regroupe au Maroc les adhérents du S.G.E.N.-C.F.D.T. Dès le 21 mai, l'AGEN avait demandé une entrevue au conseiller culturel de l'ambassade de France à Rabat, afin de lui faire part de son inquiétude après l'arrestation de M. Champaux. Des représentants de cette association ont été ensuite reçus, le 23 mai, par l'ambassadeur lui-même, M. Jean-Bernard Raimond.

Ces démarches n'ont pas été inutiles puisque dès le 23 mai le conseil de France à Rabat a été autorisé à s'entretenir en présence de policiers avec M. Champaux. Celui-ci aurait déclaré qu'il n'avait pas été maltraité. Le fait que M. Jean-Bernard Raimond ait rencontré à deux reprises le samedi 20 mai le ministre marocain de l'Intérieur, avant de s'entretenir avec le roi Hassan II lui-même, montre l'importance que l'on attache de part et d'autre à une affaire qui risque

EXPLOSION DANS LE MÉTRO

Un mort

Un homme a été tué ce mercredi 25 mai, à 10 h. 15, par une explosion qui s'est produite dans les collectes de la station de métro Strasbourg-Saint-Pierre. La brigade criminelle chargée de l'enquête a découvert sous le corps un paquet suspect. On ignorait en fin de matinée l'identité de la victime.

L'Assemblée générale de la Mutualité des artistes se tient au Théâtre de l'Athénée le 26 juin, à 16 h. 30, et non à 14 h. 45 comme il avait été prévu.

LA CANNE A SUCRE

BAB 23.25

DINER-SPECTACLE

Pour apprivoiser les heures, Van Cleef et Arpels ont choisi de les retenir entre les deux lignes les plus pures et les plus parfaites : le cercle et la droite.

la boutique des heures

Van Cleef & Arpels

'Il est des signatures auxquelles on tient'

22, place Vendôme Paris. Tél. 261 58 58

A Strasbourg

PARRE : le...
pour se...
projet...
socialiste

MS-BAS : les socialistes gagnent les élections

un succès...
inculcable

La vie d'

Edgar M

La Méth

La Nature de la...